

Université de Montréal

**Étude ethnographique des stratégies sociojuridiques des professionnelles œuvrant auprès
des femmes en situation de violence domestique à Mumbai**

par Mathilde Viau-Tassé

Département d'anthropologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
Maître ès sciences (M.Sc.)
en anthropologie

avril, 2018

© Mathilde Viau-Tassé, 2018

Résumé

Cette recherche porte sur la réponse des avocates et des travailleuses sociales associées au mouvement des femmes de Mumbai face à la violence domestique. Elle s'intéresse plus particulièrement aux stratégies et aux tactiques que ces dernières développent pour donner accès à la justice aux femmes qui vivent ce type de violence. Situées dans un contexte juridique pluraliste, les professionnelles font interagir différentes sources de droit dans leur travail quotidien de défense des droits des femmes.

Afin de comprendre les interactions entre les ordres juridiques en place, cette recherche s'attarde d'abord sur le premier ordre auquel la femme est assujettie en Inde, c'est-à-dire celui de la parenté. Identifier les rôles et les statuts qu'elle obtient au sein de la famille au fil de sa vie permet non seulement de saisir comment la violence se produit dans cette sphère, mais également de comprendre comment la parenté influence son accès à la justice. En parallèle, le droit étatique ou formel, à travers une série de réformes adoptées suite à la mobilisation du mouvement des femmes, encadre également la question de la violence domestique. Les dispositions civiles et criminelles visent à donner accès à la justice à celles qui y font face. Or, y recourir demeure complexe pour diverses raisons, telles que les délais judiciaires, la vision du mariage et du genre dans la famille et dans la société ou encore la préférence pour les recours non-étatiques ou informels.

De ce fait, un regroupement d'activistes de Mumbai s'est mobilisé pour créer un réseau de services. Organisées autour d'une approche d'intervention féministe, des avocates et des travailleuses sociales développent des stratégies et des tactiques pour donner accès à la justice aux femmes qui vivent de la violence domestique. En constante innovation, ces professionnelles mettent sur pied des solutions qui sont tantôt formelles, tantôt informelles et parfois même hybrides. La diversité des stratégies et des tactiques qu'elles développent illustre non seulement la pluralité et la porosité du droit dans le contexte indien, mais également l'influence de la rencontre entre les différents ordres juridiques sur leur travail quotidien.

Mots-clés : Anthropologie juridique, accès à la justice, violence domestique, droit des femmes, stratégies et tactiques, pluralisme juridique, mouvement des femmes, droit, travail social, Inde.

Abstract

This research focuses on the socio-legal response to domestic violence of the lawyers and social workers involved in Mumbai's women's movement. Its central aim is to understand the strategies and tactics they develop to give access to justice for women facing this type of violence. Due to the pluralist legal setting, the professionals interact with various normative systems in their everyday practice.

To understand the interactions between legal orders in the Indian context, the research starts by addressing the first order to which a woman is subject: kinship. Because domestic violence happens in a domestic setting, the roles and status she obtains within the family have an impact on her ability to access justice. In parallel, state law or formal law, through a series of reforms pushed by the women's movement, also provides a framework for dealing with domestic violence. The civil and criminal provisions offer legal remedies for women facing this type of abuse. However, accessing justice in situations of domestic violence is complex for various reasons, such as the lengthy legal delays, the understanding of marriage and gender inside the family and society or even the preference for non-State or informal remedies in conflict resolution.

In response, a group of activists from Mumbai's women's movement has taken action to create a network of services geared towards abused women. Using a feminist approach, the lawyers and social workers develop strategies and tactics to give access to justice for women in situations of domestic violence. These professionals innovate constantly by implementing formal, informal and hybrid solutions. The diversity of strategies and tactics they develop illustrates not only the plurality and porosity of the law in the Indian context, but also the impact of the coexistence of different normative systems on their everyday practice.

Keywords: Legal anthropology, access to justice, domestic violence, women's rights, strategies and tactics, women's movement, law, social work, India.

Table des matières

Résumé.....	1
Abstract.....	2
Table des matières.....	3
Liste des sigles.....	8
Remerciements.....	9
INTRODUCTION	12
La Problématique.....	12
Les objectifs de la recherche.....	16
Le pluralisme juridique et hybridité de la culture juridique	18
Droit et acteurs.....	19
La structure du mémoire	20
CHAPITRE 1 – CADRE CONCEPTUEL	23
1.1 Anthropologie juridique et étude du pluralisme juridique dans le contexte indien	23
1.1.1 Petite histoire du pluralisme juridique en anthropologie : du centralisme au transnationalisme	24
1.1.2 Le pluralisme juridique comme réalité empirique.....	26
1.1.3 Hybridité et porosité du droit.....	28
1.1.4 Le sujet de droit comme source du pluralisme	29
1.2 L'accès à la justice.....	31
1.3 L'approche féministe	33
1.3.1 Les vagues du féminisme.....	34
1.3.2 Le féminisme postmoderne.....	36
1.3.3 Le féministe intersectionnel.....	37

1.4	La violence domestique	39
1.4.1	Les différentes dimensions de la violence domestique.....	40
1.4.2	Comprendre la violence par le contexte social et culturel	41
1.4.3	La violence domestique comme une forme de discrimination	43
1.5	À la défense des droits des femmes : stratégies et tactiques pour naviguer dans le contexte juridique pluraliste.....	44
CHAPITRE 2 – MÉTHODOLOGIE.....		48
2.1	Orientations méthodologiques et stratégies de recherche.....	48
2.2	Présentation des répondantes	50
2.2.1	Le Centre de service pour femmes de l'hôpital	53
2.2.2	Cellule d'aide et de soutien pour femmes : à la rencontre des femmes au poste de police.....	55
2.2.3	Des avocates à la défense des droits des femmes	58
2.3	Collecte de données	60
2.3.1	Les entrevues	60
2.3.2	L'observation participante	61
2.3.3	La recherche documentaire	63
2.4	La politique du terrain.....	64
2.4.1	Négocier son entrée sur le terrain	65
2.4.2	Rapport avec les interlocutrices et le terrain.....	66
2.5	Limites de la recherche	68
CHAPITRE 3 – LES FEMMES ET LEURS STATUTS EN INDE : IMPACT SUR LA VIOLENCE DOMESTIQUE.....		71
3.1	Les modèles de parenté en Inde et le statut de la femme selon les cycles de vie	72
3.1.1	La fille dans la famille natale.....	74

3.1.2 Mariage et résidence maritale	75
3.1.3 Le statut de la femme dans la belle-famille	78
3.2 Dénoncer (ou ne pas dénoncer) : impacts des normes de parenté sur la dénonciation de la violence domestique	80
3.2.1 Domination masculine et soumission féminine : l'impact des rôles de genre dans le mariage sur la violence domestique	81
3.2.2 To be or not to be a « good woman » ? : honneur et déshonneur familial.....	83
3.2.3 Dépendance socio-économique et soutien de la famille natale	85
CHAPITRE 4 – LE MOUVEMENT DES FEMMES ET LA LUTTE POUR L'ACCÈS À LA JUSTICE.....	90
4.1 De 1970 à aujourd'hui : le mouvement des femmes et les réformes civiles et criminelles sur la question de la violence domestique.....	91
4.1.1 Situer la mobilisation politique sur la violence domestique	92
4.1.2 La violence domestique dans la sphère publique et les réformes en droit criminel	93
4.1.3 La création des cours familiales.....	95
4.1.4 Le <i>Protection of Women from Domestic Violence Act</i> , 2005	97
4.2 Le mouvement féministe de Mumbai et la construction d'un réseau de services pour les femmes en situation de violence domestique	99
4.2.1 Les débuts de l'intervention féministe.....	100
4.2.2 Des années 1990 à aujourd'hui : l'institutionnalisation et la professionnalisation de l'intervention féministe	102
4.3 La perception de l'intervention par les professionnelles	111
4.3.1 Agir contre la violence domestique dans une perspective féministe	112
4.3.2 Définir la violence domestique	113

4.3.3 Reconnaître l'agentivité des femmes et développer leurs capacités par l' <i>empowerment</i>	117
4.3.4 Reconnaître et déconstruire les rapports de pouvoir.....	121
CHAPITRE 5 : LES STRATÉGIES ET LES TACTIQUES SOCIOJURIDIQUES DES TRAVAILLEUSES SOCIALES	127
5.1 Rejoindre les femmes en situation de violence domestique	127
5.1.1 Le Centre de service pour femmes de l'hôpital	128
5.1.2 Le Centre d'aide et de soutien pour femmes	131
5.2 Les services de <i>counselling</i> et les travailleuses sociales.....	132
5.2.1 La profession de travailleuse sociale : entre intervention et activisme.....	133
5.2.2 Le <i>counselling</i> individuel.....	134
5.2.3 « Joint <i>counselling</i> » : négocier entre époux pour mettre fin à la violence dans l'informalité	144
CHAPITRE 6 – DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES EN SITUATION DE VIOLENCE DOMESTIQUE EN COUR : L'ACTIVISME INDIVIDUEL DES AVOCATES	153
6.1 Rejoindre les femmes : la force du réseau	154
6.2 Offrir des services <i>pro bono</i>	156
6.3 Choisir stratégiquement le recours juridique	157
6.3.1 La médiation	158
6.3.1 Le recours judiciaire pénal.....	160
6.3.2 Les recours judiciaires civils.....	164
6.4 Représenter les femmes en cour	169
6.4.1 L'autoreprésentation : « <i>empowerment</i> » et revendication des droits par les femmes.....	169

6.4.2 Représenter les femmes en cour pour élargir la reconnaissance de leurs droits substantiels.....	173
6.4.3 Négocier avec la double contrainte imposée aux femmes comme sujets de droit	176
CONCLUSION.....	180
BIBLIOGRAPHIE.....	185
ANNEXE 1 : GUIDE POUR LES ENTREVUES	i
ANNEXE 2 : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT EN ANGLAIS.....	iv

Liste des sigles

Comité CÉDEF Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

CÉDEF *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*

CEHAT *Centre for Enquiry into Health and Allied Themes*

CSW *Committee on the Status of Women*

DIR *Domestic Incident Report*

FAOW *Forum against the Oppression of Women*

FIR *First Information Report*

HRLN *Human Rights Law Network*

IIPS *International Institute for Populations Sciences*

LCWRI *Lawyers Collective Women's Rights Initiative*

MARC Modes alternatifs de résolution de conflit

NCRB *National Crimes Record Bureau*

NCW *National Commission for Women*

ONG Organisation non gouvernementale

ONU Organisation des Nations Unies

PO *Protection Officers*

PWDVA *Protection of Women from Domestic Violence Act*

RCWS *Research Centre for Women's Studies*

Remerciements

J'aimerais tout d'abord remercier les femmes incroyables qui ont participé à cette recherche. Merci pour votre confiance et pour votre temps. Vous avez été pour moi une source d'inspiration. Je remercie d'ailleurs particulièrement Malini qui, à travers nos discussions, m'a donné envie d'entreprendre mes études en droit.

Ensuite, j'aimerais remercier ma directrice de recherche, Karine Bates, qui m'a appuyée dans les différentes étapes de ce mémoire. Merci de m'avoir fait découvrir l'anthropologie. Merci également pour tes conseils, tes réflexions, ta générosité, tes encouragements ainsi que pour les belles opportunités que tu m'as offertes au cours de ma maîtrise. Travailler avec toi a été un véritable plaisir.

J'ai une pensée également pour Mathieu Boisvert. Merci d'avoir cru en moi et de m'avoir donné cette belle opportunité de stage en 2014 qui est plus tard devenue mon projet de mémoire.

Je suis aussi très reconnaissante envers Veena Poonacha et Usha Lalwani, directrice et chercheuse au *Research Centre for Women's Studies* maintenant à la retraite, pour les discussions éclairantes sur le féminisme et les droits des femmes en Inde. J'aimerais également souligner l'appui des activistes, Riddhima et Taranga pour leurs précieux conseils, leurs suggestions lectures et leur implication dans ce projet.

J'ai une pensée pour mes amies, Utkarsha et Spriha, qui m'ont soutenue dans ce projet. Merci d'avoir partagé votre point de vue, mais surtout merci pour votre amitié et votre générosité. Je remercie également Sarah Beauchemin-Roy pour le soutien et l'appui moral sur le terrain.

J'aimerais remercier mes collègues anthropologues pour les enrichissantes conversations et les commentaires critiques. Merci plus particulièrement à Camille, Edgar, Mariette Anaïs, Cassandre, Gabrielle, Julien, Manu et Annick.

Je veux également remercier le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada ainsi que le Fonds de recherche Société et culture du Québec pour le soutien financier indispensable à la réalisation de cette recherche.

Enfin, je tiens à exprimer ma gratitude envers mon père, Serge Tassé, la mère de frère, Béatrice Halsouet, et mon partenaire de vie, Baptiste Lages, pour vos relectures attentionnées et vos commentaires. Vous m'avez grandement aidée dans ce processus. Merci à mon père. Tu es mon critique le plus sévère, mais c'est aussi toi qui m'as appris ce qu'était la rigueur, l'excellence et la persévérance. Merci à Béatrice pour ton implication dans ce projet de recherche depuis ses balbutiements. Merci pour ton temps précieux, pour tes réflexions, mais surtout pour ton énergie positive et tes encouragements. Finalement, merci à Baptiste. Tu m'as appuyé tout au long de ce processus tant dans les moments plus joyeux que dans les moments plus difficiles. J'ai beaucoup de chance de t'avoir dans ma vie.

INTRODUCTION

La Problématique

L'anthropologie juridique, en percevant le droit comme n'étant pas exclusivement de nature étatique, offre des méthodes d'analyse qui permettent de comprendre la complexité de la mise en œuvre des lois dans les contextes juridiques pluralistes tels que l'Inde. Résultat de rencontres entre divers ordres juridiques, le système juridique indien est en effet d'une grande complexité. L'anthropologue Karine Bates le définit d'ailleurs « comme une broderie tissée de fils qui proviendraient d'une variété de sources et de pratiques – religieuses et séculières. » (2013, 147). Le pluralisme qui caractérise ce contexte juridique peut être étudié sous divers thèmes et enjeux que ce soit par la question des castes, celle des droits religieux (*personal laws*) et celle du débat qui revient périodiquement concernant l'unification du droit civil en Inde (Eberhard et Gupta 2005 ; Pereira, Dutta et Kakti 2017). Toutefois, j'ai fait le choix de l'aborder sous l'angle du droit des femmes et, plus particulièrement, de la question de la violence domestique.

Cette forme de violence n'est ni un problème nouveau ni un problème qui est unique au contexte indien. Néanmoins, cet enjeu a fait l'objet au cours des dernières décennies de débats au sein de la société indienne lesquels ont mené à l'adoption de réformes juridiques étatiques sur la question. Or, il demeure encore aujourd'hui en Inde essentiellement considéré comme appartenant à la sphère familiale ou « privée ¹ » pour reprendre le terme utilisé par les activistes du mouvement des femmes (Poonacha 2014). D'un point de vue anthropologique, l'enjeu de la violence domestique est un point d'entrée intéressant pour analyser la question du pluralisme juridique en Inde en raison de son appartenance à différents ordres juridiques. D'un côté, de par sa nature familiale, la violence domestique naît dans un univers de règles et de normes qu'est la parenté. De l'autre, en raison de la mobilisation sociale du mouvement des femmes et de l'intervention juridique de l'État indien, elle est aussi traitée par les ordres juridiques social et étatique qui encadrent la

¹ Pour les activistes féministes du milieu juridique et politique indien, inscrire la violence domestique dans la sphère privée permet de dénoncer la dichotomie entre l'espace dit « privé », soit la maison, et l'espace public, soit la société et la vie publique et politique (Poonacha 2014).

dénonciation de la violence et l'accès aux services juridiques. Ainsi, étant à la fois un enjeu familial dit « privé » et un enjeu social et étatique, le sujet de la violence domestique est pertinent pour faire l'analyse du pluralisme juridique en contexte indien.

Si la violence domestique est aujourd'hui considérée comme un enjeu social et une question de droit étatique, c'est en raison de la mobilisation du mouvement indien des femmes. Depuis les années 1970-80, divers acteurs indiens du milieu universitaire (Agarwal 2007; Agnes 2008), de la politique (Committee on the Status of Women in India 1974) et de la société civile (Kannabiran et Menon 2007) militent pour la mise en place de réformes juridiques afin d'éradiquer les diverses formes de discrimination envers les femmes et, plus spécifiquement, la violence domestique. Ces activistes désirent, par ces réformes, donner accès à la justice aux femmes qui vivent de la violence et, par le fait même, la faire sortir de la sphère privée (Agnes 2008).

Suite à une mobilisation collective du mouvement des femmes, la question de la violence domestique est criminalisée depuis 1986. En effet, la section 498A du Code pénal indien reconnaît pour la première fois la violence à l'endroit des femmes mariées dans la sphère familiale comme une infraction criminelle. Dans cette même décennie, l'État indien implante, sous le *Family Court Act, 1984*, les Cours familiales afin d'offrir un espace alternatif et moins rigide que les cours de justice formelles pour traiter des questions touchant au droit de la famille telles que le divorce, l'adoption, la pension alimentaire, la garde des enfants et les droits d'héritage. Finalement, adopté en 2005, le *Protection of Women from Domestic Violence Act* (PWDVA) est la plus récente réforme législative. Cette loi offre une protection civile qui s'applique à toutes les femmes, peu importe leur statut conjugal, leur permettant d'aller chercher divers types d'ordonnances temporaires. Poussées par le mouvement des femmes, ces réformes juridiques civiles et pénales s'inscrivent ainsi dans la lutte politique contre la violence domestique.

Toutefois, si, sur papier, les femmes en situation de violence domestique se retrouvent maintenant avec plusieurs possibilités de recours, peu de femmes ont réellement accès à la justice (IIPS 2007). Cette limitation est en partie causée par le décalage important qui existe

entre la « loi sur papier » et la « loi en action » (Galanter 1968). Un écart qui s'explique, en partie, par la structure du système judiciaire, par l'attitude patriarcale de ses agents qu'ils soient policiers ou juges (Jaising 2004 ; Goonesekere 2004), par la corruption ainsi que par l'engorgement des cours (Galanter et Khrisnan 2003 ; Bates 2013). À cette limite liée au système de justice indien s'ajoute celle liée au contexte normatif pluriel. Suivant la compréhension anthropologique du droit, les femmes ne sont pas que soumises à l'ordre juridique étatique. Elles sont également assujetties à un ensemble de règles et de normes à l'intérieur de la famille et du mariage qui, parfois, entre en conflit avec les dispositions législatives civiles et pénales en place. En effet, si les lois incitent les femmes à dénoncer la violence, l'ordre juridique de la parenté, de par les rôles et les devoirs qu'il impose aux femmes, décourage les femmes à accéder à la justice (Desai 2001). Par ailleurs, de par sa dimension familiale et conjugale, cette forme de violence est considérée comme faisant partie du domaine privé. Par conséquent, elle est considérée moins grave que les autres formes de violence qui se produisent dans la sphère publique. Cette banalisation nuit ultimement à sa dénonciation (Engle Merry 2009, 1). Ancrée dans les dynamiques de pouvoir familiales et sociales, elle est donc difficile à déceler (Misra 2007, 70).

Cependant, des études et sondages réalisés à travers les différentes régions de l'Inde au cours des dernières années permettent de mesurer, du moins partiellement, l'étendue de cette forme de violence cachée. Le *National Family Health Survey* (NFHS-4) de 2014-2015 révèle que 31% des femmes mariées ou ayant été mariées ont vécu de la violence domestique et que 27% ont vécu ce type de violence au cours des douze derniers mois précédant le sondage (IIPS 2017). Ces chiffres représentent une diminution par rapport au NFHS-3 de 2004-2005 où la prévalence de la violence domestique auprès des femmes mariées ou ayant été mariées était de 37,5% (IIPS 2007). La violence physique demeure toutefois la forme de violence familiale la plus répandue touchant 27% des femmes interrogées et le mari continue d'être identifié comme premier responsable à 83%² (IIPS 2017). Toutefois, dans un article analysant 137 études réalisées en Inde entre 2004 et 2015, le nombre de femmes touchées par cette forme de violence serait plutôt de 41% en Inde

² Dans le NFHS-3, le mari a été identifié comme l'auteur de la violence à 85,3% (IIPS 2007).

(Kalokhe et al 2017). Dans son rapport de 2017, le *National Crimes Record Bureau* (NCRB) indique que 55.2% des crimes rapportés en 2016 étaient des cas de violence contre les femmes et que la « cruauté par le mari ou les proches parents » représentait 32.6% d'entre eux (NCRB 2017).

Cependant, ce n'est qu'un nombre très réduit de femmes qui dénoncent la violence vécue. De toutes les femmes qui ont subi de la violence physique ou sexuelle sondées dans le NFHS-4 en 2014-2015, seulement 14% d'entre elles disent avoir tenté d'aller chercher de l'aide, alors que 76% affirment n'y être jamais allées, ni d'en avoir parlé à quelqu'un (IIPS 2017). Le pourcentage de femmes qui demandent de l'aide s'est réduit de façon importante depuis le NFHS-3 où une femme sur quatre dit être allée chercher de l'aide; une réduction qui n'a pu être expliquée par les auteurs du sondage³ (IIPS 2007). Le premier appui que ces femmes vont chercher est celui de leur famille d'origine (65%), suivi de la famille de leur mari (28%) et de leurs ami(e)s (16%). Or, peu d'entre elles approchent des institutions ou des organisations. En effet, seulement 4% de ces femmes vont chercher l'aide de la police, alors que seulement 1% d'entre elles consultent un médecin, un avocat ou une organisation sociale (IIPS 2017). Ainsi, comme le démontrent les chiffres du *National Family Health Survey* de 2017, l'existence de mesures législatives visant à lutter contre la violence domestique n'est pas suffisante, car peu de femmes dénoncent ce type de violence et accèdent ultimement à la justice.

Conscient de ce décalage entre les lois et la réalité sur le terrain qui s'explique en partie par le maintien de l'idée que la violence domestique est un problème intime appartenant à la sphère privée, le mouvement indien des femmes a développé depuis les dernières décennies des services destinés aux femmes qui vivent ce type de violence, lesquels s'adaptent davantage à leurs réalités contextuelles et familiales. Ainsi, les activistes ont créé à partir des années 1990 des organisations et des centres de service destinés à ces femmes un dans différentes régions de l'Inde et majoritairement en zones urbaines. Chef de file en matière de services professionnels, le Mouvement des femmes de Mumbai a développé un réseau

³ L'*International Institute for Population Sciences* (IIPS) n'a pas été en mesure d'expliquer cet écart et, au moment du dépôt du mémoire, aucune analyse expliquant cette réduction n'est disponible.

important de services féministes qui incluent des services de « *counselling* »⁴, de médiation conjugale et de conseils juridiques (Rege et Chandrasekha 2013, 126).

Ce mouvement encourage une coopération entre activistes de formations différentes. Avocates, travailleuses sociales et universitaires collaborent, échangent des informations et débattent sur les pratiques à adopter en matière d'intervention féministe. Ces services professionnels s'inscrivent dans l'activisme du mouvement des femmes puisqu'ils ont pour objectif de donner davantage de reconnaissance aux droits des femmes. Conscientes des barrières qui s'imposent aux femmes lorsqu'elles tentent d'accéder à la justice, les professionnelles développent des moyens pour maximiser les chances de succès de leur recours juridique que ce soit auprès du système judiciaire étatique ou à l'intérieur d'un cadre informel de résolution de conflit. Mais quels sont ces moyens qu'elles emploient et comment réussissent-elles à outrepasser ces barrières ?

Les objectifs de la recherche

Cette étude s'intéresse à l'approche des professionnelles face à la problématique de la violence domestique et, plus particulièrement, aux stratégies et aux tactiques qu'elles développent dans leur travail de défense et de protection des droits des femmes en situation de violence familiale à Mumbai. L'objectif principal de cette recherche est donc de comprendre comment elles font interagir les différentes sources de droit présentes dans le contexte indien afin de donner accès à la justice aux femmes. Dans le but d'y répondre, je me concentre sur trois objectifs : (1) comprendre les éléments sociaux, culturels, familiaux et juridiques entourant la question de la dénonciation de la violence domestique qui, ultimement, influencent le(s) choix de recours des femmes en situation de violence domestique ; (2) analyser les approches des professionnelles face aux demandes de leurs

⁴ Les services de *counselling* ou de conseils sont des services qui combinent des services d'aide psychologique et d'aide sociale et peuvent aussi inclure d'autres services comme des services de formation, des conseils juridiques ainsi que la connexion des femmes en situation de violence domestique à des services médicaux, des refuges et des avocats (Rege et Chandrasekha 2013).

clientes; (3) étudier l'effet du pluralisme juridique sur le développement des stratégies et des tactiques que ces activistes développent et les contraintes que ce pluralisme leur impose.

Pour réaliser cette étude, j'ai fait le choix de mener une recherche de type empirique et qualitative à partir d'une étude de terrain réalisée à Mumbai de juillet à août 2016 où je me suis intéressée aux discours et aux actions des professionnelles dans leur lutte contre la violence domestique. Les participantes de cette étude sont des activistes impliquées dans le mouvement des femmes.

Ce projet est une recherche ethnographique sur le droit dans le contexte indien. Alors que les questions d'organisation sociale, de parenté et des castes ont été largement documentées ethnographiquement (Béteille 1965 ; Dumont 1964; Gough 1981; Wiser 2001), les questions d'ordre juridique n'ont pas reçu autant d'attention. Les recherches en anthropologie juridique en Inde ont essentiellement débuté dans les années 1950 et 1960 avec les travaux de M.N. Srinivas (1955 ; 1962) qui s'intéressait au règlement des conflits au niveau local dans un contexte rural. L'anthropologue Bernard Cohn (1987) et le juriste Marc Galanter (1968-69) ont aussi travaillé sur les modes de résolution de conflit ainsi que sur la question du pluralisme juridique en milieu rural.

Les nouvelles recherches en anthropologie juridique examinent les interactions et les dynamiques de pouvoir qui se forment dans les cours de justice ainsi que les stratégies employées par les individus et par leurs avocats (Holden 2008 ; Berti 2011 ; Berti et Bordia 2015 ; Basu 2015). Peu de recherches ont porté toutefois sur la question du pluralisme juridique en milieu urbain (Eckert 2004 ; 2006). En étudiant les tensions et les rencontres entre les différents ordres normatifs dans le travail des activistes œuvrant dans la défense des droits des femmes, ce projet de recherche contribue à une meilleure compréhension du pluralisme juridique en milieu urbain. De plus, si la violence domestique a été abordée par des politicologues, des juristes, des économistes et des sociologues, les ethnologues n'ont abordé qu'indirectement cette question (Das 2008 ; Basu 2015). Ainsi, de façon plus générale, l'objectif principal et les sous-objectifs de ce mémoire s'inscrivent dans une réflexion plus large en anthropologie juridique sur le pluralisme juridique et les impacts des

acteurs sociaux sur le droit. Pour mieux comprendre les objectifs de cette recherche, les deux sous-sections suivantes présentent brièvement deux concepts liés au pluralisme juridique, soit l'hybridité de la culture juridique et l'impact des acteurs sociaux sur le droit.

Le pluralisme juridique et hybridité de la culture juridique

Selon la perspective anthropologique du droit, le « droit » est défini, non pas comme étant exclusivement de nature étatique, mais inclut aussi les différentes normes de contrôle social dites « informelles » (Falk Moore, 1978) telles que les normes d'organisation familiale ou les prescriptions religieuses. En fait, comme le formule l'anthropologue Brian Tamanaha, le droit est tout ce qui est considéré comme tel par les acteurs sociaux (2008 ; 2017). En reconnaissant la pluralité des ordres juridiques, le concept de pluralisme juridique vient ébranler la conception du droit (étatique) comme possédant le monopole de l'autorité sur toutes les questions d'ordre juridique (Tamanaha 2008). Tamanaha distingue six catégories de systèmes normatifs (2008). Pour le présent cas, je me concentre sur les trois premières catégories. Tout d'abord, le système juridique, dit étatique, qui est codifié et qui s'appuie sur des institutions légales. Ce système inclut le droit national où l'État a le contrôle sur la création de normes et le droit international. La deuxième catégorie porte sur le système normatif religieux et la troisième sur le système culturel et communautaire. Elles incluent les règles et les normes culturelles et sociales qui régulent entre autres le mariage, les rapports entre les genres, la parenté, etc. (Tamanaha 2008). Puisqu'elles s'entrecoupent, je les ai regroupées en une seule catégorie, celle du système normatif sociétal.

Cette diversité d'ordres juridiques peut donner lieu à des conflits ou « *clashes* » (Tamanaha 2008) normatifs, idéologiques ou d'autorité. Certains groupes et acteurs utilisent à leur avantage ces conflits pour faire avancer leurs droits individuels ou collectifs (Tamanaha 2008, 375). Dans la recherche, l'étude des stratégies des actrices sociales engagées dans la défense des droits des femmes à Mumbai ouvre une fenêtre sur la compréhension du phénomène du pluralisme juridique en Inde à travers les différents ordres qu'elles font interagir. Ces « *clashes* » normatifs et idéologiques ne se produisent pas seulement qu'entre

des ordres normatifs distincts, mais aussi au sein des mêmes ordres. Par exemple, dans cette étude, les avocates mobilisent parfois différentes protections sous divers régimes juridiques simultanément pour négocier davantage de droits pour leurs clientes.

Avec la mondialisation qui s'accélère et l'augmentation des transferts juridiques, la culture juridique contemporaine devient de plus en plus 'hybride' comme l'indique Sally Engle Merry : « *Legal systems in the current era typically consist of procedures, institutions, rules and practices that are imported from other legal systems and translated into the local context, a process I call vernacularisation.* » (2012, 68). Le juriste et sociologue Marc Galanter va dans le même sens lorsqu'il décrit le système juridique indien contemporain comme une pluralité d'options formelles et informelles, rurales et urbaines, publiques et privées qui se côtoient et s'influencent (Basu 2015, 97). Dans le contexte de cette recherche, ce concept d'hybridité de la culture juridique est essentiel pour comprendre la vision des professionnelles sur la lutte contre la violence domestique puisque leurs actions et leurs discours s'ancrent dans différents ordres normatifs. De ce fait, les activistes sont influencées par les idéaux du mouvement féministe indien qui, eux, reprennent certaines parties du discours du droit international des droits des femmes, par leur parcours professionnel, mais aussi par les besoins et les demandes des clientes ainsi que par leurs expériences personnelles qui sont ancrées dans le cadre normatif socioculturel et religieux.

Droit et acteurs

Dans cette recherche, les travailleuses sociales et les avocates jouent tour à tour le rôle de médiatrice et d'agente en participant au processus de production de normes. Le concept de « champ semi-autonome » développé par l'anthropologue Sally Falk Moore (1973) est pertinent pour comprendre l'influence des acteurs sociaux sur le droit puisqu'il définit le droit comme étant perméable à l'organisation sociale et donc nécessairement, en partie, dépendant des actions des acteurs sociaux. Dans cette étude, les travailleuses sociales et avocates usent de stratégies normatives pour légitimer leurs actions. Ainsi, en partant de la prémisse que le droit est influencé par les intervenants sociaux, les professionnelles

travaillant pour la défense des droits des femmes créent elles aussi de nouvelles légalités et participent au « processus officieux de production normative » (Bernheim et Vézina 2008, 58).

Par ailleurs, les travailleuses sociales tout comme les avocates, bien qu'elles aient des approches différentes, jouent aussi un rôle de médiatrice. Par exemple, les travailleuses sociales, par leurs services de « *counselling* », et les avocates, par leurs services juridiques, interprètent les protections liées à la violence domestique en mobilisant des termes et des références qui sont accessibles à leurs clientes. Autrement dit, elles adaptent les concepts particuliers pour qu'ils soient compris par les femmes ; un processus que Sally Engle Merry nomme « vernacularisation » (2012).

Les travailleuses sociales et les avocates font partie du Mouvement des femmes de Mumbai où elles échangent de l'information, des idéaux et réfèrent des clientes, forment en quelque sorte une coalition (Matsuda 1991). Selon la juriste Mari J. Matsuda, la coalition permet de mettre fin à la subordination. Elle signifie aussi « [...] *reaching out across all areas of subordination in order to recognize the parallels in our struggles, and to struggle together in an attempt to overcome what we cannot easily overcome alone* » (Stein 2011, 155). Ainsi, le dynamisme de ce réseau de professionnelles, qui pallie le manque de services étatiques, permet d'aider les femmes en situation de violence domestique dans les différentes étapes de leur processus pour accéder à la justice. Après avoir expliqué les principaux objectifs et orientations de la recherche, la dernière partie de l'introduction présente sa structure.

La structure du mémoire

Divisé en six chapitres, ce mémoire présente une analyse du contexte juridique indien entourant la question de l'accès à la justice pour les femmes qui vivent de la violence domestique et des moyens développés par les professionnelles actives dans la défense des

droits des femmes. Le premier chapitre établit le cadre théorique de cette recherche. Il traite des concepts qui ont été utiles pour développer un portrait du contexte juridique indien entourant cette question, soit l'anthropologie juridique et le pluralisme juridique, l'accès à la justice, le féminisme et la violence domestique.

Le second chapitre présente le cadre méthodologique du mémoire. Il est fondé sur deux approches méthodologiques. La première est celle de l'anthropologie juridique qui demande au chercheur d'intégrer le groupe étudié afin de comprendre, de sa perspective, le droit et la loi (Coutin 2000). La seconde est la méthodologie de recherche féministe dont l'objectif principal est non seulement de décrire les expériences des femmes de leur point de vue, mais aussi de remettre en question leurs représentations (McNamara 2011). En deuxième partie, ce chapitre présente une discussion sur le processus de collecte de données et les limites méthodologiques de la recherche.

Le troisième chapitre met en contexte la question de l'accès à la justice pour les femmes en situation de violence domestique. Partant du postulat que la parenté est le premier ordre juridique auquel les individus sont assujettis, j'étudie la question de la dénonciation de la violence domestique dans son contexte social et culturel, soit à travers l'étude de la parenté qui impose des contraintes aux femmes. Définissant les différents modèles de parenté et de statuts de la femme à travers les cycles de vie, je présente les impacts de certaines de ces normes et modèles de parenté sur la dénonciation de la violence domestique et, ultimement, sur l'accès à la justice de ces femmes.

Le quatrième chapitre traite du mouvement des femmes et de son engagement dans la lutte pour l'accès à la justice des femmes. D'abord, je retrace l'histoire de leur lutte contre la violence domestique des années 1970 à aujourd'hui. Cet historique témoigne de l'impact de leur mobilisation sur le contenu normatif en Inde et met en lumière le pluralisme du contexte juridique indien. Ensuite, j'explique le développement du réseau des services juridiques du Mouvement des femmes de Mumbai destinés aux femmes vivant ce type d'abus à Mumbai. Créé en réaction au manque de services, il permet aux femmes d'accéder aux nouvelles protections juridiques. Finalement, dans la dernière partie de ce chapitre, je

définis le cadre d'intervention que les activistes se sont données pour offrir des services qui suivent les valeurs et les principes du mouvement auquel elles appartiennent.

Enfin, les deux derniers chapitres se penchent sur le contenu des services juridiques offerts par les professionnelles associées au mouvement des femmes de Mumbai. Le cinquième chapitre expose les stratégies et les tactiques développées par les travailleuses sociales pour donner accès à la justice aux femmes, alors que le sixième chapitre présente celles mises sur pied par les avocates. Si cette analyse permet de démontrer les possibilités d'action et de contestation créées par le contexte juridique pluraliste indien, elle soulève aussi les contraintes qu'il impose.

En bref, ce mémoire permet de comprendre, dans un premier temps, quels sont les différents ordres normatifs à travers lesquels les professionnelles actives dans la défense des droits des femmes naviguent et, dans un deuxième temps, quels sont les impacts réels quant aux stratégies et aux tactiques développées pour permettre l'accès à la justice aux femmes.

CHAPITRE 1 – CADRE CONCEPTUEL

Dans la perspective de l'anthropologie juridique, le présent mémoire repose sur la prémisse que le droit, comme toute réalité sociale, n'est ni indépendant ni supérieur aux contraintes sociales comme le veut la perspective naturaliste et positiviste (Hodgson 2004), mais, au contraire, qu'il est influencé par une pluralité de facteurs sociaux. Comme le droit n'est pas imperméable à l'organisation sociale, il est primordial de comprendre le contexte juridique, social et familial dans lequel s'inscrit le réseau de services juridiques du mouvement des femmes s'adressant aux femmes en situation de violence domestique en Inde. Il est toutefois aussi important de comprendre comment les démarches sociojuridiques des activistes de ce mouvement permettent de remettre en question certains paramètres sociaux et culturels. Pour ce faire, ce chapitre, divisé en cinq parties, présente le cadre conceptuel utilisé pour décrire ce contexte particulier. La première se penche sur la discipline dans laquelle s'inscrit la recherche, soit l'anthropologie juridique, ainsi qu'à un de ses concepts centraux, le pluralisme juridique. La seconde traite de l'accès à la justice. La troisième porte sur les approches féministes, alors que la quatrième présente les différentes définitions de la violence domestique. Finalement, la cinquième développe sur la question des stratégies et des tactiques.

1.1 Anthropologie juridique et étude du pluralisme juridique dans le contexte indien

Le pluralisme juridique est un concept qui gagne en popularité depuis la fin du 20^e siècle et qui est fréquemment utilisé pour décrire le phénomène juridique au-delà de l'État (Engle Merry 2012, 67). Il se retrouve partout, du local au global. Par la reconnaissance de la pluralité d'ordres juridiques, ce concept ébranle la conception même du droit moderne (ou étatique) qui dit posséder le monopole de l'autorité sur toutes les questions d'ordre juridique (Tamanaha 2008, 375). Dans son célèbre texte « What is Legal Pluralism? », John Griffiths reconnaît le pluralisme comme une réalité empirique qui touche l'ensemble des sociétés humaines

identifiant alors le « centralisme juridique » comme un mythe, voire même une illusion (1986).

1.1.1 Petite histoire du pluralisme juridique en anthropologie : du centralisme au transnationalisme

Le centralisme juridique fait référence à la conception du droit dit « moderne » selon laquelle le droit est un ensemble de règles générales et impersonnelles imposées par une autorité extérieure qui a le monopole de la violence légitime, en l'occurrence l'État (Eberhard 2003). Cette vision monolithique du droit s'est développée au siècle des Lumières avec la formation des États dits modernes en Europe⁵ (Hodgson 2004; Tamanaha 2017). Au moins jusqu'à la moitié du siècle dernier, l'uniformisation du droit et la rationalisation de l'organisation de la société par le droit étatique, dit « moderne », étaient vues de façon positive contrairement aux « sociétés où cohabitaient différents droits », telles que la société indienne, qui « étaient plutôt perçues négativement comme « primitives »⁶ (Eberhard et Gupta 2005). Si le pluralisme juridique qu'a connu l'Europe sous la période médiévale a reculé avec l'avènement de l'État-nation, les Occidentaux ont imposé le pluralisme juridique ailleurs lors de la période coloniale aux 18^e et 19^e siècles (Benton 2001). Un pluralisme que Tamanaha qualifie d'hybride, où le droit local et le droit étatique importé s'influencent mutuellement (2011).

Si les colonisateurs reconnaissent l'existence de différentes formes de droit, leur biais ethnocentrique leur fait adopter une approche hiérarchisée face au pluralisme juridique où le droit occidental, dit « moderne », domine les autres formes de droit (Tamanaha 2011, 38). Cette analyse a guidé ce que Sally Engle Merry identifie comme l'approche classique du

⁵ Lors du siècle des Lumières, les penseurs européens font une rupture avec la vision naturaliste du droit comme étant un droit supérieur qui émane de Dieu pour construire la vision positiviste du droit centrée autour du législateur (l'État) où seul le droit positif soit les règles, les lois et la jurisprudence ont une valeur juridique (Hodgson 2004, 21).

⁶ Le juriste anglais Henry Maine a développé un système de classification des sociétés qu'il divise en trois stades : 1) la société « primitive », qui est caractérisée par l'absence d'État et de droit moderne où l'inspiration divine est importante; 2) la société aristocratique, où les règles sont validées par leur persistance dans les coutumes sociales et non par le divin, mais continuent d'être transmises oralement et; 3) le dernier stade, l'ère de la codification où la société devient moderne avec le droit écrit (1861 dans Posner 1980).

pluralisme juridique (1988, 869). Se concentrant sur les sociétés prémodernes, coloniales et même postcoloniales, les premières recherches en anthropologie juridique se sont principalement intéressées à deux phénomènes : la pluralité des ordres juridiques en l'absence de structure étatique formelle et la rencontre entre le droit « moderne » colonial et le droit local (Tamanaha 2011). Parmi ces travaux à l'origine du concept de pluralisme juridique, se retrouve notamment le célèbre ouvrage de Malinowski, *Crime and Custom in Savage Society* (1926), qui élargit la définition du droit pour le comprendre comme un processus visant à maintenir l'ordre et le contrôle social (Nader 2002).

Si l'anthropologie étudie le phénomène du pluralisme juridique, ce n'est toutefois que dans les années 1970 que ce concept fait réellement son entrée dans la discipline (Tamanaha 2008). Définissant le droit comme un « champ semi-autonome », Sally Falk Moore démontre que le droit étatique, dans son interaction avec la société, influence tout comme il se fait influencer par différentes sources de droit et d'autorité ; cela ouvre ainsi la porte à une nouvelle conception du droit où il ne dépend pas que de l'État, mais aussi de l'organisation sociale (Falk Moore 1978). Cette nouvelle conceptualisation du pluralisme juridique impose deux importants changements dans la sous-discipline. Premièrement, elle ébranle la vision ethnocentrique du droit qui domine en Occident en rejetant l'affirmation de la supériorité de la tradition juridique occidentale écrite sur les autres traditions. Deuxièmement, selon Sally Engle Merry, elle permet de s'intéresser aux différentes formes de droit dans les sociétés où le droit étatique est bien implanté puisque toute société est juridiquement plurielle, avec ou sans passé colonial (1988). Suivant cette nouvelle conceptualisation, les recherches portant sur le pluralisme juridique en Occident se multiplient dans les années 1970-80⁷ (Greenhouse 1986; Falk Moore 1973).

⁷ Par exemple, dans son ethnographie sur la communauté baptiste aux États-Unis, Greenhouse nous présente un groupe qui a une approche bien particulière de droit et de la résolution de conflit. Lors de conflit, les Baptistes ont leurs propres techniques pour le résoudre : ils prient Dieu ou font de l'introspection pour éviter le conflit. Si cette stratégie échoue, le problème est amené devant la communauté non sous forme de confrontation, mais bien de conversation avec Jésus. Cette propension à éviter les conflits s'inscrit dans la croyance baptiste selon laquelle tout est décidé et planifié par Dieu et qu'il est ainsi inutile de tenter d'argumenter ou de chercher justice (Greenhouse 1986).

L'anthropologie juridique définit le droit comme n'étant pas exclusivement de nature formelle (ou étatique) pour inclure les différentes normes de contrôle social dites « informelles » telles que les normes d'organisation familiale ou les prescriptions religieuses. Cette définition ouvre la porte à la reconnaissance des règles et des normes coutumières des peuples colonisés comme étant du « droit ». Dans les années 1950-1960, influencé par le mouvement de la décolonisation, un intérêt se développe chez les chercheurs pour le droit de nature non occidentale en Inde. Ceux-ci s'intéressent principalement aux racines du droit hindou et du droit musulman ainsi qu'à l'utilisation et à la perception du droit par les populations locales (Srinivas 1962; Cohn 1987; Galanter 1968). Ensemble, ces études ont permis non seulement de comprendre comment le droit est utilisé par les citoyens indiens, mais également de mettre en lumière la place centrale que le droit informel, soit de nature non-étatique, jouait et continue de jouer comme premier recours dans les démarches juridiques des Indiens (Menski 2003).

Si l'étude de pluralisme juridique en anthropologie se concentre traditionnellement sur la coexistence du droit étatique avec les autres formes de droit non officielles, le phénomène de la globalisation ajoute une nouvelle dimension à l'étude du pluralisme juridique. La littérature récente sur le pluralisme juridique s'intéresse aux interactions entre les ordres juridiques local, national et international. Dans son étude des processus de négociation des programmes onusiens sur les droits des femmes, Sally Engle Merry démontre que le « transnationalisme » et le discours universaliste onusien viennent altérer les systèmes juridiques nationaux⁸ (2006).

1.1.2 Le pluralisme juridique comme réalité empirique

Si tous s'entendent pour affirmer que le pluralisme juridique est une réalité partagée par l'ensemble des sociétés et des communautés, définir ce qu'est le droit n'est pas chose facile. Pour ce faire, John Griffiths fait le choix de se baser sur la théorie du champ social semi-

⁸ Les mécanismes de surveillance onusiens tels que les rapports périodiques, la rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes ou le mécanisme permettant de recevoir des plaintes poussent les États à se conformer à sa vision des droits humains (Engle Merry 2006, 55-68).

autonome de Sally Falk Moore selon laquelle les champs sociaux, y compris le droit, ont la capacité de produire et de faire adopter des règles pour conceptualiser le pluralisme juridique (Tamanaha 2008, 393). Cette définition du pluralisme juridique a toutefois une importante faiblesse : elle ne permet pas de distinguer le « droit » des normes sociales générales. La différence entre le droit et la société est une question que plusieurs auteurs ont tenté de résoudre sans grand succès. Teubner, par exemple, a cherché à y répondre en affirmant que le droit définit ses propres limites inscrivant le pluralisme juridique dans une division binaire entre le légal et le non légal (1992). Or, comme le souligne Gopika Solanki, cette conceptualisation du droit n'est pas transposable à tous les contextes juridiques, et encore moins au contexte indien où les frontières entre ces deux sphères sont souvent difficiles à identifier en raison de la nature décentralisée de l'État indien (2012, 46). Ainsi, face à cette impasse conceptuelle, Falk Moore remet en question sa théorie du « champ semi-autonome » forçant Griffiths à appeler à l'abandon du concept de pluralisme juridique pour plutôt parler de « pluralisme normatif » (Tamanaha 2008, 393-5).

Partant des réflexions de Teubner, le juriste Brian Z. Tamanaha propose une solution simple à ce problème conceptuel. Selon lui, John Griffiths ne fait pas fausse route lorsqu'il affirme que le pluralisme juridique est un fait. Son erreur se trouve plutôt dans sa tentative de définir le droit comme une catégorie scientifique (2008). Tamanaha expose deux raisons selon lesquelles le droit ne peut être une catégorie scientifique : 1) le fait que le droit et sa conception changent constamment à travers le temps et l'espace ; 2) les manifestations juridiques ne partagent pas de caractéristiques qui permettent de les regrouper (Tamanaha, 2008). Or, heureusement, selon lui, il n'est pas nécessaire de construire une conception scientifique du droit pour formuler et pour étudier le pluralisme juridique : il faut plutôt regarder le droit comme étant tout ce qui est considéré comme tel par les acteurs sociaux (2001). Selon Tamanaha, le pluralisme juridique existe tout simplement dès qu'il y a plus d'une source de droit reconnue dans l'arène sociale par les acteurs sociaux. Ainsi, pour reprendre les mots de W.H. Auden, « le droit est le droit », il ne peut être défini ou catégorisé puisqu'il définit lui-même les limites du pouvoir qu'il légitime à travers le consentement des individus (1940 dans Basu 2015).

1.1.3 Hybridité et porosité du droit

Si tout contexte juridique est pluraliste, les différents ordres juridiques en place ne sont pas toujours faciles à différencier les uns des autres (F von Benda-Beckmann et K von Benda-Beckmann 2017). Définissant le droit comme poreux et hybride, Boaventura de Sousa Santos remet en question la conception classique des entités juridiques comme indépendantes (2006). En observant le contexte des cours du Mozambique, il constate que les différents ordres juridiques se rencontrent, se superposent et se mélangent (de Sousa Santos 2006). En ce qui concerne le cas indien, ces conclusions sont aussi valables. En effet, il ne suffit que de regarder les *personal laws* pour constater l'impossibilité de tracer des frontières claires entre le droit étatique et le droit sociétal. Régissant le droit de la famille et s'appliquant différemment aux individus selon leur appartenance religieuse, les lois personnelles sont en partie codifiées dans le droit étatique, mais aussi en partie contrôlées par les élites religieuses. Appartiennent-elles au droit étatique ou au droit sociétal ? Cet exemple parmi tant d'autres révèle la nature « poreuse », pour reprendre le terme de Sousa Santos, du droit en Inde. De plus, au sein même des ordres juridiques formel et informel, il existe aussi un certain pluralisme, comme le démontre encore une fois l'exemple des lois personnelles qui, dans le droit étatique, ajoute une dimension religieuse au droit séculier. Il en va de même pour le droit dit informel issu de la société civile où l'on retrouve des normes coutumières et religieuses issues de différentes traditions religieuses et culturelles. Mettant de l'avant la porosité du droit en Inde, je rejette l'idée qu'il existe des barrières claires et définies entre les différentes formes de droit pour plutôt reconnaître leur interpénétration.

Avec la globalisation qui s'accélère et l'augmentation des transferts juridiques, la culture juridique contemporaine, y compris indienne, devient de plus en plus 'hybride'. Sally Engle Merry lie l'hybridation du droit à la vernacularisation : « Les systèmes juridiques de l'époque actuelle sont typiquement constitués de procédures, d'institutions, de règles et de pratiques qui sont importées d'autres systèmes juridiques et traduites dans le contexte local, dans un processus nommé vernacularisation. » (2012, 68). Si le global a une influence certaine sur les droits des femmes en Inde, l'hybridité du droit indien ne s'y limite pas. Selon le juriste et sociologue Marc Galanter, le système juridique indien contemporain est formé d'une pluralité

d'options formelles et informelles, rurales et urbaines, publiques et privées qui se côtoient et s'influencent mutuellement (Basu 2015). Dans le contexte de cette étude, le concept d'hybridité de la culture juridique est essentiel pour comprendre la vision des professionnelles sur la lutte contre la violence domestique puisque leurs actions et discours s'ancrent dans cette hybridité des ordres normatifs. En effet, les activistes sont influencées par les idéaux du mouvement féministe indien qui, eux, reprennent certaines parties du discours du droit international des droits des femmes. Leur parcours professionnel, leurs expériences personnelles ancrées dans le cadre normatif socioculturel et religieux local ainsi que les besoins et les demandes des clientes ont également un impact sur leur travail.

Cette superposition de différents ordres juridiques crée un contexte juridique propice à ce que Tamanaha appelle des « clashes » (2008). Ces conflits, qui peuvent être normatifs, idéologiques ou d'autorité, peuvent toutefois être utilisés par certains groupes pour faire avancer certains droits collectifs ou individuels (Tamanaha, 2008). En effet, ces « clashes » créent en quelque sorte une brèche qui ouvre la voie à la contestation. Si ces conflits sont utilisés dans la lutte juridique visant l'adoption de réformes juridiques, ils sont aussi utilisés par les actrices sociales engagées dans la défense des droits des femmes à Mumbai lorsqu'elles développent des stratégies pour permettre aux victimes de violence domestique d'accéder à la justice. Les rencontres entre les différents ordres juridiques offrent ainsi une piste pour comprendre les différentes stratégies qu'elles développent.

1.1.4 Le sujet de droit comme source du pluralisme

Pour comprendre le phénomène du pluralisme juridique, il faut nécessairement avoir un point de départ. Si certains se sont intéressés directement aux interactions entre les ordres juridiques, d'autres comme Brian Z. Tamanaha et Roderick MacDonald proposent de regarder le phénomène juridique du point de vue des acteurs sociaux, soit des sujets de droit. Reconnu comme celui qui a changé la façon d'analyser le pluralisme juridique, Macdonald critique le fait que ce phénomène soit étudié comme une simple rencontre entre des ordres juridiques différents, car cette approche tient pour acquis que la société et les communautés sont des

unités que le droit peut traiter (Ebberhard et Gupta 2005). Au lieu d'approcher le pluralisme juridique par le haut suivant l'approche « *top-down* » du droit, Tamanaha prend plutôt comme point de départ la société adoptant celle du « *bottom-up* »⁹. Partant de l'affirmation que le droit est à l'intérieur de chaque membre de la société, il observe ses manifestations à travers son utilisation chez les individus (Tamanaha 2008; 2017). L'anthropologue Sousa Santos partage cette position. Selon lui, la compréhension du pluralisme juridique passe nécessairement par les individus puisque c'est dans « nos esprits [et] nos actions juridiques » que les différentes manifestations juridiques interagissent (Dupret 2006, 49). Et c'est aussi une perspective que Tamanaha a adoptée pour étudier cette question définissant le pluralisme juridique comme la reconnaissance de plus d'un ordre juridique dans l'arène sociale (2001; 2008).

Allant au-delà du droit étatique séculier, la question de la violence domestique est régulée sous divers ordres juridiques, incluant le droit religieux, le droit coutumier, mais aussi les normes morales et sociales qui viennent se superposer et s'entremêler. Pour comprendre, dans un premier temps, comment le pluralisme juridique se manifeste et, dans un deuxième temps, comment il influe sur les stratégies des travailleuses sociales et avocates, je fais le choix d'aborder le pluralisme juridique par cette approche fondée sur l'expérience des acteurs sociaux. Comme le droit vit à travers les acteurs sociaux, identifier ce qu'ils comprennent comme du droit est nécessaire pour saisir le phénomène du pluralisme juridique. Suivant cette logique, il m'apparaît donc pertinent pour comprendre le pluralisme lié à la question de la violence domestique dans le contexte particulier de Mumbai de regarder comment celles qui travaillent et jonglent avec les différents ordres identifient et hiérarchisent à leur manière les différents ordres juridiques en présence.

Par conséquent, en prenant comme point de départ leur expérience du pluralisme juridique, je divise l'univers juridique dans lequel elles travaillent en deux ensembles. Le premier est celui de la parenté puisqu'il est le premier ordre normatif auquel toute femme est soumise ainsi que la première instance que les femmes approchent lorsqu'elles se retrouvent en situation de

⁹ L'approche « *top-down* » analyse une situation sociale en prenant pour point de départ l'État pour ensuite regarder les conséquences des actions étatiques sur les citoyens. Inversement, celle du « *bottom-up* » s'intéresse aux citoyens et à leurs actions ainsi que leur impact sur l'État (Sabatier 1986).

violence domestique. Bien qu'elles ne soient ni écrites ni codifiées, les règles et normes familiales imprègnent l'espace social indien et ne peuvent jamais être complètement mises de côté lorsque les actrices sociales développent des stratégies pour permettre l'accès à la justice aux femmes. Le second est l'ensemble des ordres juridiques qui cohabitent sur le territoire indien que je divise en deux sous-groupes : le droit étatique (ou formel), qui provient des forums juridiques officiels, et le droit non-étatique (ou informel), qui englobe les systèmes normatifs provenant de la société civile. Il est toutefois important de mentionner que cette division est arbitraire parce qu'en réalité, dans le contexte indien, ces deux univers sont beaucoup plus difficiles à distinguer. Si le pluralisme juridique et l'anthropologie juridique sont utiles pour comprendre le contexte juridique indien, l'accès à la justice, présenté dans la section suivante, est fondamental pour comprendre le rapport qu'ont les individus avec le droit.

1.2 L'accès à la justice

L'accès à la justice est un aspect central dans le présent mémoire. Il est l'objectif que les répondantes cherchent à atteindre au nom des femmes qu'elles aident. Avant de définir ce qu'est l'accès à la justice, il est important de circonscrire le concept de justice. Comme le souligne le juriste Pierre-Claude Lafond, la justice est, pour plusieurs, associée au « juste » : « [p]our le citoyen ordinaire, la notion de justice s'aligne sur cette idée du juste, de l'équité. Le besoin de justice des citoyens vient du sentiment d'injustice, pour lequel ils attendent une correction équitable, adéquate, juste. » (2012, 8). Pour le sociologue Guy Rocher, il n'existe toutefois pas qu'une seule définition de la justice, mais plusieurs définitions de ce concept dans la culture populaire (2001, 873). En effet, comme nous le verrons plus loin, les professionnelles, tant les avocates que les travailleuses sociales, doivent adapter les stratégies qu'elles mettent en place pour répondre aux besoins des femmes en situation de violence domestique en fonction de ces différentes définitions.

De son côté, le droit définit le concept de justice comme « la conformité à une loi obligatoire » (Lafond 2012, 8). Autrement dit, dans cette conception, les actions des individus ne sont injustes que dans la mesure où elles sont contraires à la loi en vigueur. Cette justice est rendue par le juge, responsable d'interpréter et d'appliquer la loi édictée par le législateur étatique. Cependant, dans le cadre du présent mémoire, la fonction de la justice n'est pas définie comme l'application du droit, mais, au contraire, comme ce que Lafond appelle « la mise en œuvre d'un principe d'équité par les individus membres de la communauté » (Lafond 2012, 11). Cette interprétation permet de déplacer le lieu dans lequel se situe la justice du droit étatique vers la société.

L'accès à la justice peut se décliner de plusieurs façons. Il peut être compris comme la capacité des individus à utiliser le système judiciaire, soit les institutions juridiques formelles. Cette conception prédominait avant le développement de la recherche sociojuridique dans les années 1970 (Galanter 2009, 115). Au contraire, le sens large du concept, en plus d'incorporer la question de l'accès à la justice formelle, inclut aussi la capacité des individus à avoir recours à la justice hors du cadre judiciaire à travers les modes alternatifs de résolution de conflit (MARC) (Galanter 2009). Si les MARC peuvent être mis en place par l'État, d'autres sont informels et issus de la société civile.

Dans le contexte indien, les recours informels sont souvent préférés aux recours étatiques. Souvent vu comme inefficace, coûteux et corrompu par les justiciables indiens, le système juridique étatique est rarement l'option qu'ils favorisent (Bates 2013). Selon le juriste Marc Galanter, cette vision négative du droit étatique est liée au fossé qui le sépare des réalités vécues par la population - distance qu'il explique par deux facteurs : la difficulté d'accès aux droits et protections reconnus dans la loi et le caractère extérieur et étranger de ce système juridique hérité du colonisateur britannique (1989). D'ailleurs, tout au long de l'histoire de la discipline de l'anthropologie juridique en Inde, les anthropologues constatent que les modes de résolution de conflits alternatifs prédominent sur les institutions formelles (Cohn 1987; Baxi et Galanter 1989; Grover 2011; Solanki 2013). Par exemple, dans son ethnographie du village de Madhopur en Uttar Pradesh, l'anthropologue Bernard Cohn constate que les

*panchayats*¹⁰ de castes sont préférés aux recours formels dans la résolution de conflit (1987). Upendra Baxi et Marc Galanter expliquent leur popularité auprès de la population à travers trois facteurs, soit le fait qu'ils offrent un recours rapide peu dispendieux, qu'ils respectent les normes locales et permettent aux individus de résoudre leur différend parmi les membres de leur communauté et de leur parenté (1989).

Cependant, comme le constatent Srimati Basu à Kolkata (2015), Shalini Grover à Delhi (2011) et Gopika Solanki à Mumbai (2013), ces forums dits « traditionnels » reproduisent souvent les idéologies sur la famille et sur la conjugalité selon lesquelles la femme doit se soumettre à ses affins, ce qui est souvent problématique pour les femmes qui approchent ces forums pour réclamer leurs droits. C'est d'ailleurs en réaction à l'absence de forums juridiques informels qui tiennent en compte les intérêts et les droits des femmes indépendamment de la question de la protection de l'unité familiale que le mouvement des femmes a créé ses propres forums de résolution de conflits féministes. Pour comprendre l'approche théorique féministe, la section suivante s'intéresse aux courants qui ont marqué le féminisme indien.

1.3 L'approche féministe

Le féminisme a une double dimension, car il est à la fois un mouvement politique et un projet théorique. Son objectif est aussi double, car il cherche à expliquer la subordination que vivent les femmes et à y répondre par le changement social (Gupte 2013). Dans le milieu de la recherche universitaire, « le féminisme [...] est une forme d'analyse de la société issue de et nourrie par le mouvement des femmes, un mouvement social à plusieurs voix/voies qui vise la transformation en profondeur des rapports sociaux en vue d'une société égalitaire. » (Dagenais 1987, 20). Cette approche théorique pose ainsi la « question des femmes », car il demande à la

¹⁰ Les *panchayats* demeurent un forum de résolution de conflit important, leur pouvoir se limite surtout au milieu rural étant essentiellement absent du milieu urbain. En effet, les ethnographies urbaines observent un recul des *panchayats* de caste. Si certains lient ce recul à la présence plus marquée des cours en ville (Parry, 2001), d'autres l'associent plutôt au fait que la ville, en forçant une certaine mixité entre castes et religions, encourage l'émergence de nouveaux forums de résolution de conflit comme les ONG, les partis politiques ou les organisations de femmes (Eckert, 2006; Grover, 2011).

chercheuse ou au chercheur de tenir compte des inégalités dans les rapports sociaux de sexe et de genre (Langevin et Bouchard 2011, 558). La théorie féministe est divisée en plusieurs approches et écoles distinctes qui entrent parfois en conflit. Or, pour les fins du présent mémoire, ce sont les approches du féminisme postmoderne et du féminisme intersectionnel qui sont mises de l'avant, car elles permettent de déconstruire l'idée que les femmes représentent un groupe uniforme un peu comme le fait l'anthropologie juridique avec le droit. Elles offrent ainsi des outils pour mettre en lumière différents facteurs culturels et sociaux qui influent sur les constructions de l'identité féminine ainsi que sur les inégalités que les femmes vivent.

1.3.1 Les vagues du féminisme

Avant de définir les féminismes postmoderne et intersectionnel, il est pertinent de faire un court rappel historique du développement du féminisme lors des dernières décennies. En Inde, la première vague du féminisme naît au début du 19^e siècle avec le mouvement des réformes sociales mené par le colonisateur anglais pour se terminer au milieu du 20^e avec la fin du mouvement pour l'indépendance de l'Inde (Kasturi et Mazumdar 1994). Porté par les femmes de classes aisées et éduquées, ce mouvement a mené des campagnes politiques pour lutter contre l'inégalité des sexes sur des questions telles que le mariage des enfants, la *sati*¹¹, le droit de vote et le droit à l'éducation en Inde (Patel et Khajuria 2016). À cette époque, les revendications féministes en Inde, comme ailleurs, s'insèrent pour la plupart dans les courants idéologiques existants et créés par des hommes tels que le libéralisme, le socialisme ou le marxisme en y ajoutant une dimension féministe (Bryson 2016).

Dans les années 1970, survient la deuxième vague du féminisme. Elle a pour objectifs principaux de combattre l'inégalité des sexes, de donner la parole aux femmes et de faire reconnaître leur place dans la sphère publique. Contrairement à la première vague, cette

¹¹ La *sati* est une coutume funéraire par laquelle la veuve du défunt se sacrifie en montant sur le bûcher aux côtés de son mari. Cette pratique n'était pas une pratique partagée par la majorité de la population indienne, mais bien par un petit nombre de communautés dans le nord de l'Inde (Kapur 2002).

dernière n'est pas seulement menée par les femmes de l'élite en Inde, mais aussi par divers groupes et organisations de femmes provenant de différents milieux socioéconomiques et de différentes castes¹² (Patel et Khajuria 2016). Les féministes indiennes mettent particulièrement l'accent sur l'*empowerment* des femmes qu'elles définissent comme un « processus » à travers lequel les femmes prennent le contrôle de leur vie et augmentent leur confiance en elles, formulent leurs propres objectifs et développent des compétences et des solutions afin de devenir indépendantes et autonomes (Patel et Khajuria 2016, 2).

C'est sous cette deuxième vague que s'est développé, dans les années 1970, le féminisme radical, la première approche théorique centrée sur les femmes. Cette approche définit les rapports de sexe comme des rapports de pouvoir où les femmes représentent une classe politique dominée par celle des hommes (Bryson 2016). Les féministes radicales expliquent cette subordination des femmes par le patriarcat. Manisha Gupte le définit comme un système qui maintient les femmes dans un état de soumission et de dépendance en contrôlant leur force de travail, leur capacité de reproduction et leur sexualité, en gérant leur propriété, leur héritage et leurs biens et en restreignant leur mobilité et leur pouvoir décisionnel (2013, 56). Pour les féministes indiennes, le patriarcat se manifeste non seulement dans la sphère privée, mais aussi dans l'espace public et politique (Poonacha 2014 ; Desai 2004). C'est de ce mouvement qu'est née l'idée selon laquelle la violence faite aux femmes, y compris la violence domestique, n'est pas un problème privé ou personnel, mais un problème social auquel l'État et la société doivent s'attaquer (Rajan et Bhatla 2003; Solanki et Gangoli 2016).

La troisième vague du féminisme est celle de la période actuelle. Elle émerge à la fin des années 1980 en Occident avec le féminisme postmoderne et les nouvelles théories *queer* sur la diversité sexuelle (Oprea 2008). Cette idéologie rejette l'idée que les rapports de genre et de

¹² Les castes en Inde sont des divisions sociales hiérarchiques. Leur apparition remonte à l'époque védique. Il existe quatre grandes catégories de castes, appelées *varna*. En haut de la hiérarchie se retrouvent les brahmanes qui se spécialisent dans le « travail de l'esprit » occupant les plus hautes fonctions religieuses. Suivent ensuite les *kshatriyas*, les guerriers, qui ont pour tâche de défendre le peuple. De leur côté, les *vaisyas* sont des commerçants et des artisans, alors que les *shudras* représentent les paysans qui travaillent la terre. En dehors et tout au bas de cette hiérarchie se retrouvent les intouchables, ou *dalit*, à qui on donne les tâches plus « viles ». La caste d'un individu est transmise de façon héréditaire à ses descendants. Chaque caste se sous-divise en une pluralité de sous-castes aussi nommées *jati* qui sont aussi hiérarchisées. D'ailleurs, comme les Indiens pratiquent l'endogamie de caste, ils se marient généralement avec des gens du même *jati* (Jaffrelot 2013).

sexe sont naturels et cherche à déconstruire certaines pratiques et normes qui sont dites établies telles que les identités de genre (Oprea 2008). Les féministes de la nouvelle vague remettent en question la binarité des sexes qu'elles définissent comme des constructions artificielles mises en place pour maintenir les rapports de pouvoir existant (Patel et Khajuria 2016).

1.3.2 Le féminisme postmoderne

Ancré dans les théories postmodernes, le courant féministe postmoderne cherche à déconstruire l'identité « femme(s) » (Dorlin 2008). Influente dans l'établissement de ce courant, Judith Butler décrit le postmodernisme non pas comme un positionnement, mais comme une « *critical interrogation of the exclusionary operations by which « positions » are established* » (Butler et Scott 1992, XVI). Elle part de cette approche théorique pour définir le genre comme une construction sociale (2005). Selon elle, le genre n'est pas fixé de façon définitive à la naissance. Il n'est pas non plus biologique ou naturel, mais plutôt construit au gré des apprentissages, de l'assimilation des normes et des contraintes et de leur répétition dans le quotidien (Butler, 2005). Butler parle plutôt du genre comme d'une identité « tissée avec le temps » (2005, 265) performée par les individus à travers leurs attributs et leurs comportements comme les pratiques de beauté, la gestuelle du corps ou la façon de s'habiller (Butler 2005). Selon elle, le genre est donc un ensemble de normes et de règles qui vise à atteindre l'idéal de genre, masculin ou féminin : un idéal qui n'existe pas en réalité. De ce fait, les féministes postmodernes comme Butler ouvrent la porte à la reconnaissance d'identités de genre qui n'entrent pas dans cette binarité (Oprea 2008).

Remettant en question l'unité des revendications qui a caractérisé le féminisme de la deuxième vague, la nouvelle vague s'intéresse à l'individualité des femmes. À l'instar des féministes de la seconde vague qui s'organisent autour d'un projet unitaire et universel, celles de la nouvelle vague orientent leur politique autour de la « contextualisation » (Oprea 2008, 12), s'intéressant plutôt au pluralisme et à l'hétérogénéité qui existent au sein du féminisme. Une des plus importantes critiques formulées par les féministes de troisième vague est le peu de place

accordée aux femmes issues de groupes de minorité visible, culturelle ou religieuse ainsi que de milieux socioéconomiques moins aisés au sein du mouvement (Oprea 2008). Selon Butler, le problème vient de l'utilisation du terme « femmes » comme une catégorie, car en regroupant l'ensemble des femmes sous cette étiquette, les féministes de la seconde vague, pour la plupart des femmes blanches éduquées, ont mis de l'avant leurs enjeux et leurs préoccupations faisant fi de ceux des femmes dites racisées (2005).

Encourageant l'ensemble des femmes à présenter leur propre définition du féminisme, la troisième vague intègre celles qui avaient été exclues des « vagues » précédentes, telles que les femmes dalit en Inde¹³, les femmes d'origine afro-américaine aux États-Unis ou les individus *queer* qui n'entrent pas dans la binarité des sexes. Cette réorientation vers un féminisme plus inclusif suit l'émergence du féminisme postcolonial et du féminisme noir dans les années 1960-70. Des féministes d'origines diverses adoptent un discours qui met de l'avant non seulement les rapports de domination fondés sur le sexe, mais aussi ceux fondés sur la race et la classe permettant de mettre en lumière, par exemple, l'impact du colonialisme et du racisme (Crenshaw 2005). Elles permettent de mettre en lumière les différents recoupements qui existent entre le patriarcat et ces rapports de domination qui sont propres aux « femmes de couleur » (Corbeil et Marchand 2007, 3).

1.3.3 Le féministe intersectionnel

En mettant de la lumière sur les diverses formes d'oppression qui touchent les femmes racisées, le féminisme postcolonial et le féminisme noir favorisent le développement de l'approche intersectionnelle, considérée comme l'un des plus importants apports de la théorie féministe (McCall 2005 dans Bilge 2009). Patricia Hill Collins, une importante théoricienne du féminisme noir occidental, est l'une des premières à parler de l'intersectionnalité pour expliquer l'entrecroisement des systèmes d'oppression que sont le racisme, le sexisme et la

¹³Voir Rege, Sharmila (2006). *Writing Caste/Writing*, New York : Vintage Books. et Chakravarti, Uma (2005). "From Fathers to Husbands: of Love, Death and Marriage in North India", p.308-331, dans dir. L. Welchman et S. Hossain, *Honour': Crimes, Paradigms, and Violence against Women*, Londres et New York: Zed Books.

hiérarchie des classes (1990). Or, c'est la juriste Kimberlé Crenshaw qui présente ce concept pour la première fois (Dorlin 2008). Elle avance que « l'intersectionnalité est inhérente à tout rapport de domination » (Dorlin 2008, 81). Pour illustrer son propos, elle démontre que les femmes afro-américaines qui vivent de la violence domestique sont davantage marginalisées et isolées que les femmes blanches dans la même situation en raison du racisme latent (Crenshaw 1991).

Comme l'indiquent Sirma Bilge et Patricia Hill Collins dans leur récent ouvrage sur l'intersectionnalité, s'il existe une hétérogénéité dans la définition de ce terme, la majorité s'entend sur cette définition :

Intersectionality is a way of understanding and analyzing the complexity of the world, in people, and in human experiences. The events and conditions of social and political life and the self can seldom be understood as shaped by one factor. They are generally shaped by many factors in diverse and mutually influencing ways. (2016, 2).

Selon Bilge, l'intersectionnalité est donc un outil analytique qui permet aux individus ainsi qu'aux chercheurs de mieux comprendre la complexité qui caractérise le monde et chaque individu qui y prend part (2009).

Bilge explique que l'analyse intersectionnelle se fait à deux niveaux (2009). Au niveau microsocial, elle permet d'identifier les impacts des « structures d'inégalité sur les vies individuelles et les manières dont ces croisements produisent des configurations uniques. » (Bilge 2009, 73). Au niveau macrosocial, cette analyse questionne « les manières dont les systèmes de pouvoir sont impliqués dans la production, l'organisation et le maintien des inégalités » (Bilge 2009, 73). De son côté, Collins identifie quatre domaines de pouvoir à prendre en compte lors de cette analyse : (1) le pouvoir structurel, soit les lois et les institutions ; (2) le pouvoir disciplinaire, soit l'administration et la bureaucratie ; (3) le pouvoir hégémonique ; soit la « naturalisation culturelle et idéologique des rapports de domination » et (4) le pouvoir interpersonnel, soit les interactions quotidiennes définies par les hiérarchies présentes (2000 dans Bilge 2009, 80).

Dans le contexte indien, le concept d'intersectionnalité a été utilisé pour comprendre les interactions entre les oppressions liées à la caste, à la classe sociale, à l'ethnicité et au genre. D'ailleurs, le choix de l'intégrer dans le cadre théorique a été influencé par les répondantes de la recherche qui y ont fait référence à quelques reprises pour expliquer leur intervention auprès des femmes vivant de la violence domestique. Par exemple, l'analyse de l'affaire *Sha Bano* par les intellectuelles féministes indiennes traitant du cas d'une femme musulmane qui s'est fait jeter hors de son domicile conjugal par son mari après 40 ans de mariage illustre l'entrecroisement des structures d'oppression de genre et de religion (Patel 1995 ; Patel et Khajuria 2016). Malgré l'absence de reconnaissance dans le droit musulman indien d'une obligation du mari de verser une pension alimentaire à son ex-épouse, la Cour, outrepassant la charia, octroie à Sha Bano ce droit. Or, suite à la forte mobilisation de la communauté musulmane contre le jugement qui le voyait comme une attaque contre le groupe religieux et identitaire musulman, Sha Bano renonça à sa pension (Solanki 2013). Ce dossier force les féministes à reconsidérer leurs positions dans le débat pour l'adoption d'un code civil uniforme pour toutes les communautés religieuses indiennes, puisque faire fi de considérer et de reconnaître les règles et les pratiques des minorités religieuses les encouragent à se replier sur elles-mêmes, ce qui peut nuire à la protection des droits des femmes de ces communautés. Ainsi, aujourd'hui, en adoptant une approche intersectionnelle, les féministes indiennes tentent de faire ressortir les différentes inégalités structurelles, telles que la religion ou la caste, qui nuisent à la pleine reconnaissance des droits des femmes (Menon 2012 ; Komarraju et Raman 2017). Dans la prochaine section sera abordée une question qui est centrale au mouvement indien des femmes : la violence domestique.

1.4 La violence domestique

Par son caractère familial et intime, la violence domestique a été historiquement considérée comme moins sérieuse dans le discours public comparativement aux autres formes de violence qui se produisent dans la sphère publique (Engle Merry 2009, 1). Ce n'est donc que depuis récemment qu'elle apparaît dans les débats publics. En Inde, cette question émerge dans le

discours des activistes du mouvement féministe ainsi que dans le milieu universitaire dans les années 1970-80 (Solanki et Gangoli 2016). Plusieurs sens peuvent être donnés à cette forme de violence. Pour les fins du mémoire, deux définitions sont retenues. La première vient des chercheuses indiennes en sciences sociales qui la voient comme une manifestation des rapports de pouvoir et des rôles de genre dans le contexte social et culturel indien. La seconde est la définition politique utilisée à la fois par les chercheuses et par les activistes féministes indiennes et selon laquelle la violence domestique est une forme de discrimination.

1.4.1 Les différentes dimensions de la violence domestique

Avant de les définir, il est nécessaire d'identifier les différentes formes que peut prendre la violence domestique. Adoptant une définition exhaustive, Bhate-Deosthali, Rege et Prakash définissent, dans leur récent ouvrage, la violence domestique comme « *a pattern of abusive behaviour and control that could take any form* » (2013, 1). Selon elles, la violence domestique agit dans la continuité, car les épisodes de violence sont généralement portés à se reproduire dans le temps (Bhate-Deosthali, Rege et Prakash 2013). La violence domestique est aussi reconnue comme un problème de santé, car elle impacte de plusieurs façons directement et indirectement sur la santé des femmes. Certaines blessures physiques peuvent causer des conséquences physiques irréversibles ou même mener à la mort (Bhate-Deosthali, Rege et Prakash 2013). De plus, elle peut encourager chez certaines femmes des comportements autodestructeurs tels que le refus de prendre soin de soi ou des idées suicidaires qui peuvent aller jusqu'à des tentatives de suicide (Bhate-Deosthali, Rege et Prakash 2013).

La littérature indienne sur la question reconnaît essentiellement quatre formes : (1) la violence physique ; (2) la violence émotionnelle ou psychologique ; (3) la violence sexuelle ; et (4) la violence économique, incluant notamment la violence liée à la dot (Bhate-Deosthali, Rege et Prakash 2013 ; Ahmed-Ghosh 2004 ; Solanki et Gangoli 2016). Ce sont d'ailleurs ces quatre éléments qui ont été reconnus dans la plus récente législation civile contre la violence

domestique, le *Protection of Women from Domestic Violence Act*¹⁴, 2005 (PWDVA), à l'article 3. Étant le résultat d'une mobilisation politique du mouvement des femmes, le PWDVA reprend plusieurs éléments de la définition que formulent les intellectuelles féministes indiennes. En effet, il définit l'auteur de la violence comme étant toute personne de la famille natale ou maritale de la femme peu importe son sexe. De plus, il s'inspire de la définition internationale de la violence domestique formulée par l'Organisation des Nations unies (ONU). En effet, cette loi est d'ailleurs citée comme modèle pour définir exhaustivement la violence domestique dans les recommandations de l'ONU pour l'établissement de législations contre cette forme de violence (Nations Unies 2010).

1.4.2 Comprendre la violence par le contexte social et culturel

Dans le milieu universitaire féministe indien, la violence domestique est définie à travers le contexte structurel et culturel de la violence (Purkayastha et al. 2003). La centralité du mariage à l'intérieur des différents groupes culturels et religieux et la définition des rôles de genre en son sein sont vues par les auteures qui se sont penchées sur la question comme les causes principales de la perpétuation de cette forme de violence (Ahmed-Ghosh 2004 ; Sharma 2005 ; Poonacha 2014). Le patriarcat est au cœur de cette définition, car il est considéré comme sa cause principale (Purkayastha et al. 2003.). D'ailleurs, certaines auteures nomment la violence domestique « *patriarchal violence* » (Gupte 2013). Comme l'explique la spécialiste en études féministes, Veena Poonacha, les structures familiales, combinées à celles de la société, créent de la violence structurelle contre les femmes qui renforce leur subordination (2014).

Selon Poonacha, la violence domestique est la forme la plus répandue d'oppression patriarcale, mais la moins visible parce qu'elle se produit à l'intérieur des murs de la maison (2014). Elle est aussi présente dans toutes les classes de la société indienne, contrairement à la croyance populaire qui l'associe aux castes et classes inférieures (Purkayastha et al. 2003).

¹⁴ Cette loi offre une protection civile qui s'applique à toutes les femmes peu importe leur statut conjugal tout en leur permettant d'aller chercher de l'aide auprès d'agents du secteur formel et informel.

Toutefois, ses manifestations peuvent différer d'un milieu socioéconomique, culturel ou même religieux à un autre comme le démontre l'analyse intersectionnelle (Charkravarti 2005).

D'ailleurs, en plus du patriarcat, la patrilinéarité est identifiée dans la littérature sur la question comme un facteur encourageant la violence domestique (Desai 2001; Chakraborty et al. 2017). Bien que le modèle familial patrilinéaire ne soit pas le seul en Inde, il est le modèle dominant (Desai 2001). Dans ce type d'organisation de la parenté, le fils est reconnu comme un membre « permanent » de la famille. Au contraire, la fille est plutôt considérée comme un membre « temporaire » de l'unité, car elle doit quitter la maison familiale lors de son mariage pour rejoindre celle de son époux (Desai 2001). Cependant, dans ce nouveau domicile, elle est considérée comme une étrangère. D'ailleurs, Neera Desai souligne que ce transfert de résidence est souvent une expérience difficile et parfois traumatisante pour certaines nouvelles épouses. En effet, comme nouvelle arrivée dans la famille, elle occupe un statut inférieur dans la hiérarchie l'exposant potentiellement à de la violence. De plus, tant dans sa résidence familiale que maritale, elle n'a que très peu ou pas de droit sur la propriété (Basu 2006). La violence peut être d'ailleurs utilisée pour maintenir les rapports de pouvoirs patriarcaux ainsi que le contrôle sur la propriété (Agnes 1990a, Gupte 2013). De ce fait, l'infériorité du statut de la femme dans la famille natale tout comme maritale la rend plus vulnérable à la violence. Les différents statuts de la femme dans la famille, les modèles de parenté ainsi que leurs impacts potentiels sur la violence domestique seront davantage explicités et nuancés au chapitre 3.

Une particularité liée au contexte culturel indien est la violence liée à la dot. La dot (« *dowry* ») fait référence aux biens, à l'argent, à la propriété immobilière ou mobilière qu'offre la famille de l'épouse à celle du marié (Narayan 1997). Malgré son illégalité¹⁵, cette pratique représente un fardeau toujours plus important pour un nombre croissant de familles indiennes. En effet, depuis l'arrivée de l'économie de marché dans les années 1970, elle s'est généralisée en Inde poussant vers une pratique de la négociation de la dot où la famille du marié attend maintenant des biens matériels spécifiques de plus en plus coûteux tels qu'une motocyclette, un téléviseur ou une machine à laver (Narayan 1997). Le fardeau économique

¹⁵ En raison du harcèlement et de la violence causés par cette pratique sur les mariées et leur famille, le *Dowry Prohibition Act* rend le don et l'acceptation de dot illégaux.

de la dot est souvent difficile à porter pour les familles des nouvelles épouses et certaines ne réussissent pas à combler les demandes des familles des époux. Conséquemment, plusieurs nouvelles épouses vivent des abus physiques et psychologiques des membres de leur belle-famille qui cherchent, par la violence, à obtenir les biens qu'ils demandent (Purkayastha et al. 2003 ; Sharma 2005).

Dans le présent mémoire, l'expression « violence domestique » est préférée à celle de violence conjugale pour essentiellement deux raisons. Tout d'abord, les auteures qui se sont penchées sur la question en Inde utilisent le terme « *domestic violence* » pour faire référence à ce type de violence. Ensuite, si en français, les auteures utilisent l'expression violence conjugale, dans le cas indien, ce terme ne permet pas d'englober l'ensemble de la problématique parce qu'elle dépasse la dimension conjugale. Bien que le mari ou le conjoint soit généralement le principal responsable de la violence, celle-ci s'inscrit dans les dynamiques de pouvoir familial où les membres de la famille élargie tels que les beaux-parents, les frères et sœurs du conjoint ainsi que les enfants y ont aussi un rôle à jouer (Misra 2007).

1.4.3 La violence domestique comme une forme de discrimination

En Inde, la question de la violence contre les femmes émerge dans le discours politique féministe des années 1970-80 (Solanki et Gangoli 2016). Avec le slogan « le privé est politique » issu de la seconde vague du féminisme, les activistes tentent de faire reconnaître cet enjeu comme un problème de société afin de le faire sortir de la sphère privée (Gupte 2013). Pour ce faire, elles présentent cette forme de violence comme une violation des droits humains (Gupte 2013). Leur mobilisation a eu un impact législatif dans les années 1980-90 en Inde puisque, par exemple, en 1983, le *Code pénal indien* criminalise pour la première fois cette forme de violence en adoptant la section 498A.

À la même période, les enjeux touchant la violence contre les femmes obtiennent aussi de plus en plus de visibilité internationalement, notamment avec la décennie des femmes de l'ONU de 1975-1985 (Kapur 2002). Mettant de l'avant un discours axé sur le droit à l'égalité, le

mouvement international des droits des femmes définit la violence domestique comme une forme de discrimination basée sur le genre qui nuit à l'exercice des droits et libertés reconnus aux femmes en tant qu'êtres humains (Engle Merry 2009).

La *Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CÉDEF), à l'article 1, définit la discrimination à l'égard des femmes comme « toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe » (1979). En réponse à ces mobilisations, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CÉDEF) définit en 1991 la violence contre les femmes comme une forme de discrimination dans sa déclaration générale no. 19 afin que s'appliquent à ce type de violence les protections reconnues dans la *Convention*.

Cette définition de la violence comme une violation de droits humains et un obstacle aux droits des femmes est une initiative occidentale (Engle Merry 2009). Cependant, en Inde, plusieurs conçoivent la violence domestique comme une conséquence de la discrimination à laquelle les femmes font face dans la famille et dans la société. Par exemple, les rôles de genre et la hiérarchie dans le modèle familial patrilinéaire qui donne aux femmes un statut moindre encouragent la soumission à l'autorité masculine ainsi qu'à une certaine acceptation de la violence domestique comme pouvoir de contrôle intrafamilial (Gupte 2013). Pour comprendre le travail que font les répondantes de la présente étude auprès des femmes vivant ce type d'oppression, j'utilise les concepts de « stratégies » et de « tactiques » présentés dans la prochaine sous-section.

1.5 À la défense des droits des femmes : stratégies et tactiques pour naviguer dans le contexte juridique pluraliste

Les groupes de femmes de Mumbai mettent de l'avant les intérêts stratégiques des femmes en cherchant l'émancipation du genre et des autres types de hiérarchies. Elles reprennent notamment les questions de la violence contre les femmes, le foeticide des filles, le

fondamentalisme religieux, le harcèlement au travail (Ray 1999). Les réformes juridiques et l'engagement quotidien dans la défense des droits des femmes à travers le système judiciaire ont été centraux à l'activisme des groupes de femmes à Mumbai (Gangoli 2007). Cet engagement quotidien nécessite le développement de stratégies et de tactiques.

De Certeau, sociologue français, s'est intéressé à ce quotidien et à ses « mille manières de braconner » (1990, XXXVI). Dans ses travaux, il distingue les stratégies des tactiques. Selon lui, la stratégie est « le calcul des rapports de forces qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir est isolable d'un « environnement » » (1990, XLVI). Au contraire, il définit la « tactique » comme un calcul qui est fait par la personne en réaction aux circonstances et à la situation dans lesquelles elle se trouve. Alors que la stratégie se construit dans ce que de Certeau appelle un « lieu propre », la tactique se crée dans le « lieu de l'autre » en réaction aux « occasions » qui se présentent à lui (de Certeau 1990, XLVI). Ainsi, les stratégies, davantage ancrées dans la rationalité, sont longuement réfléchies et analysées, alors que les tactiques sont des moyens développés pour survivre tous les jours. Elles sont plus sporadiques, alors que les stratégies s'inscrivent dans la durée.

Dans le cas des professionnelles, elles font usage à la fois de stratégies dans leur lutte pour la reconnaissance des droits des femmes, mais aussi de tactiques quotidiennes pour permettre de répondre aux besoins des femmes dans l'immédiat. Elles ne font donc pas que se soumettre à ce que dictent les différents ordres juridiques, mais adaptent, négocient les options juridiques accessibles à leur avantage. En effet, comme le dit Srimati Basu, la loi ne doit pas être comprise comme une sphère idéale, mais plutôt une « *strategic translation* » (2006, 71). Par exemple, certaines répondantes utilisent le droit criminel en informant le mari violent de l'illégalité de ses actes lors des sessions de médiations informelles pour garantir certaines protections supplémentaires aux femmes. Les avocates se servent aussi des protections prévues en droit civil pour revendiquer de façon détournée l'accès à certains droits qui ne sont pas formellement reconnus par la loi indienne aux femmes. De cette façon, elles militent activement à la reconnaissance d'une plus large protection juridique des femmes en situation de violence domestique. Ainsi, en tant qu'actrices sociales, les professionnelles travaillant

pour la défense des droits des femmes créent de nouvelles légalités et participent au « processus officieux de production normative » (Bernheim et Vézina 2008, 58).

Ces exemples démontrent aussi que les acteurs sociaux se déplacent à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur de la loi pour optimiser leurs options sociojuridiques. Tout dépendant de leur posture professionnelle, de leurs expériences personnelles ainsi que des besoins des femmes qui les approchent, elles développent des stratégies et des tactiques particulières qui sont parfois informelles, parfois formelles et parfois entre les deux. Elles font ainsi ce qu'on pourrait appeler du « *forum shopping* ». Ce concept qui fait référence à la maximisation des recours juridiques en naviguant entre les différentes ressources (von Benda-Beckman 1981) est utilisé dans la littérature sur le pluralisme juridique (Meinzen-Dick et Pradhan 2002) pour parler des justiciables, mais il peut s'appliquer tout autant aux professionnelles. En effet, l'avocate et la travailleuse sociale accompagnent leurs clientes dans leurs choix faisant à leur tour du *forum shopping*. Si ces exemples présentent quelques-unes des stratégies utilisées par les professionnelles, il n'en reste pas moins qu'au quotidien leurs options peuvent être limitées, soit par le contexte juridique, mais aussi par les demandes de leurs clientes. Par exemple, afin d'augmenter leurs chances de succès, les avocates demandent à leurs clientes qu'elles tablent en cour sur l'image de la « bonne épouse ». En effet, les avocates qui utilisent cette tactique, bien qu'elles soient contre le message qu'elles envoient, disent le faire parce qu'elles n'ont pas le choix afin de répondre aux besoins de leurs clientes. Ainsi, cette distinction entre tactique et stratégie est importante pour analyser les actions des professionnelles dans leur travail de défense des droits des femmes.

Le présent chapitre avait pour objectif de présenter le cadre d'analyse pour comprendre le contexte juridique, social et culturel dans lequel se situent les professionnelles ainsi que les femmes en situation de violence domestique qu'elles aident. De leur côté, l'anthropologie et l'analyse du pluralisme juridique permettent d'identifier les différents systèmes normatifs qui sont à l'œuvre dans le contexte indien, alors que les approches féministes postmoderne et intersectionnelle facilitent la compréhension des différents systèmes d'oppression en place qui impactent sur la dénonciation de la violence domestique. Finalement, les concepts de stratégie

et tactique offrent un cadre d'analyse pour comprendre de travail d'intervention des professionnelles. Le prochain chapitre aborde maintenant la méthodologie de recherche.

CHAPITRE 2 – MÉTHODOLOGIE

L'objectif principal de cette recherche est d'investiguer les stratégies et tactiques sociojuridiques des actrices impliquées dans la défense des droits des femmes en situation de violence domestique à Mumbai. Comprendre cette situation permet, dans un deuxième temps, de saisir comment s'exprime le pluralisme juridique dans ce contexte particulier. Pour ce faire, la méthodologie de terrain se base sur l'analyse des pratiques et des discours de ces actrices afin de comprendre comment elles utilisent les différentes ressources accessibles et comment elles en créent des nouvelles à travers leur activisme qu'il soit individuel et direct auprès de leurs clientes ou collectif au sein du mouvement des femmes.

2.1 Orientations méthodologiques et stratégies de recherche

Fondée sur cette interaction directe entre l'ethnographie et la communauté étudiée, l'ethnographie est à la fois une méthodologie et une perspective (Darian-Smith 2008). La présente recherche peut être définie comme une ethnographie juridique féministe puisqu'elle s'inscrit à la fois dans la sous-discipline de l'anthropologie juridique et dans l'approche féministe de la recherche qualitative. Portant sur la question sociojuridique de la création de stratégies et de tactiques par les professionnelles, ce projet s'intéresse à une question centrale de l'anthropologie juridique : la relation entre les communautés locales et les institutions juridiques étatiques ou non étatiques. Comme le droit n'est pas un champ autonome, mais plutôt semi-autonome (Falk Moore 1978), il est aussi une partie intégrante de la société demandant donc d'être étudié dans son contexte social (Bibler Coutin et Fortin 2015). L'ethnographie, qui demande au chercheur d'intégrer le groupe étudié, permet de comprendre quelles sont leurs perceptions et expériences du droit et de la loi. Comme le résume Susan Bibler Coutin, l'ethnographie juridique « *provides insights in phenomenon that are not, on the surface, legal* » (2000, 10).

Tout comme l'ethnographie juridique, l'ethnographie féministe s'intéresse à la perspective des individus étudiés, à la différence près qu'elle se penche principalement sur celle des femmes et des minorités de genre. Son objectif est de documenter les vies et les activités des femmes en partant de leurs expériences (McNamara, 2011). Elle ne fait pas que décrire la vie des femmes, mais remet aussi en question la façon dont elles sont représentées (McNamara, 2011). Cette étude a donc pour objectif d'offrir un point de vue différent sur une certaine réalité féminine, soit celle des professionnelles œuvrant dans la défense des droits des femmes en contexte urbain. Si la position des femmes indiennes à l'intérieur de la sphère domestique est bien documentée (Vatuk 1972; Wadley 1994; Dube 1997; Grover 2011), celle des femmes en dehors de cet espace clos demeure plus limitée (Donner 2008). Ce faisant, cette recherche souhaite participer à l'enrichissement de la recherche anthropologique sur les femmes indiennes en offrant un portrait du travail que font ces femmes urbaines professionnellement, socialement et politiquement actives.

En tant qu'approche critique, l'anthropologie féministe remet en question l'objectivité du chercheur en affirmant plutôt que toute représentation ethnographique est nécessairement partielle, construite et située (Abu-Lughod 1990). Selon cette perspective, l'ethnologue se doit de prendre conscience non seulement de sa posture d'universitaire, mais aussi de sa posture personnelle et des systèmes de valeurs auxquels il appartient (McNamara 2011). Au lieu de prétendre à l'objectivité, cette approche demande un engagement personnel des chercheur(e)s dans le projet politique qu'est le féminisme lequel questionne la hiérarchie des genres et la subordination de la femme, et une explicitation de ce point de vue situé.

L'approche engagée est aussi mise de l'avant en anthropologie juridique. En effet, plusieurs anthropologues juridiques revendiquent une pratique engagée de l'ethnographie afin de contribuer à faire évoluer le paradigme des droits en investiguant ethnographiquement les endroits spécifiques où ils permutent et convergent (Burton 2000 ; Hirsch 2002). Selon Susan Bibler Coutin et Véronique Fortin, la recherche ethnographique engagée, en plus de demander un engagement pour la justice sociale, implique aussi une déconstruction des hiérarchies entre l'ethnographe et les interlocuteurs et interlocutrices de son étude pour plutôt les concevoir comme des partenaires (2015, 80). L'ontologie féministe, tout comme celle de l'ethnologie

juridique, produit une méthodologie réflexive qui considère l'engagement social du chercheur dans sa recherche la rendant redevable aux personnes qui permettent de réaliser son étude (Parameswaran 2011). En tant que féministe engagée contre la violence faite aux femmes, je ne peux prétendre à l'objectivité de ma recherche. Au contraire, il est important, selon moi, que j'affirme clairement cette position puisque c'est en partie cette identité qui a inspiré la question de recherche, motivé la réalisation de ce mémoire et qui m'a permis de travailler avec les interlocutrices que je vous présente ci-dessous.

2.2 Présentation des répondantes

Mon étude de terrain s'est déroulée sur une période de dix semaines (de juillet à septembre 2016) à Mumbai¹⁶, la capitale du Maharashtra. J'ai choisi cette ville en raison du dynamisme de son mouvement féministe. En effet, cette ville, qui est le cœur économique de l'Inde, est aussi en quelque sorte le cœur de l'activisme féministe indien d'où plusieurs campagnes militant pour les droits des femmes ont émané (Bhate-Deosthali, Rege et Prakash 2013). Elle abrite aussi de nombreuses organisations de femmes y compris certaines organisations pionnières dans la défense des droits des femmes victimes de violence domestique telles que Majlis. De plus, ce choix s'est fait assez naturellement puisque deux ans auparavant, en 2014, j'y avais réalisé un préterrain¹⁷. À Mumbai, j'ai vécu chez des amies dans les quartiers de Juhu, Andheri West et Bandra West, des quartiers assez aisés où se côtoient extrême pauvreté et très grande richesse. Vivre à Mumbai implique de voir au quotidien d'importantes inégalités sociales, d'entendre différentes langues, de côtoyer une variété de cultures. Y habiter signifie également être plongé dans une foule de personnes dès qu'on passe le pied de la porte. C'est une ville qui ne dort pas, ou que très peu. Il y a toujours des gens dans les rues peu importe

¹⁶ Elle est la plus grande ville de l'Inde et la 4^e ville la plus peuplée au monde avec une population estimée à près de 22 millions d'habitants. Centre économique, elle attirerait chaque jour des gens d'un peu partout en Inde qui arrivent à la recherche d'opportunités d'emplois. Avec plus de 40% de sa population vivant dans des bidonvilles, Mumbai est une ville où cohabitent directement richesse et pauvreté (United Nations – The World's Cities 2016).

¹⁷ J'ai vécu près de cinq mois (d'août à décembre 2014) dans cette ville pour réaliser un stage au *Research Centre for Women's Studies*. Ce stage m'a permis de me familiariser avec ce regroupement de femmes et de réaliser à ce moment-là quelques entrevues semi-structurées avec des activistes et professionnelles actives dans la défense des droits des femmes (voir Viau-Tassé 2014).

l'heure de la journée et on peut encore entendre les klaxons des rickshaws jusqu'au petit matin.

Être une femme à Mumbai impliquait toutefois pour moi de prendre certaines précautions. Si plusieurs jeunes femmes que je rencontrais dans la rue portaient des hauts sans manche, des robes ou encore des shorts, en tant que femme étrangère et suivant les conseils de mes amies, j'ai préféré me couvrir les épaules et les jambes. De plus, être femme limitait ma mobilité. Si, le jour, je me déplaçais seule pour rencontrer mes répondantes, que ce soit en transport en commun, en taxi et en rickshaws ou encore à pied, la nuit tombée, je ne quittais pas la maison sans être accompagnée. De ce fait, je n'ai pas pu participer à certaines activités et j'ai parfois dû quitter les bureaux des organisations afin de ne pas me retrouver seule hors de la maison le soir. J'avais toutefois la chance d'avoir des amis ainsi que leur famille pour veiller sur moi et pour faciliter mes déplacements.

Cette recherche a été réalisée au sein de différentes organisations et bureaux d'avocates. Les intervenantes qui ont participé à la recherche ont été choisies sur la base de deux critères : (1) leur statut de professionnelles ou de chercheuses impliquées dans la défense des droits des femmes ; (2) leur travail sur la question de l'accès à la justice pour les femmes. Mes intervenantes sont pour la plupart des professionnelles qui travaillent sur la question de la violence faite aux femmes à l'exception de Manisha et Neera qui sont au moment de l'étude plus actives sur le plan de la recherche¹⁸. Les répondantes de l'étude sont pour la plupart issues de la classe moyenne et de la classe moyenne aisée. Elles travaillent toutes, à l'exception de Manisha¹⁹, dans la mégapole de Mumbai, capitale de l'État du Maharashtra. Les répondantes offrent leurs services en Marathi, en Hindi, en Anglais, mais également en d'autres langues telles que le Bengali ou le Tamoul en raison des origines culturelles variées des répondantes.

¹⁸ La participation de ces dernières s'est limitée à une entrevue.

¹⁹ Manisha travaille auprès d'une ONG située à Pune, la seconde ville en importance au Maharashtra après Mumbai.

Les noms ont été modifiés bien que ces dernières aient plutôt manifesté le désir que leur vrai nom et celui de leur organisme soient divulgués. En effet, lors de la présentation de mon projet de recherche et du formulaire de consentement verbal, j'ai spécifié aux répondantes que ce projet de recherche était fait dans le cadre d'une maîtrise en anthropologie à l'Université de Montréal et que la confidentialité et leur anonymat seraient protégés. Cependant, ces femmes, étant habituées de faire affaire avec des chercheurs du monde universitaire ainsi qu'avec des journalistes et étant fières de leur travail, ne désiraient pas que leur anonymat soit protégé. Néanmoins, pour respecter les obligations en matière d'éthique, j'ai préféré changer le nom des répondantes et de leurs organisations pour protéger leur identité. Les prénoms ont été sélectionnés de façon aléatoire et ne cherchent pas à donner des indications quant à l'origine socioculturelle, à la caste ou à la religion.

1. Tableau des répondantes²⁰

Nom des répondantes	Profession
Centre de service pour femmes de l'hôpital	
Indrani	Travailleuse sociale
Cellule d'aide et de soutien pour femmes	
Arushi	Travailleuse sociale
Gauri	Travailleuse sociale
Priya	Travailleuse sociale
Avocates	
	Malini
	Leela
	Naveena
	Radhika
Chercheuses	
Neera	Professeure de droit

²⁰ Les noms des participantes de la recherche ont été modifiés. Ces noms ont été choisis aléatoirement et ne sont pas des indicateurs de la religion ou de la caste des répondantes.

Manisha	Chercheuse/activiste ONG (Pune)

Afin de mieux saisir dans quel environnement œuvrent les répondantes, je vais maintenant présenter les lieux de travail des travailleuses sociales et avocates ayant participé à la recherche suivant l'ordre présenté dans le tableau des répondantes ci-haut.

2.2.1 Le Centre de service pour femmes de l'hôpital

Au rez-de-chaussée d'un hôpital public se trouve le petit local du Centre de service pour femmes de l'hôpital où les femmes faisant face à la violence domestique ou sexuelle sont accueillies par une travailleuse sociale. Cette pièce est seulement meublée avec de deux tables autour desquelles ont été disposées deux chaises. Il y a aussi un long et épais rideau entre ces deux tables qui peut être tiré pour offrir aux femmes plus d'intimité. De l'extérieur, aucune information n'est donnée sur la mission du centre. On retrouve sur la porte une affiche sur la porte arborant une photo d'Aishwarya Ray, une célèbre actrice bollywoodienne qui a elle-même vécu de la violence et qui encourage publiquement les initiatives visant à lutter contre elle, entourée d'une conseillère du Centre, Indrani, et le directeur de l'hôpital. L'organisation est située à proximité de la salle d'attente de la clinique externe où quelques centaines d'hommes, de femmes et d'enfants s'entassent ; certains assis sur des chaises, d'autres assis à même le sol, alors qu'une dizaine d'enfants s'amuse à courir entre les rangées d'individus. De la petite salle de consultation, on peut entendre les bébés pleurer, les patients discuter et les enfants rigoler.

Le Centre de service pour femmes de l'hôpital a été mis sur pied en 2001 avec l'objectif de faire de la violence contre les femmes une question de santé publique. Ce centre de crise est né d'une collaboration entre un institut de recherche non-gouvernemental qui travaille sur les politiques sociales liées aux enjeux de la santé, et la division de la santé publique de la

corporation municipale de Mumbai (BMC). Présente depuis sa fondation, Indrani, qui a une formation en travail social, est la responsable du centre et dirige une équipe de deux travailleuses sociales. Ce centre de crise travaille principalement auprès des femmes ayant vécu de la violence domestique, mais œuvre aussi depuis 2008 auprès des femmes et des enfants ayant vécu de la violence sexuelle. L'implantation des locaux du Centre de service pour femmes de l'hôpital au cœur d'un hôpital public est un choix stratégique de l'organisation, car ce lieu est souvent le premier point de contact des femmes ayant subi de la violence. Aujourd'hui, le centre est un département à part entière de l'hôpital. Le succès du Centre de service pour femmes de l'hôpital s'est fait connaître dans le réseau communautaire indien et son modèle a été répliqué dans la région de Mumbai ainsi que dans d'autres villes indiennes.

Le Centre de service pour femmes de l'hôpital a deux missions principales : 1) former le personnel médical de l'hôpital à identifier les femmes en situation de violence domestique et sexuelle et à adopter une approche plus sensible envers ces femmes en allant plus loin que le traitement des symptômes physiques de la violence ; et 2) offrir à ces femmes des services de conseil, un soutien psychologique et social immédiat au sein même de l'hôpital. Le centre a donc pour but d'offrir un soutien tant au personnel médical qu'aux femmes ayant vécu de la violence afin d'éventuellement permettre à ces femmes de sortir du cycle de la violence. Il est accessible à toutes les femmes, peu importe leur revenu, puisque l'ensemble des services est offert gratuitement. Les femmes qui approchent le centre sont pour la plupart de classes socio-économiques moins aisées et proviennent de différentes communautés : hindoues, musulmanes ou chrétiennes. Indrani affirme aussi que des femmes de classe moyenne et de classe moyenne aisée approchent le centre. Or, les femmes de riches familles préfèrent ne pas se présenter en personne, de peur que leur identité soit révélée et parce qu'elles ne fréquentent pas non plus, généralement, le système hospitalier public. Un autre lieu public sert de point de contact avec les femmes en situation de violence domestique. C'est un poste de police comme nous le verrons ci-après.

2.2.2 Cellule d'aide et de soutien pour femmes : à la rencontre des femmes au poste de police

La Cellule d'aide et de soutien pour femmes rassemble des centres de services pour les femmes faisant face à de la violence. Son objectif est de donner accès aux protections juridiques, notamment à celles prévues à la section 498A du Code pénal indien qui criminalise la cruauté commise à l'endroit de la femme par son mari ou par sa belle-famille, en offrant des services sociaux et juridiques à l'intérieur du système de justice criminel. Pour ce faire, leurs cellules de crises sont situées à l'intérieur des *talukas*, soit des stations de police, où les équipes de travailleuses et de travailleurs sociaux accueillent les femmes et les enfants faisant face à de la violence. Ils sont cogérés par le département de police et par l'organisation. Chaque cellule se fait octroyer un espace clos à l'intérieur d'une station de police, généralement un bureau, offrant aux femmes un espace sûr pour raconter leur histoire et pour faire part de leurs problèmes. Ce choix de localisation permet à l'organisation de travailler et de côtoyer directement les policiers et donc de travailler sur l'attitude de ces derniers et sur leur approche vis-à-vis des femmes qui viennent dénoncer la violence.

La première cellule d'aide et de soutien a été fondée à Mumbai. Depuis, les cellules de crise se sont multipliées d'abord à Mumbai avant de s'étendre à différentes régions du Maharashtra. Celle qui accueille le plus de femmes est celle de la station de police de Dadar, située à proximité de la très achalandée station de train qui porte le même nom et où se rejoignent les deux plus importantes lignes de train de la ville. C'est l'endroit où chaque jour transitent plusieurs centaines de milliers de personnes. Ce fort achalandage encourage les femmes à porter plainte, car, dans la foule, elles sont anonymes et peuvent porter plainte sans craindre qu'un membre de leur famille affinale ou de leur communauté le découvre. Alors qu'en milieu rural, protéger l'anonymat peut être un problème pour ce type d'organisations, la forte densité de population en milieu urbain favorise la dénonciation de la violence.

Des hommes vêtus en uniforme beige²¹ vont et viennent dans la station de police. Une dizaine de civils, hommes et femmes, attendent à l'extérieur de la station pour porter plainte. À l'intérieur, un policier assis derrière un petit bureau enregistre les plaintes. Une femme qui désire rencontrer une travailleuse sociale de l'organisation doit d'abord passer par ce comptoir. Ensuite, elle est dirigée vers un espace clos où des travailleuses sociales sont disponibles quatre jours par semaine pour écouter et pour conseiller celles qui les approchent. Si la station est un espace majoritairement masculin et hostile envers les femmes, ces professionnelles semblent partager de bons rapports avec les officiers qu'elles côtoient au quotidien. Les formations offertes par le Centre combinées aux nombreuses années d'étroites collaborations avec les services de police de la ville favorisent cette coopération.

La cinquième journée de la semaine, soit le vendredi, les travailleuses sociales ne sont pas à la station de police, mais dans les rues du quartier. Elles visitent les femmes qui ont consulté leur organisation et font un suivi avec celles dont elles n'ont pas de nouvelle depuis un certain temps. Or, comme la station de police est ouverte 24 heures sur 24, sept jours sur sept, les femmes qui vivent de la violence domestique ne peuvent pas avoir accès à aux services de la Cellule en tout temps.

Gauri, détentrice d'une maîtrise en travail social, travaille depuis une dizaine d'années auprès de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes. Forte de plusieurs années d'expérience sur le terrain, elle se rend fréquemment dans les différents bureaux de la région de Mumbai et de Thane afin de superviser le travail des travailleuses et travailleurs sociaux en poste et d'apporter son aide face à des cas complexes. Elle estime qu'en moyenne une cellule reçoit entre 50 et 80 nouveaux cas chaque mois en plus des cas existants et des suivis. À Mumbai, comme l'organisation est présente depuis plus de 33 ans, son travail est relativement bien connu de la population locale. Toutefois, comme Gauri l'indique, le travail de sensibilisation auprès des citoyens est constamment à refaire en raison des importants flux migratoires qui touchent la ville.

²¹ Beige est la couleur des uniformes des policiers en Inde.

Aujourd'hui, l'organisation est présente dans presque la totalité des districts du Maharashtra et est reconnue comme programme gouvernemental. La Cellule d'aide et de soutien pour femmes a créé un centre de recherche pour adapter son programme aux différents contextes. Il produit des rapports sur le fonctionnement des cellules et soutien les états dans le développement de cellules d'aide. Son travail a porté ses fruits puisque Cellule d'aide et de soutien pour femmes dépasse aujourd'hui les frontières de l'état du Maharashtra s'étendant en 2016 à quatorze états de l'Inde. La planification et la gestion de ce vaste programme national sont faites à Mumbai, dans des petits locaux situés dans un quartier assez excentré du cœur de Mumbai. Ces locaux sont situés dans un bâtiment entouré d'une dense végétation tropicale, un paysage qui détonne avec le reste de cette ville densément peuplée où l'on entend constamment les klaxons des rickshaws²². C'est dans ce lieu que se retrouvent les bureaux de Arushi et Priya qui coordonnent et développent l'organisation.

Priya possède une maîtrise en criminologie. C'est après avoir fait un stage dans une station de police où elle travaillait principalement auprès des accusés qu'elle réalise que peu de services sont offerts aux victimes de violence et qu'elle fait le choix de se réorienter. Après avoir obtenu son diplôme, elle a décroché un poste d'intervenante dans une ONG oeuvrant auprès des femmes vivant de la violence domestique avant de se joindre en 2014 à l'équipe. De son côté, Arushi détient une formation en histoire ainsi qu'une maîtrise en travail social. Après avoir travaillé dans différents états du nord de l'Inde auprès d'ONG œuvrant sur des questions liées aux droits civils, elle a occupé un poste important auprès d'une organisation gouvernementale nationale. Elle a rejoint finalement l'équipe de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes il y a quelques années où elle a maintenant pour rôle d'assurer le bon fonctionnement du programme et d'accroître la collaboration avec les différents gouvernements impliqués.

²² Les rickshaws de Mumbai sont des véhicules à trois roues motorisés de couleur jaune et noire qui ne peuvent transporter, normalement, que deux ou trois individus. De petite taille, ils se faufilent aisément dans le dense trafic urbain.

2.2.3 Des avocates à la défense des droits des femmes

À Mumbai, les avocates spécialisées dans les questions des droits des femmes travaillent parfois de façon indépendante au sein d'organisations ou de bureaux indépendants. L'avocate Malini exerce le droit de façon indépendante. Après ses études, Malini pratique comme avocate au sein d'une ONG spécialisée sur la question des droits des femmes. Depuis 2005, elle a son propre bureau et plaide indépendamment à la High Court et à la Family Court de Mumbai. En tant qu'avocate spécialisée en droit des femmes, elle travaille principalement sur des cas de violence domestique, d'abus sexuel, de harcèlement sexuel au travail et de droits de propriété des femmes. Avocate d'expérience au début de la cinquantaine, elle dirige une équipe de cinq jeunes avocates. Ses clientes proviennent de tous les horizons économiques, mais, comme elle offre ses services *pro bono*, soit gratuitement, aux femmes pauvres, ce sont les femmes plus aisées qui, en payant le prix du marché, assurent la survie du bureau. Ses bureaux se situent dans un immeuble résidentiel. De l'extérieur de l'appartement, aucun indice ne laisse deviner leur présence dans l'immeuble. En entrant dans les locaux très simplement décorés, on trouve les bureaux des trois stagiaires qui s'activent à la recherche juridique derrière leurs ordinateurs. De l'autre côté de la pièce, on retrouve un canapé et une petite table pour servir thé et biscuits aux clientes ainsi que des étagères de livres. Au fond, il y a deux pièces closes : le bureau de Malini et la salle de conférence où elles rencontrent leurs clientes dans l'intimité.

Non loin de là se trouve le bureau de Radhika, aussi l'une des rares avocates indépendantes spécialisées en droit des femmes. Elle a travaillé auprès d'une importante ONG qui milite pour les droits humains en Inde avant de créer son propre bureau en 2011. Elle se spécialise dans les cas de violence domestique, de disputes familiales, de propriété, de pension pour personnes âgées et de garde des enfants. Deux jeunes avocates travaillent sous sa supervision. Tout comme Malini, Radhika offre ses services *pro bono* aux femmes défavorisées. En tant que l'une des rares avocates spécialisées en droit des femmes, elle a une clientèle très diversifiée sur le plan économique et religieux.

Dans un bureau du quartier de Churchgate, à l'extrême sud de la ville, où l'architecture de style coloniale témoigne de la présence britannique, se trouve le bureau dans lequel pratique Leela, une jeune avocate spécialisée en droit criminel. Elle est pratiquement « née » au sein du mouvement des femmes puisque sa mère était et est encore aujourd'hui une féministe influente qui s'est impliquée et s'implique encore aujourd'hui auprès de plusieurs organisations. En effet, sa mère est l'une des fondatrices du *Forum Against Violence and Oppression* ainsi que du *Women's Centre*, deux organisations pionnières en matière de services offerts aux femmes en situation de violence domestique. Lors de sa formation en droit, Leela a réalisé un stage en droit criminel et en protection des droits humains auprès d'une importante organisation indienne qui milite pour la défense des droits humains. Depuis quelques années, elle pratique comme avocate criminaliste et a représenté à quelques reprises des femmes victimes de violence.

Naveena, qui détient à la fois une formation en droit et en travail social, est impliquée depuis vingt ans dans le secteur social relativement aux questions liées aux droits des femmes. Si elle a, elle aussi, son bureau dans le quartier de Churchgate, elle n'y est présente que très rarement puisqu'elle se déplace fréquemment un peu partout en Inde pour offrir des formations sur les droits des femmes. Ayant d'abord travaillé auprès du *Centre for Enquiry into Health and Allied Themes* (CEHAT), elle agit à titre de consultante sociojuridique depuis une dizaine d'années auprès du *Lawyer's Collective, Women's Rights Initiative* à Mumbai. Depuis l'adoption du *Protection of Women from Domestic Violence Act* (PWDVA), elle en fait la promotion et la diffusion à travers des formations qu'elle donne à la population, mais aussi aux autorités politiques et judiciaires. Ne pratiquant plus comme avocate depuis plusieurs années, elle offre toutefois des services de conseils juridiques aux femmes en situation de violence domestique. En effet, comme le PWDVA l'encourage, Naveena accompagne les femmes qui le désirent à se représenter elles-mêmes. Ainsi se conclut la présentation des répondantes. Je vais maintenant présenter les différentes méthodes de collecte de données.

2.3 Collecte de données

Afin de comprendre quelles sont les stratégies que ces professionnelles développent pour permettre aux femmes en situation de violence domestique d'accéder à la justice, j'ai préféré adopter une approche qualitative. Les activités de recherche comportent trois volets: l'observation participante, la réalisation d'entrevues semi-structurées avec des professionnelles, principalement des travailleuses sociales et des avocates, impliquées dans la défense des droits des femmes à Mumbai, ainsi que la recherche documentaire.

2.3.1 Les entrevues

Cette recherche s'appuie principalement sur les données provenant d'entrevues semi-dirigées ; entretiens qui comprennent un guide écrit avec une liste de questions et de thèmes à aborder. Au total, dix entrevues semi-structurées ont été réalisées avec des professionnelles qui travaillent auprès de femmes en situation de violence domestique, ainsi que des activistes impliquées dans la défense des droits des femmes à Mumbai (et Pune dans le cas de Manisha). Les entrevues réalisées en anglais étaient d'en moyenne 1h15-1h30 et ont été enregistrées à l'aide d'un enregistreur vocal avec l'autorisation des intervenantes. Avant chaque entrevue, je leur ai fourni une copie papier du formulaire de consentement (Annexe 2) que je leur ai lu. Ce formulaire de consentement ne demandait pas la signature de mes répondantes, mais un accord verbal. Le choix de ce type de formulaire est lié au fait qu'en Inde, demander un consentement écrit est vu comme un signe de méfiance.

Pour prendre contact avec les intervenantes de ma recherche, j'ai contacté directement mes interlocutrices en les appelant, en les rejoignant par l'application *Whatsapp*²³ ou en les rencontrant en personne lors d'événements sur les droits des femmes auxquels elles participaient. Obtenir des rendez-vous pour des entrevues n'a pas été une chose aisée du fait que ces femmes sont extrêmement occupées, travaillant souvent six jours par semaine.

²³ Cette application qui permet d'envoyer des messages textes est extrêmement populaire à Mumbai et s'est avérée très utile pour contacter mes répondantes et maintenir le contact avec elle.

Certaines entrevues ont ainsi été annulées, déplacées, oubliées. Elles ont eu lieu à différents moments, du matin à très tard le soir, en fonction des disponibilités qu'elles avaient. Obtenir ces entrevues a demandé beaucoup d'efforts. Par exemple, j'ai appelé et rappelé une avocate pendant cinq semaines avant d'obtenir une heure d'entrevue seule à seule.

Le guide d'entrevues que j'ai utilisé (voir Annexe 1) a permis d'organiser les entrevues. La première partie de l'entrevue s'intéresse à leur parcours professionnel et personnel (leur niveau d'éducation, leur statut socio-économique et marital). La seconde traite de leur travail, de leur organisation ou de leur cabinet, de la mission de l'organisation ainsi que de leur clientèle (qui sont-elles ? Qu'est-ce qu'elles recherchent ? Comment approchent-elles votre organisation ?). La troisième partie s'intéresse aux stratégies sociojuridiques mises de l'avant par les travailleuses sociales et les avocates pour permettre aux femmes d'accéder à la justice. Cette partie comporte des questions spécifiques pour les avocates et pour travailleuses sociales. La dernière partie s'intéresse à leurs perceptions de la violence domestique, de la femme dans le mariage et dans la famille, de son statut dans l'Inde contemporaine, des défis auxquels elles et d'autres femmes ont fait face en raison de cette identité et, finalement, de la justice et du droit. Toutefois, dans un contexte d'entrevue semi-structurée, certaines questions ont ouvert la porte au développement de thèmes et de questions propres à chacune des interlocutrices. Ces entrevues ont été par la suite complétées par des observations participantes.

2.3.2 L'observation participante

La seconde méthode utilisée est celle de l'observation participante. Cette technique demande au chercheur ou à la chercheuse d'intégrer la communauté qu'il ou qu'elle désire étudier et d'adopter des comportements qui favorisent son insertion au sein de la communauté ou du groupe sans perturber la vie de ses membres (Musante 2015). En prenant part aux activités quotidiennes du groupe, aux rituels, aux interactions et aux événements, l'ethnologue peut apprendre à la fois sur les éléments « explicites » et « tacites » de la vie et de la culture de ce groupe (Musante 2015, 252). Elle est vue comme la méthode par excellence de la recherche

ethnographique. C'est à Malinowski que l'on doit la conceptualisation et la théorisation de cette approche analytique (1961[1926]). Son ethnographie, *Les Argonautes du Pacifique occidental*, où il décrit comment et pourquoi on doit conduire ce genre de recherche, est en quelque sorte vu comme la « charte » en matière de recherche ethnographique (Madden 2010, 29). Ainsi, cette approche demande au chercheur ou à la chercheuse d'adopter un rôle d'observatrice-participante en prenant part à la vie sociale du groupe étudié afin de s'immerger dans le nouvel espace qu'est le terrain.

Les observations participantes que j'ai menées auprès des professionnelles actives dans la défense des droits des femmes à Mumbai ont été faites dans trois types de contexte : (1) lors des activités quotidiennes aux locaux de leurs organisations ; (2) lors d'activités ponctuelles, telles que des conférences et des séances de formation ou des ateliers (appelés « *workshops* »), où se réunissent activistes et professionnelles ; et (3) lors d'événements de la vie personnelle de mes répondantes.

Les observations participantes sur le travail quotidien se sont essentiellement concentrées sur les interactions entre professionnelles. En effet, je n'ai pas pu assister aux rencontres des professionnelles avec leurs clientes, car ces séances de *counselling* (réalisées soit par les travailleuses sociales, soit par les avocates) sont des moments confidentiels où les femmes en situation de violence domestique doivent se sentir libres de s'exprimer en toute sécurité. Ainsi, comme nous en avons convenu avec les intervenantes de ma recherche, ma présence en tant qu'étrangère et chercheuse aurait nui au maintien de cet environnement comme espace protégé. Mon travail d'observation s'est donc plutôt concentré sur les activités quotidiennes des professionnelles, incluant celles liées à la gestion, à la classification des dossiers et aux interactions entre collègues, supérieures et employées. Comme j'ai travaillé auprès de différentes organisations à Mumbai, il ne m'a pas été possible de faire de nombreuses heures d'observation au sein de chaque organisation. J'ai passé entre trois et quatre journées auprès de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes et du Centre de service pour femmes de l'hôpital, alors que je n'ai passé qu'une journée dans les bureaux des avocates.

Du côté de l'observation d'évènements en dehors du quotidien, j'ai pu assister à quelques réunions d'équipe, à des ateliers de formation sur l'intervention auprès des femmes en situation de violence domestique, ainsi qu'à une conférence de deux jours sur les nouveaux défis en matière de droit des femmes qui réunissait avocates, activistes et chercheuses actives. Participer à ces évènements m'a permis de constater l'existence d'un réseau de professionnelles et de chercheuses qui collaborent pour développer des services adaptés aux besoins des femmes et pour réfléchir et militer pour des réformes juridiques et des changements sociaux.

Développant des amitiés avec certaines des intervenantes de ma recherche, j'ai aussi participé à différents évènements sociaux et culturels, tels que des conférences et des festivals ainsi qu'à des évènements de leur vie privée comme des festivals religieux, des anniversaires et des sorties entre amis. Ces rencontres m'ont permis d'apprendre à connaître certaines d'entre elles en dehors du cadre professionnel. Elles m'ont, par exemple, permis de faire ressortir certains conflits qu'elles vivent entre leur identité d'activiste militant pour la défense des droits des femmes et leur identité au sein de la famille.

L'observation participante m'a amenée à acquérir des connaissances empiriques non seulement sur les pratiques de ces actrices impliquées dans la défense des droits des femmes et sur le mouvement des femmes de Mumbai, mais aussi sur la vie de ces femmes professionnelles et urbaines. Centrale à la recherche ethnographique, l'observation participante ouvre la porte à certains types d'information qu'un chercheur ne pourrait pas obtenir autrement (Murchison 2010, 41). Or, pour bien comprendre le cadre dans lequel les activistes travaillent, j'ai dû réaliser de la recherche documentaire.

2.3.3 La recherche documentaire

La recherche documentaire est une partie secondaire de ma collecte de données. Elle s'est faite en deux temps. Dans un premier temps, à Montréal, avant de partir sur le terrain, j'ai lu plusieurs ethnographies classiques et récentes portant sur les dynamiques familiales et la

parenté dans différentes régions de l'Inde. Ces lectures m'ont été grandement utiles une fois sur le terrain pour comprendre les dynamiques familiales ainsi que certains enjeux liés au travail des interlocutrices de la recherche. Elles m'ont permis de comprendre à quoi les professionnelles faisaient référence lorsqu'elles parlaient, par exemple, de la « famille traditionnelle » ou du divorce. La lecture d'ethnographies m'a aussi aidée à comprendre comment les dynamiques familiales impactent non seulement sur la dénonciation de la violence domestique, mais aussi sur les démarches d'accès à la justice des femmes.

Dans un deuxième temps, à Mumbai, j'ai effectué de la recherche documentaire sur le travail des professionnelles du mouvement des femmes à la bibliothèque du *Research Centre for Women's Studies* (RCWS) de la *S.N.D.T. Women's University* ainsi qu'au centre de documentation de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes à Mumbai. Au RCWS, j'ai pu avoir accès à certains ouvrages féministes classiques ainsi qu'aux publications et au matériel pédagogique. Au centre de recherche de la Cellule, j'ai consulté les ouvrages et les rapports portant sur son implantation en Inde. Ces documents ont été utiles pour l'analyse de l'articulation du mouvement des femmes ainsi que pour comprendre comment s'organise le réseau de services pour les femmes en situation de violence domestique. Cette troisième méthode de collecte des données conclut cette sous-section. La prochaine partie s'intéresse aux rapports entre la chercheuse et ses interlocutrices, ainsi qu'aux rapports de pouvoir qui se créent dans les interactions.

2.4 La politique du terrain

Comme elle implique personnellement la chercheuse ou le chercheur, la recherche sur le terrain présente un certain élément de subjectivité. Depuis les années 1980-90, la discipline anthropologique rejette le mythe de l'ethnographie comme « science objective » et, du même coup, l'idée de la neutralité et de l'objectivité de l'ethnographe (Grimshaw et Hart 1995; White 1993 dans Darian-Smith 2008). Aujourd'hui, les ethnographes reconnaissent la recherche sur le terrain comme une action politique et idéologique imbriquée dans les

expériences sociales qu'ils vivent (Calavita 2002; Graeber 2009). De ce fait, l'ethnographie, maintenant vue comme un processus, permet de faire ressortir non seulement la voix de l'ethnographe, mais aussi celle des sujets de son étude. Elle retire ainsi au chercheur la supériorité que lui conférait son statut d'observateur objectif (Comaroff et Comaroff 1992). Cette critique issue du discours postmoderne accorde ainsi un plus grand espace à la réflexivité dans les travaux ethnographiques. Au regard de cette critique, je souhaite dans cette sous-section discuter des éléments et des facteurs qui ont eu un impact sur la recherche.

2.4.1 Négocier son entrée sur le terrain

L'entrée sur le terrain est une étape importante dans la recherche ethnographique. Comme le souligne l'anthropologue Marc Abélès, « l'ouverture du terrain est conditionnée par l'attitude de ses hôtes » (2002, 41). Selon lui, il est important de reconnaître la nature négociée de la relation qui se forme entre le chercheur et le terrain, ce qu'il appelle le « sous-terrain » puisque sans lui le terrain n'est pas possible (Abélès 2002). Pour la présente recherche, mon introduction au réseau des professionnelles actives dans la défense des droits des femmes avait déjà été fait auparavant lors d'un stage de quatre mois que j'ai accompli au *Research Centre for Women's Studies* (RCWS) à la S.N.D.T. Women's University à Mumbai en 2014. Supervisée par Veena Poonacha, la directrice du centre à cette époque et aussi très active au sein du mouvement féministe indien, j'ai eu la chance de réaliser des entrevues avec des activistes, des professionnelles et des chercheuses impliquées dans la défense des droits des femmes.

Mon association précédente avec le RCWS et les amitiés que j'ai développées en 2014 m'ont grandement aidée dans ma recherche d'intervenantes. Le fait de connaître plusieurs activistes connues dans le milieu m'a permis d'entrer plus facilement en contact avec elles et, finalement, d'obtenir leur consentement à participer à cette étude. Cette négociation ou ce « sous-terrain », pour reprendre le terme d'Abélès, a été central à la réalisation de cette recherche.

En tant qu'être humain qui étudie d'autres êtres humains, l'ethnologue est toujours en train de négocier et de collaborer tout au long du processus de recherche (Madden 2010). En effet, comme le souligne Abélès, « [...] l'information n'est jamais gratuite. Elle s'inscrit dans une relation qui prend en compte la position de l'ethnologue. » (2002, 38). Selon lui, la pratique de l'ethnographie sous-entend des négociations et la formulation d'une entente, soit un contrat entre l'ethnologue et ses intervenants. Dans le cas de mon étude, plusieurs de mes intervenantes voyaient leur coopération à ma recherche comme une faveur qu'elles me faisaient. Toutefois, pour plusieurs d'entre elles, ma recherche représentait aussi une vitrine pour présenter leur travail et faire rayonner les actions du mouvement des femmes de Mumbai ailleurs dans le monde.

2.4.2 Rapport avec les interlocutrices et le terrain

Travailler avec des femmes éduquées, urbaines et de la classe moyenne aisée rend mon expérience différente de celle des anthropologues qui travaillent auprès des groupes ou des populations marginalisées. Si certains chercheurs constatent une asymétrie des relations liées à leur statut socio-économique, à la couleur de leur peau ou à leur niveau d'éducation, dans le cas de cette étude, je n'ai pas vécu une telle asymétrie. Si je ne proviens pas du même univers socio-culturel, linguistique et géographique, je partage toutefois une certaine proximité avec ces femmes par rapport au positionnement social, économique, politique ainsi que par rapport à la formation universitaire. En ce qui concerne ma formation, je détiens un baccalauréat en relations internationales et droit international. En parallèle avec ma démarche de recherche, je complète actuellement une formation en droit. Je partage donc avec certaines de mes répondantes une formation universitaire similaire me permettant de plus facilement interagir avec elles et de poser certaines questions davantage spécialisées. Ainsi, je n'ai pas expérimenté cette altérité radicale maintes fois dépeinte par les auteurs classiques de la discipline.

De plus, dans le monde globalisé actuel, les cultures se rencontrent et se mélangent. Par exemple, toutes mes interlocutrices avaient une opinion sur la culture occidentale ; certaines

ont voyagé en Europe, en Amérique ou en Océanie, d'autres consomment fréquemment du contenu télévisuel américain. Ainsi, comme l'indique l'anthropologue juridique Sally Falk Moore, les identités culturelles ne sont pas opaques, mais plutôt fluides et poreuses (2001, 96).

Toutefois, cela ne veut pas dire qu'il n'existait pas de rapport d'asymétrie entre mes interlocutrices et moi. En effet, en tant jeune chercheuse, je me retrouvais dans le rôle de l'élève ou de l'étudiante, alors que mes informatrices jouaient celui de l'enseignante en m'informant sur leur travail, sur leurs pratiques. Je ne me suis pas non plus sentie comme une *outsider*, extérieure au groupe, ni complètement comme une *insider* en raison de certaines différences culturelles qui toutefois ne nous ont pas empêchées de nous comprendre. Les informatrices ou interlocutrices de cette recherche sont donc des coproductrices de la recherche. Selon le sociologue français Daniel Cefaï, « [l]'enquête de terrain est un art des interactions ordinaires qui découvre, rassemble et analyse des données dont les acteurs eux-mêmes sont en grande partie détenteurs. » (2003, 50). Ainsi, si l'ethnologue est maître de son projet de recherche, ses informateurs et ses informatrices sont maîtres de l'information qu'il ou elle pourra en retirer. C'est en effet ce que j'ai expérimenté sur le terrain avec mes interlocutrices où, par exemple, plusieurs mettaient parfois l'accent sur certaines questions qu'elles considéraient plus importantes et me demandaient de ne pas oublier de souligner certains points dans ma recherche.

Sur le terrain, je n'étais pas seulement une observatrice externe. Au contraire, comme le soulignent Althabe et Hernandez, le fait de participer implique nécessairement que l'ethnologue fait aussi partie du champ des rapports sociaux : « [q]uelle que soit notre volonté et notre conscience, une fois sur le terrain l'immersion est totale ; nos interlocuteurs nous investissent dans leur monde et c'est à partir de cette place qui nous est imposée que nous construisons notre démarche. » (2004, 8). Selon eux, puisque la chercheuse ou le chercheur est construit(e) par les interlocuteurs et interlocutrices de la recherche comme un acteur social, il est nécessaire d'analyser son implication (Althabe et Hernandez 2004). C'est aussi ce que met de l'avant l'ontologie réflexive de l'approche féministe. Ayant travaillé auprès du *Research Centre for Women's Studies* en 2014, je me suis impliquée dans la lutte pour l'accès à la justice pour les femmes en situation de violence domestique à Mumbai en rédigeant pour ce

centre un rapport sur la question. Mon auto-identification comme féministe et mes engagements précédents auprès des groupes féministes de Mumbai font de moi une chercheuse engagée. Loin de prétendre à l'objectivité de mon approche, je mets plutôt de l'avant cet engagement comme une des forces de ma recherche. En effet, m'identifier comme une féministe et une activiste m'a ouvert des portes et m'a permis de gagner la confiance des interlocutrices de mon étude. Cependant, j'ai toutefois vécu certaines difficultés sur le terrain comme le démontre la prochaine sous-section.

2.5 Limites de la recherche

Comme le rappelle Kamala Visweswaran (1994) les chercheuses féministes doivent écrire non seulement sur les succès de l'ethnographie, mais aussi sur les échecs et les difficultés de la recherche. En effet, selon elle, « *failures are as much a part of the process of knowledge constitution as are our oft-heralded successes* » (Visweswaran 1994, 99). Dans ma recherche, j'identifie trois principales limites : (1) la durée du terrain ethnographique ; (2) le format du terrain ; (3) le choix de la question de recherche et des répondantes.

En premier lieu, concernant la durée du terrain, je n'ai passé que deux mois à Mumbai pour réaliser cette ethnographie. Si cette courte durée répondait à des impératifs universitaires et économiques, une plus longue période d'observation sur le terrain aurait pu me permettre d'enrichir ma collecte de données. En effet, deux mois sont une courte période dans une ville comme Mumbai où divers imprévus surviennent régulièrement. Par exemple, comme j'ai fait mon terrain pendant la période de la mousson qui crée des inondations et des embouteillages, j'ai été forcée de déplacer mes entrevues et de limiter mes heures d'observation. D'autres événements politiques ou religieux ont aussi forcé des interruptions lors de mon terrain. Ainsi, un jour où je devais me rendre à la High Court de Mumbai (l'équivalent de la Cour d'appel dans le contexte juridique canadien), une grève des chauffeurs de rickshaw et de taxi a forcé plusieurs centaines de milliers de personnes à prendre le train local déjà emprunté par plus de

8 millions d'individus quotidiennement, ce qui m'a empêchée de me déplacer²⁴. Certains festivals religieux très populaires ont aussi limité mes observations tels que *Krishna Janmashtami*, qui célèbre la naissance de Krishna et qui est connu à Mumbai pour ses immenses pyramides humaines, ou *Ganesh Chaturti*, festival célébrant la naissance du dieu Ganesh qui s'étale sur plus d'une semaine. Si cette fête est célébrée partout en Inde du Nord, elle est particulièrement importante au Maharashtra. Ainsi, dans un tel contexte, deux mois sont une courte période pour réaliser un terrain.

En second lieu, le format du terrain a limité mon accès à certaines informations. En effet, au départ, en plus d'interroger des professionnelles, je souhaitais m'entretenir avec des femmes ayant fait des démarches auprès de leurs organisations pour avoir accès à la justice. J'ai constaté rapidement que je ne pourrais pas faire d'entrevues avec ces femmes puisqu'elles n'avaient pas le temps d'apprendre à me connaître et à me faire confiance. Je ne me suis pas non plus sentie à l'aise de demander à mes interlocutrices de solliciter leurs clientes qui ne me connaissaient pas de m'accorder une entrevue. Si mon approche a limité ma recherche à un seul point de vue, soit celui des professionnelles, elle m'a toutefois permis de documenter et de comparer les différentes stratégies et approches de différentes organisations et de professionnelles à Mumbai, chose que je n'aurais pas pu faire si j'avais privilégié l'étude de cas.

En troisième lieu, le choix de la question de recherche impose certaines limites à la recherche. Tout d'abord, il est important de rappeler que si cette recherche s'intéresse aux femmes dans la famille en Inde, elle aborde cette question exclusivement à travers la question de la violence domestique et le fait par le point de vue de professionnelles offrant des services à celles vivant cette situation. De ce fait, elle limite son analyse de la femme dans la parenté sur cette question. L'entièreté des histoires et témoignages recueillis porte donc exclusivement sur des situations impliquant de la violence domestique. Ainsi, il m'est donc impossible d'émettre, à

²⁴ Les chauffeurs de rickshaw, le 31 août 2016, ont fait une grève pour protester contre les services de taxi offerts par les applications comme Uber et Ola. « Auto-rickshaw drivers go on strike in Mumbai against app-based cabs », *The Tribune*, 31 août 2016, en ligne, <http://www.tribuneindia.com/news/nation/auto-rickshaw-drivers-go-on-strike-in-mumbai-against-app-based-cabs/288166.html> (Page consultée le 31 août 2016).

partir des résultats de cette recherche, des conclusions générales sur la question de la femme dans la famille en Inde.

En dernier lieu, le choix des répondantes crée également certaines contraintes. J'ai fait le choix d'interroger uniquement des professionnelles, car c'est un milieu presque exclusivement féminin. Or, j'aurais également pu interroger des hommes qui agissent à titre d'intervenant auprès des femmes vivant de la violence domestique. Lors de mon expérience sur le terrain, j'ai rencontré des travailleurs sociaux dans les organisations auprès desquelles j'ai fait ma recherche et j'aurais pu les interroger. Ainsi, l'absence de leur point de vue est une limite.

Le prochain chapitre présente le cadre conceptuel du mémoire dans lequel j'aborde deux questions. La première est celle de la violence domestique en Inde. La seconde est celle du mouvement dans lequel s'inscrivent les interlocutrices et de son rôle dans le développement d'un cadre juridique pour la question de la violence domestique et dans l'établissement d'un réseau de services accessibles aux femmes. L'analyse de ces deux questions permet ainsi de comprendre le contexte dans lequel les professionnelles œuvrent.

CHAPITRE 3 – LES FEMMES ET LEURS STATUTS EN INDE : IMPACT SUR LA VIOLENCE DOMESTIQUE

Pour comprendre les stratégies et les tactiques que les activistes utilisent pour donner accès à la justice aux femmes en situation de violence domestique, il est important de commencer par le point de départ : les femmes qu'elles aident et leur expérience de la violence. Comme cette forme de violence se produit au sein même de cet espace familial, indivisible et sacré, les travailleuses sociales tout comme les avocates savent que dénoncer la violence peut s'avérer être un véritable défi pour les femmes qui y font face. Il est donc important de regarder à l'intérieur de cet espace les statuts de la femme et les normes et règles qui y sont rattachés pour comprendre la difficulté de dénoncer ce crime, d'autant plus que, dans le contexte indien, la famille est une institution des plus importantes, sinon la plus importante²⁵ (Bétéille 1994; Boisvert 2013). La parenté est d'ailleurs considérée par les ethnologues comme un moyen de comprendre différentes questions portant sur les femmes en Inde telles que la question des droits des femmes (Bates 2006 ; Basu 2015) ou la place des femmes dans le milieu politique (Menon 2010) ou professionnel (Radhakrishnan 2009).

Si la parenté comme un ordre juridique impose différents systèmes de normes et de règles, son étude est aussi pertinente pour comprendre les dynamiques entourant la dénonciation de la violence domestique. Si elle impose des règles et des normes à tous les membres, la parenté comme institution n'a toutefois pas les mêmes implications pour les hommes que les femmes (Stone 2013 [1997]). En partant du postulat du juriste Brian Tamanaha selon lequel le droit est tout ce qui est considéré comme tel par les acteurs sociaux (2008) et de celui de l'anthropologue David M. Schneider qui conçoit la parenté comme un système normatif²⁶ (1968; 2004 [1972]), je définis la parenté comme un ordre juridique imposé aux individus. En

²⁵ Transcendant régions, communautés et classes, elle jouit d'une place spéciale et unique dans l'imaginaire social indien comme un idéal. Plus qu'une institution, cet idéal familial, représenté par la famille patrilinéaire, fait partie de l'identité indienne (Kakar et Kakar-Poggendorf 2007).

²⁶ Avec la publication de sa célèbre ethnographie, *American Kinship : A Cultural Account* (1968), David Schneider crée une petite révolution dans l'étude de la parenté où il déconstruit l'idée que la parenté est de nature biologique en affirmant que cette approche de parenté, propre à l'Occident, est de nature culturelle. Selon lui, c'est la culture qui oriente la normativité qui elle régit le comportement des individus (Schneider 2004, 261). Autrement dit, selon Schneider, l'organisation de la parenté et les normes qui en découlent sont un produit de la culture qui s'impose sur les individus qui en sont membres.

tant que système hiérarchique et stratifié, cette dernière impose les premiers codes de conduite auxquels les individus doivent se conformer. Ces codes varient en fonction de la position, mais aussi du genre de la personne (Dube 1997, 2). Ce chapitre s'intéresse donc aux règles et aux normes imposées par l'ordre juridique familial et à leur impact sur la dénonciation de la violence domestique.

3.1 Les modèles de parenté en Inde et le statut de la femme selon les cycles de vie

En Inde, le statut et l'autonomie des femmes dans la parenté varient selon différents facteurs incluant la caste, la religion²⁷ et la région (Karve 1990 [1968]). Si tous les groupes présents sur le sous-continent sud-asiatique sont influencés par les idéaux de parenté, la littérature révèle souvent le fait que cette influence est plus marquée chez les hautes castes (Chakraborty et Kim 2010). Cette logique implique que les femmes provenant de basses castes ont moins de contraintes sur leur mobilité et plus de pouvoir au sein de la famille en raison de leur participation économique (Gough 1959 dans Chakraborty et Kim 2010). Dyson et Moore, dans leur article très cité « *On Kinship Structure, Female Autonomy, and Demographic Behavior in India* », démontrent à travers l'analyse des modèles de parenté du nord et du sud de l'Inde que les différences régionales et culturelles ont un impact sur le niveau d'autonomie des femmes (1983). Ils divisent les principaux états de l'Inde en deux régions démographiques : les états du nord et les états de l'est et du sud²⁸.

Suivant l'idéologie de la famille (patrilinéaire) hindoue, la *joint family* est l'idéal familial auquel de nombreuses familles indiennes aspirent (Ahmad 2003). Irawati Karve définit ce type

²⁷ Dans ce mémoire, je présente la construction de la parenté principalement chez les Hindous. D'abord, parce que la *Joint Family* est un idéal auquel les familles aspirent, et ce, peu importe leur religion (Ahmad 2003). De plus, dans le cadre de mon mémoire, les répondantes ne faisaient pas de distinctions entre les femmes par rapport à leur religion. Ainsi, bien qu'il existe plusieurs différences entre les différentes communautés religieuses en Inde, dans le portrait général que je dresse, elles ne seront pas soulevées.

²⁸ « *In contrast to the north, states in the south and east are characterized by the following : relatively low overall fertility; lower marital fertility; later age at first marriage; lower infant and child mortality; comparatively low rates of female to male infant and child mortality, and largely as a consequence, relatively [male to female] sex ratios* » (Dyson et Moore 1983, 42).

d'organisation comme « un groupe d'individus qui vivent généralement sous un seul toit, mange de la nourriture provenant de la même cuisine, ont de la propriété en commun, participe à l'économie familiale, et sont reliés les uns aux autres comme un type particulier de parenté » (1990 [1968], 8). Bien que la « grande famille unie » soit davantage un idéal qu'une réalité pour la majorité des familles²⁹, c'est un idéal auquel de nombreuses familles aspirent à se conformer avec divers niveaux de succès (Ahmad 2003).

Karine Bates, ethnologue et spécialiste de l'Inde, précise que, bien que ce modèle soit dominant en Inde, il n'est pas le seul (2013). Il existe sur le sous-continent indien une pluralité de formes d'organisation de parenté³⁰. D'une région à une autre, les modèles de parenté varient, ce qui explique en partie les variations régionales au niveau du statut de la femme dans la parenté. Dans l'une des études pionnières sur le genre et la propriété en Inde, Bina Agarwal divise le sous-continent sud-asiatique en trois groupes: (1) les régions du nord-ouest de l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan, où le modèle patrilinéaire domine dans l'organisation de la parenté, (2) celles du nord-est, du sud de l'Inde ainsi que le Sri Lanka et le Népal où l'on retrouve une concentration de communautés qui ont un système de parenté matrilineaire ou bilatéral et (3) celles de l'Inde centrale, de l'Ouest et de l'Est, qui se situent à divers degrés entre les modèles du nord et du sud (1994). Or, afin de réellement comprendre le statut de la femme en Inde dans la parenté, il est nécessaire de regarder ses transformations par le biais des cycles de vie. En effet, c'est à travers ceux-ci que la femme (et l'homme) acquiert différents droits, devoirs et obligations, tout d'abord comme fille, et, par la suite, comme épouse et mère. Leur étude dans le présent chapitre se concentre toutefois sur le modèle patrilinéaire étant donné sa prédominance en Inde.

²⁹ Selon le recensement de 2011, environ 70% des familles sont nucléaires contre 20% de « joint families ». C'est essentiellement en milieu urbain que l'on retrouve le plus de familles nucléaires. Or, entre 2001 et 2011, on observe un faible déclin du nombre de familles nucléaires passant de 70.34% à 70.11%. Certains états connaissent un déclin plus prononcé comme au Gujarat avec un recul de 6.05 points de pourcentage et au Maharashtra avec 4.11 points de pourcentage, alors qu'au contraire certains états connaissent une croissance tels que le Tamil Nadu avec 5.38 points de pourcentage (Census of India 2011).

³⁰ Par exemple, il y a encore des systèmes qui sont basés sur des principes de la patrilinéarité, de la matrilinearité ou de la bilatéralité et, parfois même, d'une combinaison de ces systèmes de parenté dans le cadre de la modernisation du droit de la famille indienne.

3.1.1 La fille dans la famille natale

Dès l'enfance, la jeune fille est destinée au mariage. Elle grandit ainsi avec l'idée qu'une femme doit être mariée et doit demeurer avec son mari quoiqu'il arrive (Desai 2001). Son éducation est tournée vers l'apprentissage du rôle de la bonne épouse³¹. Dans certaines communautés du nord de l'Inde, la fille n'est pas perçue comme un membre « permanent » de sa famille *māykā* ou natale comme l'est le fils, mais plutôt comme un membre « temporaire » puisqu'après son mariage, elle rejoindra la famille de son mari (Desai 2001, 76). En tant que membre « permanent », le fils est vu comme le successeur naturel responsable de perpétuer la lignée et de subvenir aux besoins de sa famille. Héritant son statut de son père, il est aussi traditionnellement vu comme le responsable des obligations religieuses de la famille (Mullatti 1995). La nécessité religieuse d'avoir un fils favorise les enfants mâles. Encourageant le déséquilibre des sexes, cette tendance, qui est actuellement en croissance en Inde, se vit de façon plus marquée dans le nord-ouest du pays³², contrairement au sud ou au nord-est du pays où l'écart se fait moins important, voire même inverse, si l'on regarde le cas du Kerala³³ (Census of India 2011).

Cependant, les filles ont aussi un rôle important à jouer dans la famille natale puisque le prestige de la famille est entre leurs mains. En effet, c'est sur les femmes que repose l'honneur de la famille d'abord comme fille dans sa famille natale, puis comme épouse et mère dans sa famille affinale (Chakravarti 2005). Pour protéger l'honneur de la famille, les comportements sociaux des filles sont surveillés (Agarwal 1994). Elles sont socialisées dans un contexte d'inégalité des genres. Les garçons reçoivent plus d'attention que les filles, que ce soit au niveau de la distribution de la nourriture, des vêtements ou de l'expression de l'affection³⁴.

³¹ Conscients de l'important poids des tâches qui sera imposé sur leur fille lors des premières années de son mariage, les parents essaient de l'outiller le mieux possible (Desai et Khrisnaraj 1987).

³² Lors du recensement de 2011, les états de l'Haryana, Jammu et le Kashmir et le Sikkim obtiennent les plus faibles résultats, soit de 877, 883 et 889 femmes pour 1000 hommes (Census of India 2011).

³³ Contrairement au nord-ouest de l'Inde, les états du sud comme le Kerala (1084), le Tamil Nadu (995) et l'Andhra Pradesh (992) obtiennent les meilleurs résultats en matière de ratio des genres (Census of India 2011).

³⁴ Or, si les garçons ont le plus d'attention lors de l'enfance, les filles à l'âge adulte sont souvent plus proches émotionnellement de leurs parents (Madan 1965).

Ainsi, les filles assimilent très tôt cette discrimination comme normale et apprennent tout aussi rapidement leur dépendance en la bienveillance de leurs frères (Wiser 2001).

Comme la fille quitte sa famille d'origine, elle n'a traditionnellement pas droit à l'héritage familial. Dans la littérature brahmane, une femme est considérée comme la propriété de son mari et tous les droits qui lui sont conférés le sont par l'entremise de son mari (Desai et Khrisnaraj 1987). Or, depuis 1956, le *Hindu Succession Act* reconnaît le droit d'héritage des filles, un droit qui n'est pas toujours facile à réclamer comme l'indique Karine Bates dans son étude des revendications juridiques de femmes au Maharashtra rural (2006). Toutefois, bien que le modèle d'héritage patrilinéaire soit dominant, certaines communautés pratiquent l'héritage bilatéral ou matrilineaire³⁵. Selon Desai et Khrisnaraj, la forte préférence pour les fils doit être comprise à travers deux institutions liées à la famille : la propriété et la religion (1987) puisque par l'héritage qu'il reçoit de son père, le fils hérite d'obligations sociales et religieuses, mais aussi d'un droit sur la propriété familiale. À cela, j'ajouterais aussi la pratique de la dot qui représente un fardeau toujours plus important pour un nombre croissant de familles indiennes malgré son illégalité³⁶. Si la dot est une pratique traditionnelle auprès de quelques rares communautés³⁷, depuis l'arrivée de l'économie de marché dans les années 1970, cette pratique s'est généralisée en Inde (Narayan 1997). Elle a aussi encouragé la pratique de la négociation de la dot par la famille du marié qui attend maintenant des biens matériels spécifiques et de valeur toujours plus importante (Narayan 1997).

3.1.2 Mariage et résidence maritale

Contrairement à l'image que l'on a en Occident du mariage, en Asie du Sud, il ne signifie pas l'union de deux individus, mais plutôt celle de deux familles. Bien que les « *love marriages* »

³⁵ Par exemple, chez les Nayars du Kerala pratiquant la matrilocalité, c'est la fille, à condition qu'elle demeure dans la maison familiale, qui hérite de la propriété de ses parents (Gough 1959), alors que chez les Khasi du Meghalaya, c'est la cadette qui hérite de la plus importante part de la propriété ancestrale ainsi que de la responsabilité de ses parents (Nongbri 1988).

³⁶ Le *Dowry Prohibition Act*, 1961 interdit le don et l'acceptation d'une dot.

³⁷ La dot a parfois été décrite comme un cadeau, une compensation pour la belle-famille pour le fardeau que la nouvelle épouse représente ou comme le *stridhan* qui représente dans le *Dharmashastra* l'héritage pré-mortem de la fille, reflétant son droit à la propriété familiale (Narayan 1997).

existent, la majorité des unions sont encore des mariages arrangés, non seulement en milieu rural, mais aussi en milieu urbain (Grover 2011; 2017). D'une grande importance religieuse et sociale, le mariage est l'évènement le plus important dans la vie d'une femme, car c'est à travers lui qu'elle obtient un statut et une sécurité sociale.

La distance entre le lieu où la femme vit et celui où vit sa famille d'origine a un impact important sur ses conditions de vie (Agarwal 1994). Dans le nord-ouest de l'Inde, les femmes se marient en dehors de leur village natal et souvent à une grande distance de celui-ci. L'endogamie de village, où les deux parties s'unissent au sein de leur village, est interdite dans cette région chez toutes les castes, mais plus fortement chez les hautes castes (Agarwal 1994, 328). Cependant, dans le sud et dans le nord-est, il y a une préférence marquée pour les mariages à l'intérieur du village ou dans un village à proximité et l'endogamie de village n'est pas condamnée (Dumont 1975 ; Daniel 1987). Dans les communautés du nord-est telles que chez les Khasi, une société matrilineaire, c'est le mari qui va vivre avec la famille de sa femme et non l'inverse (Nongbri 1988 ; 2000). Dans les régions centrales de l'est et de l'ouest, comme dans l'état du Maharashtra, les pratiques concernant la résidence post-maritale sont mélangées. Les basses castes autorisent généralement l'endogamie de village, alors que les hautes castes l'interdisent (Agarwal 1994). Ainsi, en dehors des régions du sud et du nord-est, les femmes en Inde se déplacent généralement vers d'autres villages pour se marier. Ils sont parfois à proximité, mais souvent, surtout dans le nord-ouest, ils sont éloignés³⁸ (Agarwal 1994, 331). De plus, avec les changements économiques des dernières décennies, la résidence néolocale, nouveau type de résidence post-maritale, se développe en milieu urbain auprès des jeunes femmes professionnelles et éduquées (Vatuk 1972 : Chakraborty 2002 ; Grover 2011). En effet, la migration économique vers les villes a modifié les pratiques traditionnelles concernant l'établissement de la résidence maritale.

Le mariage peut représenter une rupture émotionnelle importante pour la femme. Le transfert de résidence, comme le souligne Neera Desai, peut être vécu comme une expérience émotionnelle forte par la nouvelle épouse (2001). Dans les régions où les femmes sont mariées

³⁸ Au nord de l'Inde, la distance est généralement de 18 km ou plus (Agarwal 1994).

à des inconnus à de plus grandes distances³⁹, elles se retrouvent dans une certaine situation d'insécurité et de vulnérabilité puisqu'elles ne peuvent pas bénéficier du soutien de leur famille (Agarwal 1994). En plus d'être déracinées de leur famille *māykā*, elles se marient traditionnellement en bas âge⁴⁰ afin d'être plus facilement assimilées à leur nouvelle famille *sasurāl*⁴¹ et de transmettre les connaissances et traditions de leur famille affinale à leurs enfants (Desai et Khrisnaraj 1987).

Toutefois, ce ne sont pas toutes les femmes qui se marient à une grande distance de leur famille d'origine. Dans le sud et le nord-est de l'Inde ainsi qu'au Sri Lanka où la femme se marie généralement à l'intérieur de sa communauté, le mariage la place dans une moins grande situation de vulnérabilité qu'au nord. La formation d'alliances de proximité encourage les contacts constants entre les familles de l'époux et de l'épouse (Agarwal 1994 ; Daniel 1987). Mariée au sein de sa parenté, la femme peut plus facilement réclamer de l'aide (Agarwal 1994). Elle peut, par exemple, compter sur l'aide de ses parents en cas de conflits avec son mari. Le contexte urbain favorise aussi cette proximité entre les familles. Par exemple, dans son ethnographie sur le mariage dans le quartier de Mohini Nagar à Delhi, Malini Grover constate que malgré le fait qu'on se retrouve dans un contexte patrilinéaire et patrilocal, les femmes ne sont pas complètement isolées de leur famille natale, mais plutôt le contraire puisque la plupart de ses répondantes visitent fréquemment leur famille natale (2011). Elle explique ce constat par le fait que les familles urbaines préfèrent marier leurs filles en ville comme celles-ci ne connaissent pas la vie rurale. Reproduisant à plus petite

³⁹ Dans son ethnographie sur la communauté patriarcale et virilocale des Pandits du Cachemire, T. N. Madan observe qu'alors que les familles préfèrent donner leurs filles dans des villages à proximité du leur, elles préfèrent toutefois une belle-fille qui vient d'un village lointain pour éviter les interférences de la famille de la nouvelle épouse (1965, 97). De plus, la coutume du *kanyadan* interdit aux parents et frères plus âgés de la nouvelle épouse d'accepter quoi que ce soit de la maison de la belle-famille et limite les visites aux occasions spéciales et à certains rituels isolant davantage la femme (Madan 1965).

⁴⁰ Selon les chiffres du dernier recensement de 2011, l'âge médian est de 20,8, faible augmentation par rapport à 2001 (20 ans). On constate une croissance importante au niveau de l'âge moyen des femmes lors du mariage passant de 13 ans en 1901 à 20 ans en 2001 (IIPS 2016, 5). Cependant, la pression pour se marier jeune continue dans la société indienne. Cette étude du IIPS l'explique notamment par la hausse de la pratique de la dot ainsi que le peu d'amélioration au niveau du statut socio-économique des femmes, car bien que le niveau d'alphabétisme ait augmenté chez les femmes, le niveau d'éducation et la participation économique des femmes demeurent bas. Ainsi, se marier tôt demeure une option intéressante pour assurer la sécurité économique (IIPS 2016, 16).

⁴¹ Le terme *sasurāl* fait référence à la famille du mari. Il s'oppose au terme *māykā* qui fait référence à la famille natale.

échelle cette pratique de l'exogamie de village, ils tentent, par exemple, de marier leurs filles à des familles qui ne vivent pas dans le même quartier qu'eux (Grover 2011).

3.1.3 Le statut de la femme dans la belle-famille

La position de la nouvelle épouse dans la belle-famille dépend de celle de son mari. Ce faisant, si son mari est le frère aîné, elle jouit d'une meilleure position dans la hiérarchie de la maisonnée que ses belles-sœurs (Wiser 2001). Son statut dans sa belle-famille n'est toutefois pas statique et change avec le temps. En effet, son statut change lorsqu'elle met au monde un enfant, d'autant plus si cet enfant est un garçon. Avec le temps, après avoir été mère, elle devient elle aussi à son tour la belle-mère et obtient davantage de pouvoir et d'autorité sur la maisonnée puisque ce sont les femmes plus âgées qui ont le plus d'influence sur les décisions familiales. Or, si elle devient veuve, elle risque de perdre une partie de son pouvoir et de son influence associée à son statut d'épouse et de femme plus âgée de la famille, car c'est à travers le mariage qu'elle a obtenu ce statut et ces protections (Ahmed-Ghosh 2004). Sans son mari, elle se retrouve dans une situation précaire⁴². D'autres facteurs, comme la caste, le statut économique et l'idéologie patriarcale, ou leur combinaison ont aussi un impact sur l'expérience du veuvage (Kolenda 1987 dans Bates 2013).

Selon le modèle d'héritage patrilinéaire d'exogamie de village et de résidence virilocale du nord de l'Inde, les nouvelles épouses sont souvent vues comme des étrangères dans la maison de leur mari (Desai 2001). Les premières années du mariage peuvent être ardues pour la nouvelle épouse. En plus de devoir s'acclimater à un nouvel environnement, à de nouvelles normes et à son nouveau statut dans la hiérarchie, un important fardeau de tâches lui est également imposé⁴³. De plus, il est aussi attendu de la belle-fille qu'elle ne parle pas et ne

⁴² Par exemple, si la veuve est jeune et que ses enfants sont en bas âge, elle risque d'avoir plus de difficulté à réclamer ses droits de propriété dans un système d'héritage patrilinéaire (Chen 1998). Cependant, les veuves âgées avec des fils adultes ont plus de facilité à maintenir leur pouvoir sur la propriété et la famille si elles sont soutenues par ceux-ci (Madan 1965 ; Chen 1998).

⁴³ Par exemple, comme le souligne Madan, il est attendu de la belle-fille qu'elle soit effacée, travaillante, respectueuse, obéissante, et qu'elle se conforme au code de l'étiquette : elle est la première à se lever le matin, ne

regarde pas directement les membres masculins de sa famille et qu'elle garde une certaine distance avec son mari lorsque les autres membres de la famille sont présents (Madan 1965 ; Wadley 1994). Les relations avec les membres de sa nouvelle famille peuvent être tendues et faire naître des conflits. Par exemple, la relation belle-mère/belle-fille est souvent présentée comme conflictuelle dans la littérature ethnographique sur l'Inde du Nord où la belle-mère, en position de domination, cherche à instituer, et parfois de façon violente, son autorité sur sa belle-fille (Madan 1965 ; Wadley 1994 ; Vera-Sanso 1999). Cependant, toutes les dyades belle-mère/belle-fille ne sont pas nécessairement conflictuelles.

Après le mariage, la fille conserve des liens avec sa famille natale. Elle développe un lien émotionnel fort avec ses parents. Lors des premières années du mariage en particulier, la maison de ses parents devient un lieu de refuge où elle est écoutée et soutenue (Madan 1965 ; Wadley 1994 ; Grover 2011). En ce qui concerne la relation avec les autres membres de sa parenté biologique, la femme conserve souvent une relation avec ses frères, relation qui lui permet de maintenir un lien avec sa famille d'origine (Bates 2013, 125) et qui agit aussi comme un réseau de soutien (Sinha-Kerkhoff 2003, 433). Ce lien se maintient, notamment, par des festivals et rituels⁴⁴.

Selon le modèle du nord de l'Inde, la mobilité des femmes est contrôlée et limitée. Dans leurs ethnographies respectives sur Karimpur, un village du nord de l'Inde, Charlotte Wiser (2001 [1963]) et Susan Wadley (1994) observent que la majorité des femmes suivent les prescriptions du *purdah*⁴⁵, une pratique qui impose des contraintes sur le corps et le pouvoir d'action des femmes en limitant leur mobilité et la possibilité d'interaction avec les hommes (Wadley 1994). La pratique stricte du *purdah* est souvent limitée aux hautes castes où le

se couche pas avant qu'on le lui autorise et mange seulement après que tous les membres de la maisonnée ont mangé (1965, 115).

⁴⁴ La fête de *Raksha bandhan* est une fête hindoue qui célèbre le lien entre le frère et la sœur. Elle est célébrée en Asie du Sud lors du mois de *shravan*, soit en juillet-août. Lors de cette célébration, la sœur noue un cordon ou bracelet, appelé *rakhi*, au poignet de son frère pour lui demander sa protection. En échange de l'amour de sa sœur, il lui promet de la protéger en toutes circonstances (Wadley 1994).

⁴⁵ Elle demande aux femmes mariées de se couvrir la tête et le visage lorsqu'elles sortent de la maison familiale ou lorsqu'elles sont en présence de parents masculins à l'intérieur de la maisonnée (Agarwal 1996, 383).

travail des femmes n'est pas nécessaire à la survie de la maisonnée⁴⁶. Ce contrôle strict sur la mobilité et sur la possibilité de participation économique des femmes influe sur leur pouvoir de négociation au sein de la maisonnée (Agarwal 1994). Cette pratique associée au nord-ouest de l'Inde est inexistante dans le sud et le nord-est du pays facilitant la mobilité des femmes de ces régions qui participent d'ailleurs davantage à l'économie (Bates 2013), alors qu'elle connaît un certain recul dans le nord-ouest en raison de l'urbanisation et de l'éducation des filles (Grover 2017).

Si dans la prochaine sous-section, je mets principalement de l'avant les inconvénients du modèle familial dominant de la « *joint family* » sur la dénonciation de la violence domestique, je crois qu'il est important de mentionner que la littérature ethnographique sur la question lui reconnaît certains avantages pour les femmes y compris en matière du partage de ressources économiques et du réseau de soutien qu'il représente (Wadley 1994; Uberoi 2005).

3.2 Dénoncer (ou ne pas dénoncer) : impacts des normes de parenté sur la dénonciation de la violence domestique

Selon Neera Desai, la violence domestique, appelée le « crime du silence », est perçue comme appartenant à la sphère privée qu'est la famille (2001). Comme elle se produit au sein de cet espace familial, indivisible et sacré, la dénoncer peut s'avérer être un véritable défi pour les femmes dans cette situation. Cette section s'intéresse donc aux normes et aux codes liés à l'organisation de la parenté en Inde qui influent sur la dénonciation de cette forme de violence.

⁴⁶ À Karimpur, les femmes brahmanes ne connaissent de la vie du village que ce que leur racontent les membres de leur famille et les femmes de castes inférieures qui elles observent une pratique moins stricte du *purdah* pour des raisons économiques et qui viennent les servir chez elles (Wiser 2001 [1963] ; Wadley 1994).

3.2.1 Domination masculine et soumission féminine : l'impact des rôles de genre dans le mariage sur la violence domestique

La centralité du mariage et la définition des rôles de genre en son sein sont un obstacle majeur à l'élimination de la violence domestique et à sa dénonciation (Sharma 2005). En effet, dès les premiers moments de l'union, lors des rites du mariage, la supériorité de l'homme est mise de l'avant. Dans la tradition hindoue, le marié promet de protéger et de soutenir son épouse, alors que la mariée jure de soutenir son mari, d'agir selon ses désirs, de servir les aînés de sa famille, d'être affectueuse vis-à-vis des jeunes et d'accomplir ses devoirs (Desai et Khirsnaraj 1987). D'autres pratiques liées au mariage telles que la virilocalité et l'exogamie de village, expliquées plus haut, encouragent aussi cette asymétrie des pouvoirs entre le mari et la femme.

De plus, la construction de la famille comme un espace sacré peut aussi être problématique puisque cela conduit à définir la violence domestique comme une question qui ne concerne que les membres de la famille (Sharma 2005). Ainsi, la construction de la sphère familiale comme sacrée et l'asymétrie des pouvoirs entre les hommes et les femmes ont pour conséquence de rendre invisibles les actes de violence qui se produisent entre les quatre murs de la maison. Ultimement, cette privatisation de la violence encourage la culture du silence sur les abus vécus dans l'espace familial (Desai 2001; Jordan et Bhandari 2016).

Une autre construction sociale importante sur la violence domestique est celle selon laquelle la violence perpétrée par le mari à l'endroit de sa femme peut être justifiée, sous-entendant une certaine responsabilité de la femme vis-à-vis de cette violence (Poonacha 2014). En effet, la croyance selon laquelle la violence peut être utilisée pour discipliner son épouse lorsqu'elle ne cuisine pas correctement est largement répandue dans la société indienne. Dans le *Family Health Survey on wife beating* de 2001, 56% des femmes interviewées affirment que « négliger la maison ou les enfants, de la nourriture mal préparée ou présentée » sont des raisons valables pour utiliser la violence (Ahmed-Ghosh 2004). Plusieurs de ces femmes affirment que les coups peuvent être justifiés et qu'un usage « modéré » de la violence peut servir à « discipliner la femme » (Ahmed-Ghosh 2004).

Les répondantes constatent également qu'elle est socialement et culturellement acceptée et internalisée par plusieurs femmes comme un aspect « normal » de la vie conjugale et/ou familiale. Parlant de son expérience auprès de ces femmes à Pune, Manisha explicite cette réalité :

Plusieurs ne savent pas ce que c'est la violence domestique, se faire battre est courant dans leur esprit. C'est seulement quand le niveau de violence est important qu'elles réalisent que quelque chose ne va pas. Si c'est seulement des coups, des gifles, c'est OK, c'est la routine. C'est seulement dans l'extrême, quand il y a des menaces qu'elles réalisent ce qui se passe. Mais après elles veulent apaiser les choses. Elles essaient d'arranger [le conflit] même au stade extrême.

Cet extrait démontre bien la banalisation de la violence domestique présente dans la société puisque c'est souvent seulement lorsque le niveau de violence leur fait craindre pour leur vie ou leur intégrité physique que les femmes la dénoncent.

Pour les hommes, comme l'explique la sociologue Nishi Mitra, la violence est comprise comme l'un des aspects de leur masculinité qui découle de ce qu'ils perçoivent être leur rôle économique, social et familial lié à leur statut⁴⁷ (2013). D'une certaine façon, l'homme et la femme sont conditionnés à reproduire ces rapports de domination et de soumission dans leurs interactions devant les autres membres de la famille et de la communauté. Un exemple tiré de l'ethnographie de Wiser sur le village de Karimpur démontre bien ce conditionnement. Cette dernière relate une querelle où une jeune femme intouchable se soumet devant les autres femmes de sa communauté à l'autorité de son mari acceptant, après une courte résistance, d'être punie physiquement par celui-ci. Après avoir été punie, la jeune femme revient tout sourire vers le groupe de femmes : son mari a joué son rôle de maître et, elle, celui de la femme obéissante (Wiser 2001 [1963]). Ainsi, la socialisation des femmes et des hommes favorise la reproduction de ce rapport à l'intérieur du mariage encourageant les femmes à être tolérantes face à la violence domestique (Kimuna et al. 2012).

⁴⁷ Par exemple, un des répondants de l'étude de Mitra sur la violence domestique justifie la violence comme un devoir de discipline : « *I beat her to teach her... who else will do it ? I have this duty. I take care of er. I am responsible for her.* » (2013, 1293).

3.2.2 To be or not to be a « good woman » ? : honneur et déshonneur familial

L'idéologie familiale naturalise la construction de la femme comme épouse, mère, dépendante économiquement, passive, obéissante et dévouée (Kapur et Cossman 1996). Comme le souligne Priya, travailleuse sociale, « les femmes sont considérées comme de bonnes ou de mauvaises épouses en raison de comment elles accomplissent leurs devoirs et responsabilités conformément aux attentes. Une bonne épouse cuisine, ne confronte pas son mari, n'élève pas la voix, laisse son mari prendre les décisions importantes. ». Définie comme gardienne de la moralité familiale, il lui est souvent impensable de quitter la maison (Chakravarti 2005).

Traditionnellement, on attend d'elle qu'elle se sacrifie pour maintenir le mariage intact et qu'elle fasse passer les intérêts de la famille et de la communauté avant les siens (Ahmed-Ghosh 2004). En dénonçant la violence, la femme risque donc d'être critiquée pour avoir échoué à maintenir son mariage et sa famille unis. Ainsi, plusieurs femmes ressentent une certaine honte et de la culpabilité face à la violence qu'elles subissent puisqu'elles s'approprient la responsabilité de cet acte qu'elles identifient comme un échec personnel au maintien de l'harmonie familiale (Mitra 2013 ; Hayes et Franklin 2017).

Dénoncer la violence s'oppose à l'attribut le plus important de la « good woman »⁴⁸, son silence. Dans son ethnographie sur le village de Karimpur, Susan S. Wadley décrit cette importance du silence chez la femme qui n'a pas le même sens que le silence d'un homme :

Le silence des femmes est interprété différemment de celui des hommes de haut statut. Pour les hommes, et encore plus pour les gurus et les sadhus, le droit au silence est un signe de pouvoir, alors que le silence des femmes est considéré comme un comportement commun, un signe de retenue. Les hommes peuvent être silencieux ; les femmes doivent l'être.⁴⁹ (Wadley 1994 ; surlignage ajouté).

Lorsqu'une femme décide de briser le silence, elle risque de perdre son statut de bonne épouse et de bonne mère de famille.

⁴⁸ Expression reprise de l'article de Parvani Pinnewala pour parler de l'idéal de la bonne épouse et mère en Inde (2009).

⁴⁹ Emphase non-présente dans le texte original.

Selon Leela, dénoncer la violence est plus qu'une rupture avec l'image de la « bonne épouse passive », mais aussi un grave affront à la famille, cette unité sacrée :

Le fait de dénoncer et de porter plainte à une autorité est essentiellement vu comme un acte déloyal où la femme va à l'encontre du système familial, de ses valeurs. [...] Elles sont perçues comme des déserteurs qui apportent la honte au sein de la famille et sur son nom, qui est vraiment important dans le contexte indien. En conséquence, plusieurs familles croient qu'ils ne peuvent pas réintégrer ses femmes dans leur famille [elle fait référence à la fois aux familles affinales et natales].

Ainsi, en plus de remettre en question son propre statut au sein de la famille, dénoncer la violence qu'elle subit représente aussi un affront à l'honneur familial dont, en tant que femme, elle est responsable.

L'honneur ou le respect (*izzat*) est une notion particulièrement importante en Asie du Sud traversant les castes, les régions et les religions. Suivant la notion d'*izzat*, les actions dites « appropriées » permettent de maintenir la pureté et l'honneur de la famille, de la lignée et de la caste, alors que les actions qui ne le sont pas l'impactent négativement (Chakravarti 2003). Or, comme la notion d'*izzat* est genrée, la femme a un plus lourd fardeau quant à cette notion, car c'est elle qui porte l'honneur de sa famille (Chakravarti 2003). Ses comportements en tant que fille, épouse et mère qui définissent l'*izzat* de sa famille (Chowdhary 2007). C'est à l'homme que revient le rôle de contrôler et réguler les comportements des femmes de sa famille. Ainsi, lorsqu'une femme dénonce la violence domestique, elle sort de son rôle de bonne épouse et mère et risque d'ébranler l'honneur familial (Chowdhary 2007).

Suite à son analyse de plusieurs études portant sur la violence domestique en Inde, Huma Ahmed-Ghosh conclut que l'intérêt des femmes qui dénoncent la violence domestique n'est pas le divorce, mais plutôt la préservation du mariage et la fin des abus (Ahmed-Ghosh 2004). En effet, comme le divorce est hautement stigmatisé en Inde, rares sont celles qui choisissent cette option (Ahmed-Ghosh 2004). Malini, avocate, affirme que, chez les Hindous, « le mariage n'est pas un contrat, mais bien un sacrement ». Selon elle, divorcer est vue comme la dernière des options possibles pour une femme en situation de violence domestique étant donné qu'il symbolise la fracture de la famille :

C'est important de comprendre ce qu'est le mariage en Inde. Même si ton mari te bat, même si tu vas en cour, tu ne veux pas nécessairement briser ce mariage. Certaines femmes veulent divorcer, d'autres ne veulent plus vivre avec leur mari, certaines veulent que la violence arrête, mais en même temps ne veulent pas de divorce parce que dans leur communauté, leur classe, le divorce signifie quelque chose d'autre. Pour les très riches, c'est une atteinte à la réputation, mais c'est aussi la même chose pour les femmes plus pauvres. Dans certaines communautés, il n'y a pas de possibilité de se remarier parce que le mariage est aussi une relation religieuse. « Mourir en étant mariée va t'amener plus rapidement au paradis » certains disent et ces femmes y croient. Je dis « ces » parce que j'ai fait le choix de ne pas me marier.

Par conséquent, le divorce est hautement stigmatisé en Inde. Ainsi, tout comme les veuves, les femmes divorcées sont ostracisées par la société (Kimuna et al. 2012). Cependant, le divorce n'est pas complètement absent dans la société indienne puisqu'il est de plus en plus commun⁵⁰ en milieu urbain, et que certaines castes et tribus le pratiquent depuis longtemps (Holden 2008). D'ailleurs, l'étude réalisée à Delhi en 2012 par Malini Grover auprès de femmes de la classe moyenne hindoue révèle une plus grande acceptabilité sociale du divorce dans la société urbaine (2017). Elle associe ce phénomène à la multiplication des services conjugaux ainsi qu'à la criminalisation de la violence domestique qui permet aux femmes de ne plus voir l'espace familial autrement qu'un espace familial et clos (Grover 2017).

3.2.3 Dépendance socio-économique et soutien de la famille natale

Dénoncer la violence est une décision qui implique aussi d'importantes conséquences socioéconomiques pour la femme. Briser la sacralité de la famille en y permettant l'intrusion de la loi représente souvent la mise en péril de son statut et de ses privilèges obtenus par le mariage. Comme le souligne Arushi, « le mariage est le travail, le gagne-pain, des femmes ». La structure familiale patrilinéaire, qui implique un système d'héritage patrilinéaire et une résidence virilocale, laisse peu de place à l'indépendance financière des femmes. En étant

⁵⁰ Les avocates Radhika et Malini constatent une augmentation du nombre de divorces à Mumbai et d'une plus grande ouverture face à cette pratique, quoique limitée. Malini donne l'exemple de sa mère qui, il y a 10 ans de cela, regardait avec mépris les couples divorcés, mais qui maintenant présente une certaine ouverture sur la question acceptant que parfois certaines personnes ne soient pas faites pour être ensemble et que les seconds mariages peuvent être ainsi plus heureux que les premiers.

dépendante financièrement de son mari et sans accès à la propriété maritale, une femme peut difficilement quitter la maison, car prendre ce risque peut s'avérer plus dangereux que de rester (Kimuna et al. 2012). Souvent, les femmes ne savent pas où aller ni comment ni avec quels revenus elles pourront prendre soin d'elles et de leurs enfants (Kimuna et al. 2012). En conséquence, leur manque d'indépendance financière, leur peur de la pauvreté ainsi que la crainte de se retrouver seule sans réseau de protection les découragent à porter plainte (Ahmen-Ghosh 2004; Vranda MN 2013).

Bien que peu de femmes parlent de la violence qu'elles vivent, lorsqu'elles le font, elles se confient souvent premièrement à un membre de leur famille natale⁵¹ (Vranda 2013). Or, la famille est souvent hésitante à intervenir de peur de briser la sacralité du mariage et encourage souvent la réconciliation en invitant leur fille à s'ajuster et à obéir (Ahmed-Ghosh 2004). Comme l'indique Gauri, les parents interrogent souvent le comportement de leur fille, questionnent ses agissements qu'ils identifient parfois comme la source possible de la violence l'encouragent à faire davantage de compromis et à retourner chez son mari : « la femme est constamment poussée à retourner dans la famille [de son mari] parce que pour la société la famille est perçue comme un lieu où la femme est protégée ». En effet, tel qu'expliqué dans la précédente section, le retour des filles dans leur famille natale est complexe puisqu'elles sont regardées comme étant avant tout membre de la famille de leur mari.

De plus, lorsque la fille retourne auprès de sa famille d'origine, cet acte peut avoir un impact sur l'honneur de sa parenté puisqu'il dépend de celui des filles. Comme cette question d'honneur est grandement liée au mariage, la femme qui revient chez ses parents indique à tous qu'elle a échoué dans son rôle de bonne épouse ce qui peut, par exemple, être un obstacle au mariage des jeunes sœurs et frères non mariés. En plus de représenter une menace pour l'honneur familial, son retour peut représenter un stress économique supplémentaire ainsi qu'une source de conflit avec les épouses de ses frères. Or, dans certains contextes où les familles vivent à proximité, comme le présente Malini Grover (2011; 2017) dans son étude d'un quartier pauvre de Delhi, les femmes peuvent plus facilement naviguer entre leurs deux

⁵¹ C'est aussi ce que constatent les travailleuses sociales Gauri et Indrani.

familles sans que ces visites n'aient d'impact sur l'honneur de sa famille natale. Elle constate d'ailleurs dans son étude publiée en 2017 que les familles semblent plus enclines à offrir leur soutien à leur fille, bien que leur premier réflexe est d'abord de l'encourager à retourner dans la maison conjugale (Grover 2017).

3.2.4 La violence domestique : un problème régional, un problème de caste ?

Il existe certaines différences régionales au niveau de l'expérience de la violence par les femmes. En effet, dans leur étude du National Family Health Survey-3, Sitawa R. Kimuna et al. concluent que les femmes du sud de l'Inde, en raison de leur plus grande autonomie, font moins face à de la violence domestique que celles du nord, plus particulièrement du nord-ouest (2012). Comme le démontre le NFHS-4 de 2015-2016, s'il est vrai que davantage d'états du Sud, tels que le Kerala (16%), Goa (15%), le Maharashtra (23%) ou le Karnataka (24%), se situent largement en dessous de la moyenne nationale (31%)⁵² (IIPS 2017). L'organisation de la parenté, le type de résidences, les règles imposées aux femmes dans la famille ainsi que leur mobilité sont des facteurs qui influent sur le statut de la femme dans la famille et qui influent aussi sur la prévalence de la violence domestique. On observe aussi une certaine division entre le milieu urbain et rural : les femmes vivant en milieu urbain font moins face à de la violence domestique que celles vivant en milieu rural, différence attribuée à la plus grande mobilité et à leur plus grande présence sur le marché du travail (Dalal et Lindqvist 2012).

La violence domestique en Inde est souvent présentée comme un problème de caste : on associe les comportements violents aux plus basses strates de la société. Or, si la violence est plus visible chez les plus pauvres, elle est aussi présente chez les plus riches indiquent les travailleuses sociales Gauri et Indrani. L'impression selon laquelle les femmes pauvres vivent plus de violence, comme le soulignent Kimuna et al. dans leur analyse du National Family Health Survey de 2005-06, est basée sur le fait qu'elles dénoncent en plus grand nombre la

⁵² Toutefois, l'état du Tamil Nadu fait bande à part au niveau des états du Sud puisque 45% des femmes de cet État vivent ou auraient vécu de la violence domestique (IIPS 2017).

violence que les femmes de classe moyenne ou aisée (2012). En effet, si la pression est forte sur les femmes pour ne pas dénoncer ce type de violence, elle l'est davantage chez les classes et castes supérieures qui accordent plus d'importance à la notion d'honneur (Chakravarti 2005). La honte associée à la dénonciation y est plus forte, car en étant plus sensibles à l'opinion publique, elles cherchent davantage à cacher leur expérience de violence (Kimuna et al. 2012).

Bien que la notion d'honneur soit tout de même importante dans les milieux socioéconomiques plus pauvres, les femmes provenant de ces milieux se montrent davantage ouvertes à parler de la violence à laquelle elles font face puisque, comme l'indique Gauri, leur vie personnelle se retrouve souvent dans l'espace public : « [L]eurs maisons sont petites. En conséquence, si de la violence se produit, les voisins vont le savoir. La vie [des femmes pauvres à Mumbai] est vraiment ouverte : leurs maisons n'ont pas de porte, ni de fenêtres. Leur vie est dans l'espace public. ». De plus, dans le contexte de Mumbai où elles vivent dans des bidonvilles et où les logements sont très près des uns des autres, les autres femmes de la communauté connaissent qui vit de la violence, ce qui permet à celles qui se retrouvent dans cette situation d'obtenir de l'information sur les services disponibles (Dave et Solanki 2001).

Si la violence domestique traverse les castes et les classes sociales, c'est un problème qui semble davantage toucher les jeunes femmes. Se basant sur les statistiques de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes, Arushi indique que les femmes qui approchent leurs services se situent généralement entre 25 et 45 ans, mais la grande majorité d'entre elles sont dans leur vingtaine ou au début de la trentaine. Elle explique cette réalité en expliquant que c'est généralement lors de cette période, où la femme est encore une nouvelle venue dans la famille de son mari, qu'elle est le plus à risque de violence domestique. Indrani, travailleuse sociale, constate aussi que les femmes qui se retrouvent à l'hôpital pour des blessures liées à la violence domestique sont aussi généralement jeunes et dans leurs premières années du mariage puisque c'est dans cette période qu'elles sont les plus à risque.

En bref, le présent chapitre permet de comprendre le contexte général dans lequel les professionnelles agissent. Il met en lumière l'impact de la structure familiale dans la perpétuation du phénomène de la violence domestique en Inde. La parenté, en tant que premier ordre juridique auquel se soumet tout individu, détermine la place de la femme en son sein ainsi qu'au sein de la communauté. Dans le modèle familial dominant, la femme est définie comme la responsable de l'honneur et de la survie de la famille. De ce fait, dénoncer la violence entre en conflit avec son devoir d'autosacrifice pour le bien des siens. De plus, la construction de la famille comme une sphère sacrée encourage la culture du silence autour de cette forme de violence et restreint donc la possibilité que la femme intente un recours juridique pour se sortir de cette situation.

CHAPITRE 4 – LE MOUVEMENT DES FEMMES ET LA LUTTE POUR L'ACCÈS À LA JUSTICE

Tout au long de son histoire, le mouvement des femmes s'est montré ambivalent face au pouvoir étatique et a adopté tantôt une position de contestation, tantôt celle d'un allié dans ses revendications pour les droits des femmes. Comme le résume Malini, avocate spécialisée en droit des femmes, « le mouvement des femmes a une relation complexe avec la loi. La loi en elle-même reconnaît une certaine égalité aux femmes, mais la loi provient aussi de l'État qui veut maintenir le statu quo et qui est l'institution la plus patriarcale ». De ce fait, si ce mouvement voit l'État comme un acteur important dans la perpétuation du patriarcat au sein de la société, plusieurs activistes le considèrent aussi comme une source potentielle de changement (Rege et Chandrasekhar 2013). D'ailleurs, comme l'indique Smart, le droit n'est pas qu'un espace de subordination, mais c'est aussi un espace de contestation pour les groupes marginalisés tels que les femmes (1989 dans Hirsch et Mazarus-Black 1999, 6). Deux approches ont été principalement mises de l'avant par ce mouvement pour revendiquer un plus grand accès à la justice pour les femmes en situation de violence domestique. La première est la mobilisation politique pour l'adoption de réformes juridiques étatiques, alors que la seconde est l'établissement de services pour les femmes en situation de violence domestique. Divisé en trois sections, ce chapitre tente de présenter ces deux approches. La première partie traite de l'activisme politique, la seconde établit l'historique de l'établissement du réseau de services destinés aux femmes, alors que la dernière présente les approches mises de l'avant par les professionnelles lors de l'intervention.

Avant de débiter, il est toutefois important de mentionner que le portrait de l'activisme des femmes dressé dans le présent chapitre se concentre sur le travail d'un groupe particulier, soit celui des activistes de Mumbai qui s'associent au féminisme (Solanki 2016 et Gangoli 2016). J'ai fait le choix de me concentrer sur leur travail, car c'est dans ce groupe que s'inscrivent les répondantes de la recherche. Or, il est important de souligner qu'il existe des groupes de femmes qui ne se définissent pas comme féministes, mais qui offrent également des services aux femmes et luttent contre la violence domestique (Mehta 2015). C'est notamment le cas

des activistes du mouvement nationaliste hindou⁵³ qui jouent un rôle actif et important auprès des communautés⁵⁴ (Menon 2010). Par exemple, à Mumbai, les femmes membres du parti politique Shiv Sena⁵⁵ sont très actives dans certains quartiers offrant divers types de services aux citoyens et citoyennes, y compris aux femmes vivant de la violence (Eckert 2004 ; Bedi 2006).

4.1 De 1970 à aujourd'hui : le mouvement des femmes et les réformes civiles et criminelles sur la question de la violence domestique

La première de ces approches est la mobilisation politique en vue de faire adopter de nouvelles protections juridiques. Si le mouvement, ou plutôt les mouvements des femmes se sont mobilisés sur différentes questions⁵⁶, cette section met l'accent sur un type de mobilisation en particulier, soit les campagnes politiques visant à étendre les droits des femmes, et plus particulièrement celles visant la violence domestique. Or, comme c'est seulement à partir des années 1970 que les groupes de femmes ont commencé à se mobiliser activement sur la question de la violence contre les femmes (Ray 1999), les mobilisations des périodes précédant et suivant l'indépendance de l'Inde ne seront pas abordées⁵⁷.

⁵³ Le mouvement nationaliste hindou est un mouvement qui a pour but d'unifier la société hindoue et de préserver sa culture, son identité et son territoire face aux autres cultures et religions qui sont arrivées subséquentement sur le sous-continent (Menon 2010).

⁵⁴ Les femmes engagées dans le mouvement nationaliste hindou participent notamment aux rassemblements et aux manifestations; elles organisent des événements religieux et administrent des centres de services dans des zones moins nanties (Menon 2010; Mehta 2015).

⁵⁵ Portant le nom du guerrier maratha Shivaji, le Shiv Sena est un parti politique nationaliste hindou qui a été fondé en 1966 à Mumbai. Shivaji est l'un des leaders de la lutte contre les Mogols au 18^e siècle qui a permis de reprendre des territoires et de freiner l'expansion musulmane. Il est le fondateur de l'Empire Maratha et demeure, dans l'imaginaire populaire indien et surtout celui du Maharashtra, un symbole important du nationalisme hindou pour avoir repoussé l'invasion musulmane (Gaborieu 1985).

⁵⁶ Par exemple, au Maharashtra, le mouvement des femmes a mené des combats économiques tels que mouvement Anti-Price Rise où des groupes de femmes issues de milieux urbains qui se sont levées contre l'inflation des prix des denrées essentielles (Kumar 2013).

⁵⁷ Dans la période pré-indépendance, les mouvements de femmes ont été actives de plusieurs façons, que ce soit au 19^e siècle dans la lutte pour l'accès à l'éducation (Gangoli 2007) ou dans le développement de services pour les femmes marginalisées (Khullar 1997) ou encore lors du 20^e siècle pendant la lutte pour l'indépendance (Chatterjee 1993 ; Desai 1987).

4.1.1 Situer la mobilisation politique sur la violence domestique

Après la forte participation des femmes dans les mouvements nationalistes lors de la période de l'Indépendance, une nouvelle mobilisation prend forme dans les années 1970-80. Elle s'organise autour d'une question qui réunit des femmes de différentes classes et castes : la violence contre les femmes (Kumar 1993). Cette période est l'une des plus importantes de l'histoire du mouvement indien des femmes, voire pour certaines « l'âge d'or » de ce mouvement (Agnes 2008). Elle coïncide avec la mobilisation internationale d'activistes de différentes régions du monde lors de la décennie des femmes de l'ONU (1975-1985) qui s'unissent pour définir la violence contre les femmes comme une violation des droits humains (Kapur 2002). Si l'émergence de ce mouvement en Inde est influencée par cette mobilisation, elle est également liée à différents facteurs qui sont propres au contexte indien tels que le plus grand accès à l'éducation pour les femmes et un sentiment de désillusion face aux grands partis qui accordent peu d'intérêt aux questions liées à la condition féminine (Gangoli 2007).

Or, l'élément déclencheur du soulèvement massif sur la question de la violence contre les femmes est l'affaire Mathura, qui traite du cas d'une adolescente d'origine tribale violée par deux policiers en service au poste de police. Dans sa décision, le plus haut tribunal du pays a acquitté les deux hommes justifiant leur décision par l'absence de trace de résistance physique sur le corps de la jeune femme, ce qui, selon lui, démontrait la présence d'un consentement à l'acte sexuel⁵⁸. En réaction à cette décision, plusieurs organisations et groupes de femmes d'un peu partout en Inde se mobilisent collectivement et lèvent la voix pour la dénoncer, ce qui permet d'unifier pour la première fois le mouvement des femmes (Agnes 2008). Cette prise de conscience face à l'importance de la violence contre les femmes encourage ces dernières à entreprendre une mobilisation politique auprès de l'État.

⁵⁸ Dans sa décision, la Cour suprême nie l'existence du viol de la jeune femme parce que la jeune femme n'avait pas cherché sonner l'alarme et qu'il n'y avait pas de traces visibles de violence physique suggérant que puisqu'elle ne s'est pas débattue, il n'y a pas eu de viol. Suite à la mobilisation massive de mouvement des femmes, la loi sur le viol est amendée en 1983 et, maintenant, lorsqu'une victime dit qu'elle n'a pas consenti à la relation sexuelle, la Cour doit présumer qu'elle ne l'a effectivement pas fait (*Tukaram v. State of Maharashtra* [1978] 1 Supreme Court Journal 810 (Inde) [*Tukaram*])

4.1.2 La violence domestique dans la sphère publique et les réformes en droit criminel

La première mobilisation politique du mouvement des femmes en vue d'adopter des réformes juridiques se fait autour d'un problème particulier lié à la violence domestique, soit la pratique de la dot. Si le *Dowry Prohibition Act* avait été adopté en 1961 pour l'interdire, dans les années 1970, les médias rapportent un nombre grandissant de ce qui est appelé dans le langage courant « *dowry deaths* », soit des meurtres ou des suicides de femmes mariées liés à la dot (Rege et Chandrasekhar 2013). Cette forme de violence est vue par les activistes féministes comme un important symbole de la violence domestique et des dynamiques de pouvoir au sein de la famille « traditionnelle » indienne (Agnihotri et Parliwala 1993 in Nigam 2005) et comme la cause profonde de toutes les formes de violence contre les femmes mariées (Nandy 2013). Profitant de l'importante couverture médiatique de cas de « *dowry deaths* », elles se mobilisent pour demander à l'État indien de nouvelles réformes juridiques pour lutter contre cet enjeu (Ahmed-Ghosh 2004). Avec comme slogan « le personnel, c'est politique », leur campagne contre cette pratique est la première à traiter directement de la violence au sein de la famille (Bhate-Deosthali et al., 2013). Dans les années 1980, elles réussissent finalement à gagner l'écoute de l'État qui, en réponse, apporte certaines modifications législatives.

Avec le *Criminal Law (Second Amendment) Act*, 1983, le législateur indien adopte la section 498A du *Indian Penal Code* qui criminalise la violence domestique. Cette disposition reconnaît la « cruauté » commise à l'endroit d'une femme mariée dans la maison conjugale comme un crime passible d'une peine de trois années d'emprisonnement. Elle punit la cruauté commise par le mari, mais également celle commise par la belle-famille. Le terme « cruauté », en plus de faire référence au harcèlement ou à l'acte de forcer une femme à donner une dot, inclut dans sa définition la cruauté mentale et physique⁵⁹ (*Indian Penal Code*, sect. 498A, a). À la suite de cette réforme, l'État adopte en 1986 la section 304B du *Indian Penal Code* qui

⁵⁹ Section 498A : [...] For the purpose of this section, “cruelty” means—

(a) any wilful conduct which is of such a nature as is likely to drive the woman to commit suicide or to cause grave injury or danger to life, limb or health (whether mental or physical) of the woman; or

(b) harassment of the woman where such harassment is with a view to coercing her or any person related to her to meet any unlawful demand for any property or valuable security or is on account of failure by her or any person related to her to meet such demand (*Indian Penal Code*, sect. 498A).

permet de poursuivre le mari et/ou sa parenté pour meurtre lié à la dot si la femme décède de brûlures ou d'autres blessures graves dans les sept premières années du mariage. Cette disposition crée une présomption de traitement cruel ou de harcèlement lié à la dot, ce qui impose au mari et/ou à la belle-famille le fardeau de prouver qu'ils n'ont pas assujetti la défunte à un traitement cruel.

Or, ce n'est que lorsque ces nouvelles dispositions légales commencent à être utilisées dans les cours de justice que le mouvement des femmes réalise que la question de la violence liée à la dot n'est que la pointe du glacier du problème de la violence domestique et que l'emphase sur cet enjeu ne permet pas de couvrir l'ensemble des problèmes liés à cet enjeu (The Lawyers Collective 2004). Si la section 498A va au-delà de la violence liée à la dot en reconnaissant la cruauté physique et psychologique, la preuve de tels actes est difficile à faire, indique l'avocate criminaliste Leela, parce que le droit criminel impose un important fardeau de preuve au procureur qui doit démontrer, hors de tout doute raisonnable, la culpabilité de l'accusé.

De plus, ce ne sont pas toutes les formes de violence domestique qui sont reconnues sous cette loi puisque, encore aujourd'hui, le mouvement des femmes revendique la reconnaissance du viol conjugal comme un crime (Poonacha 2014). Si les sections 375-376 du *Indian Penal Code* le sanctionnent, cette reconnaissance est limitée aux cas où la femme est âgée de 15 ans ou moins ou ne vit plus avec son mari à la suite d'un décret de séparation de corps. Une récente décision de la Cour suprême de l'Inde étend cette protection à l'ensemble des épouses mineures, y compris celles qui ont entre 15 et 18 ans⁶⁰. Or, comme le déplore Leela, le fait que le viol marital ne soit reconnu criminalisé qu'en partie est une limite importante à la reconnaissance des droits des femmes dans le mariage qui empêche la reconnaissance pleine et entière du consentement de la femme majeure dans le mariage.

⁶⁰ *Independent Thought v Union of India and Anr.* [2017] Supreme Court Journal 382 (Inde) [*Independent Thought*].

4.1.3 La création des cours familiales

Cherchant à favoriser l'accès à la justice des femmes au niveau civil, le mouvement des femmes se mobilise ensuite dans les années 1980 pour demander la création de tribunaux distincts pour traiter des questions touchant au droit de la famille. Cette idée est soulevée pour la première fois en 1974 dans le célèbre rapport, *Towards Equality*⁶¹, élaboré par un comité mandaté pour évaluer le statut de la femme en Inde (Agnes 2011). Cette demande est formulée dans une période où le recours aux cours de justice importées de l'Occident est questionné en Inde en raison de leur aspect inaccessible et aliénant pour le citoyen moyen, alors que les modes alternatifs de résolution de conflits (MARC) sont mis de l'avant (Basu 2015). L'engouement pour les MARC en Inde à cette époque s'inscrit dans un contexte postcolonial de remise en question de l'héritage colonial et de revalorisation des pratiques et coutumes dites traditionnelles qui sont propres à la culture indienne (Basu 2015). Si le système juridique étatique hérité du colonisateur britannique n'a pas été remis en question lors de la période qui suit directement l'Indépendance, dans les années 1970-80, le législateur s'intéresse aux structures juridiques « indigènes » (Galanter 1972; Basu 2015). Ce faisant, des forums de résolution de conflits semi-formels, tels que les *lok adalat* aussi nommés 'People's Courts', visant à restaurer les *panchayats* dans les villages⁶², font leur apparition (Basu, 2015). Suivant l'engouement pour les MARC et en réponse à la mobilisation du mouvement des femmes, un autre type de cour est mis sur pied : les cours familiales.

Adopté en 1984, le *Family Court Act* crée les cours familiales dans le but de faciliter et d'accélérer le traitement des litiges en droit de la famille (*Family Court Act*, 1984 :

⁶¹ En réponse à la mobilisation internationale et nationale du mouvement des femmes, l'État indien met en place une commission constituée d'intellectuelles et d'activistes féministes qui publie en 1974 le célèbre rapport *Towards Equality* sur le statut de la femme en Inde. Mettant en lumière les inégalités auxquelles les femmes font face en Inde, ce texte eut une influence importante dans l'organisation de la lutte juridique pour la reconnaissance des droits des femmes (Solanki et Gangoli 2016).

⁶² Cet intérêt pour un retour aux modes de résolutions de conflits traditionnels s'était aussi manifesté lors de l'adoption de la Constitution avec l'article 50 qui vise à restaurer les *panchayats* comme organe local de résolution de conflit malgré l'opposition de certains leaders du Congrès tels qu'Ambedkar. L'article prévoyait la création de conseils de villages composés d'un organe judiciaire (*nyaya panchayat*) et d'un organe administratif (*gram panchayat*) (Holden 2003, 120). Comme le souligne Livia Holden, l'introduction des *nyaya panchayat* fut un échec puisqu'ils cessèrent d'exister dans les années 1980. Néanmoins, les compétences judiciaires de ces organes furent transférées au conseil de village, ce qui élimina cette séparation des pouvoirs (Holden 2003).

Préambule). Ces cours ont ainsi pour objectif de rendre le processus judiciaire moins formel et intimidant pour les femmes tout en facilitant la conciliation et l'atteinte d'un accord mutuel (Agnes 2011). Pour créer une atmosphère informelle et pour permettre aux parties de s'exprimer dans un langage moins soutenu, les avocats sont généralement exclus et les parties s'adressent directement au juge (Vatuk 2013). La section 7(1) de cette loi reconnaît aux cours familiales la compétence pour statuer sur les questions liées au mariage, à la séparation, au divorce, à la propriété, à la pension, à la garde des enfants ainsi qu'aux protections civiles liées à la violence domestique puisque le *Protection of Women from Domestic Violence Act, 2005* reconnaît sa compétence⁶³ (PWDVA sect. 7 (1)). Le *Family Court Act*, en tant que loi procédurale, n'outrepasse pas la compétence des *personal laws* en matière de droit familial, mais offre plutôt un espace différent pour la résolution de conflits où les parties peuvent choisir d'être soumises au régime de droit religieux ou au régime de droit civil (Agnes 2011).

Toutefois, si l'une des motivations principales derrière l'établissement de ces cours est l'accès à la justice pour les femmes, cette question ne se retrouve toutefois pas dans les objectifs de la loi formulés dans le préambule (Agnes 2011). Au contraire, il est plutôt inscrit que son but principal est « de promouvoir la conciliation dans, et d'assurer le règlement des disputes liées aux affaires liées au mariage et à la famille ». De ce fait, comme l'objectif de la loi est l'atteinte d'un consensus, la première étape de la résolution de conflit dans la Cour familiale est, selon Neera, de chercher un terrain d'entente pour une réconciliation afin d'ultimement empêcher que le couple ne se brise⁶⁴. Ce faisant, elle indique que des travailleuses et travailleurs sociaux qui interviennent dans ces cours agissent à titre de conseillers lors de disputes familiales et tentent d'abord de réconcilier le couple avant qu'une audience auprès d'un juge puisse avoir lieu.

⁶³ La section 26 du *Protection of Women from Domestic Violence Act, 2005* (PWDVA) reconnaît la compétence des cours familiales aux côtés des autres magistrales.

⁶⁴ Dans le cas d'une demande de divorce, les juges de la Family Court de Mumbai demandent de réaliser quelques séances de médiation (généralement 2 ou 3 séances) avec une conseillère avant d'avoir une audience avec un juge (Neera).

4.1.4 Le *Protection of Women from Domestic Violence Act*, 2005

Face au faible nombre de femmes qui porte plainte pour violence domestique sous la section 498A du *Indian Penal Code*, à l'absence de protections spécifiques en droit civil sur la question et aux importants délais du système judiciaire indien, les organisations issues du mouvement des femmes s'engagent dans les années 1990 dans une nouvelle lutte juridique. À la suite d'une mobilisation intensive et d'un lobbying actif, entre en vigueur en 2006 une loi qui a pour objectif d'offrir une protection immédiate et un accès rapide à la justice aux femmes en situation de violence domestique, soit le *Protection of Women from Domestic Violence Act* (PWDVA), 2005.

Cette réforme est non seulement le résultat d'un activisme du mouvement des femmes en Inde, mais également le résultat d'importants développements en droit international du droit des femmes dans les années 1990. En effet, dans la *Recommandation générale no. 19 sur la violence envers les femmes* de 1993, le Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CÉDEF) reconnaît la violence contre les femmes comme une forme de discrimination au sens de l'article 8 de la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* et demande aux États de permettre un accès réel aux protections civiles et criminelles pour les victimes (Comité CÉDEF 1993). L'État indien, qui a ratifié cette convention à la suite des pressions du mouvement des femmes, met donc sur pied la *National Commission for Women* (NCW) pour rédiger cette nouvelle loi sur la violence domestique (Jaising 2014).

Pour la première fois, les organisations du mouvement des femmes sont directement impliquées dans le processus législatif. En effet, la NCW mandate, peu de temps après sa création, l'ONG *Lawyers Collective Women's Rights Initiative* (LCWRI)⁶⁵ pour rédiger la nouvelle loi sur la violence domestique (Jaising, 2014). Les chercheuses féministes Gopika Solanki et Geetanjali Gangoli indiquent qu'elle est en partie le résultat d'une approche

⁶⁵ Le *Lawyers Collective* (LC) est un regroupement d'avocats engagés dans la promotion et la protection des droits humains qui offre une expertise légale aux groupes marginalisés, tels que les minorités sexuelles (femmes et LGBT), les enfants et les groupes socio-économiquement défavorisés. Fondé en 1981 par Indira Jaising et Anand Grover, le LC a un poids important dans les développements législatifs (Hoeltgen 2009, 117).

ascendante (« *bottom-up* ») utilisant cette loi pour institutionnaliser les expériences de « *counselling* » des activistes (2016, 53). En effet, les consultations ont permis d'impliquer directement plusieurs organisations du mouvement des femmes dans la rédaction de la loi. Par exemple, comme l'indiquent les travailleuses sociales de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes, l'idée des *Protection Officers*, émerge de l'expérience des activistes de leur organisation. Ces derniers ont pour mandat est de faciliter la liaison entre les femmes et le système juridique et de les assister dans leurs démarches juridiques, médicales et sociales,

Or, cette loi est en partie une vernacularisation du droit international. Fondée sur le modèle du *Plan de loi type des Nations Unies sur la violence dans les relations familiales et interpersonnelles* ainsi que sur la *Déclaration des Nations Unies pour l'élimination de la violence contre les femmes*, cette loi est la première en Inde à reconnaître la violence domestique comme une violation des droits humains (Nandy 2013). Construite sur la définition de la violence domestique des Nations unies, celle du PWDVA la comprend comme étant non seulement de nature physique et psychologique, mais aussi de nature émotionnelle, sexuelle et économique. Elle est plus complète que celle du *Indian Penal Code* qui limite sa définition aux formes physique et psychologique. Cette loi étend également la protection de la violence domestique à l'ensemble des femmes vivant dans la maisonnée, reconnaissant ainsi que ce type de violence, dans le contexte familial indien, dépasse la relation maritale. Toute femme peut ainsi approcher la cour et, ce même si elle n'est pas mariée, même si son mariage n'est pas formellement reconnu⁶⁶ ou même si elle a obtenu le divorce (Agnes 2011). Dans le but d'accélérer le processus juridique, les cas présentés sous cette loi sont jugés par la Cour magistrale, mais peuvent aussi être entendus par la Cour familiale lorsque les délais sont trop longs dans les premières cours (Jaising 2014).

Parmi les protections auxquelles les survivantes ont droit, on retrouve l'ordonnance de protection qui empêche l'auteur de la violence de pénétrer dans les lieux où vit celle qui a demandé la protection du PWDVA. Les femmes peuvent demander une compensation

⁶⁶ En Inde, encore aujourd'hui, rares sont les mariages qui sont enregistrés à l'état civil. Ce faisant, ne reconnaître le droit à la protection contre la violence domestique aux femmes mariées auraient laissé la majorité des femmes sans protection juridique (Jaising 2014).

financière pour leurs besoins de base et une pension alimentaire pour elles et pour leurs enfants. Elles peuvent également demander une ordonnance de garde des enfants et une restriction sur les droits de visite de l'auteur de la violence. La Cour peut aussi ordonner que la propriété de la femme lui revienne et qu'une compensation financière lui soit versée en raison de la cruauté mentale et physique à laquelle elle a été exposée. De plus, une ordonnance pour reconnaître le droit à la résidence peut être demandée, ce qui protège la femme contre une éviction éventuelle même si cette dernière ne possède pas de titre de propriété sur la maison. Se faire jeter hors de la maison conjugale est une crainte pour de nombreuses femmes vivant de la violence. Ce faisant, selon Malini, cette protection est l'un des aspects les plus importants, sinon le plus important, de cette loi, car bien qu'elle ne crée pas de droit substantif sur la propriété, elle offre une protection contre la dépossession. Or, aucune des protections reconnues sous le PWDVA n'est permanente.

De plus, comme le constatent l'ensemble des rapports *Staying Alive* du *Lawyers Collective* et certaines des professionnelles interrogées, le nombre de *Protection Officers* nommés pour mettre en place la loi demeure insuffisant, car le financement gouvernemental n'est pas à la hauteur des besoins. De ce fait, comme la loi autorise les organisations gouvernementales et non gouvernementales à s'enregistrer sous le PWDVA et à offrir de tels services aux femmes, c'est surtout à travers elles que les femmes accèdent aux protections (Malini et Priya; Abeyratne et Jain 2012). La prochaine section s'intéresse donc au réseau de services que le mouvement des femmes a su développer pour répondre à la question de la violence domestique.

4.2 Le mouvement féministe de Mumbai et la construction d'un réseau de services pour les femmes en situation de violence domestique

La question de la violence contre les femmes, et plus spécifiquement de la violence domestique, est une question centrale pour le mouvement des femmes à Mumbai. Constatant que la loi à elle seule ne suffit pas à apporter de réels changements dans la culture des services

juridiques et sociaux auxquels les femmes ont accès, les organisations de femmes décident de créer leur propre réseau de services. Leader dans le développement des services professionnels féministes, le mouvement des femmes de Mumbai met en place dès les années 1980-90 ses premiers centres de services féministes offrant du « *counselling* »⁶⁷, de la médiation conjugale et des conseils juridiques féministes (Rege et Chandrasekha 2013). Les années 1990-2000 seront ensuite témoins de la multiplication des services de conseils, incluant des services juridiques, offerts par les groupes et organisations féministes à Mumbai, mais aussi plus largement ailleurs en Inde (Rege et Chandrasekha 2013).

4.2.1 Les débuts de l'intervention féministe

Dans les années 1970-80, des organisations du mouvement des femmes tentent d'intervenir auprès des femmes dans l'informalité afin de respecter leurs valeurs et leurs idéaux féministes. Dans ce cadre, elles cherchent à créer un espace où le patriarcat est absent, un espace où les femmes peuvent déconstruire entre elles leurs expériences de violence (Gangoli 2007). La création des premiers centres de services féministes dans les années 1980 est vue par leurs fondatrices comme une forme d'activisme politique. Ces centres répondent au message que le mouvement féministe lance au même moment aux femmes, soit de s'élever contre la violence qui se produit à l'intérieur des quatre murs de la maison (Rege et Chandrasekhar 2013).

Les activistes désirent, en travaillant directement avec les principales concernées, changer leur compréhension de la violence. Elles croient, comme l'expliquent Vibuthi Patel et Radhika Khajuria, qui ont participé à la formation de ces centres, que les questions concernant les femmes doivent être traitées sur une base quotidienne et que le pouvoir patriarcal doit être remis en question tant dans la sphère personnelle et que politique (2016). Autrement dit, leur travail d'intervention est perçu en quelque sorte comme une forme de militantisme féministe

⁶⁷ Les services de *counselling* ou de conseils sont des services qui combinent des services d'aide psychologique et d'aide sociale et qui peuvent aussi inclure d'autres services comme des services de formation, des conseils juridiques ainsi que la connexion des femmes en situation de violence domestique à des services médicaux, à des refuges et à des avocats.

puisqu'elles travaillent à atteindre des rapports de genre plus égalitaires au sein du mariage et de la famille.

L'une des organisations pionnières de ce mouvement est le *Women's Centre*⁶⁸. Elle est la première organisation à Mumbai à offrir des infrastructures, incluant un refuge, et des services féministes aux survivantes de violence domestique (Gupte 2013). Ce centre est fondé par des membres du *Forum against the Oppression of Women* (FAOW)⁶⁹. Les membres du Women's Centre identifient leur organisation comme une « supra-communauté » où les femmes peuvent se réunir à l'abri du « monde patriarcal et oppressant », et travaillent principalement auprès des survivantes de la violence domestique (Gangoli 2007). D'autres organisations similaires font leur apparition lors de cette période dans d'autres grandes villes indiennes⁷⁰. Par exemple, l'organisation pour laquelle œuvre Manisha, est mise sur pied à Pune et offre principalement des services s'adressant aux femmes « marginalisées ou victimisées » en raison de la violence domestique ou autres abus vécus dans la sphère familiale.

Leurs interventions auprès de ces femmes consistent à offrir un appui individuel, social, psychologique et juridique. Toutefois, il n'existe pas à cette époque de méthode d'intervention définie. C'est ce qu'indique le FAOW dans un rapport publié en 1990 :

Aucune de celles d'entre nous impliquées dans le Centre n'avait de formation professionnelle en travail social ni en « *counselling* », elles étaient plutôt des activistes du mouvement des femmes. Quelques-unes avaient elles-mêmes vécu de la violence domestique dans leur vie et voulaient partager leur expérience aux autres femmes qui étaient dans des situations similaires (FAOW 1990, 4).

⁶⁸ Après plusieurs tentatives infructueuses de prise de rendez-vous avec la direction, je n'ai pas réussi à rencontrer les femmes qui y travaillent.

⁶⁹ Le Forum against the Oppression of Women (FAOW) est une organisation féministe de Mumbai qui regroupe d'éminentes activistes féministes indiennes. Il permet d'ouvrir une discussion dans l'espace public et médiatique sur la question de la violence contre les femmes. Par exemple, en 1980, il organise le Forum against Rape qui protestait contre la décision de la Cour suprême dans l'affaire Matura.

⁷⁰ En effet, à cette époque, d'autres organisations similaires voient le jour en Inde dans les années 1980. Par exemple, fondées au début des années 1980, Vimochana, à Bangalore, au Karnataka, et le Ahmedabad Women's Action Group, à Ahmedabad, au Gujarat, offrent des services de conseil à ces femmes dans une perspective féministe. Saheli et Jagori, à Delhi, intervenaient sur des cas de violence domestique. Si Jagori a continué ce travail, Saheli a changé de stratégie et s'est tourné vers un activisme politique dans les années 1990 (Rege et Chandrasekhar 2013).

De ce fait, dans les premières décennies de la mobilisation des groupes de femmes contre la violence domestique, les activistes ne sont pas outillées pour conseiller les femmes (Gupte 2013). C'est à donc travers leurs essais et erreurs, mais surtout leurs échanges qu'elles ont petit à petit mis sur pied des outils et des méthodes d'intervention féministes (Gupte 2013).

Rejetant les structures autoritaires et hiérarchiques présentes dans la famille et dans la société, ces organisations prennent leurs décisions de façon collective et en écoutant les positions de chacune des membres (Patel et Khajuria 2016). Au départ, ces centres fonctionnaient essentiellement sur une base informelle et volontaire. Par exemple, comme le raconte l'une des répondantes qui connaît très bien les membres du FAOW, ces dernières organisent des rencontres dans les appartements des membres ou des sympathisantes. Elle raconte que celles-ci avaient peu de ressources : « elles sont parties de presque rien. Elles prenaient de leur propre temps personnel pour développer et pour faire fonctionner le centre. ». En raison de leur allégeance au féminisme, elles considéraient également comme important de maintenir leur indépendance face aux institutions étatiques (Patel et Khajuria 2016). D'ailleurs, elles n'avaient pas réellement le choix, car, dans les années 1980, il n'existait pas de financement spécifique pour les centres de services qui travaillaient sur la violence faite aux femmes (Gupte 2013).

4.2.2 Des années 1990 à aujourd'hui : l'institutionnalisation et la professionnalisation de l'intervention féministe

Les années 1990 amènent d'importants changements dans l'organisation de l'intervention et dans la structure des organisations féministes. En effet, après deux décennies de mobilisation politique, un nombre de plus en plus important de femmes connaît ces organisations et les approche pour obtenir de l'aide (Bhate-Deosthali, Rege et Prakash 2013). Les activistes se retrouvent donc face à un besoin urgent d'élargir leur réseau de services. En parallèle, elles observent aussi le peu d'impact qu'ont eu les réformes juridiques des années 1980. Elles lient cet échec à la non-remise en question de la « structure patriarcale du système judiciaire » qui continue de voir la violence domestique comme une question appartenant à la sphère familiale

(Bhate-Deosthali, Rege et Prakash 2013). Ne pouvant plus répondre à la demande grandissante en services des femmes et constatant l'absence de soutien au sein des institutions étatiques, le mouvement des femmes de Mumbai décide de sortir de l'informalité pour créer des services professionnels institutionnalisés. Ce processus d'institutionnalisation⁷¹ se fait à travers deux changements : le rapprochement du mouvement des femmes avec le pouvoir étatique et la centralisation des méthodes d'intervention.

4.2.2.1 *L'institutionnalisation des services du mouvement des femmes*

Dans l'Inde contemporaine, les organisations de la société civile, y compris celles liées au mouvement des femmes, jouent un rôle prédominant auprès de l'État. En raison de la porosité et de l'hybridité des ordres juridiques, il existe en Inde une certaine continuité entre l'État et la société civile. Ce faisant, il est difficile de distinguer l'État de la société civile (Bornstein et Sharma 2016). C'est ce que Gopika Solanki constate dans son étude sur les questions du mariage et du divorce dans les *personal laws* : « [d]ans le cas indien, la distinction entre le droit étatique et le droit sociétal est fondée sur l'idée de l'autonomie de l'État qui est maintenue par les acteurs étatiques et sociaux même si les faits et la pratique entrent en contradiction. » (2013, 47). Solanki utilise les concepts de « centralisation » et de « décentralisation » pour expliquer cette complexe relation entre l'État et la société civile (2013, 49). Elle définit la centralisation comme la tentative de l'État de consolider son autorité en infiltrant et en définissant le droit. Toutefois, en raison du contexte juridique pluraliste, le droit étatique et les institutions de l'État sont aussi infiltrés, redéfinis, contestés par les acteurs sociaux (Solanki 2013).

Si l'adoption d'une loi criminalisant la violence domestique et la création des cours familiales dans les années 1980 offrent de nouveaux recours aux femmes, les activistes constatent qu'elles ne sont pas suffisamment outillées pour aider le nombre grandissant de femmes dans

⁷¹ Utilisant la définition sociologique du terme, le concept d'institutionnalisation fait ici référence au mécanisme à travers lequel une réalité sociale, dans le présent cas, l'intervention féministe du mouvement des femmes, devient une réalité aux yeux des individus au point de jouir d'une certaine reconnaissance (Dubois 2001).

leurs démarches juridiques. D'autant plus que les services et les institutions en place ne comportent pas de structures pour accueillir et pour servir toutes ces femmes. En effet, à l'époque, peu d'avocats et d'avocates ou d'organisations offrent des services juridiques, alors que les représentants de l'État, que ce soit du système judiciaire ou des centres de santé et services sociaux, se montrent peu sensibles à la question de la violence domestique puisque seul un petit nombre d'entre eux a reçu une formation sur la question. Se détournant du militantisme axé sur les réformes juridiques, elles réalisent qu'au-delà des lois, les femmes ont besoin d'avoir accès à des services (Gangoli, 2007; Patel et Khajuria 2016). Ainsi, dans les années 1990 et 2000, se développent des services professionnels féministes pour les femmes dans de nombreuses localités de l'Inde (Rege et Chandrasekhar 2013).

Le mouvement des femmes de Mumbai met en place des collectifs ainsi que des organisations provenant de la société civile offrant des services de conseil féministe, de la médiation et des refuges pour les femmes en situation de violence domestique (Solanki et Gangoli 2016, 56). Par exemple, *Majlis*, une organisation qui a pour but de favoriser une plus grande utilisation des nouvelles protections juridiques, mais aussi d'assurer une interprétation de la loi qui soit favorable aux femmes, ouvre ses portes à Mumbai en 1991. Elle est l'une des organisations pionnières en matière de services juridiques destinés aux femmes en Inde. L'organisation est fondée par l'avocate et activiste féministe membre du FAOW, Flavia Agnes, elle-même survivante de la violence domestique (1990a). Si, d'une part, elle désire offrir aux femmes l'aide qu'elle aurait aimé recevoir, elle veut, d'autre part, utiliser les cours de justice comme forums pour faire avancer les droits des femmes (Viau-Tassé 2014). En parallèle à cette organisation, on observe depuis les dernières décennies l'émergence de bureaux d'avocates indépendantes avec des missions similaires tels que ceux de Malini et de Radhika.

Si les actrices de la société civile encouragent une décentralisation en créant différentes ressources pour les femmes, elles poussent aussi vers une centralisation en militant auprès des gouvernements afin qu'ils s'impliquent davantage dans la réponse à la violence domestique (Rege et Chandrasekhar 2013). C'est le cas de deux organisations étudiées dans le présent mémoire, c'est-à-dire la Cellule d'aide et de soutien pour femmes et le Centre de service pour femmes de l'hôpital qui, grâce à leur localisation au sein d'institutions étatiques, maximisent

leur possibilité d'action auprès des femmes en situation de violence domestique. De plus, certaines organisations qui, au départ, œuvraient dans l'informalité commencent à collaborer avec l'État lors de cette période.

C'est également le cas de l'organisation où travaille Manisha, à Pune, qui, en partenariat avec une organisation internationale, met sur pied en 1998 un programme de sensibilisation contre la violence faite aux femmes qui vise la police et les administrateurs de la justice. Ce programme, explique Manisha, permet à l'organisation de développer de bons rapports avec la police locale qui se montre depuis généralement plus « sensible » et « ouverte » aux femmes qui viennent porter plainte pour de la violence, surtout lorsqu'elles sont référées par l'organisation. Ce faisant, comme le soulignent Ferguson et Gupta (2002), il n'est pas toujours facile de distinguer les projets étatiques de ceux qui émanent de la mobilisation de la société civile.

Si les acteurs non étatiques ont toujours eu une relation dynamique avec l'État indien postcolonial⁷², la porosité de ces deux sphères s'est intensifiée à la suite des réformes économiques des années 1990 où l'État indien a adopté des mesures visant à libéraliser et à privatiser l'économie indienne (Ferguson et Gupta 2002). En encourageant le désengagement de l'État, notamment dans les programmes sociaux, ce virage économique a favorisé le développement d'ONG (Ferguson et Gupta 2002) et la « décentralisation » du droit pour reprendre le concept de Solanki. Dans les années 1980-1990, on observe une véritable explosion du nombre d'ONG dans divers secteurs afin de pallier l'absence de l'État dans les politiques sociales. Si en 1988, il y a seulement 12 000 ONG enregistrées au *Ministry of Home Affairs*, en 2014, leur nombre est estimé à au moins de 3,1 millions (Anand 2015). L'absence de l'État dans les politiques sociales et la multiplication des ONG ont mené à l'avènement d'un nouveau phénomène : l'« ONGisation » (*NGOization*) des politiques sociales où la

⁷² La société civile indienne a été et est très dynamique dans la contestation et dans la remise en question des actions de l'État : « *Civil society organisations in India have a long and credible history of standing up for social justice, ecological sustainability, and the right of the poor. When certain government policies threaten these causes, civil society has a justified ground to resist, and the help affected communities fight for their rights.* » (Bahn 2015, 86).

société civile prend la place de l'État comme principal instigateur des programmes sociaux. Or, ces organisations ont toutefois besoin du financement de l'État.

Pour justifier leur demande de subventions gouvernementales, les répondantes définissent la violence contre les femmes comme un enjeu de droits humains que l'État doit combattre en vue d'éradiquer. « Depuis le premier jour, on [le mouvement des femmes] pense que la violence contre les femmes est un enjeu étatique et que l'État doit en prendre la responsabilité » affirme Gauri, en entrevue. Cette définition de la violence rappelle celle formulée par les féministes indiennes et internationales dans leur discours visant à faire reconnaître cette forme de violence comme une forme de discrimination contre les femmes (Kapur 2002 ; Merry 2009). Pour la plupart des répondantes, l'État est perçu comme ayant un potentiel important pour faire avancer la situation des femmes comme l'explique l'une des répondantes : « Oui, l'État [...] peut aussi nous être utile pour faire avancer notre agenda féministe [...] Il est le seul qui peut prendre ce genre de projets et les amener à un autre niveau ». Conscientes que l'État peut être un allié économique et politique de taille, elles cherchent à multiplier les collaborations avec lui.

Priya, qui se disait fermée à travailler avec les institutions étatiques au début de sa carrière, constate que ce partenariat stratégique permet de propulser la Cellule d'aide et de soutien pour femmes au rang d'organisation nationale. En effet, l'organisation a développé des accords avec certains états afin qu'ils prennent en charge le financement des programmes⁷³. De plus, le Centre de service pour femmes de l'hôpital, dont le succès commence à être connu ailleurs en Inde, est aussi en pleine croissance en raison de l'aide étatique qu'elle reçoit : « le gouvernement central a compris qu'on devrait avoir ce genre de services pour les femmes. Ils veulent reproduire ce centre partout en Inde » explique avec fierté Indrani. D'ailleurs, une réplique de Centre de service pour femmes de l'hôpital a déjà ouvert ses portes dans un autre hôpital public.

⁷³ La collaboration entre la Cellule d'aide et de soutien pour femmes et le gouvernement du Maharashtra leur permet d'être présentes dans presque la totalité des districts ainsi que d'être reconnues comme programme gouvernemental depuis 2005. Le succès de cette collaboration a ensuite encouragé d'autres états tels que le Gujarat, le Rajasthan et Delhi à prendre en charge le financement du programme (Gauri, entrevue).

Si ce partenariat comporte certains avantages, il impose aussi certaines limites sur les possibilités d'action des organisations et sur leurs orientations. Selon une des professionnelles interrogées, les changements politiques ont un impact, car « tout dépend de qui est au pouvoir ». Or, pour le moment, le financement de leurs activités n'a pas été mis en remis en question. Elle explique cette particularité en entrevue par le fait que l'enjeu de la violence domestique est une question importante pour tous les partis politiques : « La violence contre les femmes, je pense, et c'est mon opinion personnelle, est une question qui entre tout autant dans un agenda de la droite que du centre ». Ainsi, le fait que cette question soit un enjeu qui est repris par tous les partis assure une certaine stabilité à leur financement. En effet, surtout depuis le viol collectif qui a eu lieu à Delhi de 2012, la question de la violence contre les femmes est une question populaire en Inde dans l'arène politique et médiatique⁷⁴. Les différents partis ont ainsi construit un discours politique autour de cet enjeu. Or, ces discours, selon les répondantes, ne remettent pas en question le système patriarcal qui crée cette violence puisqu'elles constatent que les partis sont pour la plupart orientés autour d'une approche protectionniste envers les femmes.

Ainsi, si les organisations féministes coopèrent avec l'État, il n'en reste pas moins que le mouvement féministe a toujours eu une relation ambivalente envers ce dernier en raison de leurs objectifs qui sont différents (Basu 2015). L'État soutient parfois le mouvement des femmes en adoptant des lois qui visent à lutter contre la violence envers les femmes. Or, il le fait avant tout en cherchant à répondre à son propre agenda (Menon 2004). Pour l'État, la question de la violence domestique n'a pas le même sens que pour les féministes puisqu'il regarde cette question d'un point de vue que Srimati Basu décrit comme « paternaliste » selon lequel la femme doit être protégée (2015). Néanmoins, si l'institutionnalisation des organisations implique une certaine ingérence extérieure, cette stratégie permet aussi aux répondantes d'accroître la portée de leurs services et, donc, d'augmenter le nombre de femmes qui y accèdent. La professionnalisation discutée dans les prochaines pages est également une transformation qui a permis au mouvement des femmes d'élargir son audience.

⁷⁴ Par exemple, le gouvernement en place à cette époque, le Parti du Congrès, avait mis en place un comité dirigé par l'ancien juge de la Cour Suprême, Justice Verma, pour réviser l'état du droit sur cette question.

4.2.2.2 La professionnalisation des services féministes

La coopération avec les institutions étatiques a favorisé l'institutionnalisation des organisations du mouvement des femmes. Or, ce n'est pas le seul facteur. L'accumulation de plusieurs années d'expérience des activistes en matière d'intervention a aussi participé à ce processus. En effet, les expériences individuelles des activistes, les rencontres et les échanges entre les différentes organisations du réseau féministe ainsi que l'adoption d'outils et de guides d'intervention ont encouragé l'arrivée d'une pratique d'intervention professionnelle qui met de l'avant une approche psychologique individualisée (Bhate-Deosthali, Rege et Prakash 2013).

L'uniformisation de la pratique de l'intervention féministe à Mumbai s'est produite vers la fin des années 1990. Elle est le résultat d'un processus de consolidation et de mise en commun des pratiques et des stratégies professionnelles du mouvement des femmes de la ville et de ses environs qui a débuté dans les années 1970-80 (Patel et Khajuria 2016). Depuis le début de la mise en place de ce réseau de services, les activistes se rencontrent et échangent fréquemment sur leur travail lors de conférences et de formations qu'elles organisent (Patel et Khajuria 2016). D'ailleurs, j'ai eu l'occasion lors de mon séjour à Mumbai d'assister à certains « *workshops* » organisés par des professionnelles du mouvement ainsi que par des chercheuses du milieu universitaire portant sur divers sujets tels que les méthodes d'intervention en travail social, la violence sexuelle, le droit de la famille, les droits des femmes et le féminisme. Malini, avocate, souligne que les méthodes d'intervention sont souvent le sujet de recherches, de conférences et de rencontres entre les professionnelles et les chercheuses du mouvement⁷⁵. Ensemble, elles tentent de développer des techniques pour conjuguer les demandes individuelles des femmes avec les impératifs du féminisme. Ainsi, la coopération et les échanges au sein du réseau facilitent la construction d'une approche collective féministe pour leurs services professionnels (Patel et Khajuria 2016).

⁷⁵ D'ailleurs, en septembre 2016, j'ai assisté à la conférence nationale *Revisiting the Discourse on Women's Rights: new forms of violations and contestations* qui regroupait plusieurs professionnelles et chercheuses féministes, dont certaines de mes répondantes, qui ont notamment discuté entre elles de leur travail d'intervention auprès des femmes ainsi que de la conciliation à faire entre les demandes des femmes et les principes féministes.

La professionnalisation de leurs services est liée à la redéfinition de la question de la violence contre les femmes comme un enjeu de droit de la personne dans les années 1980 (Gupte 2013). En associant cette forme de violence à une violation des droits des femmes, les activistes ont encouragé la mise en place d'une intervention individualisée (Gupte 2013). Elles ont commencé à planifier leurs interventions en tenant compte des besoins spécifiques des survivantes. L'adoption de cette approche est en partie le résultat de l'influence des méthodes d'intervention développées en Occident à la même période qui étaient centrées sur la thérapie individuelle et sur la psychologie (Gupte 2013). Cette transformation mène à une professionnalisation des services et au développement des professions du travail social et du droit au sein du mouvement des femmes.

La discipline du travail social s'est développée récemment en Inde. Historiquement, le travail d'assistance et de soutien social est accompli par la famille ou par la communauté ou par les groupes religieux (Yelaja 1969). Associé à la charité, ce type de tâches est accompli bénévolement. Ce sont les missionnaires anglais qui importent sur le sous-continent le concept de travail social. Au début du 20^e siècle, la pratique du travail social émerge, mais, à cette époque, les travailleurs sociaux ne reçoivent pas ou très peu de formation et sont pour la plupart des volontaires. Or, en 1936, est fondée à Mumbai la première école de travail social de l'Inde, Sir Dorabji Tata School, qui porte maintenant aujourd'hui le nom de la Tata School of Social Sciences (Yelaja 1969, 363). C'est à partir de l'Indépendance que la profession prend de l'importance avec le développement d'un réseau de services sociaux gouvernementaux (Yelaja 1969, 364-367). Aujourd'hui, en raison de l'ONGisation de l'État, un nombre important de travailleuses et travailleurs sociaux œuvrent dans le milieu communautaire, et leurs services sont essentiellement gratuits (Ferguson et Gupta 2002). Cependant, selon les répondantes, cette profession est encore grandement méconnue en Inde, particulièrement des milieux ruraux.

La profession juridique est aussi un héritage de la colonisation britannique qui, en imposant son contrôle sur le sous-continent indien, a aussi assujéti la population locale au droit anglais. L'histoire de cette profession en Inde débute officiellement avec l'établissement de la première cour de justice britannique à Bombay en 1672 (Schmitthener 1969). Des cours

similaires se sont implantées à Madras et à Calcutta. En 1774, la Cour suprême de Calcutta est fondée et, quelques décennies plus tard, celles de Bombay et Madras naissent. Ne se limitant pas aux questions économiques et commerciales, ces cours ont à la fois compétence dans les matières civile et criminelle. Peu de temps après sont fondées les High Court élargissant le pouvoir des tribunaux britanniques aux questions de droit en Inde. En 1879, le *Legal Practitioners Act* définit et encadre les différents types de professionnels du milieu juridique, alors que le Barreau de l'Inde est fondé en 1926. Les avocats et les juges indiens sont, à ce moment-là, pour la grande majorité des ressortissants britanniques, alors que très peu d'Indiens pratiquent cette profession (Galanter 1969). Le rôle de l'avocat indien prend de l'ampleur lors de la période de l'Indépendance, que ce soit dans les négociations auprès des Britanniques ou même dans la définition du nouvel agenda politique indien⁷⁶.

En 2017, ils sont plus de 1,2 million à être membres du Barreau de l'Inde et, chaque année, des dizaines de milliers d'étudiants diplômement de l'une des 900 écoles de droit du pays (Bar Council of India 2018). Ceux-ci exercent essentiellement en milieu urbain, ce qui complexifie l'accès à la justice des justiciables vivant en milieu rural qui doivent souvent parcourir plusieurs kilomètres pour s'entretenir avec l'un d'eux (Bates 2014). Un autre problème au niveau de leur accessibilité est aussi le coût de leurs services qui limite bien souvent les possibilités de recours des justiciables moins aisés (Bates 2014). De ce fait, en grande majorité, ce sont presque exclusivement les citoyens les plus riches qui ont les moyens financiers pour soutenir un litige devant les tribunaux. Si des services juridiques gratuits existent et sont accessibles aux citoyens les plus défavorisés, tels que *Legal Aid India*, la qualité de ces services n'est toutefois pas constante étant donné l'important nombre de dossiers que ces avocats doivent traiter, indiquent les répondantes.

Si les services féministes destinés aux femmes en situation de violence domestique se sont professionnalisés, il n'en reste pas moins qu'ils demeurent imbriqués au sein du mouvement des femmes. En effet, comme l'indique Manisha Gupte, « la justice individuelle et la justice sociale doivent être considérées comme indivisibles dans la politique féministe si on croit

⁷⁶ Par exemple, plusieurs des membres fondateurs du Parti du Congrès, parti qui forme le premier gouvernement de l'Inde indépendante, sont des avocats (Galanter 1969).

vraiment que le « personnel est politique » » (2013, 74). D'ailleurs, selon Arushi, si les travailleuses sociales ont adopté l'approche psychologique développée en Occident, la pratique du travail social en Inde n'en est toutefois pas une réplique puisqu'elle s'inscrit d'abord dans une action politique.

Pour résumer, le mouvement de défense des droits des femmes de Mumbai s'est mobilisé de deux façons pour lutter contre la violence domestique : de façon collective par le militantisme politique, mais aussi de façon individuelle et collective, par le travail des professionnelles au quotidien auprès des femmes. La première forme d'activisme fait référence à l'ensemble des campagnes politiques, menées par des groupes de femmes de différents milieux socioéconomiques et culturels en Inde, qui ont permis de modifier l'état du droit sur la question. La seconde est associée à la construction d'un réseau de services féministes qui donne aux femmes qui vivent ce type de violence l'accès aux protections maintenant reconnues par la loi. C'est ce dernier aspect de la mobilisation du mouvement de défense des droits des femmes de Mumbai qui sera examiné plus en détail dans la dernière section de ce chapitre qui s'intéresse à l'approche des professionnelles face à l'intervention.

4.3 La perception de l'intervention par les professionnelles

S'inscrivant dans le mouvement féministe de Mumbai, les professionnelles suivies dans cette étude affirment adopter une pratique professionnelle qui suit les grands principes de ce mouvement. Si ce travail diffère, en pratique, de celui de mobilisation politique, il n'en demeure pas moins un acte engagé selon les répondantes. En effet, les interventions individuelles qu'elles font auprès des femmes s'inscrivent dans ce qu'elles appellent une « pratique féministe ». À travers cette « pratique », les travailleuses tout comme les avocates formulent une définition de la violence domestique et une approche vis-à-vis des survivantes qui prennent en compte les inégalités structurelles existantes. Elles leur permettent, d'une part, de déconstruire l'expérience de la violence comme une expérience individuelle et, d'autre part,

de reconnaître l'agentivité des femmes. Cette section tente donc de définir les bases de cette approche.

4.3.1 Agir contre la violence domestique dans une perspective féministe

Lors des trois dernières décennies, plusieurs services de soutien destinés aux femmes en situation de violence domestique ont été créés par les groupes de femmes. Or, en parallèle, il existe également des organisations de quartier ou religieuses qui offrent des services similaires sans toutefois s'inscrire dans l'approche féministe. Au contraire, certaines d'entre elles centrent leur action sur la réconciliation du couple, une approche qui a pour conséquence la non-remise en cause des relations de pouvoir au sein du mariage (Grover, 2011 ; Gupte 2013 ; Basu 2015). Selon les répondantes, il est donc important de différencier leur travail, qu'elles définissent comme étant fondé sur l'approche féministe du travail, de celui des ONG qui ne la suivent pas. Ces dernières sont guidées par une vision que les répondantes qualifient de « conservatrice » et de « traditionnelle » du mariage et de la famille. C'est pourquoi elles soulignent à plusieurs reprises l'importance de ne pas confondre leurs services avec ceux offerts en dehors du mouvement féministe. Cependant, certaines études réalisées auprès d'organisations nationalistes hindoues qui offrent des services pour les femmes vivant de la violence domestique présentent un portrait plus nuancé de ces organisations où leurs membres tentent de négocier un contexte familial sans violence en remettant parfois même en question les rôles des femmes dans la famille et dans le patriarcat (Bedi 2006 ; Menon 2010; Mehta 2015).

Les organisations qui s'inscrivent dans le mouvement des femmes mettent de l'avant dans leur travail quotidien la reconnaissance des inégalités inhérentes entre les hommes et les femmes, que ce soit dans la famille ou la société (Gupte 2013). Si les avocates et les travailleuses sociales n'offrent pas le même type de services à ces femmes, l'approche sur laquelle elles se fondent est commune (Bhate-Deosthali et al. 2013). Cette dernière est centrée sur la reconnaissance de l'agentivité de leurs clientes. En leur offrant un espace où elles sont encouragées à faire leur propre choix, les professionnelles permettent d'accroître le pouvoir de

décision des femmes sur leur vie, mais aussi de remettre en question les croyances patriarcales dominantes sur le mariage et sur la famille (Solanki et Gangoli 2016, 62). Elles le font tout d'abord en définissant la violence dans une perspective féministe.

4.3.2 Définir la violence domestique

Définissant la violence domestique comme un continuum entre la violence physique et mentale, les répondantes ne font pas non plus de distinction entre la violence épisodique et quotidienne. En effet, lorsque je leur ai demandé de définir la violence domestique en entrevue, elles ont toutes repris, sans exception, la définition du *Protection of Women from Domestic Act*, 2005 (PWDVA), une loi qui offre certaines protections temporaires aux femmes qui subissent de la violence domestique telles qu'une pension alimentaire ou la garde des enfants. La définition sous le PWDVA englobe quatre formes de violence : la violence physique et mentale ou psychologique ainsi que la violence sexuelle et financière. De plus, partant de la prémisse que la violence doit être regardée comme un tout, les répondantes refusent de la traiter comme un phénomène isolé comme le dit Priya dans cet extrait :

La violence affecte différents aspects de sa vie. On doit faire connecter ensemble tous les aspects de sa vie [...] parce que souvent la violence érode tellement d'autres parties de sa vie. Si je travaille juste sur la violence, je ne fais pas justice à ces femmes. Par exemple, leur travail est affecté. Plusieurs d'entre elles vont dire « mon mari vient et me bat au travail et c'est pourquoi j'ai décidé de quitter mon travail ».

Selon elle, il est donc important de resituer la violence dans son contexte et de reconnaître les possibles impacts qu'elle peut avoir, par exemple, sur le travail des femmes, sur leur relation avec leur famille, sur leur communauté, etc.

L'approche englobante des professionnelles leur permet aussi de sortir cette forme de violence de la sphère familiale. En effet, en la définissant comme un produit des inégalités structurelles de genre et du patriarcat, elles la transforment en un « enjeu social » pour reprendre les termes de Manisha. Suivant cette logique, Priya explique dans une discussion informelle que la violence domestique n'est ni « naturelle », ni « innée ». Selon elle, « [u]ne des choses les plus

problématiques est [la façon dont] la société voit la violence et le rôle des femmes. ». Elle croit que la reproduction de ce type de violence est liée à la socialisation des garçons et des filles et aux images de la masculinité et de la féminité véhiculées au sein de la famille, de la société et de la culture populaire. C'est une compréhension que partage Manisha qui affirme que la « violence domestique n'est pas un phénomène isolé. Elle est liée à la culture. » Une culture que plusieurs répondantes associent à l'institution du mariage et à la prédominance du patriarcat qui placent la femme dans une position de subordination et de dépendance face à l'homme.

De plus, le premier réflexe de la famille et de la société est souvent de blâmer la victime comme le constate Leela, avocate criminaliste : « Il y a une attitude de blâme et d'humiliation autour des victimes : la police te blâme, tes amis et la société [...] le font aussi ». De sa longue expérience comme travailleuse sociale à la Cellule d'aide et de soutien pour femmes, Gauri dit aussi avoir constaté cette attitude à plusieurs reprises : « quand les femmes viennent me voir, leur univers est ébranlé, leur confiance est détruite. À cause du système patriarcal, personne ne [leur] fait confiance ». En parlant de la famille, elle ajoute que les femmes se font souvent dire des choses du genre : « tu dois avoir fait quelque chose, c'est pour ça que tu te fais battre » ou « Oh, tu viens juste de te marier, donne-toi le temps de t'ajuster ; quand tu auras des enfants, le problème va disparaître ». Elle explique ensuite que la femme se fait encourager à demeurer dans sa famille affinale qui est considérée comme un espace sécuritaire par la société. Ainsi, les femmes sont souvent encouragées par leurs proches à maintenir le silence. Pour parler de cette réalité largement répandue, les auteures utilisent l'expression « culture du silence » (Desai 2001 ; Nandy 2014 ; Jordan et Bhandari 2016).

De plus, plusieurs femmes choisissent de ne pas porter plainte pour protéger leur honneur et celui de leur famille comme le démontre cette histoire d'une femme qui a approché le Centre de service pour femmes de l'hôpital racontée par Indrani :

Il y avait une femme qui est venue nous voir. Elle faisait face à de la violence domestique depuis le début de son mariage. C'était un mariage d'amour. Elle devait cacher la violence à sa famille parce qu'elle n'avait pas approuvé le mariage. Une bonne éducation, bien placée, elle gagnait très bien sa vie. Elle est venue nous voir parce que son beau-frère et sa belle-sœur la menaçaient de la

renvoyer de la maison familiale avec ses deux filles ou d'en subir les conséquences. Elle ne voulait pas partir, elle disait « Je ne peux pas faire ça parce que sinon toute la communauté va le savoir. » Elle avait l'argent, elle aurait pu enregistrer un DIR [*Domestic Incident Report*], elle avait les ressources, mais elle a choisi de ne pas les utiliser à cause de sa mentalité : qu'est-ce que la société va penser ?".

Cet extrait démontre bien l'importance des notions d'honneur et de honte dans la société indienne où lorsqu'une femme dénonce la violence qu'elle subit, elle risque d'entacher son honneur, celui de sa famille natale, mais également celui de sa famille maritale.

Le patriarcat, qui crée un rapport de force inégal entre les hommes et les femmes, est un terme repris par les professionnelles pour expliquer l'existence de la violence domestique. Arushi, travailleuse sociale, soutient en entrevue que « le patriarcat est ce qui cause la discrimination et la violence contre les femmes ». Elle ajoute que « [c]'est le patriarcat qui maintient les femmes sous le contrôle des hommes. C'est lui qui justifie le contrôle des hommes sur la vie, le corps des femmes. ». Cette compréhension de ce terme suit les définitions qui ont été mises de l'avant par plusieurs intellectuelles féministes indiennes (Desai 2001 ; Gupte 2013 ; Poonacha 2014).

Pour Leela, jeune avocate, l'impact du patriarcat est aussi présent dans la sphère publique et politique, et influence l'accès des femmes à la justice :

[Le droit] n'est pas un système facilement accessible pour les femmes parce qu'on vit dans une société patriarcale. Les acteurs étatiques sont ceux qui ont le plus l'attitude patriarcale. On a la police qui est extrêmement hostile, patriarcale et violente. Donc c'est difficile. Ils sont violents et hostiles et n'aident pas les victimes. Les victimes sont blâmées et sont humiliées.

Ainsi, l'État est vu par les répondantes comme étant en partie responsable de la présence du patriarcat dans la société indienne et de la reproduction des rapports de pouvoir inéquitables entre l'homme et la femme dans la famille et la société.

Selon Indrani, travailleuse sociale, la violence est utilisée par le mari ou par la belle-famille comme « un outil de pouvoir et de contrôle » qui permet de maintenir la nouvelle épouse dans un rapport de subordination et de soumission. De leur côté, Priya et Gauri lient cette forme de

violence au modèle de parenté dominant en Inde, soit le modèle patrilinéaire virilocal, présenté au chapitre 3, où la femme, après le mariage, quitte sa famille natale pour rejoindre sa famille affinale. Selon Gauri, cette structure familiale, qu'elle qualifie de « patriarcale », place la femme dans une situation de vulnérabilité puisqu'elle encourage la subordination de la nouvelle épouse, ce qui ouvre la porte à la violence et aux abus à son égard. Indrani rappelle toutefois que ces rapports de pouvoir ne sont pas figés dans le temps : « [i]l peut y avoir un changement de pouvoir au courant de la vie de la femme. Si [la belle-mère] vieillit, le pouvoir peut se retrouver dans les mains de la belle-fille. ». Ainsi, en expliquant aux femmes leur vision du patriarcat, les répondantes cherchent à leur faire comprendre les causes structurelles de la violence qu'elles subissent afin de leur faire prendre conscience qu'elles n'en sont pas personnellement responsables.

Les répondantes utilisent aussi le concept du patriarcat pour déconstruire l'expérience individuelle de la violence des femmes. Il est primordial, selon elles, de leur faire comprendre qu'elles n'en sont pas responsables. Pour ce faire, les répondantes définissent la violence domestique comme un problème social. C'est ce qu'explique Indrani dans cet extrait :

Notre travail à la cellule de crise est fondé sur le principe du féminisme qui dit que ce qui est personnel est politique, que ton problème n'est pas juste le tien puisqu'il fait partie d'un problème plus large dans la société. Au niveau micro, oui, elle fait face à de la violence, mais, au niveau sociétal, macro, il existe une sanction pour ce crime. On essaie de lui faire comprendre que si elle vit de la violence domestique, ce n'est pas sa faute.

Dans ce passage, elle utilise un slogan central de la mobilisation féministe de la deuxième vague en Inde, soit « le privé est politique », qui a pour objectif de replacer les relations individuelles à l'intérieur des relations de pouvoir présentes dans le contexte. L'impact du déséquilibre des rapports de force intrafamiliaux sur le statut de la femme dans la famille est expliqué par Manisha dans cet extrait : « quand un mari bat sa femme, c'est à cause du pouvoir économique, social, émotionnel qu'il détient dans la maison, mais aussi en dehors. C'est pour ça ! C'est pas parce que c'est dans sa nature ou parce qu'il est plus fort physiquement, c'est une question de pouvoir ». Ainsi, selon les répondantes, regarder l'inégalité dans les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes inhérente au patriarcat est essentiel pour comprendre la question de la violence domestique.

Pour comprendre l'expérience individuelle de la violence, il est également important de tenir compte des origines et de l'histoire de chacune de ces femmes comme l'indique Priya : « la violence domestique est définie différemment dépendamment de la classe d'où elles viennent. Leur attitude évolue aussi différemment. ». Suivant une approche qu'elles nomment « féministe intersectionnelle », elles sont plusieurs à affirmer regarder l'expérience de violence et de discrimination des femmes qui les consultent en tenant compte de différentes structures d'oppression auxquelles elles sont soumises telles que la classe, la caste, l'ethnicité et la religion. L'intersectionnalité, qui est définie comme un outil analytique qui prend en compte de façon simultanée les différents systèmes d'oppression en place (Bilge et Hill Collins 2016), prend de plus en plus de place dans la littérature sur l'intervention auprès des femmes vivant de la violence en Inde comme ailleurs (Corbeil et Marchand 2006 ; Bhate-Deosthali, Rege et Prakash 2013). Ce concept, selon Arushi, permet de reconnaître que « ce groupe de femmes n'est pas homogène » et, par le fait même, que « les besoins de chacune peuvent varier en fonction de son âge, son origine ethnique, sociale et économique ».

4.3.3 Reconnaître l'agentivité des femmes et développer leurs capacités par l'*empowerment*

Il est intéressant de constater qu'aucune des répondantes, lors des entrevues ou des interactions sur le terrain, n'a parlé des femmes avec lesquelles elles travaillent comme des « victimes ». Au contraire, elles les désignent plutôt comme des « survivantes » de la violence refusant de leur attribuer le rôle passif de la victime. Pour les répondantes, il est important de reconnaître le choix de ces femmes d'approcher leurs services comme une manifestation de leur « *agency* ». Le concept d'agentivité est utilisé fréquemment par les travailleuses sociales. Par exemple, Indrani affirme que « [t]oute femme est maîtresse de sa propre situation ». Un peu plus tard, elle explique que leur travail d'intervention incorpore le concept d'agentivité : « on reconnaît l'autonomie des femmes. On croit que les femmes ont leur propre force, autonomie et leur propre *agency*. ». Ainsi, selon elle, l'agentivité fait référence à l'autonomie ainsi qu'à la capacité de prendre des décisions.

Cette compréhension du concept d'agentivité diffère de celles qui ont été formulées par les anthropologues Sherry Ortner et Laura Ahearn qui, elles, replacent l'individu dans les limites du contexte dans lequel il se situe. Ahearn définit ainsi l'agentivité « comme la capacité d'agir « socio-culturellement médiée » » (2001, 112). Si ce concept fait référence au pouvoir, il fait aussi référence à la nature sociale et à l'influence omniprésente de la culture sur les intentions, sur les croyances et sur les actions humaines, soit à l'aspect social de l'action (Ahearn 2001). Or, selon Ortner, même si la liberté d'action n'est pas complète, les acteurs et actrices ont la possibilité de poursuivre certains choix et certaines actions (Ortner 2006).

Si la définition des répondantes est moins nuancée, le fait de reconnaître aux femmes une autonomie complète leur permet de tracer une limite au niveau de leur intervention. En effet, en reconnaissant aux femmes le plein pouvoir sur les choix qu'elles font, les travailleuses sociales définissent leur travail comme un travail d'accompagnement selon lequel leur rôle principal est d'offrir du soutien. Comme Gauri, Priya et Indrani l'ont chacune évoqué, ce sont les femmes qui doivent être considérées comme les expertes. Priya développe davantage sur ce raisonnement en entrevue :

[...] la femme qui fait face à de la violence domestique a survécu depuis longtemps. Elle sait comment survivre. Elle sait mieux que personne quoi faire dans son contexte à elle. Nous, on ne connaît pas tout de ce contexte. C'est à elle de faire les choix en conséquence. Nous, notre travail, c'est de l'aider.

De ce fait, reconnaître l'agentivité des femmes permet de développer avec elles des solutions et des stratégies qui respectent réellement leurs demandes et besoins. Par ailleurs, définir les femmes comme étant des agentes expertes de leur situation s'inscrit dans la perspective féministe de l'intervention.

Parfois, cette reconnaissance de l'agentivité des femmes crée certains conflits intérieurs chez les répondantes. Par exemple, plusieurs d'entre elles m'ont parlé du malaise ou de la frustration qu'elles ressentent lorsque certaines femmes avec qui elles travaillent font le choix de mettre un terme aux démarches d'accès à la justice et retournent vivre avec leur mari. Or, comme l'explique Gauri, il faut souvent aux femmes plusieurs tentatives avant de réellement entreprendre des démarches auprès de centres de services. C'est pourquoi cette dernière

explique que son organisation ne ferme jamais un dossier : « on sait trop bien que si elle se réconcilie maintenant, elle va peut-être revenir dans un an, cinq ans ou même dans dix ans pour ses enfants »⁷⁷. Ainsi, le concept d'agentivité permet de reconnaître l'autonomie de la femme dans la prise de décisions la concernant.

Cependant, pour s'assurer que les survivantes exercent une véritable autonomie sur la prise de décisions, les professionnelles tentent de leur faire comprendre conscience des moyens et capacités qu'elles possèdent par un processus qu'elles nomment « *empowerment* ». Dans le contexte d'intervention, ce concept est défini comme un processus de capacitation individuel par lequel la femme prend confiance en ses moyens et en ses capacités afin de pouvoir prendre seule des décisions sur sa vie tout en lui faisant comprendre qu'il y a un contexte social qui influence ses choix et décisions. Suivant la conception individuelle du terme, les répondantes lient la notion d'*empowerment* à l'autonomie de la volonté de la femme. Gauri, travailleuse sociale, explique ce que ce concept représente pour elle :

Tu vois quand une femme en crise vient me voir, sa confiance est détruite. Il y a certains moments dans le système patriarcal où personne ne la croit. Ils [ses proches] vont lui dire « tu dois aussi avoir fait quelque chose, c'est pour ça que tu es violentée. Tu dois être responsable ». Donc, on l'« *empower* » à prendre des décisions, à dire non à la violence, à demander ses droits. C'est de ça qu'on lui parle.

De ce fait, Indrani et Gauri affirment débiter leurs interventions en faisant comprendre aux femmes qu'elles ont la responsabilité et la capacité de prendre des décisions sur leur vie.

Plusieurs répondantes mettent aussi de l'avant l'aspect collectif du concept d'*empowerment* et elles présentent l'activisme comme ayant un pouvoir d'émancipation pour les femmes indiennes. En effet, elles voient les femmes qui les approchent comme de futures activistes qui pourraient éventuellement rejoindre le combat politique et social pour l'égalité du statut de la femme⁷⁸. Pour engager les femmes dans leur lutte, elles leur expliquent, lors des séances de

⁷⁷ Ici, Gauri fait référence à la possibilité qu'une femme, devenue veuve, vivent de la violence de la part de ses enfants. Bien que ce soit une forme de violence moins documentée, elle est également une forme de violence domestique (Mohindra et al. 2012; Varma 2016).

⁷⁸ Cette compréhension du travail d'intervention a été soulevée par certaines activistes lors de la conférence nationale *Revisiting the Discourse on Women's Rights: new forms of violations and contestations* qui regroupait

conseil, quels sont leurs droits en vertu du droit indien et du droit international. Elles leur présentent principalement trois groupes de législations : les articles constitutionnels qui reconnaissent l'égalité des sexes, les lois existantes portant sur la violence domestique ainsi que les conventions onusiennes qui protègent contre la discrimination telles que la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CÉDEF). Ces explications a pour but de faire comprendre aux survivantes en quoi la violence domestique est une violation de leurs droits.

Elles sont plusieurs à souligner l'importance de faire prendre conscience aux femmes qu'elles ont des droits et qu'elles peuvent les revendiquer. Manisha, qui travaille auprès d'une ONG qui offre des services sociaux et juridiques aux femmes à Pune, affirme dire à chacune des femmes : « tu as des droits et tu es aussi un être humain ». Selon elle, « il est important de le faire, parce qu'elles sont nombreuses à ne pas savoir que ça existe [les droits humains] ». Naveena, avocate, fait, elle aussi, souvent référence à la Constitution ainsi qu'au droit international des droits humains, notamment à la CÉDEF, pour expliquer le concept d'égalité entre les hommes et les femmes. « [L]es droits applicables aux êtres humains sont aussi applicables aux femmes de notre pays », souligne-t-elle. Selon elle, s'il est important que les activistes utilisent les conventions internationales que l'Inde a ratifiées pour revendiquer des réformes juridiques, il est tout aussi important qu'elles les utilisent dans leur travail quotidien : « il faut aussi que les femmes que nous aidons comprennent qu'elles ont des droits. Il faut leur enseigner, pas seulement en parler entre nous [professionnelles]. ». Naveena, qui, en parallèle de sa carrière comme conseillère sociojuridique, aide des femmes à s'autoreprésenter en cour, considère cet apprentissage comme une étape importante du processus d'*empowerment* de ces femmes. D'ailleurs, à la fin des années 2000, ces professionnelles ont développé de véritables méthodes pour communiquer dans des termes clairs les protections auxquelles les femmes ont droit. Naveena, par exemple, se déplace plusieurs fois dans différentes régions du pays pour donner des formations et des ateliers sur les droits des femmes. De ce fait, pour les répondantes, faire reconnaître aux femmes qu'elles sont des sujets de droit est nécessaire à la

plusieurs professionnelles et chercheuses féministes et qui a eu lieu en septembre 2016, ainsi que dans certains ouvrages récents sur la pratique de l'intervention féministe en Inde (Rege et Chandraskhar 2013).

réalisation de l'agentivité. Dans la prochaine partie, il sera question d'une autre question centrale à sa mise en œuvre, soit celle de la déconstruction des rapports de pouvoir.

4.3.4 Reconnaître et déconstruire les rapports de pouvoir

Afin de reconnaître pleinement l'« agentivité » des femmes, les professionnelles tentent de limiter l'impact des structures de pouvoir qui peuvent s'immiscer dans les interactions entre elles et celles qui les approchent. En effet, comme les activistes sont des femmes urbaines, pour la plupart de hautes castes et hindoues, certains rapports hiérarchiques peuvent s'immiscer dans la relation qu'elles ont avec les survivantes. Certaines des répondantes affirment d'ailleurs être conscientes de leur statut de « privilégiées » et tentent de le déconstruire. Par exemple, Leela a affirmé : « je suis consciente d'être née dans un milieu privilégié », alors qu'en discussion informelle, Priya et Arushi ont aussi fait part de l'importance de prendre conscience de leurs propres origines en tant que femmes éduquées de hautes castes.

Selon Gauri, être consciente de cette réalité ne suffit pas. Elle-même hindoue, elle affirme : « je dois aussi offrir aux femmes chrétiennes et musulmanes la même ouverture ». De son côté, si Malini reconnaît qu'une relation de pouvoir peut s'immiscer entre elle et ses clientes, elle tente de ne pas laisser sa position d'autorité nuire au pouvoir décisionnel de ses clientes :

Certaines de mes clientes me demandent de leur dire quoi faire parce que c'est moi l'experte, que j'ai des études de droit, mais je refuse. Ce serait plus facile, plus rapide pour moi, c'est sûr, mais ce n'est pas ce que je fais. Je dois leur dire que je suis là pour les accompagner, pas décider à leur place, que c'est leur vie, leur choix.

Cet extrait démontre la continuité du raisonnement féministe dans la pratique de cette avocate qui tente de résister aux rapports de pouvoir qui s'immiscent entre elle et ses clientes en raison de son statut d'experte et qui reconnaît l'agentivité de ses clientes. Ainsi, en renversant ce rapport d'autorité, les répondantes construisent avec les femmes des solutions qui prennent en

compte la situation individuelle de chacune d'entre elles et elles les encouragent à participer activement à la prise de décisions.

Certaines ont développé des stratégies pour s'assurer que les rapports de pouvoir présents ne s'immiscent pas dans leurs interventions. Par exemple, au fil des années, Indrani, responsable du Centre de service pour femmes de l'hôpital, a constaté que les femmes qui approchent le centre, comme elles sont référées par le personnel médical de l'hôpital, ne le font pas toujours de leur propre gré : « Certaines ne savent pas pourquoi elles se présentent. Certaines voient même cette suggestion des médecins comme obligation puisque le médecin a une autorité, elles se disent « je dois l'écouter » ». Afin de s'assurer que les femmes qui approchent ses services sont réellement consentantes, le Centre a mis sur pied un formulaire de consentement que les conseillères expliquent oralement aux femmes avant de commencer l'intervention. Elles les informent de leur droit de refuser l'intervention et du fait qu'elles n'ont pas l'obligation de leur confier leur histoire.

Les rapports de pouvoir de genre intrafamiliaux peuvent aussi nuire à l'intervention des professionnelles. En effet, lorsqu'une femme en situation de violence domestique approche une organisation ou un bureau d'avocats ou d'avocates, elle le fait rarement seule. Lorsque j'ai demandé aux répondantes si les femmes se présentent seules ou accompagnées à leurs locaux, à l'exception d'Indrani, toutes m'ont répondu que les femmes qui les approchent sont, pour la plupart, accompagnées d'au moins un membre de leur famille natale. La différence avec le Centre de service pour femmes de l'hôpital, où travaille Indrani, repose sur le fait que ce sont généralement les travailleuses sociales du centre qui approchent directement les femmes lors de leur séjour à l'hôpital. Ainsi, Radhika, avocate d'expérience, constate que « seule une femme sur cinq [de ses clientes] vient chercher de l'aide seule ». Les femmes que les professionnelles rencontrent se font généralement accompagner par des hommes de leur famille, que ce soit leur père, leur frère ou même un cousin, ou de membres de la parenté plus éloignée si les membres de la parenté immédiate ne vivent pas à proximité⁷⁹.

⁷⁹ Comme de nombreuses familles d'un peu partout en Inde migrent vers Mumbai pour des raisons économiques, il est assez commun de voir des familles séparées par plusieurs centaines, voire milliers de kilomètres.

Tel que mentionné à plusieurs reprises précédemment, la famille *māykā* de la femme joue un rôle important quant au choix de la stratégie à adopter. Pour Leela, jeune avocate, c'est un fait établi :

[...] évidemment, tout commence avec la famille. Si la famille décourage les femmes de faire des actions contre leurs oppresseurs, ce sera encore plus dur pour elle d'agir et obtenir de l'aide. Les femmes ne viennent généralement consulter que lorsqu'elles ont obtenu un appui familial.

Or, si cette recherche de soutien auprès de la parenté, et plus particulièrement, de la famille natale, leur donne « courage » d'agir, ce n'est pas la seule raison pour laquelle elles y font appel. En effet, l'importance accordée à l'obtention de ce soutien est aussi intimement liée à la structure de la parenté ainsi qu'au sens donné au mariage en Inde comme l'explique Radhika :

[D]ans la plupart des cas de violence domestique et de divorce, le mari ou la femme ne vient pas seule chercher des conseils. Ils sont accompagnés par leur famille. Même dans un cas de divorce en cour, le couple est accompagné généralement par quelques membres de la famille. Ça montre que la famille joue un rôle important dans la fortification ou dans la destruction des relations maritales.

Ainsi, tel qu'expliqué plus en détail au chapitre 3, l'union du mariage dans le contexte sud-asiatique implique davantage d'individus que le couple lui-même. De ce fait, toute démarche juridique concernant cette union demande aux répondantes d'intervenir, ou du moins d'interagir, avec certains membres de la famille élargie des femmes qui se présentent à elles.

Or, l'aide de la famille est vue comme une arme à double tranchant par les répondantes. D'un côté, elles la voient comme un réseau de soutien potentiel qui peut éventuellement agir comme un allié. De l'autre, elles la voient aussi comme une menace à l'agentivité individuelle de la femme puisque la famille, et particulièrement les hommes, a tendance à vouloir prendre les décisions pour elle. En effet, comme l'explique Gauri, « les hommes qui les accompagnent parlent pour elles : « elle a vécu ça, ça. », « on veut que vous fassiez ça, ça ». La femme reste silencieuse dans ce moment-là. ». Selon elle, il est donc primordial de mettre un terme le plus rapidement possible à ce rapport de pouvoir dans les séances de *counselling*. Pour ce faire, elle dit s'adresser directement à la femme et rappeler aux membres de la famille qui l'accompagnent que leur mandat est, comme elle le précise, « d'aider la femme et que si elle

veut recevoir cette aide, c'est elle, pas sa famille, qui doit la demander ». D'ailleurs, plusieurs des professionnelles interrogées encouragent les rencontres seule à seule avec les femmes pour éviter que la famille, et surtout les hommes de la famille, contrôle le processus décisionnel.

Pour plusieurs femmes, décider seule des actions à entreprendre face à la violence vécue et au mariage est une expérience nouvelle. C'est ce que constate Indrani : « On essaie d'« *empower* » leurs décisions et leurs idées. Bien sûr, c'est très difficile pour une femme de prendre des décisions parce qu'on ne le lui a pas appris. Encore une fois, ça revient au patriarcat. ». Cet extrait témoigne bien de l'emprise qu'ont la structure familiale ainsi que les rôles de genre, sur les capacités d'agir des femmes. Comme il a été plus amplement expliqué au chapitre 3, dans le contexte sud-asiatique, certaines attentes, encore présentes dans la société, demandent aux femmes de se soumettre à l'autorité des hommes, soit tout d'abord à celle de son père, puis à celle de son mari, attentes qui ne favorisent pas la construction de l'agentivité de la femme et qui peuvent complexifier l'intervention des professionnelles. Ce qui va dans le sens des analyses des auteures qui se sont intéressées à la question en Inde où l'association de la femme à la passivité nuit à sa capacité de revendiquer ses droits (Kimuna et al. 2002 ; Ahmed-Ghosh 2004 ; Basu 2015). Cependant, le fait que les familles natales, y compris les pères et les frères, accompagnent la femme dans ce genre de démarche est un phénomène nouveau. Selon Gauri, qui a commencé à travailler comme travailleuse sociale il y a plus de dix ans, c'était quelque chose qui était très marginal à l'époque, alors qu'aujourd'hui, c'est de plus en plus commun qu'une femme obtienne ce genre de soutien.

En parallèle, les répondantes constatent qu'un nombre grandissant de femmes entreprennent des démarches pour sortir de la violence en étant accompagnées, mais pas d'un membre de leur famille. Elles sont en effet plusieurs à constater l'augmentation du nombre de femmes qui se présentent à leur bureau avec un ou une amie. Par exemple, Malini, avocate, observe cette nouvelle tendance auprès de sa clientèle : « C'est vraiment intéressant! Beaucoup de ces femmes viennent avec leurs amies : des collègues de bureau ou des amies de leur groupe social ou des membres de leur famille plus élargie. ». Elle observe aussi que certaines de ses clientes font parfois le choix de venir chercher de l'aide seule. Elle précise toutefois que cette

tendance touche essentiellement ses clientes de classe aisée qui sont indépendantes financièrement.

De son côté, Gauri constate aussi une recrudescence du nombre de femmes qui se présentent seule à la Cellule d'aide et de soutien pour femmes. Toutefois, dans son cas, ces femmes proviennent de tous les horizons économiques. Elle explique ce phénomène à travers deux éléments : la visibilité croissante de la problématique de la violence domestique et l'accès de plus en plus large aux nouvelles technologies :

Avec la croissance de la sensibilisation, avec la présence de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes sur Internet et les femmes qui ont maintenant accès à internet [dit-elle en pointant son téléphone intelligent]. On reçoit de plus en plus de cas de femmes qui viennent directement à la cellule⁸⁰.

Donc, si la grande majorité des femmes en situation de violence domestique qu'elles rencontrent sont accompagnées d'un ou plusieurs membres de leur famille, de plus en plus de femmes entament des démarches seules ou accompagnées par des proches.

Pour conclure, le travail qui est fait par les activistes pour donner accès à la justice aux femmes en situation de violence domestique s'inscrit dans une perspective féministe, perspective qui est fondée à la fois sur les écrits théoriques féministes et sur l'expérience quotidienne de l'intervention. Si les écrits sur la violence domestique expliquent la difficulté pour les femmes de la dénoncer par le rôle de la parenté, force est de constater que cette influence a été confirmée par les répondantes. Toutefois, il est important de souligner que de plus en plus de familles natales s'impliquent dans les démarches des femmes. Leurs membres jouent un rôle important non seulement en matière de dénonciation, car les femmes ne se présentent généralement que lorsqu'elles ont un appui d'un proche parent, mais également en matière de structuration du recours. Conscientes du rôle central de la parenté dans les démarches d'accès à la justice des femmes, les répondantes tentent cependant de remettre entre les mains des femmes le pouvoir décisionnel. Pour les encourager à tenter une action,

⁸⁰ La Cellule a un site internet avec les adresses des différents bureaux ainsi que de leurs numéros de téléphone. Elles ont également une adresse courriel sur le site internet permettant aux femmes de les contacter.

les répondantes ont développé des stratégies et des tactiques qui seront présentées dans les derniers chapitres.

CHAPITRE 5 : LES STRATÉGIES ET LES TACTIQUES SOCIOJURIDIQUES DES TRAVAILLEUSES SOCIALES

L'objectif central du travail qu'accomplissent les avocates et les travailleuses sociales interrogées est celui de donner accès à la justice aux femmes en situation de violence domestique. Pour ce faire, au fil du développement du réseau de services du mouvement des femmes, elles ont développé des stratégies et des tactiques pour y répondre. Reprenant la définition de de Certeau présentée au chapitre 1, les stratégies sont ici définies comme des « calculs » rationnels qui nécessitent un certain degré de planification, alors que les tactiques sont plutôt comprises comme des moyens développés au gré des situations qui se présentent dans le quotidien (1990). Autrement dit, si les répondantes développent des stratégies permettant de mettre en place des changements à long terme, elles innovent aussi au jour le jour en créant des tactiques pour répondre aux besoins des femmes dans l'immédiat. Divisé en deux sections, ce chapitre tente de mettre en lumière les différents moyens mis en place par les travailleuses sociales pour donner accès aux femmes à la justice au-delà des obstacles présents. La première partie traite donc des stratégies et des tactiques qu'elles ont développées pour rejoindre les femmes en situation de violence domestique, alors que la deuxième aborde plus spécifiquement celles mises en place dans leur travail d'intervention.

5.1 Rejoindre les femmes en situation de violence domestique

Pour une femme qui souhaite réclamer ses droits, le choix de l'organisation ou du centre de services dépend de facteurs liés à l'organisation elle-même tels que la localisation, le type de services offerts⁸¹ ou le coût des services. Or, cette décision dépend aussi de conditions liées à la situation personnelle de la femme qui l'approche telles que son contexte familial et son milieu socioéconomique. De plus, comme il existe à Mumbai plusieurs forums qui offrent des

⁸¹ Elles offrent notamment des services de médiation conjugale, de soutien psychologique, des ateliers et des formations.

services aux femmes en situation de violence domestique, une femme ne s'arrête pas nécessairement à la première organisation qu'elle consulte, comme l'ont constaté les répondantes. Puisqu'il existe à Mumbai un nombre assez important de lieux offrant des services de *counselling*, les répondantes sont bien conscientes de l'existence d'une pratique qu'elles appellent le *window shopping* où les femmes qui les consultent essaient différentes approches avant de choisir celle ou celles qui les intéressent. Ce phénomène, appelé dans le milieu universitaire le *forum shopping*⁸², a été observé dans des recherches à Mumbai ainsi que dans d'autres grandes villes indiennes (Gupte, 2013; Basu, 2015). Dans un tel contexte, les travailleuses sociales cherchent donc constamment à innover pour leur offrir des services sociaux, juridiques et autres qui s'inscrivent dans la perspective féministe.

5.1.1 Le Centre de service pour femmes de l'hôpital

Au Centre de service pour femmes de l'hôpital, ce sont généralement les travailleuses de l'organisation qui approchent directement les femmes, et non le contraire. Selon les estimations, la responsable, Indrani, il s'agit du premier point de service pour 60 à 70 % des femmes qui s'y présentent en raison de situation de violence domestique. Leur profil est généralement jeune. Elle explique cette situation par le fait que les jeunes femmes sont plus susceptibles de connaître de la violence dans le contexte patrilinéaire virilocale lors des premières années du mariage. En effet, Indrani précise que « la belle-fille est plus à risque de violence parce qu'elle est nouvelle. Elle a un statut inférieur et, parfois, sa belle-famille le lui fait comprendre par la violence. » Elle indique toutefois que le risque de violence tend à s'atténuer quand la femme a des enfants, quand elle vieillit et qu'elle prend à son tour le « rôle de belle-mère ».

Si, pour les autres organisations, ce sont les femmes qui entreprennent des démarches pour les contacter, elles ont déjà, pour la plupart, une certaine idée du type d'accompagnement qu'elles

⁸² Tel qu'expliqué au chapitre 1, le *forum shopping* fait référence à la maximisation des recours juridiques par la navigation entre les différents services juridiques accessibles. Il a été développé dans la discipline anthropologique par Keebet von Benda-Beckman en 1981.

désirent obtenir des services de l'organisation. Ce n'est pas le cas du Centre de service pour femmes de l'hôpital. Comme l'explique Indrani, sa clientèle est différente de celle des autres organisations du même genre :

La majorité des femmes qui approchent le Centre de service pour femmes de l'hôpital ne savent pas qui on est ou ce qu'on fait. Elles ont été référées. Certaines sont encore au stade du déni et ne veulent pas parler de violence [...] Elles ne savent pas ce qu'elles vont faire, elles n'y ont pas pensé, elles n'ont pas pris de décisions. Certaines n'ont même pas encore réalisé que [ce qu'elles vivent] c'est de la violence domestique, alors que certaines savent que c'est de la violence, mais elles n'ont pas encore réussi à se confier à quelqu'un et se demandent « qui va m'appuyer ? », « à qui je devrais faire confiance ? » Comme tu vois, elles ne sont pas dans un état pour prendre une décision. [...] Tu vois, ce n'est pas comme dans les centres de *counselling* dans les stations de police [Cellule d'aide et de soutien pour femmes] où les femmes qui y vont, elles ont certaines idées dans leur tête de ce qu'elles veulent, de pourquoi elles viennent et des problèmes qu'elles veulent régler.

Ainsi, selon elle, la majorité des femmes hospitalisées pour ce type de violence dans l'hôpital public où elles travaillent n'a ni cherché à obtenir ce genre de service, ni formulé l'intention d'obtenir de l'aide. C'est pourquoi Indrani et ses collègues s'assurent d'avoir le consentement des femmes avant de débiter leur intervention.

Comme ce sont les travailleuses sociales de l'organisation qui approchent les femmes et non le contraire, les locaux de l'organisation se retrouvent dans un lieu où des femmes en situation de violence domestique sont susceptibles de se présenter. Comme l'hôpital est souvent le premier point de services que les femmes vivant de la violence approchent⁸³, l'implantation des locaux du Centre au cœur d'un hôpital public est un choix stratégique des fondatrices de l'organisation.

Pour identifier les femmes qui sont hospitalisées pour cause de violence, chaque matin, approximativement à la même heure, une des conseillères se rend aux urgences dans la salle où sont conservés les dossiers pour éplucher ceux qui ont été enregistrés dans les dernières 24 heures. Elle les lit, prend en note ceux qui pourraient potentiellement être des cas de violence

⁸³ Selon le National Family Health Survey-III, publié en 2005, près de la moitié des femmes qui atterrissent à l'hôpital s'y présentent pour cause de violence.

domestique et identifie les cas où de l'aide juridique et des services de conseil pourraient être nécessaires. Les bons rapports que le Centre entretient avec le personnel médical, combinés aux formations qu'il lui offre, lui permettent d'obtenir la coopération des employés de l'hôpital. De ce fait, souvent, comme l'explique Indrani, « les médecins font une note au dossier pour dire que la femme a besoin d'assistance juridique ». Certains vont aussi inscrire une note lorsqu'ils ont recommandé une femme au centre de crise. Depuis plus de 15 ans, le personnel médical de cet hôpital public, allant des médecins aux préposés, est formé par le Centre pour déceler les signes de violence domestique et sexuelle. Il leur enseigne également l'approche et l'attitude à adopter envers ces femmes ainsi que les actions à prendre. Cette coopération avec le personnel hospitalier semble être une stratégie gagnante puisque, selon leur rapport de 2012, si 38 % des femmes enregistrées auprès du Centre l'approchent de leur propre initiative, 62 % d'entre elles s'y présentent après avoir été référées par le personnel de l'hôpital.

Si la grande majorité des employés de l'hôpital a reçu une formation, il est possible que certains signes de violence leur échappent. C'est pourquoi elles continuent d'examiner tous les dossiers médicaux des patientes. Pour identifier les femmes qui pourraient avoir besoin de services, il faut observer certains signes spécifiques, explique Indrani : « Bien sûr, il y a des signes visibles. Si elle a des bleus, des ecchymoses, des plaies, des marques de brûlures. On intervient aussi quand une femme a fait une tentative de suicide parce que souvent, mais pas tout le temps, c'est lié à de la violence qu'elle vit à la maison. » D'autres situations peuvent indiquer la présence de violence domestique sans que la présence de la femme à l'hôpital n'y soit directement reliée. Indrani en donne un exemple : « si une femme donne naissance et que son mari et sa belle-famille ne sont pas présents, que personne n'est là, ça peut aussi être un signe qu'elle vit de la violence à la maison. » Selon elle, l'absence de la famille à un moment si important peut symboliser la présence de conflits familiaux, et possiblement de violence. De ce fait, Indrani rappelle l'importance de « bien regarder le contexte dans lequel elle se présente ici [à l'hôpital] ». Au fil des années, elle a ainsi appris à déceler les signes révélateurs. Ainsi, en s'installant stratégiquement dans un hôpital public, le Centre rejoint un plus grand nombre de femmes. Tout comme ce dernier, la Cellule d'aide et de soutien pour femmes use d'une stratégie similaire pour approcher les femmes en situation de violence domestique.

5.1.2 Le Centre d'aide et de soutien pour femmes

Comme l'a constaté Gauri dans ces 15 ans de pratique à la Cellule d'aide et de soutien pour femmes, les femmes en situation de violence domestique approchent généralement une organisation par le « bouche-à-oreille ». Elles en entendent parler par des voisines, des amies, des collègues ou des membres de leur famille qui ont fait appel à ses services précédemment. Situés dans une station de police, les travailleuses et travailleurs sociaux de la Cellule peuvent plus facilement rencontrer des femmes vivant de la violence domestique. En effet, selon le dernier Family Health Survey, la station de police est pour plusieurs femmes l'un des premiers points de service qu'elles consultent après le réseau familial et communautaire lorsqu'elles tentent de se sortir de ce type de situation (IIPS 2017). En effet, comme l'explique Radhika, avocate spécialisée en droit des femmes, « dans le cas de violence physique, le réflexe de plusieurs femmes est d'approcher la police avant d'aller voir un avocat ».

Tout comme le Centre de service pour femmes de l'hôpital, la Cellule forme les policiers des stations de police où elle s'installe afin de les encourager à adopter une approche plus ouverte et sensible à l'égard des femmes vivant de la violence domestique, mais aussi dans le but que ces derniers prennent l'habitude de les référer à leur organisation. Ainsi, la formation est utilisée comme une stratégie pour changer à moyen long terme les mentalités au sein de l'organisation policière indienne, mais aussi pour permettre à la Cellule d'élargir la portée de ses services.

Le profil des femmes qui approchent la Cellule est différent de celui des femmes aidées par le Centre de service pour femmes de l'hôpital. En effet, comme elles se présentent directement à la station de police, elles sont à un stade plus avancé de leurs démarches pour se sortir du contexte de violence. Comme les services offerts à la Cellule sont gratuits, ce sont essentiellement des femmes de classe moyenne et de milieux plus pauvres qui les consultent. Les femmes de milieux socioéconomiques aisés n'utilisent que très rarement leurs services comme l'indique Gauri :

Les femmes de vraiment, vraiment haute classe ne sont pas vraiment à l'aise d'approcher la station de police. Elles vont peut-être préférer approcher la Cour

directement. Il y a aussi certains cas où elles vont approcher la police, mais pas à n'importe quel niveau. [...] Elles ne vont pas aller à la station de police, elles vont aller voir le commissaire, le sous-commissaire qui va les référer à une station de police. Les femmes de classe moyenne et de classe moyenne inférieure, elles, vont venir directement à la police. Les femmes aisées, elles, ont de l'argent et vont voir un avocat pour qu'il règle tout pour elles. Elles ne veulent pas aller devant la police à cause du stigmat.

Cet extrait souligne la différence qui existe entre les stratégies d'accès à la justice des femmes mieux nanties et celles moins fortunées. En effet, comme les premières possèdent des moyens financiers plus importants, et parfois un réseau de contacts plus influents, elles peuvent, par exemple, outrepasser certaines procédures lorsqu'elles émettent des plaintes auprès de la police (Basu, 2015) ainsi qu'avoir accès à des services d'avocats qui sont généralement coûteux.

En somme, pour donner accès aux femmes à leurs services, les répondantes usent de différentes stratégies. Le Centre de service pour femmes de l'hôpital et la Cellule d'aide et de soutien pour femmes ont, par exemple, fait le choix de s'implanter dans des lieux où les femmes dans cette situation risquent de se présenter. Ils ont établi des partenariats avec les institutions dans lesquelles ils se situent afin de joindre le plus de survivantes possibles. Si cette section s'est intéressée aux stratégies des travailleuses sociales pour maximiser le nombre de femmes qui ont recours à leurs services, la deuxième section du présent chapitre s'intéresse aux moyens qu'elles prennent pour leur donner accès à la justice.

5.2 Les services de *counselling* et les travailleuses sociales

En tant que centres de services, les organisations comme le Centre de service pour femmes de l'hôpital et la Cellule d'aide et de soutien pour femmes sont souvent l'une des premières agences ou l'un des premiers centres de services que les femmes en situation de violence domestique approchent lorsqu'elles cherchent à obtenir de l'aide. Pour beaucoup de celles qui ont fait le choix de franchir les portes de la station de police ou qui se sont retrouvées à

l'hôpital, elles sont dans une situation d'urgence. Comme l'explique Arushi, « les femmes dénoncent la violence que lorsque cette dernière atteint un tel niveau qu'elles craignent pour leur intégrité physique, ou pour leur vie »⁸⁴. Face à cette situation critique, les travailleuses sociales interrogées tentent d'offrir des solutions juridiques rapides. Elles développent donc, tant dans la sphère juridique formelle qu'informelle, des stratégies et des tactiques pour maximiser les chances de succès des recours entrepris ou à entreprendre des femmes qu'elles accompagnent. Or, comme aucune de ces sphères n'est « parfaite », elles font ce que l'anthropologue Srimati Basu appelle de la *strategic translation* (2006, 71) en se déplaçant, par exemple, d'une sphère à l'autre ou en combinant des éléments de ces deux domaines de droit afin de trouver des solutions optimales et adaptées à celles qu'elles soutiennent. Débutant par une définition de la profession du travail social par les répondantes en Inde, cette section présente deux moyens qu'elles ont développés pour donner accès à la justice aux femmes : le *counselling* individuel et le *joint counselling*.

5.2.1 La profession de travailleuse sociale : entre intervention et activisme

La profession de travailleur ou de travailleuse social(e) est définie par les répondantes comme une profession qui a pour but d'aider les personnes, les groupes et les communautés à accroître leur bien-être. En effet, en les aidant à développer leurs habiletés, elles leur donnent les outils pour résoudre leurs propres problèmes. Selon Gauri, travailleuse sociale, son rôle est donc principalement de rediriger les femmes qu'elle soutient vers les ressources dont elles ont besoin :

[...] La personne qui travaille [comme travailleuse sociale] c'est comme une gestionnaire de crise. Cette personne a beaucoup de ressources. Elle les connaît et quand une femme se présente, si elle a besoin de tel type de ressource, je peux la référer là-bas, je peux la référer à différents endroits. [...] Si elle veut divorcer, on l'aide. On lui demande ce qu'elle veut : une pension? On lui explique ce qu'elle a besoin. Si elle veut se réconcilier, on planifie aussi avec elle. Même si elle veut se réconcilier, on lui envoie un message clair qu'elle peut revenir [nous voir] quand elle veut.

⁸⁴ Différentes recherches portant sur l'expérience de la violence domestique chez les femmes en Inde constatent cette réticence à porter plainte. (Voir Sharma, 2005; Huma Ahmed-Ghosh, 2004).

De ce fait, comme le travail des répondantes est de répondre aux demandes des femmes et de les référer à d'autres services au besoin, elles doivent le faire en respectant les choix des femmes puisque leur travail est un travail d'accompagnement.

Or, les travailleuses sociales œuvrant dans les organisations affiliées au mouvement des femmes ne voient pas leur travail que comme une profession, mais l'associent plutôt à une forme d'activisme politique. Rapportant les propos d'étudiantes américaines en échange qu'elle a supervisé à la Cellule d'aide et de soutien pour femmes, Arushi raconte que « [l]es étudiantes américaines en échange disaient que la pratique du travail social là-bas est soit juridique soit clinique, mais que le travail social ici est tellement politique. » Elle explique cette différence par le fait que le travail social au sein du mouvement des femmes est associé à un activisme social et politique. Les deux sections suivantes présentent ainsi les deux principaux moyens mis de l'avant par les travailleuses sociales pour donner accès à la justice aux femmes dans le cadre de leur travail quotidien.

5.2.2 Le *counselling* individuel

C'est d'abord par les services de ce qu'elles appellent *counselling* individuel qu'elles mettent en place ces stratégies et ces tactiques. Au cœur des interventions du Centre de service pour femmes de l'hôpital et de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes, les services de conseil sont le cadre dans lequel se développe le plan d'accès à la justice pour chaque femme. La pratique du *counselling* n'inclut pas seulement des services juridiques, mais aussi un ensemble de services psychologiques et sociaux. Suivant une approche psychologique de type individuel, cette pratique demande à la professionnelle de travailler seule à seule avec la femme en situation de violence domestique. Il m'a été possible d'identifier six étapes aux services de *counselling* féministe individuel. La première est celle de la validation de l'expérience personnelle de la femme. La deuxième est la déconstruction de l'expérience de la violence comme étant individuelle et privée. La troisième celle de la prise en compte des forces de chaque femme. La quatrième est la mise sur pied d'un plan de protection contre la violence. La cinquième informe les femmes de leurs options juridiques dans le but de mettre

sur pied une stratégie d'accès à la justice. Finalement, la sixième concerne la production de preuves juridiques face à l'éventualité d'un recours juridique. Je vais reprendre ci-dessous chacune de ses étapes en détail.

5.2.2.1 Valider l'expérience de violence et apporter un soutien émotionnel

Lors de la première étape, les travailleuses sociales tentent de créer un lien de confiance avec ces femmes afin qu'elles puissent leur confier leur histoire. Conscientes de l'immense pression qui est mise sur les femmes qui vivent de la violence domestique afin de garder le silence, les répondantes utilisent différentes tactiques pour créer un environnement où elles peuvent se sentir à l'aise. Elles essaient donc le plus possible de rencontrer leurs clientes dans un endroit isolé. À la cellule de Dadar, à Mumbai, on rencontre seul à seul les femmes avec le travailleur ou la travailleuse social(e) dans un espace clos, où les policiers ne sont pas invités, à moins que leurs clientes l'aient demandé expressément. Or, comme l'indique Priya, travailleuse sociale, si certains des conseillers présents sont des hommes, elles s'assurent qu'il y ait en tout temps la présence d'au moins une conseillère dans le cas où une femme ne se sentirait pas à l'aise de se confier à un homme. De son côté, Indrani, travailleuse sociale, rencontre ses clientes seule à seule dans les petits locaux du Centre de service pour femmes de l'hôpital situés dans un hôpital. Or, lorsqu'elle doit rencontrer des patientes qui se retrouvent dans un état physique critique ou un état qui les empêche de se déplacer, elle demande aux infirmières de placer ces femmes dans une chambre individuelle afin d'assurer la confidentialité de la rencontre.

En tête-à-tête avec les femmes, les professionnelles leur expliquent tout d'abord la mission de l'organisation et s'assurent d'obtenir leur consentement avant de poursuivre l'intervention⁸⁵. Le *counselling* individuel commence par la validation de l'expérience de violence des

⁸⁵ Indrani, responsable au Centre de service pour femmes de l'hôpital, demande un consentement oral aux femmes. Demander leur consentement est primordial selon elle parce que la majorité d'entre elles ont approché le centre sur référence du personnel médical de l'hôpital et non pas à leur propre initiative. À la Cellule d'aide et de soutien pour femmes, les travailleuses ou travailleurs sociaux font remplir un formulaire qui stipule qu'elles acceptent de recevoir de l'aide de l'organisation.

femmes. Elle passe par une écoute attentive sans porter de jugements : « C'est important de ne pas les juger. Il faut créer un environnement de confiance avec elles », dit Gauri. De plus, Indrani ajoute qu'il ne faut surtout pas remettre en question le témoignage qu'elles livrent : « pendant la première rencontre, on ne doit pas chercher à vérifier la vérité dans ce qu'elle dit. On doit l'écouter. » Pour elle, tout comme pour Gauri, il est impératif que la relation qui se construit entre elle et la femme soit fondée sur la confiance. Afin de garder une trace écrite du témoignage des femmes, les répondantes la retranscrivent. D'ailleurs, elles encouragent les femmes, lorsque c'est possible, à écrire elles-mêmes l'histoire de la violence. De plus, afin d'avoir un portrait global de la situation de chacune d'entre elles, elles vont leur poser une série de questions plus spécifiques visant à comprendre qui elles sont, leurs origines culturelles et socioéconomiques ainsi que le ou les types de violence auxquels elles font face⁸⁶.

Cependant, il est important de préciser que si les travailleuses sociales apportent un soutien psychologique aux femmes à travers leur intervention, elles ne le considèrent pas comme un objectif central de leur travail. Selon Priya, elles n'en font pas une priorité parce que ce n'est pas une priorité des femmes : « [T]rès peu de femmes demandent la thérapie. Souvent, elles viennent directement après une agression. Leurs besoins ne sont pas la thérapie, elles ont probablement besoin de changer de maison, d'aide pour faire une plainte à la police. » C'est aussi ce que cet extrait tiré de l'entrevue avec Indrani illustre :

[...] [O]n n'utilise pas la thérapie du tout parce que pour faire des sessions de thérapie, il faut que les femmes viennent à certaines heures, il faut un rendez-vous. Parce qu'on est situé dans un hôpital, elle peut venir sous le prétexte de problèmes médicaux pour ses enfants, ou les siens ou d'autres proches. Elle peut venir à l'hôpital sous ce prétexte et venir nous voir, elle peut grouper les visites ensemble. Donc, elle n'a pas beaucoup de temps pour attendre ou nous parler.

Conscientes du fait que la mobilité de plusieurs femmes⁸⁷ est réduite, les conseillères du Centre de service pour femmes de l'hôpital tentent de réduire le plus possible la durée des

⁸⁶ Ces formulaires demandent des informations générales telles que le nom complet de la femme, son âge, sa religion, son niveau d'éducation, son statut matrimonial, la raison pour laquelle elle s'est présentée à l'hôpital ainsi que des questions portant sur la violence, y compris sur les types de violences auxquelles la femme fait face, le nom du ou des agresseur(e)s, les dates des épisodes de violence, etc.

⁸⁷ Les déplacements des femmes sont contrôlés par le mari et, dans certains cas, par la belle-famille également. Selon les répondantes, si le contrôle de la mobilité des femmes est une réalité davantage présente en milieu rural, elle l'est également en milieu urbain.

séances de conseil afin d'éviter « d'éveiller les soupçons » et d'accroître leur vulnérabilité face à la violence⁸⁸. De ce fait, de par leur localisation, les deux organisations joignent plus souvent des femmes en situation de crise. L'urgence de leur condition commande donc une intervention davantage axée sur des solutions pratiques afin d'assurer leur sécurité physique et matérielle ainsi que celle de leurs enfants. Passons donc à la deuxième phase de l'intervention des professionnelles.

5.2.2.2 Déconstruire l'expérience individuelle de la violence

La seconde partie de l'intervention vise à déconstruire l'expérience de violence comme étant individuelle et privée. Pour ce faire, elles présentent d'abord aux femmes certains principes et certaines valeurs du *counselling* féministe afin de leur faire comprendre qu'elles ne sont pas individuellement responsables de la violence qu'elles vivent. Indrani donne quelques exemples des notions qu'elle tente de transmettre aux patientes de l'hôpital :

On donne certains messages aux femmes qui viennent nous voir. Par exemple, la violence ce n'est pas de sa faute. Puis [on leur explique] comment la violence contre les femmes est en quelque sorte le produit du pouvoir et du contrôle que les hommes utilisent sur les femmes et comment le patriarcat existe aussi dans notre pays et comment la violence est un produit du patriarcat.

Arushi et Priya insistent aussi sur l'importance de faire comprendre que la violence domestique n'est pas un problème personnel, mais un problème collectif issu des inégalités présentes dans la société. « On les aide à comprendre les causes profondes de cette violence », précise Priya. Les messages qu'elles transmettent aux femmes en situation de violence domestique suivent les valeurs et les principes que se sont donnés les activistes du mouvement des femmes de Mumbai présentés au chapitre précédent. Ceci conclut donc la deuxième étape de l'intervention des répondantes.

⁸⁸ La mobilité des femmes est souvent très surveillée, et donc limitée, selon Indrani : « Comme la mobilité des femmes est très restreinte, elles se font souvent questionner : où vas-tu, qu'est-ce que tu fais, avec qui es-tu, pourquoi es-tu si en retard. Même au téléphone, ils [sa belle-famille] vont lui demander avec qui elle parle, pourquoi elle parle aussi longtemps. Ils n'aiment pas qu'elle visite sa famille natale ou des membres de sa famille natale. » Ainsi, c'est pourquoi elle tente de faire entrer son intervention à l'intérieur d'une période de 45 minutes, maximum une heure.

5.2.2.3 Prendre en compte les forces des femmes

La troisième étape cherche ensuite à faire ressortir les forces de chacune des femmes. Lors de cette étape, les travailleuses sociales vont chercher à découvrir les stratégies, les tactiques et les mécanismes de défense élaborés par les femmes pour faire face à la violence. Pour ce faire, il faut, selon Priya, regarder la femme comme une « experte » :

Elle sait comment survivre. Par exemple, elle demande l'aide de sa mère pour survivre ou, chaque fois qu'il devient fou et vient pour la battre, elle va chez une amie. Donc, tu renforces les approches qu'elle a déjà et tu lui dis qu'on peut enregistrer une demande sous le PWDVA [écrire au long] et passer par le système juridique parce qu'il ne peut plus te frapper ni te jeter hors de la maison. Alors, on trouve des remèdes pour elle à partir des techniques qu'elle utilise.

En cherchant à comprendre leurs tactiques quotidiennes de survie à la violence, les répondantes déconstruisent la vision de la femme en situation de violence domestique comme « victime sans défense » qui circule dans les discours populaires.

Par ailleurs, cet intérêt porté aux solutions développées par les femmes fait écho au principe de reconnaissance de l'agentivité mis de l'avant par les activistes du mouvement féministe dans leurs discours. Ainsi, en cherchant à identifier les tactiques que les femmes mettent en place au quotidien, les répondantes peuvent à la fois les aider à formuler des solutions qui en tiennent compte et renforcer les tactiques qu'elles ont développées. Passons donc à la quatrième phase de l'intervention des professionnelles.

5.2.2.4 Formuler un plan de sécurité

Conscientes que la plupart des femmes qui les approchent ne veulent pas ou ne sont pas prêtes à quitter la maison maritale, les travailleuses sociales offrent des pistes de solution qui prennent en compte cette réalité. La quatrième étape de l'intervention, la mise sur pied d'un *safety plan* répond directement à ce besoin. Définie par les répondantes comme un plan pour échapper à la violence de l'agresseur, cette étape de l'intervention précède souvent celle de la

mise en place de stratégies d'accès à la justice. Pour les répondantes, elle est urgente et vitale, car une telle planification est nécessaire pour assurer la sécurité de la femme lors des prochains épisodes de violence. De ce fait, ce plan est généralement mis en place lors des premières séances de conseil, si ce n'est pas lors de la première.

Lorsqu'elles tentent d'établir un *safety plan*, les travailleuses sociales apprennent aux femmes des méthodes de base d'autodéfense physique non violentes. Indrani donne quelques exemples de techniques qu'elle enseigne :

On lui dit de ne pas être violente avec l'agresseur parce que la violence peut dégénérer. [...] Tu vois, elle a le droit d'être en sécurité. On lui dit d'attraper la main de son agresseur, de le repousser, de crier pour de l'aide, de sortir de la maison et, si les enfants sont là, d'envoyer les enfants hors de la maison pour demander de l'aide. Chaque femme est maîtresse de sa situation. Alors on leur dit qu'elle peut éventuellement savoir quand la violence va commencer et, avant qu'elle commence, de s'enfuir pour un moment et de revenir quand la situation s'est calmée.

En plus de leur enseigner des techniques d'autodéfense, elles leur recommandent aussi d'avoir prêt en tout temps un sac avec quelques habits, leurs documents d'identité et leurs bijoux afin de pouvoir quitter rapidement la maison. Ainsi, bien que les répondantes disent être conscientes que les méthodes d'autodéfense non violentes seules ne peuvent pas mettre un frein à la violence à long terme, elles indiquent toutefois que ces tactiques peuvent dans une certaine mesure aider à protéger l'intégrité physique des femmes.

La seconde partie du plan de sécurité est l'identification des membres du réseau de soutien de la femme, tels que des membres de sa famille natale ou des ami(e)s, qui pourraient éventuellement lui venir en aide. Par exemple, Indrani raconte que parfois, lorsque les parents de la femme ou ses amis sont réticents à offrir leur aide et que la femme lui en fait la demande, elle les contacte directement. Lorsqu'elle les appelle, elle essaie donc de leur faire comprendre que refuser d'accompagner leur fille contribue à la perpétuation de la violence : «je leur dis "d'une certaine façon, ne pas aider votre propre fille qui vit de la violence de son mari, ne pas la soutenir, c'est de la violence indirecte" ». Cependant, si la femme n'a pas de réseau de

soutien à proximité, les travailleuses sociales leur donnent les coordonnées de refuges pour femmes les plus près de chez elles⁸⁹.

5.2.2.5 Informer les femmes des différentes options accessibles

La cinquième étape de l'intervention vise à informer les femmes des différentes options juridiques disponibles. À cette étape, les répondantes leur expliquent quels sont leurs droits ainsi que quelles sont les protections juridiques qui leur sont accessibles. Avant de les référer à quelque service que ce soit, elles s'assurent que les femmes connaissent les options existantes, explique Gauri :

Elle doit connaître ses droits. Une des choses qu'on fait, c'est lui expliquer, c'est un peu comme de l'aide précontentieuse. On lui explique comment ce serait si elle allait à la station de police, quels droits elle peut demander si elle y va. Ensuite, si elle pense aller chercher de l'aide juridique, si elle va utiliser la loi, on lui explique le chemin, ce qu'elle va voir en cour, quels sont ses droits.

Or, elles ne suggèrent pas à toutes les femmes de présenter un recours formel auprès d'une cour puisqu'il est très difficile de gagner sa cause. En effet, comme le dit Leela, il faut à la fois une preuve solide et la présence d'un juge « qui n'a pas une attitude patriarcale ». D'ailleurs, en Inde, seule une minorité de juges sont des femmes⁹⁰. Cette dernière rappelle d'ailleurs que ce n'est qu'une minorité de femmes qui vont aller en cour en raison des coûts, de la lenteur du système, mais aussi des conséquences négatives que ce recours peut avoir sur l'honneur familial.

De plus, selon elle, dénoncer la violence devant une cour de justice est non seulement considéré comme une rupture avec l'image de la « bonne épouse passive », mais aussi comme un « grave affront à la famille », cette « unité sacrée ». Les interlocutrices affirment que c'est

⁸⁹ Cependant, comme ces centres ne sont pas dans un très bon état, les répondantes ne recommandent les femmes à ces endroits qu'en dernier recours.

⁹⁰ Seulement 27% des juges des tribunaux de première instance sont des femmes en Inde (Vidhi Centre for Legal Policy 2018). Ce chiffre est le même pour l'état du Maharastra. Leur représentativité est encore plus faible dans les tribunaux supérieurs. Au niveau des High Courts, elles sont seulement 11% en Inde, mais elles sont un peu plus à la High Court de Mumbai, où elles représentent 14% des juges qui y siègent (Ministry of Law and Justice 2014). Toutefois, à la Cour suprême, elles ne sont que 9% des juges (Ministry of Law and Justice 2014).

dans le but d'éviter de causer un fractionnement de la famille que les femmes préfèrent se tourner vers des recours informels. De ce fait, pour répondre à cette demande, les travailleuses sociales de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes offrent des services de médiation maritale au sein de leur organisation. C'est moins le cas au Centre de service pour femmes de l'hôpital, indique toutefois Indrani, puisque seul un faible nombre des femmes qui consultent l'organisation se disent prêtes à tenter toute forme de démarche de résolution de conflit. Or, peu importe l'option choisie par les femmes, les travailleuses sociales encouragent chacune d'entre elles à produire des preuves papier de la violence au cas où elles désireraient, un jour, tenter des procédures juridiques. Cette étape finale de l'intervention sera présentée dans la prochaine sous-section.

5.2.2.6 Produire des preuves juridiques de la violence

La sixième et dernière étape concerne la production de preuves juridiques de la violence. Selon Indrani, documenter et produire des preuves est primordial pour une femme qui désire tenter un recours : « les recours juridiques peuvent être utilisés, mais seulement si la femme a des preuves solides. Si ce n'est pas le cas, c'est un défi. Le système juridique n'est pas sympathique avec les victimes ». Ainsi, produire des preuves est une stratégie centrale des travailleuses sociales pour donner accès à la justice, et elles le font presque systématiquement avec toutes les femmes qu'elles aident : « C'est dès le début de notre intervention qu'on va chercher des preuves. Même si la femme n'est pas prête ou ne veut pas du tout aller à la cour, on l'encourage à enregistrer un FIR⁹¹ à la station parce qu'on lui dit "on ne sait jamais, un jour tu pourrais en avoir besoin". », explique Indrani.

En raison de leur localisation dans les stations de police et de leurs liens avec les policiers, les travailleuses sociales de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes peuvent s'assurer que les policiers enregistrent un *First Information Report* (FIR) après avoir reçu une plainte d'une

⁹¹ Un FIR est l'acronyme pour *First Information Report* et désigne le premier rapport d'incident. Il est préparé par un policier lorsqu'il reçoit de l'information sur une infraction criminelle sanctionnée par la loi. Le plus souvent, un FIR est rempli suite au dépôt d'une plainte par la victime de l'acte.

femme qui consulte l'organisation. D'ailleurs, il arrive que les répondantes accompagnent les femmes dans leurs démarches auprès de ces hommes en position d'autorité. Perçus négativement par la population en général, notamment en raison de la corruption qui est bien implantée dans l'institution policière⁹², ses représentants n'inspirent pas confiance (Bates, 2013). Les femmes, en tant que groupe marginalisé, entretiennent des rapports difficiles avec les policiers qui les découragent souvent à porter plainte. D'ailleurs, les dernières statistiques disponibles du National Family Health Survey illustrent bien cette réalité puisque seulement 2 % des femmes alléguant avoir été victime de violence domestique disent avoir approché une station de police (2007).

En tant qu'institution patriarcale, la police peut être hostile envers celles qui viennent dénoncer la violence domestique parce que cette action vient remettre en cause la sacralité de l'espace familial et marital et les rapports de pouvoir en son sein. Leela, jeune avocate féministe, explique qu'« ils ont tendance à rejeter le blâme sur la femme en lançant des commentaires du type : « Et alors? Il est ton mari, il a le droit de te battre. », renforçant ainsi l'idée que la violence et le pouvoir du mari sur sa femme sont légitimes. De ce fait, en coopérant stratégiquement avec les policiers, les travailleuses sociales de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes s'assurent que les FIR des femmes soient bien enregistrés et encouragent un changement d'attitude chez les policiers⁹³.

Comme les femmes qui consultent le Centre de service pour femmes de l'hôpital sont des patientes de l'hôpital, Indrani les encourage à obtenir un rapport médical au cours de leur séjour pendant que les marques de violence physique sont encore apparentes :

[S]i elle est venue à l'hôpital pour de la violence, elle devrait faire ses papiers médicaux légaux. Alors on lui dit que c'est important. Si elle ne s'est pas présentée à nos bureaux avec ses papiers, on lui dit de les faire faire pour la prochaine fois [en parlant de la prochaine rencontre]. Elle doit le faire vite parce qu'après une semaine ou deux, les bleus vont avoir disparu.

⁹² Voir S. Anjaria, « Ordinary states: Everyday corruption and the politics of space in Mumbai », *American Ethnologist*, vol. 38, n° 1, 2011.

⁹³ D'ailleurs, contrairement aux autres répondantes, celles qui travaillent à la Cellule d'aide et de soutien pour femmes ont une image beaucoup plus positive de la police en raison de cette collaboration. Elles affirment avoir l'appui des policiers dans leurs demandes et ne pas faire face à l'attitude hostile que les autres répondantes décrivent.

Le rapport médical est une preuve formelle de violence domestique que la femme pourra éventuellement soumettre aux policiers si elle décide d'enregistrer un FIR ainsi qu'au juge dans un recours criminel ou civil. Généralement, explique Indrani, dans une discussion informelle, les médecins qui, lors de l'examen de la patiente, détectent un cas de violence domestique écrivent un rapport médical de violence domestique et soumettent une copie du document à la femme avant de la référer au Centre de service pour femmes de l'hôpital. Ainsi, la relation de coopération que l'organisation entretient avec le personnel médical de l'hôpital lui permet d'obtenir plus facilement des preuves de la violence.

De plus, les travailleuses sociales demandent aussi aux femmes de se procurer des copies de documents qui pourraient être utiles dans un recours, tels que les pièces d'identité des époux, le certificat de mariage ou les photos de mariage⁹⁴. Si elles veulent obtenir une pension, elles leur demandent de fournir le nom de la compagnie pour laquelle travaille le mari ainsi que son salaire⁹⁵. Gauri leur suggère d'ailleurs de réunir ces preuves avant de quitter la maison :

[...], si elle reste dans la maison, elle a accès à beaucoup de choses. Mais quand elle n'est plus dans la maison, elle n'y a plus accès. Je lui dis : « Peut-être que tu ne veux pas quitter la maison ou tenter une action juridique maintenant, mais tu pourrais en avoir besoin dans le futur. Alors tu devrais rassembler ces preuves. »

Si elles demandent généralement aux femmes de conserver les originaux des documents dans un endroit sûr chez une personne de confiance, les activistes gardent aussi des copies dans leurs bureaux. Conscientes qu'il peut s'écouler plusieurs années entre le moment où la femme approche leurs bureaux et celui où elle se dit prête à tenter un recours, les travailleuses sociales du Centre de service pour femmes de l'hôpital et de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes conservent soigneusement tous leurs dossiers⁹⁶. Après avoir détaillé les modalités du *counselling* individuel adressé à la femme, la seconde partie s'intéresse au *joint counselling* qui s'adresse aux époux.

⁹⁴ Encore aujourd'hui, beaucoup de mariages ne sont pas enregistrés au registre de l'état civil. Ainsi, les photos de mariage sont généralement acceptées par les juges comme une preuve du mariage (Malini).

⁹⁵ Or, certaines répondantes constatent que comme beaucoup d'hommes travaillent dans le secteur informel, il est parfois difficile pour les femmes d'avoir accès à cette information.

⁹⁶ C'est d'ailleurs ce qu'affirme Gauri : « On ne ferme jamais un dossier. Une femme peut revenir dans 15, 20 ans, et son dossier sera toujours là. »

5.2.3 « Joint counselling » : négocier entre époux pour mettre fin à la violence dans l'informalité

Pour beaucoup de femmes, emprunter la voie judiciaire est synonyme de tensions entre elles et les membres de leur parenté, de déshonneur familial ainsi que de stress économique et émotionnel comme l'explique le second chapitre. De plus, les croyances idéologiques entourant la sacralité du mariage et la reconnaissance sociale du mariage sont internalisées par les femmes et jouent un rôle important dans leur réticence à tenter un recours judiciaire. Comme l'indiquent les études réalisées auprès de femmes indiennes ayant connu de la violence domestique présentées au chapitre 2, plusieurs des femmes rencontrées par les répondantes n'ont aucune intention de se séparer ni de divorcer, mais cherchent plutôt à trouver des solutions à la violence à l'intérieur du mariage. En effet, comme Gauri l'indique : « pas toutes les femmes sont prêtes et veulent quitter la maison ». Au contraire, elle précise qu'« elles veulent toujours tenter le coup. C'est seulement si la réconciliation ne fonctionne pas qu'elles vont essayer d'autres options ». Conscientes de cette réalité, les travailleuses sociales leur offrent des services de *joint counselling*, une alternative aux recours formels.

Elles définissent ces services de conseils conjugaux comme un processus par lequel elles guident les deux époux dans la négociation de solutions face au problème de la violence domestique. Elles utilisent le terme de « facilitatrice » pour définir leur rôle dans ces séances. La travailleuse sociale qui accompagne le couple a un rôle semblable à celui d'un médiateur qui encadre les discussions et les négociations. Or, contrairement au médiateur qui, droit formel, se doit d'agir avec impartialité, les activistes affirment être partiales dans leur intervention. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Arushi dans cet extrait : « On prend la défense de la femme. C'est vraiment clair, c'est une cellule pour les femmes [la Cellule d'aide et de soutien pour femmes]. C'est pourquoi on ne fait pas de la médiation, mais du *counselling*. En identifiant leurs services comme féministes ou pro-femmes, les répondantes ont pour objectif de protéger les intérêts des femmes et d'établir des rapports de pouvoir plus égalitaires entre les époux.

Offrant un forum de résolution de conflit hors du système juridique étatique, les services de *joint counselling* du mouvement des femmes s'inscrivent dans les modes alternatifs de résolution de conflit (MARC). Certains MARC sont formels, c'est-à-dire qu'ils sont mis en place directement et administrés par l'État tels que les Family Courts⁹⁷. Ils peuvent aussi être informels ou, autrement dit, issus et gérés par des membres ou groupes de la société civile (Galanter, 2009), tels que les services de conseils conjugaux mis en place par le mouvement des femmes.

Si le Centre de service pour femmes de l'hôpital et la Cellule d'aide et de soutien pour femmes sont deux organisations issues d'une collaboration entre la société civile et l'État, leurs interventions semblent s'inscrire davantage dans la catégorie « informelle » des MARC. D'ailleurs, c'est dans cette catégorie qu'Arushi classifie leurs services :

À la Cellule d'aide et de soutien pour femmes, on utilise la localisation stratégique de la station de police, mais les travailleuses sociales sont toujours en périphérie du système. [...] on n'est pas des employés réguliers du gouvernement, on n'est pas de la police. Ça nous permet de faire notre travail avec autonomie. Si tu entres trop dans le système, le système peut te prendre.

Cet extrait illustre bien la relation complexe et dynamique qu'entretiennent les organisations de la société civile avec l'État indien expliquée au chapitre 1. Le pluralisme juridique indien, qui est caractérisé par une porosité des ordres juridiques, permet de comprendre qu'il soit parfois difficile de définir à quel ordre juridique appartient une organisation ou un service. Cette porosité s'est accentuée avec le phénomène d'« NGOisation » des services sociaux dans les années 1990 (Ferguson et Gupta, 2002), une période où l'État indien s'est réorienté vers le libéralisme économique donnant par la même occasion plus de pouvoir aux organisations issues de la société civile en matière de services sociaux. Pour expliquer cette nouvelle relation entre l'État et la société civile, Gopika Solanki utilise les concepts de « centralisation » et de « décentralisation » (2013 : 49). Reprenant ces concepts, force est de constater que, dans le cas des organisations du mouvement des femmes, les activistes

⁹⁷ Tel qu'indiqué au chapitre 4, les cours familiales ont été créées par une loi, le *Family Court Act*, en 1984. Cette loi prévoit la possibilité d'avoir recours à la médiation devant un conseiller ou un juge de la cour.

encouragent une décentralisation des services puisqu'elles veulent en contrôler le contenu. Toutefois, elles font aussi la promotion d'une certaine centralisation de ces services en faisant pression sur les différents paliers gouvernementaux pour que leurs projets soient financés. Malgré cette porosité, ces organisations appartiennent davantage à la sphère informelle, car elles ont été construites et sont administrées dans cet espace et que l'aspect formel se limite principalement à leur financement.

En Inde, les MARC informels sont généralement préférés aux forums de résolution de conflit mis sur pied par les institutions formelles. C'est une réalité tant en milieu rural qu'en milieu urbain parce qu'ils permettent la résolution du conflit à une plus petite échelle, tout en respectant les normes communautaires et en minimisant le temps et l'argent investis dans le recours (Baxi et Galanter, 1989). Cherchant à protéger leur mariage et la sacralité de la famille, les femmes en situation de violence domestique approchent ce type de forum dans l'optique de résoudre leur conflit à la plus petite échelle possible⁹⁸, expliquent plusieurs répondantes.

Cependant, les services de *joint counselling* ne sont pas offerts exclusivement par les organisations du mouvement des femmes. Il existe un certain pluralisme au niveau de l'offre de ces services. Différents types d'organisations ou d'institutions mettent en place des forums informels de résolution de conflits conjugaux. Or, ceux-ci n'ont pas nécessairement une approche pro-femme comme l'explique Arushi :

Beaucoup d'organisation font du *counselling* : des ONG, des partis politiques le font. S'il est fait par une personne patriarcale, par une organisation qui prône des « valeurs familiales », par une organisation religieuse ou une caste *panchayat* ou la communauté élargie qui est elle-même patriarcale en ce moment, le *counselling* va être orienté d'une certaine façon où on va chercher à réconcilier les parties parce qu'on veut garder la famille ensemble.

Ainsi, dans ces forums dits plus « traditionnels », tels que les *panchayats*, les femmes sont souvent défavorisées puisqu'ils ont tendance à encourager la reproduction des rapports de pouvoir existants (Solanki, 2011; Basu, 2015).

⁹⁸ Voir aussi Grover, 2011; Solanki, 2011; Basu, 2015.

Les répondantes critiquent les *panchayats* pour l'accent qui est mis sur la préservation de la sacralité de la famille au détriment de la protection des droits des femmes comme l'illustrent ces propos de Radhika, avocate :

Les services de conseil qui suivent les préceptes patriarcaux frustrant la victime. Généralement, dans ces sessions de *counselling*, la femme est encouragée à laisser tomber une partie de l'argent qu'elle demande pour sa pension alimentaire ou de laisser tomber les revendications sur certains bijoux ou même de laisser tomber certains amis pour résoudre le conflit. Selon moi, c'est contre les principes de la justice. Si c'est la femme qui poursuit et que c'est elle qui doit laisser tomber certaines demandes, certains biens, bien la justice n'a pas été servie!

Or, Radhika ne rejette pas l'utilisation des services de *joint counselling* parce qu'elle croit que le sentiment de justice ne peut être atteint par ce forum puisqu'il met l'accent sur le compromis des femmes. Ainsi, lorsqu'elle recommande ce type de service à ses clientes, elle les envoie généralement à la Cellule d'aide et de soutien pour femmes puisque les travailleuses et travailleurs sociaux présents sont formés pour prendre en compte la position désavantagée des femmes et pour créer un contexte de négociation où les rapports de pouvoir sont davantage équilibrés.

Le *joint counselling* mis en place par les organisations issues du mouvement des femmes se démarque par son approche féministe, qui prend en compte les rapports de pouvoir existants afin de les déconstruire. Comme elles travaillent pour les femmes, jamais elles ne vont les forcer à négocier avec leur mari. Elles peuvent leur présenter l'option du *joint counselling*, mais elles vont attendre que les femmes leur en fassent la demande avant d'inviter le mari à s'asseoir à la table de négociations. Avant de rencontrer le mari, la travailleuse sociale s'assoit avec la femme pour établir avec elle une liste des éléments qu'elle aimerait traiter lors des négociations. C'est ce qu'explique Indrani dans cet extrait :

Si une femme vient et dit : « je veux que tu appelles mon mari et qu'on ait un *joint meeting*, il y a certaines choses à établir avant. [...] Elle doit faire preuve de courage et s'adresser directement à lui devant moi pour parler de la violence qu'elle vit. Nous, on facilite ça. On lui demande d'écrire ce qu'elle veut de ce *joint meeting*, ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas. Par exemple, si elle a 10 points, combien sont non négociables? Combien elle peut négocier avec son mari?

Ainsi, les travailleuses sociales aident les femmes à formuler leurs demandes afin de rééquilibrer les rapports de force lors des séances de *joint counselling*.

Au Centre de service pour femmes de l'hôpital, ces services prennent une place moins importante que dans la Cellule d'aide et de soutien pour femmes. Cette différence est directement liée à leur localisation. En effet, les femmes que rencontre Indrani dans les petits locaux du Centre ne sont pas nécessairement prêtes à entreprendre des démarches d'accès à la justice puisque, pour plusieurs d'entre elles, c'est l'organisation et non elles qui les a approchées. Ainsi, comme l'a souligné Indrani, ce n'est qu'un faible nombre d'entre elles qui demande la tenue de rencontres avec le mari. Pour cette raison, les prochains paragraphes mettent davantage l'accent sur les services de *joint counselling* de la Cellule.

Une fois que la femme formule une demande pour obtenir ces services, la travailleuse sociale de cette organisation envoie une lettre formelle par la poste au mari et l'invite ainsi à la rencontrer dans les bureaux de la station de police à laquelle l'organisation est attachée. À la réception de cette lettre, la grande majorité des hommes s'y présente. En effet, « comme l'adresse de retour, c'est écrit station de police, ils ont peur d'être réprimandés s'ils ne viennent pas, alors la plupart viennent », explique Gauri. Ainsi, bien que les travailleuses sociales de la Cellule d'aide et de soutien pour femmes ne peuvent demander aux policiers de contraindre le mari à se présenter à leurs bureaux, leur présence dans la station de police donne l'illusion que l'organisation possède un pouvoir coercitif qui encourage la coopération des hommes.

Lors de la première séance de *counselling*, la travailleuse sociale rencontre l'homme seul. Si elle écoute son point de vue sur les faits, elle cherche aussi à lui faire comprendre que la violence domestique est un crime au sens de la loi, comme l'explique Gauri :

On lui dit qu'on n'est pas la police, mais des travailleuses sociales de formation. On l'écoute, on attend sa perspective par rapport à la violence, ce qu'il pense, ses justifications. On essaie de ne pas juger. On lui dit que ce qu'il fait est mal, mais que lui n'est pas une mauvaise personne pour autant. On lui dit par contre que la violence qu'il commet viole ses droits [de son épouse] et que c'est un crime. [...] On lui dit que dans une station de police, si tu l'as frappé, c'est un crime. On lui dit que ce que tu as fait est un crime peu importe la raison pourquoi tu l'as fait.

Expliquer l'illégalité des actions commises alors que le conjoint violent est assis dans un poste de police donne un certain poids au message de la travailleuse sociale. En effet, la proximité de l'organisation avec les policiers suggère à l'homme que des accusations criminelles pourraient être éventuellement portées contre lui.

Si les répondantes reconnaissent l'importance de la famille élargie dans les conflits conjugaux, elles préfèrent néanmoins limiter leur intervention au mari même si parfois certains autres membres de la famille élargie sont responsables de la violence. Elles justifient ce choix par la composition des relations de pouvoir au sein de la parenté indienne en général. Par exemple, Gauri affirme : « on croit que l'homme de la maison détient les pouvoirs et que c'est ce déséquilibre des pouvoirs qui cause la violence ». Ainsi, comme les femmes sont subordonnées aux hommes dans l'espace familial, les répondantes travaillent prioritairement auprès de ceux-ci afin de rétablir un équilibre des pouvoirs.

Lorsque le processus de *joint counselling* débute, la femme présente à son mari les demandes qu'elle a préparées avec la travailleuse sociale qui l'accompagne. Dans cet extrait, Gauri donne quelques exemples de demandes :

Dans le cas où elle veut partir, elle peut demander d'avoir certaines choses, comme avoir son *stridhan*⁹⁹. Elle peut demander une pension. Elle peut en demander une pour ses enfants aussi s'ils sont avec elles. Si elle veut rester à la maison et que, par exemple, elle a déjà été jetée hors de la maison, elle peut demander des garanties qu'il ne le fera plus.

Certaines femmes peuvent à ce stade choisir de ne pas divorcer officiellement, mais de se séparer. À ce moment, la travailleuse sociale peut l'aider à obtenir une pension pour subvenir à ses besoins essentiels et à ceux de ses enfants. D'autres femmes cherchent plutôt à trouver une solution au sein de leur mariage. Selon plusieurs répondantes, la crainte d'être mise à la porte de leur maison est importante. En effet, en Inde, la propriété appartient exclusivement à

⁹⁹ Selon les écrits juridiques anciens, la dot ou le *stridhan*, est la propriété exclusive de la femme et, donc, peut être vu comme une sorte d'héritage (Bates, 2013). En théorie, elle peut la garder en cas de divorce.

l'homme, la femme n'a aucun droit de propriété ni de droit de créance sur ce bien¹⁰⁰. Par contre, la *Protection of Women against Domestic Violence Act* (PWDVA) permet aux femmes de demander un droit temporaire de résider dans la maison conjugale. Le PWDVA¹⁰¹ est parfois utilisé lors de ces négociations, à la suggestion des travailleuses sociales, afin d'appuyer leur demande de résidence auprès de leur mari. Ainsi, bien que les négociations se produisent dans un cadre informel, les protections juridiques formelles sont utilisées par les répondantes pour avantager les femmes dans le processus de négociation de leurs droits.

Ce processus de négociation, comme l'indique Gauri, peut être rapide, mais aussi très long : « On ne sait jamais d'avance. Un couple peut avoir besoin d'une, de deux ou de dix séances. Ça dépend toujours du cas et du degré de coopération du mari. » Or, lorsque le processus est terminé, un document papier est rédigé pour certifier l'accord obtenu lors des négociations, explique Gauri ci-dessous :

S'ils arrivent à un accord, on encourage fortement le mari à écrire un *insurance paper*. Donc, tout ce qu'ils ont décidé, il doit l'écrire ainsi que mettre sur papier qu'il n'y aura plus de violence de sa part et qu'ils vivront en paix. S'il accepte par exemple de lui donner une pension, il l'écrit et note le montant. Ça peut être utile pour plus tard parce que c'est le début. Il peut lui donner, mais plus tard s'il arrête, on peut suggérer à la femme d'aller en cour, à la cour familiale. [...] il doit ensuite écrire qu'il est d'accord et signer le document. On conserve l'original du document et on donne une copie à chaque époux.

Ce document est en quelque sorte un contrat unilatéral, car il n'engage que la volonté d'une seule partie. S'il n'est pas juridiquement contraignant pour l'homme qui le signe, le document

¹⁰⁰ Comme l'explique l'avocate spécialisée en droit de la famille, Malini, « si la propriété maritale n'est pas aussi au nom de la femme, comme c'est souvent le cas, elle ne peut pas avoir de droit de propriété. Il n'existe pas en Inde de concept de division du patrimoine familial en part égale entre conjoints mariés. »

¹⁰¹ En 2014, au Maharashtra, il y a eu une remise en question du rôle des organisations du mouvement des femmes, de leur compétence à offrir des services de conseil avant le début de la procédure judiciaire du PWDVA et de la pertinence de cette pratique. En raison de critiques qui affirment que le *counselling* renforce le patriarcat et la violence en encourageant les femmes à se réconcilier (Agnes et D'Mello, 2015), le Department of Women and Child Development, dans la lettre circulaire du 24 juillet 2014, circonscrit le pouvoir de ces organisations en affirmant qu'elles sont uniquement autorisées à informer les femmes de leurs droits, à les aider à accéder les services juridiques, médicaux et sociaux et à les soutenir dans leurs démarches juridiques (Solanki et Gangoli, 2016). Cependant, suite à une pétition soumise par des institutions universitaires et des activistes féministes¹⁰¹, la High Court de Mumbai retire cette interdiction indiquant que les différentes agences, que ce soit les *Protection Officers*, les ONG ou la police, peuvent faire du *counselling*, y compris des séances de *joint counselling* ou de médiation puisque leur interdire limite la portée du PWDVA (Solanki et Gangoli, 2016).

est vu comme tel par le signataire. En effet, en Inde, comme l'explique Priya informellement, demander de signer un document est considéré comme un acte important, particulièrement chez les personnes moins éduquées.

De plus, selon Gauri, le lieu dans lequel est signé ce document a aussi des conséquences. « [C]e contexte donne l'impression aux hommes qu'ils sont contraints de respecter leur engagement », dit-elle. Sur le document est apposé un timbre étatique officiel qui donne une illusion de formalité au document. Cette stratégie d'apposer un timbre de l'État a aussi été observée dans une recherche de terrain auprès d'une organisation de femmes de la région rurale d'Udvada, au Gujarat, en 2014¹⁰² (Viau-Tassé, 2014). Néanmoins, si le document « d'assurance » signé par l'homme n'a pas de pouvoir contraignant, il peut être présenté en cour. Selon Gauri, il pourrait par exemple être utilisé pour calculer le montant de la pension réclamée par la femme. En effet, comme une partie importante de la population travaille dans le secteur informel (Mohanty, 2013), il est souvent difficile d'établir clairement les revenus financiers de l'homme. Ainsi, Gauri croit que ce document peut effectivement « aider la Cour à savoir ce qu'il est capable de payer et combien il est payé puisque s'il s'est engagé à verser X, c'est bien parce qu'il en avait les moyens. » De ce fait, la signature du *insurance paper* par l'homme peut éventuellement devenir un outil d'accès à la justice dans un cadre judiciaire.

Cette stratégie informelle que les travailleuses ont développée utilise un symbole étatique, le timbre, pour donner un semblant de pouvoir contraignant au contrat qu'elles font signer à l'époux violent. De ce fait, profitant de la porosité des ordres juridiques pour maximiser l'accès à la justice aux femmes, elles créent ce que de Sousa Santos appelle des « hybrides juridiques » ou, autrement dit, de nouvelles options juridiques hybrides (2006 : 46).

Avec l'autorisation des femmes, les répondantes vont ensuite faire des suivis auprès d'elles après la fin des rencontres. À ce moment-là, les activistes vont les contacter afin de vérifier

¹⁰² Les travailleuses sociales de cette organisation apposent aussi des timbres étatiques sur les ententes qu'elles font signer aux maris après les séances de *counselling*. Consciente que ces timbres ne donnent aucun poids juridique aux documents, la responsable du Centre explique qu'elles utilisent les timbres « pour faire peur aux hommes parce que les hommes ont peur de la loi. » En effet, comme ils ne croient que les documents qu'ils signent, ils sont plus enclins à les respecter de peur d'être sanctionnés par l'État (Viau-Tassé, 2014).

leur état de santé physique et mental. « [O]n l'appelle après six mois [après l'arrêt de l'intervention] si elle nous a donné un numéro sécuritaire. S'il n'y a pas de numéro sécuritaire, on envoie une lettre à l'adresse sécuritaire. », indique Indrani. Quand elle parle de numéro ou d'adresse « sécuritaire », elle fait référence à un numéro ou à une adresse qui n'est pas celui ou celle de son mari ou de sa belle-famille. Les cellules pour femmes font aussi ce genre de suivi en se rendant directement à la maison des femmes¹⁰³. Elles rappellent aussi les hommes à la station de police pour faire un suivi auprès d'eux. Cependant, si les époux n'arrivent pas à s'accorder, si l'époux recommence à être violent ou ne remplit pas les obligations auxquelles il s'est engagé, les répondantes encouragent les femmes à regarder d'autres options, notamment la possibilité d'un recours judiciaire.

Ainsi, si elles sont associées à la sphère informelle, les travailleuses sociales utilisent des éléments du système juridique étatique pour maximiser les chances de succès des recours de celles qui les approchent. Elles le font lorsqu'elles soulèvent les protections juridiques étatiques accessibles aux femmes ou lorsqu'elles produisent des preuves pouvant être soumises à la cour lors d'un recours judiciaire ainsi que dans un cadre informel de résolution de conflit. À la frontière entre ces deux sphères, les services qu'elles offrent sont ainsi en quelque sorte un exemple du pluralisme juridique ainsi que de la « porosité » du droit tel que défini par Boaventura de Sousa Santos (2006). Mettant en lumière le travail des avocates, le prochain chapitre s'intéresse aux stratégies et aux tactiques qu'elles développent dans le cadre juridique pluraliste que l'on retrouve à l'intérieur système formel étatique.

¹⁰³ À la Cellule d'aide et de soutien pour femmes, une journée par semaine est dédiée aux visites à domicile (Gauri).

CHAPITRE 6 – DÉFENDRE LES DROITS DES FEMMES EN SITUATION DE VIOLENCE DOMESTIQUE EN COUR : L'ACTIVISME INDIVIDUEL DES AVOCATES

Comme mentionné précédemment, le travail des avocates intervient généralement plus tard dans le processus d'accès à la justice des femmes puisque, pour la plupart, à l'exclusion de celles provenant de milieux très aisés, elles vont d'abord tenter de trouver une solution qui n'implique pas de se présenter devant les tribunaux. Les recours judiciaires sont ainsi souvent une solution de dernier recours. Malini, avocate spécialisée en droit des femmes, en est bien consciente : « c'est un processus effrayant d'approcher une avocate [...] parce qu'elles ont peur qu'après cette rencontre, leur situation change de façon importante ». Ainsi, lorsqu'elles approchent une avocate, les femmes ont généralement une certaine idée des protections juridiques disponibles ainsi que de leurs besoins contrairement aux femmes qui approchent le Centre de service pour femmes de l'hôpital ou une cellule d'aide et de soutien pour femmes.

Pour les avocates associées du mouvement féministe de Mumbai, représenter et défendre ces femmes devant le tribunal a un double objectif. D'un côté, elles tentent d'aider individuellement chacune de leurs clientes à obtenir une solution juridique qui leur convient et qui leur confère un sentiment de justice. Comme le sociologue Guy Rocher l'indique, il existe une pluralité de façons de définir « justice » au sein de la société (2001), et les avocates, lorsqu'elles représentent leurs clientes, essaient de développer des stratégies et des tactiques qui répondent, dans la mesure du possible, à la vision individuelle de la justice qu'à chacune de leurs clientes. D'un autre côté, ces recours individuels auprès des tribunaux sont aussi utilisés par les professionnelles comme moyen de faire reconnaître aux femmes, de façon collective, davantage de droits et de protections. En effet, comme nous le verrons dans ce chapitre, le choix de recours et d'actions des avocates est parfois pensé en vue de créer un impact normatif.

6.1 Rejoindre les femmes : la force du réseau

Avant de parler des stratégies quant au choix de recours, il importe tout d'abord de se pencher sur celles que les avocates ont mises sur pied pour développer leur clientèle. Contrairement à la majorité des femmes qui fréquentent le Centre de service pour femmes de l'hôpital et la Cellule de crise, leurs bureaux sont rarement le premier point de service que les femmes approchent. D'ailleurs, comme elles l'indiquent, la plupart de leurs clientes issues de la classe moyenne et de milieux plus pauvres ont souvent contacté d'autres centres de services avant d'atterrir dans leurs bureaux. Or, ce n'est pas le cas pour les femmes plus aisées qui approchent plus souvent en premier lieu un bureau d'avocat. Selon les avocates, elles font ce choix non pas uniquement parce qu'elles ont les moyens financiers pour soutenir les procédures judiciaires, mais aussi en raison des notions de « honte » et de « stigma » qui sont plus fortes chez ces femmes. C'est un constat qui a également été fait par les travailleuses sociales plus haut. Craignant d'être affichées comme victimes de violence domestique, ces femmes tentent généralement de régler ces questions le plus discrètement possible, et, comme l'indique Malini, les bureaux d'avocats leur offrent cette discrétion, encore plus si leur dossier peut être résolu hors cour.

Pour les femmes avec des ressources financières limitées, soit la grande majorité, avoir accès à des services juridiques de qualité est un véritable défi. Si une survivante n'a pas de ressources financières importantes, il est très difficile pour elle d'obtenir les services d'une avocate ou d'un avocat compétent(e) en matière de violence domestique. En effet, les avocates spécialisées sur la question qui offrent ce genre de services *pro bono*, telles que Radhika et Malini, sont très peu nombreuses. Le fait qu'elles ne soient qu'un groupe très restreint à prendre des dossiers gratuitement représente une limite pour l'accès à la justice des survivantes. De plus, rejoindre directement les femmes qui ont besoin de leurs services gratuits n'est pas chose aisée, selon les avocates, puisque l'existence même de leurs services demeure peu connue chez les principales intéressées. De plus, elles ne peuvent pas faire de publicité de leurs services car, en Inde, « la loi interdit aux avocats de faire de la promotion de

leurs services », comme le précise Malini. Il leur faut donc trouver un autre moyen pour les rejoindre.

C'est donc à travers le réseau de services du mouvement des femmes de Mumbai qu'elles obtiennent une bonne partie de leur clientèle *pro bono*. « Ce sont les travailleuses à l'hôpital, ou à la station de police qui aident les femmes et qui les réfèrent à ces avocates. En dehors de ça, dans leur réseau domestique restreint, elles [les femmes en situation de violence domestique] ne peuvent généralement pas savoir qu'on existe », explique Leela. Cet extrait démontre l'important rôle du réseau de services du mouvement des femmes où des travailleuses sociales, comme Priya, Gauri, Arushi ou Indrani, font le pont entre les femmes et les avocates. Ainsi, suivant l'analyse de la juriste Mari J. Matsuda (1991), la coalition agit ici comme un outil pour mettre fin à la subordination, car sans cette coopération entre les membres du réseau du mouvement de défense des droits des femmes, plusieurs femmes de milieux défavorisés ne pourraient pas accéder à la justice.

De ce fait, Malini, avocate d'expérience, dit obtenir sa clientèle principalement par deux canaux : « les femmes qui sont capables de payer se font référer par d'autres clientes. Mais je fais aussi partie du mouvement des femmes, j'ai des liens avec des ONG. Les ONG me transmettent aussi des cas. ». De son côté, Naveena, avocate qui offre son aide gratuitement aux femmes qui désirent se représenter elles-mêmes en cour, dit aussi rencontrer l'ensemble de ses via le réseau d'organisations :

Ces organisations me contactent quand elles sentent que mon soutien pourrait aider une femme [...]. Certains professeurs, certaines organisations me contactent pour me proposer des cas comme je donne beaucoup de formations à travers le pays et le Maharashtra. Même les policiers m'envoient des cas.

Ainsi, elle rencontre les femmes qu'elle accompagne par le réseau du mouvement des femmes et les institutions dans lesquelles elle offre des formations sur les protections juridiques disponibles en matière de violence domestique. Malini et Radhika s'engagent également dans des activités de formation auprès d'institutions et de particuliers, une stratégie qui leur permet d'obtenir une certaine visibilité. Dans ces formations, elles allient ainsi activisme politique et enjeux pratiques du développement de leur clientèle.

Les avocates utilisent donc le réseau du mouvement des femmes pour se faire connaître auprès des femmes. En offrant des ateliers de formation, elles vont aussi chercher des clientes potentielles tout en sensibilisant leurs interlocuteurs et interlocutrices aux enjeux de la violence domestique. Ces différentes stratégies leur permettent d'offrir à un nombre toujours plus important de femmes des services juridiques avec une perspective féministe, bien que ce nombre demeure toutefois limité en raison du faible nombre d'avocates qui, comme elles, offrent leurs services *pro bono*.

6.2 Offrir des services *pro bono*

Pour les répondantes, offrir des services juridiques *pro bono*, ou gratuits, aux femmes qui vivent de la violence domestique est essentiel pour assurer l'accès à la justice des femmes considérant que le coût d'un recours judiciaire est très élevé. En plus de fournir des services juridiques aux femmes moins nanties, les avocates en droit de la famille, Malini et Radhika, offrent aussi parfois des prix forfaitaires aux femmes qui n'ont pas suffisamment de ressources financières pour soutenir un litige. Selon les répondantes, les frais d'avocats peuvent atteindre des sommes faramineuses à Mumbai, ce qui fait que ce ne sont que les mieux nantis qui peuvent avoir accès à ce genre de service.

De plus, comme l'explique Leela, jeune avocate spécialisée en droit criminel, obtenir des services juridiques de qualité, tant au niveau civil que criminel, et gratuits ou à très bas prix est très difficile :

Trouver un bon avocat signifie être capable de trouver un avocat *pro bono* qui est prêt à prendre ton cas et il y en a peu. Alors, tu es en attente. Sinon, tu dois payer des frais juridiques. Si tu trouves quelqu'un de pas cher, qui ne charge pas beaucoup, qui ne fait pas du *pro bono*, il y a des bonnes chances qu'il ne t'offre pas la meilleure représentation ou qu'il ne soit pas qualifié sur la question. Mais si tu as de l'argent et que tu es prête à te battre, tu peux bien y aller pour la meilleure [avocate]. Au final, tout dépend de tes origines, ce que tu es capable de payer, si tu as de l'argent. Il faut aussi avoir les capacités mentales pour être capable de soutenir le litige pour une longue période de temps parce que tu sais, on a un système avec beaucoup de délais.

Comme en témoigne cet extrait, il est très difficile pour les justiciables de trouver un avocat qui offre des services de qualité et à faible cout. À cet égard, les répondantes déplorent aussi la qualité des services étatiques gratuits d'aide juridique. Selon Malini et Leela, le problème avec ces avocats est le fait qu'ils ne sont spécialisés dans aucun domaine et surchargés de travail. En effet, elles déplorent le fait qu'ils ne sont pas assez encadrés et, qu'en raison du manque de ressources investies dans ces services, ils ne peuvent dévouer que très peu de temps à chacun de leurs dossiers. C'est pour cette raison qu'il est important pour elles d'offrir leurs services gratuitement. Lorsqu'elles aident leurs clientes, que ce soit de façon pro bono ou payante, les avocates doivent d'abord déterminer la ou les voies juridiques à emprunter. Cette première étape de la planification stratégique du recours est présentée dans la section qui suit.

6.3 Choisir stratégiquement le recours juridique

Tel qu'expliqué dans le chapitre 4, il existe deux avenues juridiques formelles en matière de violence domestique : la voie civile et la voie criminelle. Or, comme le droit est un langage en soi (Mertz 2007), il est difficile pour les femmes de comprendre seules quels recours leur sont accessibles et de définir lequel leur serait davantage favorable d'autant plus que ce langage est difficile à comprendre pour les justiciables. Pour faire le pont entre les histoires personnelles des femmes et le droit applicable, les avocates doivent prendre le rôle de médiatrice. En tant que médiatrices, elles font donc, pour reprendre le concept développé par le linguiste Silverstein, de la « transduction » (2003) en transformant la situation sociale, soit l'expérience de violence domestique d'une cliente, en un problème de droit. Après avoir problématisé la situation de leurs clientes en question juridique, le rôle des avocates est de guider les femmes à travers le processus judiciaire afin de leur permettre d'accéder à la justice. Atteindre cet objectif nécessite une planification stratégique de la part des professionnelles. Le choix du recours est donc la première étape de cette planification stratégique. Trois options sont présentées dans cette section : la médiation, le recours pénal et les recours civils.

6.3.1 La médiation

La première option juridique formelle est la médiation. Elle est définie comme un mode de résolution de conflit où un individu impartial, le médiateur, encadre la résolution du désaccord. Pour y avoir recours, il faut l'accord de chacune des parties. Le devoir du médiateur est d'aider les parties à s'entendre sur une solution pour résoudre le conflit. Ce rôle est joué par une personne, généralement un avocat, qui a été accréditée par l'État ou, dans certains cas, par un ou une juge. Les justiciables ne peuvent avoir recours à la médiation que dans le cadre d'un litige civil, car en droit criminel, aucune médiation hors cours n'est autorisée. Toutefois, comme nous le verrons plus loin, le droit pénal est parfois utilisé par les répondantes comme levier pour obtenir davantage de droits pour leurs clientes.

Ce mode alternatif de résolution de conflit (MARC) est formel, car il s'inscrit dans le droit étatique. Il ne doit donc pas être confondu avec le « *counselling* » informel offert par les organisations du mouvement des femmes, car ce dernier n'implique pas un devoir de neutralité de la personne qui conseille les deux époux. Au contraire, le médiateur en droit formel a un devoir de neutralité (Lafond 2012). Depuis les dernières décennies, la médiation est de plus en plus mise de l'avant en Inde, mais aussi ailleurs dans le monde (Lafond 2012), comme une solution pour améliorer l'accès à la justice des justiciables ainsi que pour remédier à la lenteur et à la lourdeur du système judiciaire (Law Commission of India 2003). Ce MARC est défini par l'État indien comme une alternative aux cours de justice (Law Commission of India 2003).

Les avocates interrogées critiquent fortement l'utilisation de ce mode de résolution de conflit pour traiter des situations de violence domestique. Leur critique est essentiellement fondée sur quatre points. Premièrement, toutes croient que la violence domestique, en étant criminalisée, ne devrait pas faire l'objet de médiation. Deuxièmement, l'ensemble des avocates croit que la dénonciation de la violence ne devrait pas être négociable. D'ailleurs, Radhika constate que, souvent, ce processus encourage les femmes « à faire des compromis », ce qui, selon elle, est contraire « au principe de justice ». Selon Leela, cette option force les femmes à négocier d'une position désavantagée :

[L]es femmes sont forcées à entrer dans la médiation à cause du système, parce que le système de justice est surchargé et parce qu'on vit dans une société patriarcale qui force les femmes à faire des compromis. [...] Quand une personne est dans une position sociale désavantagée, c'est très difficile pour elle de négocier et de débattre avec l'autre partie à la même table.

Ainsi, c'est l'état du système judiciaire combiné aux valeurs sociales et culturelles sur le mariage et la famille qui forcent les femmes à choisir cette option. Pour faire un lien avec le concept d'« *harmony ideology* » développé par l'anthropologue Laura Nader dans son étude sur les Zapotèques au Mexique (1990), l'utilisation de la médiation conjugale est aussi utilisée dans un but de maintenir le statu quo, soit l'union du mariage intact. De ce fait, les objectifs de conciliation et de réconciliation limitent les possibilités de revendication des femmes.

Troisièmement, elles reprochent aux médiateurs de manquer de sensibilité face aux femmes lors des séances de médiation. C'est ce qu'explique Malini dans cet extrait : « [...] les médiateurs, la seule chose qu'on leur enseigne, c'est la médiation. Il n'y a pas de programme de sensibilisation. Ce sont des personnes qui [reproduisent] le patriarcat. Tu sais n'importe quel avocat qui pratique depuis plus de deux mois peut être un médiateur ». Cette dernière pointe ainsi du doigt le fait qu'ils n'ont pas une approche qui tient compte de la dimension de genre. Finalement, elles critiquent le fait que la médiation soit un processus privé. Ainsi, Malini dénonce que contrairement aux juges, les médiateurs ne relèvent d'aucune autorité supérieure : « [...] au moins, à la cour, c'est un espace ouvert. Donc si le juge est biaisé, c'est plus facile de le soulever. Mais dans la médiation, c'est un processus qui se fait derrière une porte close. [...] On ne sait pas de quelle autorité ils relèvent. ». Ainsi, contrairement à la Cour, qui est un espace ouvert et dont les jugements sont publiés et publics, la médiation est un recours privé où les décisions prises sont difficilement contestables. Pourtant, lorsque j'ai demandé aux avocates si elles avaient recours à ce mode de résolution de conflit, elles ont toutes répondu à l'affirmative et le justifient par deux raisons principales : sa facilité d'accès et la rapidité de son processus. Or, comme l'indique Radhika, lorsqu'elles s'engagent dans ce processus, elles tentent de sélectionner un médiateur ou une médiatrice qui démontre une « sensibilité à la question des rapports de genre ». Ayant présenté cette première option, intéressons-nous donc à la seconde, soit celle du recours en droit pénal.

6.3.1 Le recours judiciaire pénal

Il faut tout d'abord se rappeler qu'en droit pénal indien, il n'existe essentiellement qu'un seul recours contre la violence domestique, soit la section 498A du *Code criminel indien* qui criminalise la « cruauté » envers la femme mariée. Être reconnu coupable de cette infraction criminelle peut mener à l'emprisonnement. Cependant, selon les répondantes, faire une plainte à la police afin que des poursuites pénales soient intentées contre le ou les agresseurs est une option rarement privilégiée par les femmes qui vivent ce type de violence. Il est d'ailleurs peu encouragé par les avocates qui les représentent. En effet, comme expliqué au chapitre 3 dénoncer la violence peut avoir d'importantes conséquences négatives sur le statut de la femme dans sa famille, d'autant plus si elle intente un recours criminel. En déposant une plainte à la police, elle peut perdre son image de bonne mère et épouse, car elle va à l'encontre de son attribut le plus important, le silence (Wadley 1994). Par conséquent, elle risque d'être identifiée à l'autre extrême comme une « dangereuse manipulatrice » qui se sert de la loi pour se venger ou pour extorquer de l'argent à son mari et à sa belle-famille (Lawyer's Collective Women's Rights Initiative 2004). Selon les interlocutrices, cette transformation est liée au développement, au cours des dernières décennies, d'un discours populaire affirmant que les femmes utilisent de la mauvaise façon (« *misuse* ») les dispositions du Code criminel dans le but de se venger ou de faire du mal à leur belle-famille et non pour obtenir justice.

Ce discours de victimisation de l'époux et de sa famille a été construit dans les années 1990 en réponse aux réformes juridiques qui cherchaient à protéger les femmes contre la violence domestique par le « mouvement de défense des droits des hommes » (Lodhia 2014, 910). Ces hommes définissent la famille traditionnelle indienne comme un lieu privé afin de s'opposer à l'interventionnisme de l'État dans les questions familiales comme la violence domestique. En s'appropriant l'image culturelle de la parfaite famille indienne, ils présentent la criminalisation de la violence domestique comme une entrave à la culture indienne en général et demandent à ce que cette question demeure exclusivement résolue à l'intérieur de la sphère privée¹⁰⁴ Actif

¹⁰⁴ « *Homes and relationships cannot be run by state terrorism and force (...) women cannot both obtain 'relief' and also retain relationships by taking recourse to these legislations (...) There appears to be a sinister plot to*

sur internet et sur les réseaux sociaux, ce mouvement allègue que les protections juridiques contre la violence domestique, surtout la section 498A du Code criminel, sont délibérément « mal utilisées » par les femmes dans le but de nuire aux hommes (Basu, 2015).

Selon les répondantes, ce discours prend plus en plus de place dans la sphère médiatique et publique. Leela, par exemple, dénote « beaucoup de mauvaise publicité autour de 498A dans les médias ». Par contre, ce n'est pas le seul milieu où ce discours trouve écho puisqu'il affecte aussi la perception des membres du système judiciaire sur les femmes qui intentent un recours sous la section 498A. Par exemple, le rapport de la Law Commission of India de 2014 sur cette disposition confirme cette croyance en reconnaissant la mauvaise utilisation de cette disposition par les femmes (2014, 3), alors que les tribunaux ont à quelques reprises soulevé des doutes sur les raisons pour lesquelles les femmes font ce genre de plaintes¹⁰⁵. D'ailleurs, en 2014, en réponse à cette croyance, la Cour suprême stipule que dorénavant aucune arrestation ne peut être faite automatiquement après l'enregistrement d'une plainte sous la section 498A. De ce fait, dorénavant, les policiers sont obligés de mener une enquête préliminaire avant de procéder à toute arrestation pour éviter que de fausses accusations soient portées (Supreme Court of India 2014, no.1277). Selon Malini, cette décision ne fait pas de sens : « déjà que peu des agresseurs étaient reconnus coupables et que peu de femmes étaient prêtes à faire une plainte, leur nombre va encore plus réduire ! ». Elle refuse donc de croire que les femmes en abusent : « 498A n'a jamais été autant utilisé qu'ils le suggèrent. Je crois au contraire que les femmes ne l'ont pas assez utilisé. ». D'ailleurs, les statistiques du *National Crime Records Bureau* de 2015 sembleraient lui donner raison, car le taux de condamnation sous la section 498A est largement en dessous de la moyenne des autres crimes¹⁰⁶.

Un autre problème que les répondantes soulèvent par rapport à l'utilisation du droit criminel est la structure même de la justice criminelle. En effet, comme dans la plupart des systèmes de

finish Indian society and its family unit and thus India's advantage." (Extrait tiré d'une brochure d'organisation d'hommes dans Nandy 2014, 44).

¹⁰⁵ . Par exemple, dans l'affaire *Preeti Gupta vs. State of Jharkhand*, la Cour suprême observe que "[...] it is a matter of common knowledge that exaggerated versions of the incident are reflected in a large number of complaints. The tendency of over-implication is also reflected in a very large number of cases." (2010).

¹⁰⁶ Le taux de condamnation d'infraction de cruauté sous la section 498A est de 15.6% comparativement à la moyenne de l'ensemble des crimes qui est de 40.2% (National Crime Records Bureau 2015)

justice issus de la tradition anglaise de *common law*, le droit pénal accorde beaucoup d'importance à la présomption d'innocence imposant un fardeau de preuve important à la partie poursuivante, soit au « *public prosecutor* » en Inde, qui représente l'État¹⁰⁷. Dans le cas de la violence domestique, comme l'explique Leela, avocate criminaliste, le problème avec ce système est la lourdeur du fardeau de preuve :

C'est un peu comme le viol, il y a certains cas où les preuves sont accablantes puisque la victime a subi de graves dommages. Mais dans certains cas, on n'a pas beaucoup de preuves, ce sera très difficile à démontrer. [...] Il faut des arguments très convaincants et extrêmement techniques pour que le juge [face à ces éléments de preuve] n'ait pas le choix de reconnaître l'agresseur coupable. [...] Il faut que les faits soient horribles et graves : « *gory* » pour que le juge la croie. C'est vraiment décourageant pour les femmes !

Comme cet extrait le démontre, l'importance du fardeau de preuve imposé dans les recours criminels minimise encore davantage leurs chances de succès. D'autant plus que les policiers, en charge d'enregistrer la plainte en remplissant un *First Information Report* (FIR)¹⁰⁸, manifestent peu d'intérêt pour ce genre de cas et tentent souvent de décourager les femmes d'intenter ce genre d'actions. Ce qui va dans le sens d'une récente recherche sur la question (Goonsekere 2014). Au contraire, ils vont souvent, selon deux des répondantes, tenter de rediriger les femmes vers un recours civil en leur disant qu'elles pourront y obtenir « une pension, une compensation » au lieu d'utiliser leur pouvoir d'enquête.

Malgré tous ces obstacles, certaines des répondantes affirment ne pas avoir complètement fermé la porte à un recours criminel. Malini, par exemple, dit encourager ce choix de recours, mais seulement dans certains cas spécifiques : « Quand une femme vient me voir avec une lourde histoire de violence, je lui recommande de faire une plainte sous 498A, car elle a des chances de gagner. Bien sûr, il faut des preuves médicales aussi parce que le fardeau de preuve est élevé. ». Ainsi, comme le suggèrent aussi les autres répondantes, seules les femmes qui vivent de la violence extrême et qui ont des preuves solides de cette violence ont une chance de succès.

¹⁰⁷ En droit criminel, sous la tradition de la *common law*, c'est l'État qui est le poursuivant. Une victime ne peut directement poursuivre son agresseur (Vauclair 2017).

¹⁰⁸ Le *First Information Report* (FIR) est un document qui permet par la suite d'intenter un recours judiciaire contre l'agresseur présumé.

Ce recours est aussi utilisé de façon stratégique par certaines avocates et travailleuses sociales pour négocier certains droits, notamment des compensations financières, auprès du mari et de la belle-famille lors d'un recours civil ou hors cour. En effet, elles sont plusieurs à recommander aux femmes de faire des démarches pour qu'un FIR soit enregistré par la police. Bien que le crime de « cruauté » physique envers son épouse, reconnu à 498A, soit une infraction criminelle dont la peine ne peut être substituée (« *non-compoundable offense* »), le recours sous 498A est utilisé par certaines répondantes pour maximiser les chances de succès dans leurs démarches juridiques.

Par exemple, certaines intentent plusieurs recours en même temps. Ainsi, en parallèle d'un recours informel ou d'un recours civil, elles encouragent les femmes à porter plainte à la police en enregistrant un FIR. Si ce rapport donne lieu à des poursuites criminelles, elles peuvent négocier un abandon de la participation de la femme au procès pénal en échange de certains droits. Cette tactique s'intègre dans ce que l'anthropologue Pratiksha Baxi appelle la « culture de compromis »¹⁰⁹ du droit criminel indien où beaucoup de poursuites sont abandonnées en cours parce que le conflit s'est résolu autrement et hors cour (2014). Selon elle, ces abandons sont une conséquence directe de la lourdeur et de la lenteur du système judiciaire indien qui empêche les individus d'avoir un recours rapide (Baxi 2014).

Cette stratégie démontre une fois de plus la porosité des ordres juridiques en Inde où les activistes peuvent se déplacer d'un recours à l'autre ou même les cumuler pour permettre à leurs clientes d'accéder à la justice. Les recours civils sont un autre exemple de pluralisme des stratégies.

¹⁰⁹ C'est suite à son étude de cas de viols au Gujarat, que Pratiksha Baxi développe le concept de « culture de compromis » (2014). Ne reprenant pas directement cette expression, Daniela Berti parle du même phénomène dans son étude d'une cour de district de l'Himachal Pradesh, au nord de l'Inde, où elle suit un cas de suicide lié à la dot où le mari est poursuivi sous la section 304B du Code pénal (2010).

6.3.2 Les recours judiciaires civils

Contrairement au recours pénal, les recours civils sont généralement privilégiés par les avocates et leurs clientes. Deux recours sont principalement utilisés : celui sous le *Protection of Domestic Violence Act* (PWDVA), qui permet d'obtenir des ordonnances temporaires, et celui en droit de la famille sous le *Family Court Act*, qui permet aux femmes d'obtenir le même type d'ordonnances, mais sur une plus longue période ainsi que de prononcer la séparation ou le divorce du couple. Pour faire leur choix de recours, les avocates vont regarder quel juge risque d'être le plus sympathique à leur cause comme l'explique Malini : « quand j'ai un cas de violence domestique, je me demande devant quelle cour on va aller. Quel juge ? Est-ce qu'il est sensible ou pas ? Au lieu de la mettre [la cliente] devant n'importe quel juge, je vais tenter de la mettre devant un juge qui va l'écouter. ». Ainsi, le choix du recours dépend des circonstances.

Le PWDVA offre aux femmes vivant de la violence domestique, qu'elle soit physique, psychologique ou économique, la possibilité d'obtenir différents types d'ordonnances temporaires pour la garde des enfants, la pension alimentaire ou le droit à la résidence. Il est, selon l'ensemble des répondantes, le recours juridique étatique le plus rapide. Radhika et Naveena encouragent son utilisation lors de graves cas de violence domestique pour cette raison. Naveena, qui a elle-même travaillé sur l'écriture de cette loi, explique que l'objectif premier derrière cette loi est d'offrir une protection immédiate aux femmes qui vivent de la violence. Cependant, comme elle le précise, « elle ne remplace pas les droits substantiels que leur donnent les *personal laws* [en droit de la famille] ». De ce fait, les ordonnances que les tribunaux émettent sous le PWDVA ne sont que temporaires et ne sécurisent pas le droit reconnu pour une longue durée. De plus, Radhika et Malini observent une limite dans l'application du PWDVA dans les cours de justice face aux cas de violence émotionnelle ou psychologique. Si celle-ci est reconnue par cette loi, en faire la preuve devant le juge est très complexe à faire, notamment en raison du peu d'éléments matériels disponibles. Par conséquent, selon Malini, ce genre de cas, à moins d'avoir une « preuve béton », est presque impossible à gagner.

Conçue dans le but d'offrir une solution rapide, cette loi permet aux femmes de demander des ordonnances directement à la cour, et ce, sans passer par un avocat et gratuitement. Le PWDVA prévoit également le déploiement de *Protection Officers* (PO) un peu partout en Inde. Ils ont pour tâche de faire le pont entre les demandes des femmes et le système judiciaire. Ils sont également responsables de soumettre les diverses demandes faites sous cette loi directement à la cour, d'expliquer aux femmes les différentes étapes du recours et de les guider à travers le processus judiciaire. L'idée derrière leur implantation est que les femmes soient accompagnées à la cour par un PO et qu'elles se représentent elles-mêmes avec son aide (Naveena). Or, en raison du manque de financement déployé par les différents paliers gouvernementaux, les PO sont quasi inexistantes à Mumbai selon les répondantes. Par conséquent, les avocats et avocates prennent les devants pour demander ces protections comme l'explique Malini dans cet extrait : « parce que le système ne s'est pas mis en place, c'est nous, les avocats, qui l'utilisons presque exclusivement, cette loi ». Toutefois, comme le constatent les répondantes, le recours aux services des avocats cause l'allongement de la durée des procédures puisqu'ils multiplient les actes de procédures et portent souvent les causes en appel.

Si l'objectif principal de la loi est d'offrir aux femmes un accès rapide à la justice, les avocates disent avoir de la difficulté à obtenir rapidement une date d'audience devant le tribunal. Malini indique qu'en moyenne elle obtient une date dans les 60 jours suivant le dépôt de la demande, alors que la loi prévoit un délai maximal de 3 jours ouvrables (PWDVA, Section 12(4)). Radhika et Naveena vivent également ce problème. Selon elles, la difficulté d'obtenir une date d'audience est en partie liée au choix de cour qui a été fait sous le PWDVA pour entendre ces litiges. Il prévoit que les litiges doivent être entendus par la Magistrates' Court, qui, en Inde, comme au Royaume-Uni, est le tribunal de première instance pour les procédures pénales (Legal Services India 2011). Pour les répondantes, le problème dans ce choix est le fait que les juges de ces cours ne sont pas habitués à traiter des questions de droit civil et, encore moins, de droit de la famille, puisqu'ils siègent principalement sur des affaires criminelles. Ils ne sont donc pas, pour la plupart, outillés pour juger de ces questions. Par conséquent, leur peu d'expérience et d'intérêt pour les matières civiles et familiales les empêche de voir l'urgence des demandes faites sous le PWDVA, qui pourtant doivent être traitées en priorité comme le

stipule la loi. Au contraire, comme l'explique Malini, pour plusieurs juges, ces cas sont vus comme moins importants : « ils vont nous dire : « attendez ! J'ai un cas de libération, un cas de vol, etc., c'est plus urgent. » ». C'est pourquoi Malini précise que si elle avait le choix, elle préférerait présenter ce type de demandes à la Cour familiale puisque « les juges au moins là-bas sont préparés à entendre ce genre de cas. »¹¹⁰. Néanmoins, elles considèrent tout de même ce recours comme une stratégie intéressante.

Ancienne avocate, Naveena ne représente pas directement ses clientes à la cour, mais les aide plutôt à s'autoreprésenter. Cette dernière milite pour que cette loi soit utilisée que pour les besoins urgents des femmes. Elle les circonscrit à trois types de demandes : les ordonnances de protection, qui assurent aux femmes une protection physique, le droit de résidence dans la maison conjugale et la garde des enfants. Elle suggère à ses clientes de ne pas faire de demande de pension alimentaire. Selon elle, cette stratégie augmente leurs chances de succès : « comme elle ne fait que demander ce dont elle a besoin, elle montre qu'elle veut seulement être protégée. Quand on demande seulement [une ordonnance de] protection, le défendeur n'a pas à sortir un sou de ses poches. C'est plus rapide, pas de négociations. ». D'ailleurs, Naveena considère qu'il est plus simple pour une femme d'obtenir son indépendance financière en travaillant :

Je crois qu'avec des ordonnances de protection et de résidence, une femme peut en faire beaucoup. Elle peut penser à sa vie, prendre des décisions pour elle et sur le long terme, elle peut devenir économiquement indépendante maintenant qu'il n'y a plus de violence dans sa vie. Je le crois fermement.

Ainsi, comme la demande de pension alimentaire est perçue négativement par les juges, Naveena augmente les chances de succès du recours de ses clientes en l'excluant.

Si le PWDVA permet d'avoir accès à certaines protections rapidement, pour Radhika et Malini, avocates en droit de la famille, le recours sous le *Family Court Act* constitue l'option la plus intéressante pour sécuriser les droits des femmes sur le long terme. De plus, selon les répondantes, les juges de la Cour familiale ont une attitude plus « ouverte » que celle des juges

¹¹⁰ Le PWDVA reconnaît la compétence de la Cour familiale. Or, les demandes sous cette loi ne peuvent être présentées à cette Cour que lorsqu'il y a un retard trop important à la Cour des magistrats (Malini).

de la Cour magistrale face aux cas de violence domestique puisqu'ils sont spécialisés en droit de la famille. D'ailleurs, c'est cette spécialisation qui a valu, à tort ou à raison selon les points de vue, à la Cour familiale le surnom de « *baikanche court* » ou la « cour des femmes ».

Toutefois, le mandat principal de cette cour, tel que formulé dans le *Family Court Act*, entre en conflit avec les intérêts des femmes. Selon cette loi, les juges de ces cours ont pour objectifs la « conciliation », la préservation de « l'institution du mariage » et la promotion du « bien-être des enfants » (1984, section 9). Comme l'explique Srimati Basu dans son récent ouvrage, ces objectifs sont problématiques et, particulièrement celui portant sur la conciliation, car il est souvent réinterprété comme un synonyme de « réconciliation » par les juges (2015).

De plus, les juges de la Cour familiale sont aussi influencés par les normes sociales et culturelles dominantes sur la famille, la femme et le mariage, ce qui, ultimement, nuit à l'accès à la justice des femmes. Par conséquent, comme l'explique Radhika, ils peuvent avoir une « attitude suspicieuse » face aux femmes qui se disent victimes de violence domestique :

L'attitude générale [chez les juges] face aux femmes est « peut-être qu'elle l'a provoqué ». Dans un de mes dossiers, on était devant le juge pour de la médiation et le juge a dit au couple de régler leur conflit. L'homme a alors dit « mais ma femme ne m'autorise pas à avoir du sexe avec elle. C'est quoi le but d'être avec elle? ». Le juge a alors regardé la femme et elle a répondu « le mariage c'est juste du sexe? ». Après une dispute entre le couple, le juge a dit « même moi, je suis marié. J'ai des problèmes avec ma femme, mais on règle nos conflits entre nous, on ne prend pas nos problèmes personnels pour les mettre en dehors de notre maison! ». Donc, [...] les juges ont souvent tendance à comparer leur relation conjugale à celle des plaignants quand ils font face à des cas de violence domestique.

La réaffirmation du juge que la violence domestique et les conflits conjugaux doivent être réglés dans la sphère privée démontre bien l'impact des normes sociales et culturelles au sujet de la famille sur ce dernier. Ce jugement fondé sur des normes sociales et culturelles a eu un impact sur la décision du juge dans le dossier de Radhika puisqu'il a refusé l'octroi d'une pension à sa cliente et a encouragé le couple à poursuivre la médiation.

Les normes sociales et culturelles dominantes au sujet de la femme et de son rôle dans la famille sont particulièrement dommageables pour celles qui intentent un recours juridique. En effet, comme l'indique Malini, « la société demande aux femmes d'agir d'une certaine façon. La minute où elle accède à la justice, elle défie ça. Elle est vue comme une femme dangereuse. Donc, juste en accédant au système de justice, la cour croit que, tout à coup, elle est *empower*. ». Cet extrait démontre les contraintes que ces normes sociales et culturelles imposent aux femmes puisque le seul fait d'intenter des démarches juridiques l'éloigne de l'idéal de la « bonne épouse ». Comme le souligne Priya, « les femmes sont considérées comme de bonnes ou de mauvaises épouses en raison de comment elles accomplissent leurs devoirs et responsabilités conformément aux attentes. Une bonne épouse cuisine, ne confronte pas son mari, n'élève pas la voix, laisse son mari prendre les décisions importantes. ». De ce fait, quand une femme est perçue comme n'entrant pas dans ce moule, le juge est moins enclin à lui accorder une pension alimentaire. C'est un constat que fait également l'anthropologue Srimati Basu dans son récent ouvrage (2015).

En somme, faire le choix d'un recours n'est pas chose aisée pour les avocates. Elles doivent prendre en compte différents facteurs tels que la réceptivité imprévisible d'un juge, la durée du litige, les protections que cherchent à obtenir leurs clientes ainsi que les stigmas attachés au choix du recours. Pour prendre cette décision, elles font elles aussi du *forum shopping* en « magasinant » l'option la plus intéressante pour leurs clientes. Néanmoins, force est de constater que leurs choix sont limités tant en matière civile que pénale. De plus, comme les femmes ont peu de droits à l'intérieur du mariage, notamment en matière de propriété, il est difficile pour elles d'obtenir une solution qui leur permet à la fois de quitter la violence domestique et de maintenir un niveau de vie décent sachant qu'elles sont nombreuses à ne pas être indépendantes financièrement comme l'explique le chapitre 3. Après avoir fait le ou les choix de recours, les interlocutrices planifient leur représentation en cour. Cette seconde étape de la planification stratégique du recours est présentée ci-dessous.

6.4 Représenter les femmes en cour

Après avoir choisi le recours le plus intéressant sur le plan stratégique pour leurs clientes, les avocates préparent le dossier et les arguments juridiques. Malini indique que parfois elle peut travailler pendant des mois, voire des années, sur la stratégie de présentation du dossier afin de construire un argumentaire et une preuve solide. Or, dans son développement, les avocates se retrouvent parfois tiraillées entre les intérêts individuels de leur cliente et les intérêts collectifs du mouvement des femmes. En effet, si d'un côté, elles désirent faire reconnaître l'agentivité individuelle de leur cliente en respectant et suivant leurs demandes, elles s'inscrivent toutefois dans un mouvement plus large qui milite pour une plus grande reconnaissance de droits pour les femmes en Inde. Ainsi, comme elles se situent dans un contexte juridique basé sur la règle du précédent (*stare decisis*)¹¹¹, leurs choix et leurs actions ont un impact sur le contenu normatif.

6.4.1 L'autoreprésentation : « *empowerment* » et revendication des droits par les femmes

Naveena a développé une stratégie qui lui est propre pour garantir l'accès à la justice de ses clientes tout en faisant avancer les droits des femmes collectivement. Cette stratégie est l'autoreprésentation. Contrairement à ses collègues, elle ne représente pas directement ses clientes, mais les aide plutôt à se représenter en Cour sans sa présence. Cette stratégie d'accès à la justice est une réponse à la quasi-absence de services juridiques accessibles et de qualité pour les femmes. Selon elle, « une femme est mieux représentée par elle-même que par un avocat. ». Naveena précise que, dans les discussions entourant l'écriture du *Protection of Women from Domestic Violence Act*, les auteures parlaient de mettre de l'avant l'autoreprésentation des femmes en Cour. L'idée était de favoriser un accès à la justice plus rapide et peu coûteux, mais aussi de rendre la justice intelligible aux yeux des justiciables. Cependant, comme les Protection officers, qui ont pour rôle de guider les femmes dans leurs

¹¹¹ Dans la tradition juridique de *common law*, la règle du précédent ou de *stare decisis* est une règle de droit selon laquelle les décisions, ou la jurisprudence, de juridiction supérieure doivent être suivies et respectées par les tribunaux inférieurs (Henri Brun, Guy Tremblay et Eugénie Brouillet 2008).

démarches, n'ont jamais été complètement mises en place et que la qualité des avocats de l'aide juridique laisse à désirer, Naveena a développé sa propre technique pour faciliter l'accès aux protections offertes par le PWDVA.

Cette avocate offre ses services gratuitement aux femmes qui l'approchent, généralement par le biais d'ONG associées au mouvement des femmes. L'aspect principal de son travail est d'apprendre aux femmes les rouages de la procédure judiciaire pour qu'elles puissent s'autoreprésenter. Si elle ne les représente pas en Cour, elle utilise toutefois ses années d'expérience d'avocate pour préparer ses clientes : « J'ai pris de l'expérience en plaidant en cour. Je sais quel genre de personnes sont les juges et comment me préparer, préparer un dossier. Ça m'aide beaucoup [...] avec mes clientes ». La première étape de son travail avec ses clientes est la rédaction de la demande introductive d'instance dans laquelle elles formulent les allégations de violence domestique. Naveena précise qu'il est important qu'elle et sa cliente s'entendent sur les faits et que les allégations correspondent à ce que la femme a vécu :

Je ne vais jamais dire qu'elle a été battue trois fois, si elle n'a été battue qu'une fois. La femme doit savoir ce qu'il y a dans la demande, parce qu'en cour, si elle contredit ses allégations, ça peut vraiment nuire à son cas. C'est pourquoi elle doit bien être au courant du contenu de la demande. Quand elle témoigne, elle doit parler pour elle-même et [...] elle doit avoir confiance dans le contenu de la demande aussi.

Écrire la demande introductive d'instance avec la cliente lui assure qu'elle maîtrise bien les faits et évite qu'elle se contredise en cour. Cette étape est centrale selon Naveena, car faire reconnaître ses clientes comme crédibles les aide non seulement personnellement, mais contribue à faire avancer l'accessibilité de la justice aux femmes. En effet, elle permet de « déconstruire peu à peu le discours dominant » selon lequel les femmes qui introduisent un recours judiciaire ne sont pas réellement des victimes et, éventuellement, « d'arrêter la remise en question de la femme ». C'est pourquoi il est doublement important pour les femmes en situation de violence domestique d'être prudentes dans les allégations qu'elles font.

Pour Naveena, il est primordial que ses clientes obtiennent rapidement une date d'audience après le dépôt de la demande introductive d'instance. Elle raconte d'ailleurs à ce sujet

l'histoire d'une de ses clientes, une femme de classe moyenne avec un certain niveau d'éducation, qui a réussi à négocier avec le juge le changement de sa date d'audience :

Cette femme s'était présentée seule à la cour pour obtenir sa date d'audience le 19 août. Or, le juge lui a donné comme date le 30 septembre. Quand elle m'a appelé pour me le dire, je lui ai dit « comment tu peux accepter cette date? ». Je lui ai dit que ce n'est pas ce que la loi [le PWDVA] prévoit, la première date doit être à l'intérieur de 3 jours ouvrables. Je lui ai dit qu'elle devait y retourner [...] Elle a hésité, elle avait peur que le juge refuse, mais elle y est retournée. Elle a expliqué que ce n'était pas convenable, que le juge devait lui donner une date d'audience dans les 3 jours. Le juge a été impressionné que cette femme connaisse si bien la loi et il a changé la date pour le 30 août !

Naveena dit avoir insisté auprès de sa cliente pour obtenir un court délai afin d'empêcher que son époux ait trop de temps pour se préparer. Ainsi, en offrant un très court délai à l'agresseur, elle donne un avantage stratégique à sa cliente. Cette stratégie semble avoir été gagnante pour sa cliente qui s'est représentée seule et a réussi à obtenir une ordonnance de protection de la cour.

Avant de soumettre la demande, elle prend le temps avec ses clientes pour les préparer à se représenter en cour. C'est un apprentissage qui peut prendre du temps, dit-elle : « ça peut prendre un mois, ce n'est pas une formation d'un jour. Je dois la préparer pour tout type de circonstances et problèmes auxquels elle pourrait faire face. Ça prend du temps pour la préparer mentalement au fait qu'elle doit parler devant la cour ». Elle les forme ainsi sur le mode de fonctionnement de la cour, les règles à suivre, la façon de s'exprimer et de se présenter au juge. Cependant, elle n'essaie pas de les faire agir comme des avocates. Au contraire, elle croit plutôt que la force de la stratégie d'autoreprésentation est la narration par la femme de son histoire de violence dans ses propres mots : « [Elle] peut mieux se représenter que n'importe quel avocat parce que c'est son dossier, son histoire qu'elle peut narrer au juge mieux que personne ». Ainsi, elle place entre les mains des femmes le contrôle du litige en se positionnant plutôt comme une guide qui les aide à comprendre cet univers particulier qu'est le système judiciaire.

Selon elle, apprendre aux femmes à se représenter elles-mêmes leur permet de vivre un certain *empowerment*. Elle raconte à ce sujet l'histoire de sa première cliente, la première femme qu'elle a formée à s'autoreprésenter :

Une femme, avec des vêtements abîmés, avec trois enfants entre 4 et 10 ans, aussi dans des habits sales, s'est présentée à mon bureau. [...] Cette dame avait été référée par une organisation. Elle était dans un état tel qu'elle ne pouvait pas parler. Je lui ai alors offert de l'eau, du thé et des biscuits. C'est seulement une heure plus tard qu'elle a commencé à parler et m'a dit : « Madame, [...] je ne veux plus vivre avec mon mari. ». Elle m'a parlé de violence sexuelle qu'elle vivait au quotidien. Elle m'a dit que le jour, son mari ne travaillait pas et que la nuit, et parfois même devant les enfants, il la forçait à avoir des rapports sexuels avec lui, qu'il la suivait quand elle allait travailler et la harcelait. Je lui ai dit qu'on ne pourrait pas faire de plainte pour agression sexuelle parce que ce n'était pas reconnu comme un crime. Par contre, je lui ai dit que le PWDVA venait juste d'être adopté et que cette loi reconnaissait la violence sexuelle. J'ai alors rédigé une demande pour elle. On a fait une demande d'ordonnance de protection pour elle et de pension alimentaire pour ses enfants. C'était une question de survie pour elle. Son mari avait le VIH et à cause de lui, elle aussi en souffrait. Elle ne m'a jamais parlé de divorce, elle voulait seulement être loin de cet homme. On est allées à la Cour ensemble déposer la demande. Quand notre dossier a été appelé et qu'on s'est présentées en cour, le juge n'avait jamais entendu parler du PWDVA [...]. Il a demandé au personnel de la cour de lui apporter une copie, mais elle n'était pas dans la bibliothèque de la cour. Je lui ai donc fourni la copie que j'avais pour moi et il s'est retiré pour la lire. Quand il est revenu, il a écouté l'histoire de ma cliente. Elle a formulé ses demandes et le juge nous a accordé nos [deux demandes]. Cette journée a changé sa vie. Elle est retournée vivre chez sa famille natale et elle a amélioré sa situation financière. Avant, elle était seulement aide-domestique pour une maison; maintenant, elle cuisine pour 2-3 familles. Elle a sa petite entreprise. Son mari ne paie pas la pension pour les enfants, mais elle est déterminée à la lui faire payer. Elle le dénonce fréquemment à la police pour le forcer à payer. Maintenant, elle est heureuse. Aujourd'hui même, elle m'a appelée et c'est elle maintenant qui me demande « comment allez-vous? ». J'ai vu le changement, [je] vois la confiance qu'elle a maintenant.

Cette histoire démontre les changements positifs qu'a occasionnés le recours en cour sur la qualité de vie sur la vie de cette femme, mais aussi sur sa confiance personnelle. Selon Naveena, la plupart des femmes qu'elle a aidées « ont tiré du positif » de cette expérience non seulement en raison des ordonnances qu'elles ont pu obtenir, mais « parce que s'autoreprésenter les a *empower* ».

En encourageant les femmes à se représenter et à utiliser leurs propres mots pour défendre leur dossier devant le tribunal, elle permet de transformer les interactions entre les femmes et la cour. Cet espace n'est pas qu'un lieu de reproduction des normes et des valeurs sociales : elle offre aussi un espace de contestation et de résistance où les sujets marginalisés peuvent déstabiliser les normes hégémoniques (Hirsch 1998). En effet, comme les interactions en cour mènent à la négociation, cette façon innovante de représenter les femmes au tribunal les transforme. Cette stratégie n'est toutefois utilisée que dans un type de recours très précis, c'est-à-dire uniquement sous le PWDVA. Ainsi, si elle contribue individuellement et collectivement à l'accès à la justice des femmes, les autres avocates font plutôt le choix stratégique de les représenter elles-mêmes dans le langage des cours de justice.

6.4.2 Représenter les femmes en cour pour élargir la reconnaissance de leurs droits substantiels

Mis à part Naveena, les avocates de cette recherche représentent leurs clientes devant les tribunaux. Ces dernières voient les cours de justice comme arène pour faire avancer les droits des femmes. Elles utilisent ainsi le droit comme un espace de contestation, pour reprendre les termes de Smart, au nom de ce groupe marginalisé (1989 dans Hirsch et Mazarus-Black 1999). Pour ce faire, elles utilisent leur connaissance du langage juridique et des règles de procédures judiciaires pour les revendiquer. Comprendre ce langage leur permet de reformuler dans des termes juridiques les conflits sociaux dans lesquels se retrouvent leurs clientes afin de maximiser les chances de succès du recours.

Elizabeth Mertz appelle ainsi les juristes à se détacher de l'analyse contextuelle et relationnelle pour ne conserver que les éléments du conflit pertinents au métalangage juridique. De ce fait, pour une femme qui désire obtenir de l'aide juridique, le droit, par son langage particulier, peut sembler incompréhensible et inaccessible de prime abord. Les avocates font ainsi le pont entre les femmes et les options juridiques accessibles (formelles ou informelles). Elles jouent ainsi un rôle de médiatrices en interprétant les protections liées à la

violence domestique par la mobilisation de termes et de références qui sont accessibles à leurs clientes. Autrement dit, elles adaptent les concepts particuliers pour qu'ils soient compris par les femmes, un processus que Sally Engle Merry nomme « vernacularisation » (2012).

Elles font ainsi ce que Silverstein appelle de la « transduction » lorsqu'elles transforment la situation sociale (l'expérience de violence domestique d'une femme) en un problème de droit. Ce concept emprunté par Silverstein aux sciences naturelles servait à la base à expliquer des phénomènes physiques tels que le processus à travers lequel l'eau se transforme en électricité ou se « *transduces* ». Ce dernier l'utilise plutôt pour expliquer le passage complexe que subit le langage d'une culture à une autre engendrant des conflits et des transformations (2003). En effet, comme les différents ordres juridiques en place offrent un nombre limité d'options juridiques, les professionnelles tentent d'adapter la situation de leurs clientes afin qu'elles puissent obtenir des protections juridiques. Tel que souligné plus haut par Malini, ce travail implique une planification stratégique rigoureuse du recours d'autant plus que l'attitude des juges n'est pas toujours très favorable à la reconnaissance des droits substantiels des femmes dans le mariage tels que le droit de propriété sur les biens matrimoniaux.

Malini, qui milite pour la reconnaissance de ce droit, explique que le problème réside dans l'absence de droits sur la propriété dans le mariage pour les femmes : « quand le mariage échoue, la femme est vulnérable, car elle n'a aucun droit de propriété sur les biens acquis pendant le mariage. On doit lui reconnaître ces droits pour lui donner une sécurité et un sentiment d'appartenance à la famille qu'elle rejoint. ». Comme elle l'explique plus loin, l'épouse n'est jamais complètement un membre à part entière de sa famille affinale :

[En tant qu'épouse], je n'en suis jamais membre de cette belle grande famille indienne parce que je peux être jetée hors de la maison à tout moment. Quand je me marie, est-ce que je deviens membre de la famille ? Quand je change mon nom ? Quand j'ai des enfants ? Quand je prends le rôle de la mère, est-ce que je deviens un membre de la famille ? Pas nécessairement. Tu ne veux pas donner de propriété à la femme parce qu'elle ne fait jamais partie de ta famille, ce sera toujours une étrangère.

Cet extrait démontre bien la difficulté de faire reconnaître des droits de propriété aux femmes puisqu'une femme n'est jamais entièrement membre de sa famille affinale. De ce fait, leur

octroyer de tels droits nécessiterait un changement dans la conceptualisation de la famille indienne et du statut de la femme en son sein. Un changement que les pouvoirs législatif et judiciaire ne sont pas encore prêts à reconnaître.¹¹²

Selon les répondantes, le peu de contrôle exercé par les femmes sur la propriété fait en sorte que les femmes sont dépendantes financièrement de leur époux en raison de la division sur la base du genre des tâches liées à la vie conjugale. La dépendance économique des femmes est d'ailleurs largement reconnue comme un frein à la dénonciation de la violence domestique dans les études sur la question (Ahmed-Ghosh 2004; Kimuna et al. 2012 ; Vranda 2013). C'est pourquoi, en l'absence de reconnaissance formelle d'un droit sur la propriété maritale, les avocates demandent une pension alimentaire, un droit reconnu à la fois dans le PWDVA ainsi qu'en droit de la famille sous les différentes *personal laws*.

Le droit à la pension alimentaire est toutefois généralement interprété restrictivement par les tribunaux (Basu 2015). Les montants des pensions, comme l'indique Malini, sont souvent limités à ce que le juge définit comme étant la « subsistance », c'est-à-dire un seuil minimal de pour survivre. Selon Radhika, c'est un véritable problème à Mumbai où le coût de la vie est important parce que « peu de juges octroient à l'épouse des pensions alimentaires qui suivent la rapide croissance du cout de la vie ». Ainsi, lors de la fixation du montant de la pension, le tribunal tient rarement compte du niveau de vie de la famille. Malini donne l'exemple d'une de ses clientes : « son mari gagnait bien sa vie, à 2 laks, près de 4000\$ CAN, par mois, mais elle n'a pas eu droit à la moitié de ce montant. La Cour ne lui a attribué qu'une petite somme. ». Si cette avocate d'expérience tente de faire reconnaître par les tribunaux un droit à la pension alimentaire qui suit le niveau de vie de la famille, elle dit que rares sont les jugements qui ont reconnu à ses clientes un montant supérieur à la « subsistance ». De ce fait, les avocates ne suggèrent pas à toutes leurs clientes de faire ce genre de demandes,

¹¹² Depuis les années 1995, certaines organisations de femmes militent pour que le droit à la propriété maritale soit reconnu aux femmes. Au début des années 2000, Majlis avait même aidé le Maharashtra State Women's Commission à écrire un projet de loi, le *Matrimonial Property (Rights of Women upon Marriage) Bill-2012*, présenté en 2012, mais les décideurs politiques n'ont pas poursuivi le projet (Gouws et Stasiulis 2014). Il prévoit notamment la division du patrimoine familial à 50% entre les époux lors de la dissolution de l'union ainsi qu'un recours juridique contre la dilapidation du patrimoine par l'un des époux pendant le mariage. Les répondantes pensent d'ailleurs, qu'avec le climat politique actuel, ce projet de loi n'est pas près d'être adopté.

particulièrement à celles qui n'ont pas d'enfants. Elles leur suggèrent plutôt de travailler, car, comme le dit Radhika, « jamais l'argent de la pension ne sera suffisant pour vivre ». Ainsi, comme les droits substantiels reconnus aux femmes dans le mariage sont très restreints, obtenir une indépendance économique hors de la maison conjugale est très difficile. De plus, pour faire reconnaître ces droits, il faut aussi que l'avocate outre passe ou confronte la double contrainte qui est imposée sur les femmes face à la justice.

6.4.3 Négocier avec la double contrainte imposée aux femmes comme sujets de droit

La double contrainte imposée aux femmes comme sujet de droit fait référence au fait que l'idéal de la « *good wife* » leur demande d'être passives même lorsqu'elles revendiquent leurs droits de peur d'être catégorisées comme de « dangereuses manipulatrices » ou de « fausses victimes ». En effet, bien que ces lois cherchent à promouvoir l'*empowerment* des femmes, réclamer ses droits est un couteau à double tranchant : le faire peut permettre à la femme d'obtenir des protections, mais peut aussi l'ostraciser, lui faire perdre son statut de « *good wife* » et, par la même occasion, son réseau de sécurité. En Inde, l'image que la femme projette est particulièrement importante. Elle est ainsi un facteur déterminant pour déterminer si une femme correspond ou non à l'image de la bonne épouse. C'est pourquoi dans certains cas, les avocates n'ont pas d'autre choix que de mettre en place des tactiques afin que leurs clientes puissent correspondre aux codes sociaux et vestimentaires de ce que la société définit comme étant une « bonne épouse » afin d'ultimement obtenir les protections juridiques qu'elles demandent.

De par sa structure dualiste, le système judiciaire donne aux parties le devoir de convaincre le tribunal. Si officiellement les arguments juridiques et rationnels sont au cœur des motifs que le ou la juge formule dans son jugement (Mertz 2007), l'apparence, comme l'explique Leela, joue un rôle important dans la posture qu'il ou elle adoptera face à la cliente :

Comme avocate, tu veux généralement que le juge aime ta cliente. Parce que si le juge ne l'aime pas, ton travail devient très difficile. [...] Alors, si tu présentes ta cliente comme quelqu'un d'honnête, qui obéit à la loi, tu seras encore plus en mesure de convaincre le juge que tu as raison. [...] Avec les femmes, ça devient

encore plus important parce que comment tu t'habilles, comment tu te conduis, comment tu te présentes est un facteur de décision majeur parce que la structure de la société est telle qu'on veut contrôler les femmes.

De ce fait, avoir l'apparence de la femme traditionnelle peut simplifier les démarches d'accès à la justice pour les femmes. C'est pourquoi certaines avocates demandent à leurs clientes de « performer » cet idéal. Selon Malini, pour que la performance soit réussie, il faut non seulement que la femme utilise une certaine forme de langage, mais aussi qu'elle arbore certains habits, bijoux ou autres symboles comme la trace de poudre de vermillon à la racine des cheveux¹¹³ afin d'incarner l'image de la bonne épouse « traditionnelle ».

Leela indique que, dans certains cas, les avocates n'ont pas le choix de jouer la carte de la bonne épouse : « parfois, on n'a pas le choix, il faut le faire, même si ça va à l'encontre de nos valeurs féministes, c'est sa seule chance d'obtenir une pension. ». La suspicion des juges a tendance à augmenter lorsqu'une femme fait des demandes de nature économique comme l'indique Malini : « Il y a une attitude négative du juge dès qu'une femme demande de l'argent ». Ainsi, si une femme demande une pension alimentaire pour elle et que le montant qu'elle demande est supérieur au seuil de subsistance, elle peut aussi être perçue comme ayant de mauvaises intentions. C'est d'ailleurs pour cette raison que Naveena, comme expliqué plus haut, choisit de ne pas formuler avec ses clientes de demandes de pension alimentaire temporaire sous le PWDVA. Lorsqu'une femme fait une demande de cette nature, le succès de son recours peut être compromis par l'image de sa cliente. Radhika relate d'ailleurs le cas d'une cliente qui, parce qu'elle portait un pantalon, s'est fait traiter de « *modern woman* » par le juge. , dans le contexte indien, ce terme fait référence à une femme urbaine occidentalisée et indépendante. Il n'a pas toujours une connotation négative dans le contexte indien, mais s'il est opposé à l'image de la femme traditionnelle qui véhicule les valeurs et les traditions dites indiennes alors il prend un sens négatif comme c'était le cas pour le juge. Ainsi, selon elle, le faible montant qui a été reconnu à sa cliente comme pension alimentaire est en partie relié à l'image négative que le juge s'est faite de sa cliente. De ce fait, lorsque leurs clientes

¹¹³ Ce trait symbolise l'engagement et le respect de la femme envers son mari.

font ce genre de demandes, elles leur suggèrent de ne pas porter beaucoup de bijoux et de porter un sari fait d'un matériel sobre comme le coton, associé à l'humilité.

Une femme qui s'exprime de façon volubile risque d'être aussi regardée avec suspicion selon les répondantes. Puisque l'idéal de la femme traditionnelle est la passivité, le silence et la dévotion à sa famille et que le fait même d'intenter un recours compromet cette image, une femme qui parle fort, qui regarde le juge directement dans les yeux ou s'adresse directement à lui pousse ce dernier à questionner les intentions de la demanderesse et la véracité de ses allégations de violence domestique. En effet, comme l'indique Leela, « ils auront tendance à la voir comme une personne qui cherche les conflits, qui aime créer des problèmes ». Ainsi, certaines avocates suggèrent à leurs clientes d'éviter de regarder le juge dans les yeux et de garder la tête basse comme signe de passivité et de soumission.

Pour les avocates, la question de la façon de présenter leurs clientes est un dilemme important. Si présenter l'image d'une victime passive est une tactique qui facilite l'accès à la justice d'une femme dans l'immédiat, sur le long terme, elle ne permet pas de faire avancer les droits des femmes. En effet, la victimisation des femmes limite ultimement leurs actions lorsqu'elles vont chercher à revendiquer leurs droits dans les forums juridiques puisqu'être victime signifie aussi être passive. En effet, l'image de la victime nuit à l'*empowerment* des femmes, comme l'explique Leela : « Oui, une femme peut obtenir une pension parce qu'elle a l'air traditionnelle, mais, à la fin, rien n'a changé. ». Selon elle, la solution n'est pas une vision individuelle, mais plutôt une vision collective de la défense des droits des femmes : « comme avocates, on se confronte à la loi [...], on se bat avec le même système tous les jours. On doit briser ce système pour gagner notre cas. Tout raccourci n'est qu'une solution temporaire. ». Toutefois comme le rappelle une autre répondante, « pour la cliente, l'important n'est pas de gagner notre combat collectif. Elle veut son ordonnance et c'est important pour elle, c'est une question de survie. Nous [les avocates] on se retrouve coincées entre les deux et savoir quelle voie prendre, c'est pas toujours facile. ». Ainsi, aucune de ces deux options n'est parfaite. User de tactiques peut aider une femme dans l'immédiat à se sortir de la violence, alors que de laisser sa cliente le choix d'agir comme elle le désire peut être plus risqué, mais crée ultimement des bénéfices plus importants collectivement pour les femmes.

En somme, les avocates comme les travailleuses sociales usent de tactiques, développées en réaction aux situations qui se présentent à elles, ainsi que des stratégies, qui visent, sur le long terme, à permettre une plus grande accessibilité à la justice pour les femmes. Or, celles-ci entrent parfois en conflit comme le démontre la dernière section de ce chapitre. En effet, les avocates font parfois face à un dilemme en matière de représentation de leurs clientes. Si, comme avocates, leur seul et unique devoir est censé être envers leurs clientes, en tant qu'activistes, elles sont également engagées dans la lutte pour l'amélioration du statut des femmes. Entre idéalisme et réalisme, elles se retrouvent ainsi coincées entre une solution pragmatique et efficace à court terme pour leurs clientes et une autre qui est peut-être moins gagnante pour leurs clientes dans l'immédiat, mais qui permet de faire avancer collectivement les droits des femmes sur le long terme. Usant de différents recours et d'outils provenant des ordres juridiques en place, elles font de la « *strategic translation* » (Basu 2006) afin de maximiser les chances de succès de leurs recours. Cependant, dans un cadre où les femmes ne se sont fait reconnaître que très peu de droits substantiels dans le mariage tant dans le droit étatique que dans la parenté, revendiquer leurs droits demeure un véritable défi.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, je me suis intéressée au réseau de services mis en place par le mouvement des femmes de Mumbai pour aider celles en situation de violence domestique à accéder à la justice. Plus précisément, j'ai tenté d'identifier les différentes stratégies et tactiques mises en place par les professionnelles pour atteindre cet objectif. Les avocates et les travailleuses sociales interrogées mettent en place des moyens différents pour atteindre ce but, mais elles se rejoignent autour d'une idéologie commune, c'est-à-dire le féminisme. Cette perspective théorique a un impact important sur leur façon d'aborder la question de la violence contre les femmes. Mettant en lumière les inégalités structurelles qui existent entre les sexes tant dans la sphère familiale que sociale, elles définissent cette forme de violence comme étant le produit des rapports de pouvoir existants. Cette formulation leur permet de déconstruire les expériences individuelles de violence des femmes pour les ancrer dans le contexte social et culturel dans lequel elles se situent. Toujours en continuité avec la perspective féministe, elles reconnaissent l'agentivité individuelle des femmes qui les approchent en élaborant avec elles des solutions qui répondent à leurs besoins. Or, si leur travail incorpore certains fondements théoriques du féminisme, leurs méthodes d'intervention sont également le produit de plusieurs années de travail sur le terrain et d'échanges entre les différentes organisations membres du mouvement des femmes de Mumbai.

L'une de leurs forces est leur appartenance à un réseau. En tant que collectivité d'activistes issues du milieu professionnel et du milieu de la recherche, le mouvement des femmes forme une coalition politique qui agit principalement sur deux fronts, c'est-à-dire sur la législation et les services. Concernant le premier front, des groupes de femmes de différents milieux socioéconomiques et culturels se sont alliés à plusieurs reprises lors des dernières décennies pour demander à l'État la mise en place de protections juridiques destinées aux femmes. Leur plus récente et importante victoire est l'adoption du *Protection of Women from Domestic Violence Act* (PWDVA) en 2005. Le second aspect de leur travail est leur engagement quotidien auprès des femmes qui vivent ce type de violence et leur accompagnement dans leurs démarches d'accès à la justice. Si ce travail implique une intervention individuelle auprès

de chaque femme qui se présente à elles, il s'intègre aussi dans l'action collective du mouvement des femmes. En effet, les professionnelles des différentes organisations s'échangent de l'information et des idées et débattent sur les orientations des services. De plus, le dynamisme du réseau activiste féministe de Mumbai permet aux répondantes de rejoindre un nombre toujours plus grand de femmes et de leur offrir des services juridiques et sociaux qui respectent les principes du féminisme. De ce fait, leur travail d'intervention participe par un engagement individuel à l'avancée collective des droits des femmes en Inde.

Afin de donner un accès à la justice à ces femmes, les professionnelles, avocates et travailleuses avocates, doivent constamment innover. Elles développent ainsi différentes stratégies et tactiques. Davantage ancrées dans la rationalité, pour reprendre le terme utilisé par le sociologue de Certeau (1990), les premières sont utilisées par les répondantes dans leur lutte plus générale pour la reconnaissance des droits des femmes, alors que les secondes sont développées dans le quotidien pour répondre aux besoins immédiats et individuels des femmes qui les approchent. De ce fait, les répondantes ne font pas que se soumettre aux ordres juridiques en place et suivre le cadre qu'ils imposent, mais adaptent et négocient les options existantes à leur avantage. La stratégie de l'autoreprésentation développée par Naveena, et présentée au chapitre 6, en est un exemple. Cette avocate, en formant les femmes à présenter seules leur dossier en cour, contribue non seulement à la modification des rapports qu'ont ces individus marginalisés avec le système judiciaire, mais également à la transformation de l'opinion des juges envers les femmes qui intentent ce genre de recours.

Afin de maximiser les chances de succès des recours entrepris ou à entreprendre, les professionnelles développent des stratégies et des tactiques tant dans la sphère juridique formelle qu'informelle. Or, comme aucune des sphères juridiques n'est « parfaite », elles font ce que l'anthropologue Srimati Basu appelle de la « *strategic translation* » (2006, 71). Elles se déplacent d'une sphère à l'autre ou combinant des éléments de ces deux domaines de droit afin de trouver des solutions optimales et adaptées à celles qu'elles soutiennent. De plus, elles ne font pas que travailler avec celles qui existent puisqu'elles créent à leur tour de nouvelles légalités, ou des « hybrides juridiques » (Sousa Santos 2006). C'est ce que démontre notamment la mise en place du *counselling* conjugal par la Cellule d'aide et de soutien pour

femmes, un mode alternatif de résolution de conflit informel qui utilise des symboles liés au système judiciaire présenté au chapitre 6.

La diversité de stratégies et de tactiques adoptées par les répondantes illustre la pluralité et la porosité du droit dans le contexte indien. Tel que démontré aux chapitres 1 et 4, l'hybridité du système juridique actuel est directement lié aux différentes influences qu'il subit qu'elles soient locales ou extérieures, religieuses ou séculières. Sa complexité révèle les différentes rencontres et conflits entre les ordres normatifs en place tels que les traditions hindoue et musulmane, le droit britannique et le droit international. Comprendre la construction du pluralisme juridique en Inde permet de saisir de quelle manière les différents ordres normatifs se sont mutuellement influencés et comment ils agissent, encore aujourd'hui, sur le pluralisme contemporain. Les interactions entre ces divers systèmes normatifs ont développé plusieurs visions sur la nature de la conjugalité, du mariage et du genre en Inde. Ainsi, lorsqu'elles mettent en place des stratégies et des tactiques, les répondantes tentent de prendre en compte ces différents éléments.

Comme premier ordre juridique auquel les femmes sont assujetties, la parenté impose des normes et des codes qui influent sur leur capacité à dénoncer les actes de violence ainsi que leur possibilité d'accéder à du soutien. La construction de la famille comme une sphère sacrée encourage la culture du silence autour de cette forme de violence puisque la dénoncer implique de briser l'aspect privé de cette sphère. De ce fait, accéder à la justice va également à l'encontre de l'image de la « *good wife* » dépeinte dans les discours populaires indiens comme étant une mère et une conjointe qui se sacrifie pour les siens (Ahmed-Ghosh 2004). Par conséquent, la femme se retrouve dans une position impossible tentant de garder un équilibre entre l'image de la bonne épouse passive et dévouée à sa famille et celle de l'agente qui utilise la loi pour réclamer ses droits sans qu'on ne lui colle l'étiquette de la dangereuse manipulatrice. De ce fait, dans une société où le mariage est considéré comme sacré et où l'individu est défini principalement par sa place dans le groupe social, la façon dont la femme est perçue limite ses possibilités d'accès à la justice. Conscientes de cette réalité, les avocates et les travailleuses sociales en tiennent compte lorsqu'elles développent leurs stratégies et leurs tactiques. Selon elles, comprendre la dénonciation, ou plutôt la non-dénonciation, de la

violence domestique ainsi que les contraintes qui s'imposent aux femmes lorsqu'elles intentent un recours juridique est essentiel pour créer des solutions efficaces.

Cependant, il arrive parfois que les stratégies et les tactiques qu'elles développent entrent en conflit créant des dilemmes moraux qui divisent les membres du réseau. Si leur travail professionnel implique de servir les intérêts de leurs clientes, leur appartenance au mouvement des femmes les incite plutôt à prioriser ceux de la collectivité. Bien que la plupart du temps ces intérêts semblent aller de pairs, il arrive parfois qu'ils s'opposent. La question de la représentation et de l'image des clientes en cour présentée au chapitre 6 exemplifie bien cette tension. Si certaines avocates conseillent parfois à leurs clientes de se conformer à l'image de la bonne épouse lorsqu'elles se présentent en cour, certaines refusent de le faire. Les premières le font parce que correspondre à l'idéal social et culturel de la bonne épouse permet de maximiser les chances de succès des recours de leurs clientes. Cette vision plus réaliste entre en opposition avec celle, plus idéaliste, des activistes qui croient que de prioriser les intérêts individuels de leurs clientes sur le court terme est dommageable pour les droits collectifs des femmes sur le long terme. Ainsi, dans leur engagement quotidien auprès des survivantes de la violence domestique, les répondantes doivent non seulement jongler avec les intérêts stratégiques individuels de leurs clientes, mais également avec ceux du mouvement des femmes créant certains dilemmes et tensions entre leur rôle de professionnelle et celui d'activiste.

Ces dilemmes existent principalement en raison du fait que la société indienne ne reconnaît que de façon limitée des droits substantiels aux femmes dans le mariage et la famille. Cette contrainte nuit aux chances de succès des recours des professionnelles. En effet, bien que les activistes ont eu et ont une influence sur le contenu normatif, que ce soit par le militantisme politique qui a permis l'adoption de dispositions pénales et civiles ou par leur travail auprès des femmes en situation de violence domestique, cette influence est limitée par le refus social et politique de reconnaître davantage de droits substantiels aux femmes dans le mariage.

Pour conclure, si les protections disponibles pour les femmes sont limitées, les avocates et travailleuses sociales réussissent tout de même dans certains cas à outrepasser les obstacles

juridiques et sociaux permettant à certaines femmes d'accéder à la justice. En effet, à travers l'espace d'échange que sont les forums juridiques, certaines femmes réussissent à négocier leurs droits et à obtenir une certaine justice. En raison de la porosité et de la pluralité du droit dans le contexte indien, les répondantes se déplacent entre les différentes sphères juridiques et mettent sur pied de nouveaux modes de résolution de conflits aux frontières de ces deux ordres. Les stratégies qu'elles développent, combinées aux tactiques qu'elles créent dans le quotidien, leur permettent d'optimiser l'accès à la justice pour les femmes dans un contexte où leur statut dans le droit, la société et la famille les encourage plutôt à demeurer silencieuses. Ainsi, si le droit est reconnu comme un espace de reproduction des rapports hégémoniques de pouvoir, les initiatives présentées dans ce mémoire démontrent qu'il peut aussi être un espace de contestation pour les groupes marginalisés comme les femmes.

Cette recherche a permis de mettre en lumière différents points de vue sur le travail que font les activistes du mouvement des femmes sur la question de l'accès à la justice. Toutefois, elle comporte certaines limites. Si le fait de réaliser un terrain sur plusieurs sites m'a permis de soulever la variété d'approches, de stratégies et de tactiques au sein de ce réseau, ce choix de format de recherche, combiné à la contrainte de temps, n'a pas permis d'observer directement des interventions réalisées par les répondantes, ni d'interagir directement avec les femmes qui vivent de la violence domestique et qui ont recours à ces services. Il serait donc pertinent, dans une recherche ultérieure, de se pencher sur leur perspective sur l'accès à la justice et les services qu'elles reçoivent. Ce serait d'autant plus intéressant de le faire afin de comparer leur approche à celle des activistes puisque comme le démontre une étude réalisée par Tamara Relis (2009), il y existe parfois un décalage entre ce que les professionnels et ce que leurs clients définissent comme étant l'atteinte de la « justice » (Relis 2009). Un tel projet serait ainsi utile pour comprendre, du point de vue des principales intéressées, l'enjeu de l'accès à la justice pour les femmes en Inde.

BIBLIOGRAPHIE

LÉGISLATION ET DÉCISIONS INDIENNE :

1. Lois :

The Family Court Act, 1984 (Inde), Loi no. 66 de 1984.

Indian Penal Code, 1860 (India), Loi no. 45 de 1996, chapitre XVI, section 304B et chapitre XXA, section 498A.

The Protection of Women from Domestic Violence Act, 2005 (Inde), Act no.43 of 2005.

2. Décisions:

Tukaram v. State of Maharashtra [1978] 1 Supreme Court Journal 810 (Inde) [*Tukaram*].

Independant Thought v Union of India and Anr. [2017] Supreme Court Journal 382 (Inde) [*Independant Thought*].

Preeti Gupta vs. State of Jharkhand [2010] Supreme Court Journal 667 (Inde) [*Preeti Gupta*].

Arnesh Kumar vs State Of Bihar & Anr [2014], Supreme Court Journal 1277 (Inde) [*Arnesh Kumar*].

LÉGISLATION INTERNATIONALE:

Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 18 décembre 1979, CEDAW/C/ZAF/1 (entrée en vigueur le 3 septembre 1981).

Recommandation générale no. 19 - violence à l'égard des femmes, onzième session 1992, HRI\GEN\1\Rev.1.

AUTRES :

2016. « Auto-rickshaw drivers go on strike in Mumbai against app-based cabs. » *The Tribune*, 31 août 2016. <http://www.tribuneindia.com/news/nation/auto-rickshaw-drivers-go-on-strike-in-mumbai-against-app-based-cabs/288166.html>.

Abélès, Marc. 2002. « Le terrain et le sous-terrain. » In *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive*, 35-43. Paris : Armand Collin.

Abeyratne, Rehan et Dipika Jain. 2012. “ Domestic Violence Legislation in India: the pitfalls of a human rights approach to gender equality.” *Journal of Gender, Social Policy & the Law* 21, no. 2 : 333-378.

Abu-Lughod, Lila. 1990. “The Romance of Resistance : tracing transformations of power through Bedouin women.” *American Ethnologist* 17, no.1 : 41-55.

Agarwal, Bina. 1994. *A Field of One's Own: Gender and Land Rights in South Asia*. Cambridge : Cambridge University Press.

Agnes, Flavia. 1990a. “Wife beating: changes in social structure crucial to combat the problem.” In *Violence against Women*, dirigé par S. Sood. Jaipur: Arihant Publishers.

Agnes, Flavia. 1990b. *My Story... Our Story: of rebuilding broken lives*. Mumbai: Majlis.

Agnes, Flavia. 2000. *Law and Gender Inequality: The Politics of Women's Rights in India*. New Delhi: Oxford University Press.

Agnes, Flavia. 2008. “Women's rights and legislative reforms: an overview.” *International Journal of Legal Information* 36, no.2 : 265-270.

Agnes, Flavia. 2011. *Family Law volume I: Family Laws and Constitutional Claims*. Londres: Oxford.

Agnes, Flavia et Audrey D'Mello. 2015. “Protection of Women from Domestic Violence.” *Economic & Political Weekly* 44, no. 31.

Agarwal, Bina. 1994. *A Field of One's Own : Gender and the Land Rights in South Asia*. Cambridge : Cambridge University Press.

Ahearn, Laura. 2001. “Language and Agency.” *Annual Review of Anthropology* 30 : 109-137.

Ahmad, Imtiaz. 2003. “Between the Ideal and the Real : Gender Relations within the Indian Joint Family.” Dans *Family and Gender: Changing Values in Germany and India*, dirigé par M. Pernau, I. Ahmad et H. Reifeld, 36-83. New Delhi : Sage Publications.

Ahmed-Ghosh, Huma. 2004. “Chattles of Society : Domestic Violence in India.” *Violence Against Women* 10, no. 4 : 94-118.

Althabe, Gérard et Valeria A. Hernandez. 2004. « Implication et réflexivité en anthropologie. » *Journal des anthropologues* : 98-99.

Anand, Utkarsh. "India has 31 lakh NGOs, more than double the number of schools." *The Indian Express*, 1^{er} août 2015, en ligne : <http://indianexpress.com/article/india/india-others/india-has-31-lakh-ngos-twice-the-number-of-schools-almost-twice-number-of-policemen/>.

Anjaria, S. 2011. « Ordinary States : Everyday Corruption and the Politics of Space in Mumbai. » *American Ethnologist* 38, no. 1 : 58-72.

The Bar Council of India. 2017. "About the Profession." *The Bar Council of India*, <http://www.barcouncilofindia.org/about/about-the-legal-profession/>

Basu, Srimati. 2006. "Playing Off Courts: the Negotiation of Divorce and Violence in Plural Legal Settings in Kolkata." *Journal of Legal Pluralism* 52: 41-76.

Basu, Srimati. 2015. *The Trouble with Marriage: Feminists Confront Law and Violence in India*. Oakland: University of California Press.

Bates, Karine. 2006. « Du texte au sujet en action : les défis de l'accès à la justice en Inde. » In *Le droit en action*, dirigé par P. Lebrun et S. Laran, 75-93. Paris, Karthala, Cahiers d'Anthropologie du droit.

Bates, Karine. 2013. « L'État de droit et l'accès à la justice. » Dans *L'Inde et ses avatars : pluralité d'une puissance*, dirigé par S. Granger et al., 147-160. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Bates, Karine. 2013b. « L'Inde au féminin », Dans *L'Inde et ses avatars : pluralité d'une puissance*, dirigé par S. Granger et al., 120-145. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Baxi, Pratiksha. 2014. *Public Secrets of Law: Rape Trials in India*. New Delhi: Oxford University Press.

Baxi, Upendra et Marc Galanter. 1989. "Panchayat justice: An Indian experiment in legal access." Dans *Law and Society in Modern India*, dirigé par Marc Galanter. Oxford : Oxford University Press.

Bedi, Tarini. 2006. "Feminist Theory and the Right-Wing : Shiv Sena Women Mobilize Mumbai." *Journal of International Women's Studies* 7, vol.4 : 51-68.

Benda-Beckman, Keebet von. 1981. "Forum-shopping and shopping forums", *Journal of Legal Pluralism*, 19 : 117-159.

Benda-Beckman, Franz von et Keebet von Benda-Beckman. 2017. "Legal Pluralism and Legal Anthropology: Experiences from Indonesia." In *Pluralism, Transnationalism and Culture in Asian Law*, dirigé par G F. Bell, 70-89. Singapore: ISEAS.

Benton, Lauren. 2002. "A Place for the State: Legal Pluralism As a Colonial Project in Bengal and West Africa." In *Law and Colonial Cultures, Legal Regimes in World History; 1400-1900* dirigé par L. Benton. Cambridge: Cambridge University Press.

Berglund, Henrik. 2011. "Hindu Nationalism and Gender in the Indian Civil Society." *International Feminist Journal of Politics* 13, vol.1 : 83-99.

Bernheim, E. et C. Vézina. 2008. « La trajectoire normative dans le domaine de la santé : entre normes officielles et officieuses. » *Revue pluridisciplinaire en sciences de l'homme et de la société* 42, no.6.

Berti, Daniela 2010. "Hostile Witnesses, Judicial Interventions and Out-of-Court Narratives in a North Indian District Court." *Contributions to Indian Sociology* 44.

Berti, Daniela. 2011. "Courts of Law and Legal Practice." In *A Companion to the Anthropology of India*, dirigé par Isabelle Clark-Decès, 355-370. Oxford: Wiley-Blackwell.

Berti, Daniela et Devika Bordia. 2015. "Introduction." In *Regimes of Legality: ethnography of criminal cases in South Asia*, dirigé par D. Berti et D. Bordia, 1-26. New Delhi: Oxford University Press.

Béteille, A. 1965. *Caste, class, and power: changing patterns of stratification in a Tanjore village*. Berkeley: University of California Press.

Béteille, André. 1994. "The family and the reproduction of inequality." Dans *Family, Kinship and Marriage in India*, dirigé par P. Uberoi. New Delhi: Oxford University Press.

Bhasin, Kamala. 1993. *What is Patriarchy?* New Delhi: Kali for Women.

Bhate-Deosthali, S. Rege et P. Prakash. 2013. "Introduction", Dans *Feminist Counselling and Domestic Violence in India*, dirigé par P. Bhate-Deosthali, S. Rege et P. Prakash, 1-18. New Delhi: Routledge.

Bilge, Sirma. 2009. « Théorisations féministes de l'intersectionnalité. » *Diogène* 225, no.1 : 70-88.

Bilge, Sirma et Patricia Hill Collins. 2016. *Intersectionality*, Cambridge : Polity Press.

Bornstein, E. L. et A. Sharma. 2016. "The Righteous and the Rightful: The Technomoral Politics of NGOs, Social Movements, and the State in India." *American Ethnologist* 43, no.1 : 76-90.

Boisvert, Mathieu. 2013. « L'hindouisme. » In *L'Inde et ses avatars : pluralité d'une puissance*, dirigé par S. Granger et al., 235-250. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Burte, Aruna. 2013 "Recognising the Social Weave for Effective Counselling", In *Feminist Counselling and Domestic Violence in India*, dirigé par P. Bhate-Deosthali, S. Rege et P. Prakash, 229-258. New Delhi : Routledge.

Burton, Barbara. 2000. "Brutality and Bureaucraty: Human Rights, Intimate Violence and the Role of Feminist Ethnography." *Polar* 23, no.1.

Brun, Henri, Guy Tremblay et Eugénie Brouillet. 2008. *Droit constitutionnel*, 5e édition. Montréal : Yvon Blais.

Bryson, Valerie. 2016. *Feminist Political Theory*. Londres : Palgrave.

Butler, Judith. [1990]2005. *Trouble dans le genre : pour un féminisme de la subversion*. Paris : Éditions de la découverte.

Calavita, K. 2002. "Engaged Research, "Goose Bumps," and the Role of the Public Intellectual." *Law & Society Review* 36, no.1 : 5–20.

Cefaï, Daniel. 2003. « Présentation », dans *L'enquête de terrain*, dirigé par D. Cefaï, 15-64. Paris : La Découverte.

Certeau, Michel de. 1990. *Arts de faire*. Paris : Gallimard.

Chakraborty, Krishna. 2002. *Family in India*. Jaipur : Rawat Publications.

Chakravarti, Uma. 2003. *Gendering Caste : Through a Feminist Lens*. Calcutta : Stree.

Chakravarti, Uma. 2005. "From fathers to husbands: of love, death and marriage in North India." In *"Honour" : crimes, paradigms, and violence against women*, dirigé par Well et S. Hossan, 308-331. Londres: Zed Books.

Chakraborty, Tanika et Sukkoo Kim. 2010. "Kinship institutions and sex ratios in India." *Demography* 47, no. 4 : 989-1012.

Chatterjee, Partha. 1989. "Colonialism, Nationalism, and Colonialized Women: the contest in India" *American Ethnologist* 16, no. 4: 622-633.

Chatterjee, Partha. 1993. *The Nation and Its Fragments: Colonial and Postcolonial Histories*. Princeton: Princeton University Press.

Chaudhuri, Maitrayee. 2012. "Feminism in India: the tale and its telling." *Revue Tiers Monde* 209, no.1 : 19-36.

Chiba, Masaji. 2002. *Legal Culture in Human Society: A Collection of Articles and Essay*, Tokyo: Shinzansha International.

Chowdhary, P. 2007. *Contentious Marriages, Eloping Couples : Gender, Caste and Patriarchy in Northern India*. New Delhi : Oxford University Press.

Cohn, Bernard S. 1987. *An Anthropologist among the Historians and Other Essays*. New Delhi: Oxford University Press.

Comaroff, Jean et John Comaroff. 1992. *Ethnography and the Historical Imagination*. Boulder : Westview Press.

Committee on the Status of Women. 1974. *Towards Equality: report of the Committee on the Status of Women in India*. Ministry of Education and Social Welfare. New Delhi: India.

Corbeil, Christine et Isabelle Marchand. 2006. « Penser l'intervention féministe à l'aune de l'approche intersectionnelle. » *Nouvelles pratiques sociales* 19, no.1 : 40-57.

Coutin, Susan Bibler et Véronique Fortin. 2015. "Legal Ethnographies and Ethnographic Law." In *The Handbook of Law and Society*, dirigé par A. Sarat et P. Ewick, 71-84. New York: John Wiley & Sons.

Coutin, Susan Bibler. 2000. *Legalizing Moves: Salvadoran Immigrants' Struggle for U.S. Residency*. Ann Arbor: The University of Michigan Press.

Dalal, Koustuv and Kent Lindqvist. 2012. "National Study of the Prevalence and Correlates of Domestic Violence Among Women in India." *Asia Pac J Public Health* 24, no. 2: 265-277.

Darian-Smith, E. 2004. "Ethnographies of Law." In *The Blackwell Companion to Law and Society*, dirigé A. Sarat. Oxford: Blackwell Publishing Ltd.

Das, Veena. 2008. "Violence, Gender, and Subjectivity." *Annual Review of Anthropology* 37 : 283-299.

Dave, Anjali et Gopika Solanki. 2001. *Journey from Violence to Crime: a study of domestic violence in the City of Mumbai*, Mumbai: Tata Institutes of Social Sciences.

de Sousa Santos, Boaventura. 2006. "The Heterogeneous State and Legal Pluralism in Mozambique." *Law & Society Review* 40, no. 1 : 39-76.

Desai, Neera. 2001. "Women and the Family." Dans *Women in Indian Society*, 70-94. New Delhi: National Book Trust.

Desai, Neera et Maithreyi Khrishnaraj. 1987. *Women and Society in India*. Delhi: Ajanta Publications.

Donner, Henrike. 2008. *Domestic Goddesses : maternity, globalization and middle-class identity in contemporary India*. Aldershot: Ashgate.

Dorlin, Elsa. 2008. *Sexe, genre et sexualité*. Paris : PUF.

Dube, Leela. 1997. *Women and Kinship: Perspectives on Gender in South and South-East Asia*. Tokyo: United Nations University Press.

Dubois, Vincent. 2001. *Action publique et processus d'institutionnalisation : sociologie des politiques culturelle et linguistique et du traitement bureaucratique de la misère*. Paris : Université Panthéon-Sorbonne - Paris I.

Dumont, Louis. 1964. *Une sous-caste de l'Inde du sud. Organisation sociale et religion des Pramalai Kallar*, La Haye-Paris : Mouton.

Dumont, Louis. 1975. « Hiérarchie et alliance de mariage dans la parenté de l'Inde du Sud. », In *Dravidien et Kariéra : l'alliance de mariage dans l'Inde du Sud, et en Australie*. Paris : Mouton Éditeur.

Dupret, Baudoin. 2006. « La rationalité bureaucratique du droit moderne. » In *Droit et sciences sociales*, 117-123. Paris : Armand Colin.

Dyson, Tim et Mick Moore. 1983. "On Kinship Structure, Female Autonomy, and Demographic Behavior in India." *Population and Development Review* 9, no. 1 : 25-60.

Eberhard, Christoph. 2003. « Penser le pluralisme juridique de manière pluraliste – Défi pour une théorie interculturelle du droit. » *Cahiers d'anthropologie du droit* 2 : 51-63.

Eberhard, Christoph et Nidhi Gupta. 2005. "Legal Pluralism in India : an introduction." *Indian Socio-Legal Journal* 31 : 1-10.

Eckert, Julia. 2004. "Urban Governance and Emergent Forms of Legal Pluralism in Mumbai." *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law* 36, no. 50 : 29-60.

Eckert, Julia. 2006. "From Subjects to Citizens: Legalism from below and the homogenisation of the legal sphere." *Journal of Legal Pluralism* 38, no. 54 : 45-75.

Engle Merry, Sally. 1988. "Legal Pluralism." *Law & Society* 22, no. 5: 869-896.

Engle Merry, Sally. 2006. *Human Rights and Gender Violence: translating international law into local justice*. Chicago: University of Chicago Press.

Engle Merry, Sally. 2009. *Gender Violence: A Cultural Perspective*. Malden: Wiley-Blackwell.

Engle Merry, Sally. 2012. "What is Legal Culture? An Anthropological Perspective." In *Using Legal Culture* dirigé par David Nelken. London: Wildy, Simmonds & Hill Publishing.

Falk Moore, Sally. 1973. "Law and Social Change: The Semi-Autonomous Social Field as an Appropriate Subject of Study." *Law & Society Review* 7, no. 4: 719-746.

Falk Moore, Sally. 1978. "Law and social change: the semi-autonomous social field as an appropriate subject of study." Dans *Law as Process : An Anthropological Approach*, 54-82 Paris: Payot.

Falk Moore, Sally. 2001. "Certainties undone : fifty turbulent years of legal anthropology, 1949-1999." *The Journal of the Royal Anthropological Institute* 7 : 95-116.

Ferguson, James et Akhil Gupta. 2002. "Spatializing States Toward an Ethnography of Neoliberal Governmentality." *American Ethnologist* 29, no. 4 : 981-1002.

Forum against Oppression of Women (FAOW). 1990. *Moving... but not quite there*, Mumbai: FAOW.

Gaborieu, Marc. 1985. "From Al-Beruni to Jinnah: Idiom, Ritual and Ideology of the Hindu-Muslim Confrontation in South Asia." *Anthropology Today* 1, no.1.

Galanter, Marc. 1968. "The Displacement of Traditional Law in Modern India." *Journal of Social Issues* 24, no. 4 : 65-91.

Galanter, Marc. 1969. "Introduction: The Study of the Indian Legal Profession." *Law & Society Review* 3, no. 2/3 : 201-218.

Galanter, Marc et Jay Krishnan. 2003. "Debased Informalism: Lok Adalats and Legal Rights in Modern India." In *Beyond Common Knowledge: Empirical Approaches to the Rule of Law* dirigé par E. G. Jensen et T. C. Heller Stanford. Stanford: Stanford University Press.

Galanter, Marc. 2009. "Access to Justice in a World of Expanding Social Capability." *Urban Law Journal* 37, no. 1:115 -128.

Gangoli, Geetanjali. 2007. *Indian Feminisms: Law, Patriarchies and Violence in India*. Aldershot : Ashgate.

Goonesekere, S. 2004. "Overview: Reflections on Violence Against Women and the Legal Systems of Some South Asian Countries." In *Violence, Law & Women's Rights in South Asia*, dirigé Savitri Goonesekere, 13-76. New Delhi: Sage.

Government of India. 2011. *Census of India – 2011*, New Delhi: India. <http://censusindia.gov.in/2011census/censusinfodashboard/stock/profiles/>.

Government of India, Ministry of Law and Justice. 2014. *Judges of the Supreme Court of India and the High Courts*. New Delhi: India. <http://doj.gov.in/sites/default/files/Judges-Handbook%20%281%29.pdf>.

Gough, Kathleen. 1981. *Rural Society in Southeast Asia*. Cambridge: Cambridge University Press.

Gouws, Amanda et Daiva Stasiuslis. 2014. "Introduction : gender and multiculturalism – dislodging the binary between universal human rights and culture/tradition: north/south perspectives." In *Gender and Multiculturalism: North-South Perspectives*. New York: Routledge.

Graeber, D. 2009. *Direct Action: An Ethnography*. Oakland: AK Press.

Greenhouse, Carol J. 1989. "Interpreting American Litigiousness." In *History and Power in the Study of Law: New Directions in Legal Anthropology*. Chicago: University of Chicago Press.

Griffiths John. 1986. "What is Legal Pluralism?." *Journal of Legal Pluralism* 24: 1–5.

Grover, Shalini. 2011. *Marriage, Love, Caste, and Kinship Support: lived experiences of the urban poor in India*, New Delhi: Social Science Press.

Grover, Shalini. 2017. "Jural relations of middle-class marriage and women as legal subjects in the imaginary of 'new India'." *The Australian Journal of Anthropology* 28 : 251-268.

Gupte, Manisha. 2013. "Why Feminism Should Inform Our Routine Interventions in Domestic Violence." In *Feminist Counselling and Domestic Violence in India*, dirigé par S. Rege, P. Bate-Deosthali et Padma Prakash. New Delhi: Routledge.

Hayes, Brittany E. et Courtney A. Franklin. 2017. "Community effects on women's help-seeking behaviour for intimate partner violence in India : gender disparity, feminist theory, and empowerment." *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice* 41, no.1-2: 79-94.

Hirsch, Susan. 2002. "Feminist Participatory Research on Legal Consciousness." In *Practicing Ethnography in Law: New Dialogues, Enduring Methods*, dirigé par J. Starr et M. Goodale, 13-33. New York: Palgrave.

Hoeltgen, Dominique. 2010. *L'Inde, la révolution par les femmes*. Paris : Éditions Philippe Picquier.

Holden, Livia. 2003. "Custom and Law Practices in Central India." *South Asia Research* 23, no. 2.

Holden, Livia. 2008. *Hindu Divorce: A legal anthropology*. Cambridge: Cambridge University Press.

Hogdson, Douglas. 2004. "The Historical Development of the Principle of Duty and Its Contemporary Philosophical Sources." In *Individual Duty Within a Human Rights Discourse*, 7-28. Asghate: Aldershot.

International Institute for Populations Sciences (IIPS). 2007. *National Family Health Survey (NFHS-3), 2005-06 : India : Volume I*, Mumbai: IIPS for the Ministry of Health and Family Welfare, Government of India..

Jaffrelot, Christophe. 1993. *Les nationalistes hindous*. Paris : Presses de Science Po, Paris.

Jaffrelot, Christophe. 2013. « Les grandes tendances sociales. » In *L'Inde et ses avatars : pluralité d'une puissance*, dirigé par S. Granger et al. : 17-49. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Jaising, Indira. 2014. "Bringing Rights Home: Review of the Campaign for a Law on Domestic Violence." *Women and Law: Critical Feminist Perspectives*, dirigé par K. Kannabiran, 1-31. New Delhi: Sage Publications.

Jordan, Andrea et Shreya Bhandari. 2016. "Lived Experiences of South Asian Women Facing Domestic Violence in the United States." *Journal of Ethnic & Cultural Diversity in Social Work* 12, no. 3: 227-246.

Kakar, S. et Poggendorf Kakar, K. 2007. *The Indians: portrait of a people*. New Delhi: Penguin.

Kalokhe, Ameeta et al. 2017. "Domestic violence against women in India: A systematic review of a decade of quantitative studies." *Global Public Health* 12, no. 4: 498-513.

Kapur, Ratna, et Brenda Cossman. 1996. *Subversive Sites: Feminist Engagements with Law in India*. New Delhi: Sage Publications.

Kapur, Rarna. 2002. "The Tragedy of Victimization Rhetoric: Ressurecting the "Native" Subject in International/Post-Colonial Feminist Legal Politics. » *Harvard Human Rights Journal* 15, no. 1 : 1-38.

Karve, Irawati. 1990 [1968]. *Kinship Organization in India*, New Delhi : India Munshiram Manoharlal Publishers Pvt.

Kannabiran, K. et R. Menon. 2007. *From Mathura to Manorama: Resisting Violence against Women in India*. New Delhi: Women Unlimited.

Kaviraj, Sudipa. 1990. "On State, Society and Discourse. » *IDS Bulletin*, 21, no. 4.

Khullar, Mala. 1997. "Emergence of the Women's Movement in India. » *Asian Journal of Women's Studies* 3, no. 2.

Kimuna, Sitawa R., Yanyi K. Djamba, Gabriele Ciciurkaite, et Suvarna Cherukuri. 2012. "Domestic Violence in India : Insights From the 2005-2006 National Family Health Survey. » *Journal of Interpersonal Violence* 28, no. 4.

Kishwar, Madhu. 1994. "Codified Hindu Law: Myth and Reality", *Economic and Political Weekly* 29, no. 33.

Kishwar, Madhu. 1999. *Off the Beaten Track: rethinking gender justice for Indian women*. New Delhi: Oxford University Press.

Komarraku, Sai Amulya et Usha Raman. 2017. "Indian Millennials Define Feminism", *Feminist Media Studies* 17, no. 5: 892-896.

Kumar, Ajit. 2013. "Anti-Corruption Movements and Measures in India." *International Journal of Informative & Futuristic Research* 1, no. 9.

Kumar, Radha. 2011. "From Chipko to Sati: The Contemporary Indian Women's Movement." In *Perspectives on Modern South Asia: A reader in culture, history and representation*, dirigé par Kamala Viswewaran. Chichester : Wiley-Blackwell.

Lafond, Pierre-Claude. 2012. *L'accès à la justice civile au Québec. Portrait général*. Montréal : Yvon Blais.

Langevin, Louise et Valérie Bouchard. 2011. « Les grands arrêts sur les droits des femmes : projet et réflexions théoriques féministes. » *Les Cahiers de droit* 52, no. 3-4 : 551-579.

Law Commission of India. 2003. "Law Commission of India on ADR/ Mediation." In *On the Mediation Process*, New Delhi: Law Commission of India.

Law Commission of India. 2012. *Section 498 IPC*. Rapport no.243. New Delhi: Government of India.

The Lawyers Collective, Women's Rights Initiative. 2004. *Only her word: a national campaign for a law on domestic violence*. New Delhi: Gondols Press.

Legal Services India. 2011. "The Power of The Magistrate Under Section 156 (3) of Cr.P.C." *Legal Services India*, [http://www.legalservicesindia.com/article/article/the-power-of-the-magistrate-under-section-156-\(3\)-of-cr-p-c-1142-1.html](http://www.legalservicesindia.com/article/article/the-power-of-the-magistrate-under-section-156-(3)-of-cr-p-c-1142-1.html).

Lodhia, Sharmila. 2014. "“Stop Importing Weapons of Family Destruction!”: Cyberdiscourses, Patriarchal Anxieties, and the Men's Backlash Movement in India." *Violence against Women* 20, no. 8: 905-936.

Madan, T. N. 1965. *Family and Kinship; a Study of the Pandits of Rural Kashmir*. New York: Asia Pub. House.

Madden, Raymond. 2010. *Being Ethnographic: a guide to the theory and practice of ethnography*. Londres: Sage Publications.

Mahapatral, Dhananjay. 2014. "India witnessing NGO boom, there is 1 for every 600 people." *Times of India*, <https://timesofindia.indiatimes.com/india/India-witnessing-NGO-boom-there-is-1-for-every-600-people/articleshow/30871406.cms>.

Malinowski, Bronislaw. 1961 [1926]). *Crime and Custom in Savage Society*. Londres: Routledge and Kegan Paul.

Matsuda, Mari J. 1991. "Beside My Sister, Facing the Enemy : Legal Theory Out of Coalition." *Stanford Law Review* 43, no. 6 : 1183-1192.

McNamara, P. 2011. "Feminist Ethnography : Storytelling that Makes a Difference." In *Sage Qualitative Research Methods*, dirigé par P. Atkinson et S. Delamont. New York: Sage Publications.

Mehta, Akanksha. 2015. "The aesthetics of 'everyday' violence : narratives of violence and Hindu right-wing women." *Critical Studies on Terrorism* 8, vol. 3 : 416-438.

Meinzen-Dick, Ruth et Rajendra Pradhan. 2002. "Legal Pluralism and Dynamic Property Rights." CAPRI Working Paper, no. 22. Washington : International Food Policy Research Institute (IFPRI).

Menon, Kalyani Devaki. 2010. *Everyday Nationalism: Women of the Hindu Right in India*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press.

Menon, Nivedita. 2004. *Recovering Subversion: Feminist Politics Beyond the Law*. Champaign: University of Illinois Press.

Menon, Nivedita. 2012. *Seeing Like a Feminist*. Londres: Penguin.

Menski, Werner. 2009. *Hindu Law: Beyond Tradition and Modernity*. Oxford: Oxford Press.

Mertz, Elizabeth. 2007. "Legal Language and American Law: Authority, Morality, and Linguistic Ideology." In *The Language of Law School: learning to "think like a lawyer"* 207-225. Oxford: Oxford University Press.

Misra, Preeti. 2007. *Domestic Violence Against Women: Legal Control and Judicial Response*. New York : Deep & Deep Publications.

Mitra, Nishi. 2013. "Intimate Violence, Family and Femininity: Women's Narratives on Their Construction of Violence and Self." *Violence Against Women* 19, no. 10.

Mohanty, Mritiunjoy. 2013. « La mondialisation et la croissance de l'économie. » Dans *L'Inde et ses avatars : pluralité d'une puissance*, dirigé par S. Granger et al., 189-231. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Mohindra, Katia Sarla et al. 2012. "Debt, shame, and survival : becoming and living as widows in rural Kerala, India." *BMC International Health & Human Rights* 12, no. 28.

Mullatti, L. 1995. "Families in India: Beliefs and Realities." *Journal of Comparative Family Studies* 26, no. 1.

Musante, Kathleen. 2015. "Participant Observation." In *Handbook of Methods in Cultural Anthropology* 251-292. Lanham: Rowman & Littlefield.

Nader, Laura. 1990. *Harmony Ideology: Justice and Control in a Zapotec Mountain Village*. Stanford: Stanford University Press.

Nader, Laura. 2002. "Hegemonic Processes in Law: Colonial to Contemporary." In *The Life of the Law: Anthropological Projects*, 117-167. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.

Nandy, Amrita. 2013. "Cultures of Violence and Silence." In *Ambiguity and Domestic Violence in Asia: Concept, Law and Process Family*, dirigé par Maznah Mohamad et Saskia E. Wieringa. Eastbourne: Sussex Academic Press.

Nandy, Amrita. 2014. "Cultures of violence and silence." *The Focus* 67, no. 24.

Narayan, Uma. 1997. *Dislocating Cultures: Identities, Traditions, and Third-World Feminism*. New York: Routledge.

Nations Unies. 2010. *Handbook for Legislation on Violence against Women*. ST/ESA/329, New York: Department of Economic and Social Affairs, United Nations,

Nations Unies. 2016. *The World's Cities in 2016 : data booklet*, New York: United Nations, http://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/urbanization/the_worlds_cities_in_2016_data_booklet.pdf

National Crime Records Bureau. 2015. "Crime against women." In *Crime in India-2015*, 81-92. Delhi: National Crime Bureau, Ministry of Home Affairs.

Nigam, Shalu. 2005. "Understanding Justice Delivery System from the Perspective of Women Litigants as Victims of Domestic Violence in India", *SSRN*, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2428097.

Nongbri, Tiplut. 1988. "Gender and the Khasi Family Structure: some implications of the Meghalaya succession to *Self-Acquired Property Act*, 1984." *Sociological Bulletin* 37, no. 1/2 : 71-82.

Ollivier, Michèle et Manon Tremblay. 2000. *Questionnements féministes et méthodologies de recherche*. Paris : L'Harmattan.

Oprea, Denisa-Adriana. 2008. « Du féminisme (de la troisième vague) et du postmoderne. » *Recherches féministes* 21, no. 2 : 5-28.

Ortner, S. B. 2006. "Power and Projects: Reflections on Agency." In *Anthropology and Social Theory*, 129–153. Durham : Duke University Press.

Parameswaran, Radhika. 2011. "Feminist Media Ethnography in India : Exploring Power, Gender, and Culture in the Field." In *Emergent Methods in Social Research*, dirigé N. Hesse-Biber et Leavy, 337-374. Londres : SAGE Publications.

Patel, Vibhuti. 1995. "Shah Bano Controversy and the Challenges Faced by Women's Movement in India." In *Problems of Muslim Women in India*, dirigé par Asghar Ali Engineer, 140- 148. New Delhi: Orient Longman.

Patel, Vibhuti et Radhika Khajuria. 2016. *Political Feminism in India: an analysis of actors, debates and strategies*, New Delhi : Friedrich Ebert Stiftung (FES) Asie.

Pereira, Melvil, Bitopi Dutta et Binita Kakati. 2017. *Legal Pluralism and Indian Democracy: Tribal Conflict Resolution Systems in Northeast India*. New Delhi: Routledge India.

Poonacha, Veena. 2014. *Violence against Women: A Question of Equality and Justice. Background paper presented to the Prime Minister's High Level Committee*. Mumbai. Research Centre for Women Studies : Mumbai.

Posner, Richard A. 1908. "A Theory of Primitive Society, with special reference to Law." *Journal of Law & Economics* 23, no.1.

Purkayastha, Bandana et al. 2003. "The Study of Gender in India : a partial review." *Gender & society* 17, no. 4 : 503-524.

Radhakrishnan, S. 2009. "Professional Women, good families: respectable femininity and the cultural politics of a 'New' India." *Qualitative Sociology*, 32, no. 2: 195-212.

Rajan, Anuradha and Nandita Bhatla. 2003. "Private Concerns in Public Discourse." *Economic and Political Weekly* 38, no. 17: 1658–1664.

Ray, Raka. 1999. "Women's Movements in the Third World: Identity, Mobilization and Autonomy." *Annual Review of Sociology* 25: 47-71.

Rege, Sangeeta et Aarthi Chandrasekhar. 2013. "Feminist Domestic Violence Interventions in India." In *Feminist Counselling and Domestic Violence in India*, dirigé par P. Bhate-Deosthali, S. Rege et P. Prakash, 176-210. New Delhi Routledge.

Rege, Sharmila. 2006. *Writing Caste/Writing Gender : Race, Reproduction and the Meaning of Liberty*. New York: Vintage Books.

Rouland, Norbert. 1998. « La diversité des systems juridiques. » In *Introduction historique au droit*, 38-58. Paris : Presses universitaires de France.

Sabatier, Paul. 1986. "Top-down and Bottom-up Approaches to Implementation Research: A Critical Analysis and Suggested Synthesis." *Journal of Public Policies* 6, no. 1 : 21-48.

Schneider, D. 2004. "What is kinship all about?" In *Kinship and family : an anthropological reader*, dirigé par R. Parkin et Stone, 257-274. Boston: Blackwell Publishing.

Schmitthener, Samuel. 1969. "A Sketch of the Development of the Legal Profession in India." *Law & Society Review* 3, no. 2/3.

Sharma, B.R. 2005. "Social etiology of violence against women in India." *The Social Science Journal* 42.

Silverstein, Michael. 2003. "Translation, Transduction, Transformation: Skating "Glossando" on Thin Semiotic Ice." In *Translating Cultures: perspectives on translation and anthropology*, dirigé par P. G. Rubel et A. Rosman, 84-105. Oxford: Berg.

Solanki, Gopika. 2011. *Adjudication in Religious Family Laws: Cultural Accommodation, Legal Pluralism, and Gender Equality in India*, Cambridge: Cambridge University Press.

Solanki, Gopika et Geetanjali Gangoli. 2016. "Defining Domestic Violence and Women's Autonomy in Law." *Socio-Legal Review*, 12, no. 1.

The Special Cell for Women and Children (SCWS). 2006. *Documenting Effective Interventions & Strategic Alliances between Maharashtra Police and Tata Institute of Social Sciences*, Mumbai : SCWS.

The Special Cell for Women and Children (SCWS). 2007. *Next Steps... taking the Special Cell Process Ahead*, Mumbai: Tata Institute of Social Sciences.

Srinivas, M.N. 1955. *India's Villages*. Calcutta: Asia Publishing House.

Srinavas, M.N. 1962. *Caste in Modern India and other Essays*. Bombay: Asia Publishing House.

Stein, Jessica H. 2011. "Coalition, Cross-Cultural Lawyering, and Intersectionality : Immigrant Identity as a Barrier to Effective Legal Counselling for Domestic Violence Victims." *Connecticut Public Interest Law Journal* 11, no. 1 : 133-162.

Suneetha, A et V. Nagaraj. 2010. "Dealing with Domestic Violence towards complicating the rights discourse." *Indian Journal of Gender Studies* 17, no. 3.

Relis, Tamara. 2009. "Great misconceptions or disparate perceptions of plaintiffs' litigation aims." In *Perceptions in Litigation and Mediation*, dirigé par T. Relis, 33-64. Cambridge: Cambridge University Press.

Rocher, Guy. 2001. « Le droit et la justice : un certain regard sociologique. » *Cahiers de droit* 42, no. 3 : 873-882.

Tamanaha, Brian Z. 2001. *A General Jurisprudence of Law and Society*, Oxford: Oxford University Press.

Tamanaha, Brian Z. 2008. "Understanding Legal Pluralism: Past to Present, Local to Global." *Sydney Law Review* 30 : 375-411.

Tamanaha, Brian Z. 2011. "The Rule of Law and Legal Pluralism in Development." *Hague Journal on the Rule of Law* 3, no. 1 : 1-17.

Tamanaha, Brian Z. 2017. *A Realistic Theory of Law*. Cambridge: Cambridge University Press.

Teubner, Gunther. 1992. "Two faces of Janus : rethinking legal pluralism." *Cardozo Law Review* 13: 1443-1462.

Tharu, Susie et Tamaswini Nirankana. 1998. "Problems for a Contemporary Theory of Gender." Dans *Subaltern Studies vol. 9*, dirigé S. Amin et D. Chakrabarty, 232-260. New Delhi: Oxford University Press.

Uberoi, Patricia. 2005. "The Family in India: Beyond the Nuclear Versus Joint Debate." In *Writing the Women's Movement*, dirigé par M. Khullar, 397-417. New Delhi: Zubaan.

Varma, Pooka. 2016. "Abuse against Widowhood in India." *The International Journal of Indian Psychology* 4, no.76.

Vatuk, Sylvia. 1972. *Kinship and Urbanization; White Collar Migrants in North India*. Berkeley: University of California Press.

Vatuk, Sylvia. 2013. "The 'women's court' in India : an alternative dispute resolution body for women in distress." *The Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law* 45, no. 1.

Vauclair, Martin. 2017. *Traité général de preuve et procédure pénales*. 24e éd. Montréal : Yvon Blais.

Vera-Sanso, Penny. 1999. "Dominant Daughters-in-Law and Submissive Mothers-in-Law? Cooperation and Conflict in South India." *The Journal of the Royal Anthropological Institute* 5, no. 4.

Vidhi Centre for Legal Policy. 2018. *Tilting the Scale : Gender Imbalance in the Lower Judiciary*. Delhi : Vidhi Centre for Legal Policy. https://static1.squarespace.com/static/551ea026e4b0adba21a8f9df/t/5a818f5a9140b73f5d6d67ff/1518440304789/180212_Tilting+the+Scale_Final.pdf.

Viau-Tassé, Mathilde. 2014. "Legal Response to Domestic Violence in Mumbai (Report)", *Research Centre for Women's Studies*, Mumbai: Research Centre for Women's Studies.

Vindhya, U. 2013. "Feminist Counselling for Domestic Violence : Some Issues of Theory and Practice. » *Feminist Counselling and Domestic Violence in India*, dirigé par S. Rege, P. Bate-Deosthali et Padma Prakash. New Delhi: Routledge.

Visweswaran, Kamala. 1994. *Fictions of Feminist Ethnography*, Minneapolis: University of Minnesota Press.

Vranda M N. 2013. "Exploring Domestic Violence in an Indian Setting." *Indian Journal of Gender Studies*, 20, no. 1.

Wadley, Susan. 1994. *Struggling with Destiny in Karimpur, 1925-1984*. Berkeley: University of California Press.

Wiser, William et Charlotte Wiser. 2001. *Behind Mud Walls: Seventy-five Years in a North Indian Village*. Berkeley: University of California Press.

Yelaja, Shankar A. 1969. "Schools of Social Work in India: historical deveopment 1936-1966." *The Indian Journal of Social Work* 29, no. 4.

ANNEXE 1 : GUIDE POUR LES ENTREVUES

Questionnaire for the Professionals

The Socio-Legal Strategies of Women in Situation of Domestic Violence

Identification

Identification code:

Age:

Location code:

Date of interview:

General questions about their background

Where were you born? Did you grow up there?

What is the highest level of education you have completed?

What is your marital status?

When did you get married? At what age?

Was it an arranged or love marriage?

How did you meet your husband?

Do you have children?

General questions about their work, their organisation and missions.

What is your position in the organisation?

Why have you chosen to work here?

For how long have you been working here?

What are its missions?

Who are the women who come to you? From what socio-economic background are they?

Questions related to marriage and family

How would you define marriage?

What are the roles of each party in marriage?

How would you define family?

How would you define domestic violence?

Questions related to women accessing resources

How women approach your organisation? Do they do it alone or are they accompanied?

Who accompany them (family members, members of the community, friends, etc.)?

Do they approach other services before coming to you (group supports, community council, etc.)?

Is the woman's family and/or relatives involved ?

What is the "usual" pathway of women seeking help from domestic violence? Who do they approach first?

Questions related to the strategies used by professionals and women

What do you think are the motivations of women when they come to you?

Do their motivations change through the process?

What are the options do you offer to women who are coming to your organisation?
(Counselling, legal recourses, etc.)

What strategies do you use to reduce or eliminate violence from the women's life?

Questions related to lawyers

What legal option(s) do you offer to women? Do you consider some of them more efficient?
Why?

Do you encourage women to go to trial?

Do you advise women to go for counselling? If yes or no, Why?

Do you feel that State laws protect women? What are the impacts of the State laws?

Questions related to social workers

What kind of work/training do you do with women?

What are the objectives of the counselling session?

Do you advise them on the legal options available to them?

How the counselling room is organized? Do the parties face each other?

Who is present at the session? Are the families usually present?

How the organization conducts the session? What are the proceedings?

Were the families involved in the process? Who can speak at those sessions?

What do you think are the advantages of this forum compare to State formal forums?

Do you use State law and/or State's symbols in your interventions?

ANNEXE 2 : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT EN ANGLAIS



INFORMATION AND CONSENT FORM

« The socio-legal strategies of women in situation of domestic violence in the pluri-legal context of Mumbai »

PREAMBLE

You are invited to participate in a research project on the socio-legal strategies of women facing domestic violence in Mumbai. Before agreeing to participate in this project, it is important to take the time to read and understand the information below. If there are words or sections that you do not understand, do not hesitate to ask questions.

IDENTIFICATION:

Mathilde Viau-Tassé, student-researcher.

Master in Anthropology, Université de Montréal, Québec, Canada.

OBJECTIVES OF THE PROJECT:

The main objective of this project is to understand how women in situation of domestic violence access to justice. To this end, questions related to marriage, law, family, access to various social services (education, support groups etc.) will be asked.

NATURE OF YOUR PARTICIPATION:

Your participation is required for one interview which will each take about two hours of your time. With your permission, this interview will be digitally recorded on an audio device. However, if you prefer, the interview may not be recorded. The place and time of the interview are to be determined with the interviewer. An interpreter will be present to translate from Marathi or Hindi into English.

BENEFITS and POTENTIAL RISKS:

Your participation will contribute to the advancement of knowledge through a better understanding of the question to access to justice for women in Mumbai, of their socio-legal strategies and of their specific needs.

There is no risk of discomfort associated with your participation in this research.

Some questions could rekindle emotions. You are free to stop the interview at any moment

Remember that the investigator has the responsibility to suspend or terminate your participation if she considers that your welfare is compromised.

ANONYMITY AND PRIVACY:

It is understood that all information collected during the interview and during the observation sessions are confidential. Only the researcher will have access to the collected data. All research material will be stored separately in a safe place protected with password for the entire duration of the project.

In order to protect your identity and the privacy of the data collected, you will always be identified by a pseudonym. The pseudonym associated with your name will only be known to the investigator of the project.

VOLUNTARY PARTICIPATION and RIGHT TO RESIGN:

Your participation in this project is voluntary. This means that you agree to participate in the project without any stress or external pressure, and also you are free to discontinue your participation at any time during this research, without prejudice of any kind whatsoever and without having to justify yourself. To withdraw your participation, contact Mathilde Viau-Tassé, student-researcher, Université de Montréal,

In this case and unless you direct us otherwise, the documents received will be destroyed. However, after the publication process is launched, it will be impossible to destroy the analysis and results about your data.

Your agreement to participate also means that you agree that the researcher can use the data collected for research purposes (dissertation, articles, conferences and scientific papers) provided that any information that identifies you is not publicly disclosed unless you have explicitly expressed your consent.

LIABILITY PROVISION:

By agreeing to participate in this project, you do not waive any of your rights nor release the researcher, sponsor or involved institutions from their legal and professional obligations.

FURTHER RESEARCH:

Personal information will be kept 7 years after publication of this research and then destroyed. Remaining anonymized data could be used in future research under the same conditions of anonymity and after approval of a research ethics committee.

QUESTIONS ABOUT THE PROJECT OR YOUR RIGHTS? :

If you have any questions about your rights, the responsibility of the researcher regarding your participation to the project, you may contact the research ethics advisor from the Ethics Committee for Research in Arts and Sciences, Université de Montréal (CERAS)

If you have any complaints about your experiences while participating in this research project, please contact the Ombudsman of the University of Montreal by email

ACKNOWLEDGEMENTS:

Your input is important to the realization of my Master project. I wish to kindly thank you for your time and generous participation.

CONSENT:

Hereby:

- a) I have read this form of informed consent;
- b) I voluntarily consent to participate in this research project;
- c) I understand the project objectives and what my participation involves;
- d) I confirm having had sufficient time to think about my decision to participate;
- e) I also recognize that the person in charge of the project answered my questions satisfactorily; and
- f) I understand that my participation in this research is completely voluntary and that I can terminate it at any time without penalty of any form and without providing any justification.

I hereby declare:

- a) having explained the purpose, nature, benefits, risks of the project and other provisions of the information and consent form;
- and
- b) having responded to the best of my knowledge to the questions asked by the participant.

Researcher

(Print Name)

(Signature)

(Date)

